

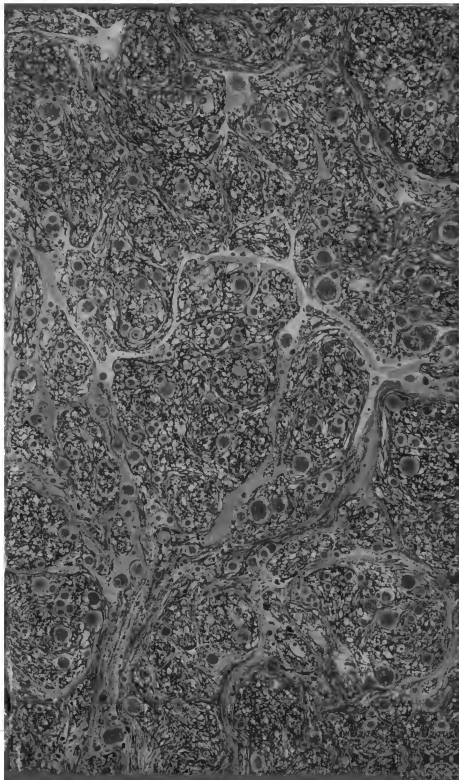


BIBL. NAZ.  
Vitt. Emanuele III

II  
SUPPL.  
PALATINA

B

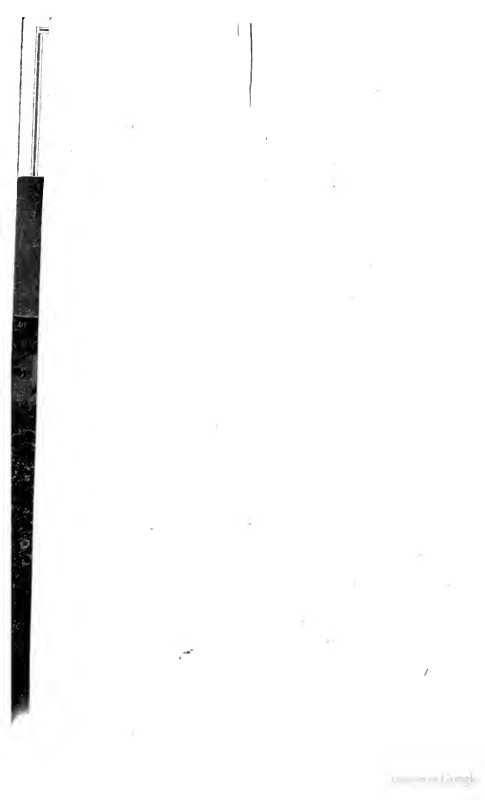
338  
NAPOLI



842-111



II Suppl. Part. B338

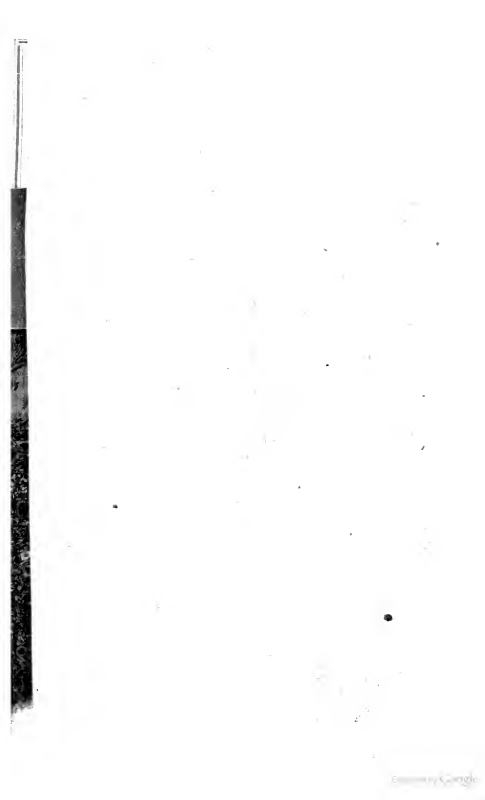


# HISTOIRE

DE

FRANCE.

III.



650501

# HISTOIRE

DE

## FRANCE,

Commencée par V E L L Y , soigneusement  
revue et corrigée

PAR ANT. FANTIN DES ODOARDS.

### PREMIÈRE PARTIE,

Depuis les temps anciens jusqu'à la naissance  
de Henri IV.

---

DYNASTIE CARLOVINGIENNE ET COMMENCEMENT  
DE LA DYNASTIE CAPÉTIENNE.

Statui res gestas ut quæque memoria digna  
videbantur perscribere , eò magis quod mihi  
a spe , metu animus liber erat.

SALLUST. BELL. CATIL. Ven. an. 1545.

### TOME TROISIÈME.

---

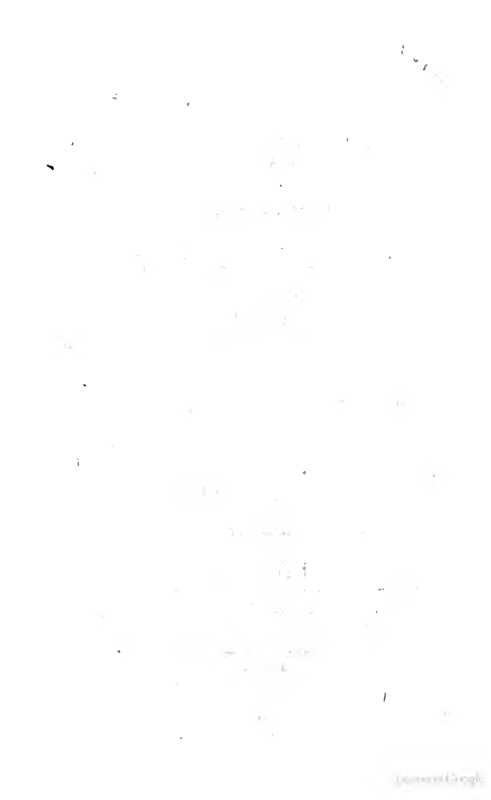
## PARIS.

FANTIN et C.<sup>ie</sup> , Libraires , quai Malaquais , N.<sup>o</sup> 3.  
REY et GRAVIER , Lib. , quai des Augustins , N.<sup>o</sup> 55.  
DELAUNAY , Libraire , Palais-Royal , galerie de bois ,  
N.<sup>o</sup> 243.

---

1819.





---

# HISTOIRE

DE

FRANCE.

---

PREMIÈRE PARTIE.

---

LIVRE QUATRIÈME.

*Pepin-le-Bref, Charlemagne ou Charles I<sup>er</sup>.*

1. Avènement de Pepin à la couronne. — Il est sacré à Soissons. — 2. Mort du pape Zacharie. — Etienne II donne à Pepin le titre de patrice de Rome. — Mort de Carloman. — Pepin marche en Italie. — 3. Seconde expédition de Pepin en Italie. — Parlemens de Compiègne et de Duren. — 4. Mort de Pepin. — Observations sur son règne. — 5. Droits appartenans aux églises, pendant le règne des Mérovingiens. — 6. Charlemagne parvient à la couronne avec son frère Carloman. — 7. Mort de Carloman. — Conduite des papes envers les rois de France. — Première guerre de Charlemagne envers les Saxons. — 8. Ce prince s'em-

*Tome III.*

pare de la couronne de Lombardie. — 9. Donation de Charlemagne aux papes. — 10. Seconde guerre contre les Saxons. — 11. Charlemagne revient en Italie. — 12. Parlement tenu à Paderborn. — Des émirs musulmans réclament la protection du roi de France. — Troisième guerre contre les Saxons. — 13. Les Français attaquent l'Espagne. — Journée de Roncevaux. — Capitulaires d'Herstad. — 14. Quatrième guerre contre les Saxons. — Réception de Charlemagne dans Rome. — 15. Charlemagne établit une académie dans son palais. — 16. Écoles fondées auprès des églises. — Le chant grégorien est introduit en France. — 17. Nouveau soulèvement des Saxons, assujettissement de cette nation. — Charlemagne soumet les Bretons. — 18. Troisième voyage de Charlemagne en Italie et à Rome. — Le duché de Bavière est réuni à la couronne. — 19. Guerre contre les Huns et contre les Grecs. — 20. Conspiration contre les jours de Charlemagne. — Son fils aîné est confiné dans un monastère. — 21. Concile de Francfort. — 22. Guerre contre les Arabes, les Huns et les Saxons. — 23. Mort du pape Adrien. — Léon III lui succède. — 24. Charlemagne fait juger le pape à Rome. — Dispositions de ce pontife envers le roi. — 25. Charlemagne est couronné empereur. — 26. Il forme le projet d'épouser l'impératrice Irène. — 27. Dix mille Saxons sont transportés dans la Belgique. — Guerre contre les Danois. — Charlemagne est reconnu empereur par la cour de Constantinople. — Traité des limites entre les deux empires. — 28. Partage de l'empire de Charlemagne entre les trois enfants de ce prince. — Mort de Pepin, roi d'Italie, et de Charles, roi d'Austrasie. — 29. Le Calife de Bagdad envoie des ambassadeurs à Charlemagne. — Concile d'Aix-la-Chapelle. — 30. Louis-le-Débonnaire est



associé à l'empire. — 51. Mort de Charlemagne. — Nombre de ses femmes et de ses enfans. — 52. Réflexions générales sur le règne de Charlemagne. — Manière dont les parlemens délibéraient sur les affaires publiques. — 53. Les parlemens devinrent le principal ressort de la puissance de Charlemagne. — Administration de la justice. — 54. Discipline ecclésiastique. — On commence à payer la dîme aux églises. — Conduite des moines. — 55. Service militaire, finances, valeur des monnaies. — 56. Portrait de Charlemagne. — Caractère de ses lois. — Commerce, habillemens, usages de la société.

1. **L**A fin déplorable de la dynastie Mérovingienne offre un de ces exemples aussi communs que terribles de l'instabilité des choses humaines. L'origine de la maison de Clovis, qui se perd dans la nuit des temps, l'éclat de ses exploits, l'étendue de ses conquêtes, l'habitude de lui obéir contractée par les Français; rien ne put la sauver d'un triste naufrage. Cet exemple apprend aux rois, qu'un trône rempli par une longue suite de princes livrés à la mollesse et à l'inaction, doit s'écrouler sous sa masse. 751.

Une nouvelle maison royale s'éleva sous les ruines de l'ancienne. Les actions les plus glorieuses, et des tentatives pour le bonheur de la France, effaçaient la tache de son usurpation, lorsqu'à son tour elle fut renversée

751. par le concours des causes qui l'avaient placée sur le trône.

Pepin reçut la couronne (1) dans une assemblée de la nation tenue à Soissons. Un ancien écrivain observe que, suivant la coutume, la reine Berthe fut élevée avec lui sur les bannières. Je ne connais dans notre histoire aucun vestige de cet usage ; c'était probablement une nouveauté, dans la vue de rendre les enfants de cette princesse plus respectables aux yeux des peuples. Par une autre nouveauté, Pepin se fit sacrer par saint Boniface, évêque de Mayence. Cette cérémonie eut lieu dans la cathédrale de Soissons. Aucun monarque français, avant Pepin, n'avait reçu l'onction royale ; mais le sacre commençait à être employé par les rois en occident. J'ai parlé du roi d'Espagne Bamba, qui se fit sacrer en 671 ; c'était une imitation d'un ancien usage judaïque. Samuel avait versé de l'huile sur la tête de Saül et sur celle de David. Les prêtres se servaient de l'huile dans l'ordination des évêques. On crut imprimer un caractère de sainteté au diadème, en l'entourant de la consécration épiscopale. Tous les successeurs de Pepin furent sacrés, à l'exception de Louis-le-Débonnaire.

---

(1) Fredeg., 2<sup>e</sup>. cont., cap. 127.

Il n'est pas douteux (1) que la cérémonie du sacre, aussi bien que l'usage d'élever les rois sur les boucliers, ne vint de Constantinople. L'empereur Cantacuzène nous apprend, que les Grecs élevaient les empereurs sur un bouclier soutenu par les grands officiers de l'empire. Le monarque entrait ensuite dans le chœur de l'église, et le patriarche faisait le signe de la croix sur sa tête avec une plume trempée dans de l'huile bénite; les diacres apportaient la couronne, le prince le plus élevé en dignité la plaçait sur la tête du nouveau César; le clergé et le peuple criaient : Il en est digne. Mais, au sacre des rois d'occident, l'évêque disait aux assistans : Voulez-vous ce roi? Le roi prononçait le serment du royaume, après avoir prêté un serment particulier aux évêques.

Les rois de France se faisaient anciennement sacrer par le métropolitain de la province, où les grands s'assemblaient à l'occasion de la cérémonie de l'inauguration. Philippe reçut l'onction dans Rheims. Gervais de Bélesme prétendit qu'à lui seul, en qualité de successeur de saint Remy, appartenait le droit de sacrer le roi, quoiqu'il fût certain que cette

---

(1) Voltaire, *Essai sur les Mœurs*, etc., tome I<sup>er</sup>.

751. cérémonie était inconnue sous la première dynastie. Au surplus, Louis-le-Jeune, aux instances de sa femme, sœur de Guillaume de Champagne, alors assis sur le siège de Rheims, accorda au métropolitain de cette église le privilège de sacrer les monarques français.

A peine Pepin-le-Bref avait été proclamé roi de France, qu'il marchait vers le nord de l'Allemagne, contre les Saxons. Ils n'obtinrent la paix qu'en soumettant à une augmentation de tribut (1).

Le comte de Bretagne, révolté vers le même temps, subit le même sort. Pepin, au retour de cette expédition, apprit que le comte Griffon, son frère, venait d'être tué. Les uns attribuèrent ce crime au duc d'Aquitaine, dont Griffon avait séduit la femme; d'autres prétendent que Pepin fit assassiner son frère.

2. Le pape Zacharie terminait sa carrière. Le roi des Lombards, Aistulphe, s'était emparé de l'exarchat de Ravenne, dont le pontife romain demandait la souveraineté au chef de la maison Carlovingienne.

Etienne II, succédant à Zacharie, héritait de son ambition. Cependant, Aistulphe regardant Rome comme une partie de l'exarchat de Ravenne, dont il était le maître, se préparait

---

(1) Fredeg., 2<sup>e</sup>. contin., cap. 118.

à tenter le siège de cette ville (1). Constantin V occupait le trône de Byzance. Au lieu d'envoyer une armée au secours de la capitale de l'empire, il se contenta de charger le pape, par un diplôme, de veiller aux intérêts et à l'honneur de l'empire. 751.

Par cette formule, sous la république romaine, le sénat, dans les occasions alarmantes, investissait les consuls d'une autorité presque dictatoriale. Etienne, muni du rescrit impérial, feint de se croire revêtu de toute la puissance du peuple romain. Il fait demander à Pavie la permission de traverser la Lombardie, et de venir en France. Aistulphe, enchaîné par les idées religieuses, n'osa s'opposer à ce voyage. Charles, fils aîné de Pepin, vint au devant du pape; il l'accompagna à Pontyon, maison royale dans le Pertois.

Anastase raconte que Pepin, à l'arrivée d'Etienne, se prosterna jusqu'à terre, lui jura obéissance, et le suivit comme un simple écuyer, marchant à pied auprès de lui, tenant son cheval par la bride. On ne reconnaît dans ce récit, ni la majesté des anciens rois français, ni la modestie des papes dans les temps où ces pontifes se reconnaissaient

---

\* (1) Anast., bibliot.

751. encore sujets de l'empire. Les annales de Metz rapportent l'entrevue bien différemment. On y voit qu'Etienne parut à Pontyon dans une attitude suppliante, qu'il embrassa les pieds du monarque, le conjurant de préserver Rome du joug dont la menaçait le roi des Lombards. Un auteur contemporain, sans parler de ces prosternations, observe simplement que, dans cette entrevue, le pape offrit au roi des présents d'une grande valeur; qu'il fut reçu avec bienveillance, et qu'on lui promit des prompts secours (1).

Pepin entrevoyait dans le séjour du pape en France un moyen d'affermir sa domination. La cérémonie de son sacre, adoucissant aux yeux des peuples, ce que son usurpation présentait d'injuste et d'odieux, laissait quelques préjugés contre lui. Il résolut d'employer l'autorité du pape à les anéantir. Non-seulement, le pontife lui accorda par un bref l'absolution du parjure dont il s'était souillé en détrônant Childéric, auquel, en qualité de maire du palais, il devait obéissance; mais, le créant patrice, il offrait de le sacrer une seconde fois. Ce qui prouve que dans les idées des peuples un évêque de Rome était

---

(1) Fredeg., Contin., cap. 119.

quelque chose de plus saint qu'un évêque de Mayence. 751.

Cette fête fut célébrée dans l'église de Saint-Denys. Pepin reçut une seconde fois l'onction royale. Avec lui furent sacrés la reine Berthe et ses deux enfans Charles et Carloman. Etienne termina la cérémonie par une excommunication lancée contre ceux qui tenteraient de transporter la couronne dans une autre famille. Ainsi, deux hommes habiles (1) employaient les ressorts de la politique, l'un pour affermir son trône à l'ombre de la puissance papale, et l'autre pour acquérir une domination temporelle, en déployant son autorité spirituelle. L'opinion, reine du monde, environnait d'une vénération si générale la fonction religieuse faite par le pape à Saint-Denys, qu'Eginhard assurait en termes formels que le roi Childéric fut déposé par ordre du pape Etienne. 753.

Tous ces événemens étaient un tissu de fourberies et de rapines. Le premier domestique d'un roi de France dépouillait son maître, l'enfermait dans le couvent de Saint-Bertin, tenait en prison le fils de son roi dans le

---

(1) Velly, Histoire de France, tome I<sup>er</sup>.

754. couvent de Fontenelle : un pape venait de Rome consacrer ce brigandage.

Etienne revint à Rome avec des ambassadeurs de Pepin. Ce prince rassemblait la nation française à Crecy-sur-Oise ; la guerre contre les Lombards fut résolue.

Aistulphe, alarmé, engage l'abbé du Mont-Cassin à envoyer Carloman en France, dans l'espoir de traverser les projets du pape. Les Français contemplèrent avec une vive émotion un puissant monarque dans une condition si éloignée de son ancienne fortune (1). Le souvenir du passé, les bienfaits répandus par lui sur un grand nombre d'entre eux, l'humiliation de son état présent, et l'habit sous lequel il paraissait, tout donnait un grand poids à sa médiation ; mais, soit que ses instances fussent peu vives, ou que l'influence du pape prévalût, il reprenait le chemin de sa retraite, lorsqu'on l'enferma dans un monastère de Vienne en Dauphiné : il y mourut la même année. Cette mort si prompte donna naissance à d'étranges pensées. On soupçonna que Carloman avait été sacrifié à l'ambition de Pepin, et aux intrigues du pape Etienne.

---

(1) Eginh., *Annal.*



Pepin avait fixé le rendez-vous de ses armées au val de Maurienne ; sous ses drapeaux se réunissaient les guerriers de toutes les nations qui environnaient l'Elbe , le Rhin , la mer germanique , les Alpes et les Pyrénées. Il devait facilement opprimer un prince , dont les états ne s'étendaient que sur une partie de l'Italie. En vain ses troupes occupaient les gorges des montagnes. Le pas de Suze fut forcé par les Français ; ils se présentent devant Pavie , Aistulphe promet tout ce qu'on veut. La saison devenait rigoureuse , l'abondance des neiges allait fermer le passage des Alpes. Les Français reprirent le chemin de leur pays , à condition que le roi Lombard céderait au pape l'exarchat de Ravenne. Le roi ne laissa à Pavie qu'un commissaire chargé de recevoir les villes de l'exarchat , et de les remettre au pape.

3. Voltaire remarque avec raison , que la démarche de Pepin était irrégulière ; comment ; après avoir donné au pape des provinces qui ne lui appartenaient pas , ne prenait-il aucune mesure pour l'exécution de cette donation inconvenante : il est peu vraisemblable , ajoute ce philosophe , que Pepin , l'oppresseur de son roi , n'eût passé en Italie avec une armée que pour faire des présents. Rien n'est plus douteux que cette donation citée dans tant

756. de livres. Le bibliothécaire des papes Anastase, qui écrivait un siècle et demi après l'expédition de Pepin, parla le premier de cet acte. Mille auteurs l'ont copié; mais les meilleurs publicistes d'Allemagne le réfutent aujourd'hui. »

Assurément, il n'est pas démontré que Pepin ait voulu laisser aux papes l'exarchat de Ravenne. La prompte retraite du roi français prouve seulement que, regardant cette donation comme un acte chimérique accordé au pape en échange de sa complaisance, les suites qu'elle pouvait avoir, l'inquiétaient peu, et que des circonstances épineuses le forçaient d'abrégier son séjour en Italie.

A peine les Français repassaient les Alpes, qu'Aistulphe, au lieu de restituer l'exarchat au pape, commençait le siège de Rome au mois de janvier.

Etienne envoie une lettre à Pepin, dans laquelle il fait parler les anges et les saints en faveur des droits pontificaux : lettre importante, suivant le savant abbé Fleuri, en ce qu'elle développe le génie du huitième siècle (1), et jusqu'où les hommes savaient porter les fictions utiles à leurs intérêts. L'épître du pape était rédigée au nom de Saint-Pierre ; il pro-

---

(1) Discours sur l'Hist. Ecclés.

mettait à Pepin, en récompense de ses services, la victoire sur ses ennemis, l'affermissement de sa maison sur le trône, et la vie éternelle; et, en cas de désobéissance, il le menaçait de la damnation et d'une funeste issue de toutes ses entreprises. Elle mérite d'être rapportée. « Pierre, apôtre, par Jésus-Christ, au roi Pepin. Comme par moi l'église catholique, apostolique et romaine, mère des autres églises, est fondée sur la pierre, afin que la grâce soit pleinement accordée du Seigneur à Etienne, évêque de cette douce église, à vous, excellent Pepin, Charles et Carloman, trois rois; moi, Pierre, apôtre, je vous conjure et la Vierge Marie, qui vous aura obligation, vous avertit et vous commande, aussi bien que les trônes et les dominations.... Si vous ne combattez pour moi, je vous déclare par la Sainte-Trinité, et par mon apostolat, que vous n'aurez jamais de part au paradis. »

Cette lettre fait son effet; Pepin assiège Pavie (1). Aistulphe conserva sa couronne en se reconnaissant vassal du monarque français, et en payant un tribut de douze mille sous d'or. Les clefs des villes de l'exarchat furent

---

(1) Ann. Metens. Anast. bibliot. Ann. Fuld. Gaguin. Hist. de France.

756. remises au pape. Cependant Charles confia le gouvernement de Ravenne à l'évêque de cette ville et aux officiers municipaux, chargés de rendre compte à lui-même de leur administration; ce qui prouve que le roi se réserva le domaine suprême de cette grande ville.

Les Français avaient tenté plusieurs fois, sous les Mérovingiens, la conquête de l'Italie, non que cette péninsule fût un meilleur pays que la France, mais alors les villes, bâties par les Romains, subsistaient; la réputation de l'Italie tentait l'ambition d'un peuple pauvre, inquiet et valeureux. Si Pepin avait pu prendre la Lombardie, comme Charlemagne la prit dans la suite, il l'aurait prise : s'il conclut un traité avec Aistulphe, la nécessité l'y contraignait sans doute. J'ai déjà observé que ce prince n'était pas entièrement affermi sur le trône de France; il combattait les ducs d'Aquitaine, regardés comme les descendans d'Aribert, frère du roi Dagobert, et qui prétendaient avoir des droits à la monarchie française; d'ailleurs, les peuples d'Austrasie commençaient à craindre que le monarque, sur la tête duquel ils avaient placé la couronne des Mérovingiens, ne fit, de leur pays, une province de la Neustrie; ils prenaient les armes contre lui.

Aistulphe se flattait de jouir de la paix; il

l'obtint dans le tombeau. Une chute de cheval termina sa vie, peu de temps après la retraite de Pepin; il ne laissait point d'enfâns mâles. De sanglantes contestations s'élevèrent parmi les grands lorsqu'il fallut élire son successeur. Disdier, duc d'Istrie, se trouvait en Toscane, à la tête d'une armée; il réunissait les suffrages. Ratchis, frère d'Aistulphe, s'était retiré dans un monastère; il en sort et dispute le trône. Les uns élurent Ratchis, les autres, Disdier. La Lombardie éprouva les horreurs de la guerre civile. Le moine, roi, voyant son parti s'affaiblir, retourna à la vie cénobitique. Les Lombards couronnèrent Disdier au mois de mars 757. Il associa, sur le champ, au trône, son fils Adelchis.

Voulant resserrer les liens qui unissaient la couronne de Lombardie à celle de France, il demanda à Pepin pour Adelchis, Gisla, sœur de Charlemagne et de Carloman, dans le même temps, que les deux sœurs Gerberge et Désirade épousaient les deux fils de Pepin. Etienne II était mort dans ces circonstances. Son frère lui avait succédé sous le nom de Paul I<sup>er</sup>; son pontificat ne dura que quelques mois. Les suffrages se réunirent en faveur d'Etienne, prêtre du titre de Sainte-Cécile; on le consacra sous le nom d'Etienne III.

La conduite de ce pontife est une énigme

757.

aux yeux de quiconque ne suppose pas que , mécontent du domaine utile dans les villes de l'exarchat , et de la pentapole , ce pape voulait , d'une part , la destruction du royaume des Lombards , et de l'autre , la seigneurie de Rome. Ce double plan , qu'Étienne ne put exécuter , fut l'ouvrage de ses successeurs.

Au commencement de son pontificat , il employa tous ses efforts à gagner la bienveillance du roi Disdier ; mais , dès que ce prince se prépara à assiéger Rome , rien ne fut épargné pour le brouiller avec la cour de France. Les instances pontificales ne parvinrent pas à rompre tous les mariages , dont je viens de parler.

Pepin , occupé à apaiser des révoltes en Neustrie et en Austrasie , paraissait ne vouloir plus se mêler des affaires d'Italie. Il tint l'assemblée du Champ-de-Mai à Compiègne , en 757. La lèpre y fut jugée une cause de divorce (1). Celui des époux , qui jouissait de la santé , pouvait se remarier , ce qui annonce que cette maladie était alors commune. Tassilon , duc de Bavière , fit hommage de son duché au monarque et aux deux princes ses enfans.

758-761

Un nouveau soulèvement des Saxons conduisit Pepin au nord de la Germanie ; vaincus

---

(1) Fredeg., cont.

dans plusieurs combats, ils n'évitèrent leur destruction qu'en se soumettant à une augmentation de tribut. Du fond de l'Austrasie, Pepin vole en Aquitaine; le duc Gaïffre se soumet, donne des otages. L'armée française se retire; mais bientôt Gaïffre oublie ses sermens. Humbert, comte de Bourges, et Blandin, comte d'Auvergne, entrent par ses ordres sur les terres du roi. Il tenait le Champ-de-Mai à Duren, près de Juliers. L'armée française se rassemble et prend ses cantonnemens dans l'Auvergne et dans le Limosin.

A peine, la saison permettait d'entrer en campagne, que Bourges était emportée d'assaut. Le vainqueur usa de clémence, il fit réparer les fortifications de cette ville, et y plaça une garnison. Le duc d'Aquitaine, forcé de s'éloigner d'un si redoutable ennemi, essaya de l'obliger à partager ses forces, envoyant des corps de cavalerie porter le fer et le feu sur différentes provinces; toutes ces divisions furent détruites (1).

Gaïffre touchait à sa perte, lorsque la désertion du duc Tassillon força Pepin à suspendre ses conquêtes. Tassillon rentré brusquement dans la Bavière, venait d'épouser, sans

---

(1) Fred., cont.

763-764

l'aveu du roi Tuitberg, une des filles du roi des Lombards. La médiation du pape éteignit ce foyer de discorde. Tassillon revint dans l'armée royale ; elle marchait rapidement en Aquitaine.

Gaïffre ne pouvant garder toutes ses places, ne conservait que les citadelles construites sur les montagnes les plus escarpées. Narbonne, Toulouse (1), Albi, Nismes, Magdeleine, Béziers, reçoivent les Français dans leurs murs ; les villes de l'Auvergne, du Poitou, et des bords de la Garonne, suivent cet exemple.

Remistain, oncle de Gaïffre, ayant donné sa foi aux Français, venait de reprendre les armes : fait prisonnier, on le conduisit devant le roi qui le fit pendre. Les Gascons, voyant les Français dans leurs montagnes, imploraient la clémence du vainqueur, et offraient un tribut. L'infortuné duc, abandonné généralement, errait de rochers en rochers, de cavernes en cavernes. Ceux qui l'accompagnaient dans sa fuite, l'assassinèrent. Ainsi finit l'ancienne principauté d'Aquitaine.

4. Ce fut le dernier exploit de Pepin, ce prince mourut d'hydropisie à Saint-Denis, le 23 septembre 768, à l'âge de cinquante-quatre

---

(1) Eginh. Ann.



ans , dans la dix-septième de son règne. On <sup>703-764</sup>inhuma à la porte de l'église, pour expier, dit l'abbé Suger , les usurpations des biens ecclésiastiques faites par son père. Sur son tombeau fut gravée cette inscription : Ci gît Pepin, père de Charlemagne, Pepin avait épousé Berthe ou Bertrade; elle lui donna quatre fils : Charlemagne, qui lui succéda en Neustrie ; Carloman, qui regna en Austrasie, Pepin, mort en bas âge; Gilles, moine bénédictin; et trois filles Rothaïde, Adélaïde, Gisèle ou Gisle; les deux premières moururent jeunes ; la troisième prit le voile à l'abbaye de Chelles ; elle avait été fiancée au prince Adelchis , héritier de la couronne de Lombardie. Des intrigues papales rompirent ce mariage. Plusieurs contemporains parlent de cinq ou six autres fils ou filles de Pepin ; une de nom de Berthe , fut mariée au comte d'Angers , père de l'invulnérable Roland. Chiltrude épousa René, comte de Gênes, beau-père d'Oger-le-Danois.

Théophrane observe (1) que parmi les Français, depuis leur établissement dans les Celtiques , Pepin fut le premier qui parvint au trône par un autre droit que celui de la naissance; mais (2) tous les moyens, les moins

---

(1) Page 337.—(2) Velly, tome I<sup>er</sup>.

763-764 violens furent employés par lui , il eut à combattre la fierté des grands, les mécontentemens de quelques princes feudataires et l'attachement des Français aux Mérovingiens. A force d'art, ces difficultés furent vaines.

Ce prince, loin d'affecter le despotisme, communiquait toutes les grandes affaires aux assemblées du Champ-de-Mars, auxquelles, sous son règne, on commençait à donner quelquefois le nom de parlemens : ils faisaient les lois suivant l'ancienne coutume des Francs. L'éclat de ses conquêtes et l'attention scrupuleuse avec laquelle il rendait la justice, remplissait l'Europe de son nom. Les grands, qu'il consultait, les évêques qu'il flattait, les peuples dont il excitait l'admiration, lui restèrent fidèles en Neustrie; exemple rare d'une grande révolution sans subversion totale : aussi disait-on pour désigner un prince accompli : Il est brave, actif et prudent comme Pepin.

La petite taille (1) de ce prince l'avait fait surnommer le Bref ; mais il tenait de la nature, une force peu commune. On raconte que des courtisans s'étant permis des plaisanteries sur la médiocrité de sa taille, il imagina un moyen presque incroyable de leur inspirer du respect

---

(1) Pepin fit frapper des deniers d'argent.

pour sa personne. Il donnait, dans (1) l'abbaye de Ferrière, le spectacle du combat d'un lion contre un taureau ; le dernier renversé se débattait dans les griffes de son redoutable adversaire. Le roi demande au seigneurs dont il était environné : Qui de vous séparerait ces deux animaux ? Chacun resta muet : le roi s'élance le sabre à la main , coupe la gorge au lion , et d'un autre coup abat la tête du taureau. La cour restait étonnée de cette force et de cette adresse ; le roi reprenait tranquillement sa place ; et, aux applaudissemens dont ses oreilles étaient frappées , il se contentait de répondre : David était petit , cependant il terrassa l'orgueilleux géant qui le méprisait.

Les hommes , perpétuellement livrés aux exercices guerriers, acquéraient une force que nous n'avons plus aujourd'hui. La chasse aux sangliers et aux autres bêtes fauves , faisait le principal amusement des princes : on ne chassa dans la suite que les paisibles cerfs. Les tempéramens se fortifiaient par l'adresse et la fatigue, dans un temps où les lances, portées par des guerriers couverts de fer assuraient le succès des batailles.

Des chasses solennelles accompagnaient ordi-

---

(1) Monac. Sanct. Gal., lib. 2.

768. nairement les assemblées nommées *Champ-de-Mai* et ensuite *parlemens*, cours plénières. Ces assemblées furent très-magnifiques sous les règnes de Pepin et de Charlemagne. De toutes les provinces, les comtes et les députés des communes, venaient étaler leur luxe à la cour de ces princes.

Cette magnificence diminua depuis le règne de Louis-le-Bègue; ses successeurs ne donnèrent plus ces fêtes dispendieuses. Hugues Capet les rétablit. Saint Louis, simple et modeste dans sa vie privée, portait la somptuosité dans les cours plénières jusqu'à une espèce d'excès. Les longues guerres contre les Anglais les firent oublier; d'autres fêtes leur succédèrent à la cour. Avec plus de politesse, plus de goût, plus de galanterie, on n'y retrouva plus cette grandeur qui éclatait dans les parlemens tenus par Pepin et par Charlemagne.

Sous le règne de Pepin, l'empereur Constantin Copronyme envoya en France un orgue: c'était le premier qu'on voyait en-deçà des Alpes; il fut placé dans l'église de Saint-Corneille de Compiègne. Ce prince sollicitait le monarque français de restituer à l'empire d'Orient l'exarchat de Ravenne: le pontife romain, voulant arrêter les effets de cette réclamation, ne négligeait aucune occasion de plaire au roi: il lui envoya quelques livres de

géographie, d'orthographe, et de grammaire, la dialectique d'Aristote, et les œuvres de Saint Denis l'aréopagiste, et une horloge nocturne, c'est-à-dire, dont le soleil ne dirigeait pas la marche. L'histoire ne nous apprend pas si cette horloge avait des roues comme les nôtres, ou si l'eau ou le sable imprimaient ses mouvemens. 768.

5. J'ai parlé dans les tomes précédens de la fondation des principales églises de France; le clergé jouissait déjà de grandes richesses lorsque Clovis forma la monarchie française.

Selon Dupin (1); la hiérarchie ecclésiastique n'embrassait, avant le règne de Constantin, que les évêques, les prêtres et les diacres les évêques gouvernaient les églises; s'il s'élevait des difficultés majeures, ils consultaient les évêques voisins, et surtout ceux des sièges apostoliques, où l'on conservait les écrits originaux des auteurs sacrés.

Il n'existait dans l'église aucune juridiction proprement dite; mais, à l'exemple des censeurs à Rome, qui connaissaient des fautes dont la vindicte échappait à la justice ordinaire, les prêtres corrigeaient les chrétiens qui tombaient dans l'hérésie, ou dans d'autres délits. Ils étaient d'abord repris secrètement; on les

---

(1) De antiqua. eccles. discipl. dissert. prima.

768. dénonçait, s'ils ne se corrigeaient pas, à l'évêque et au consistoire, qui l'admonétaient pour la seconde fois; enfin, lorsqu'endurcis dans leurs égaremens, ils continuaient à scandaliser les fidèles par leur doctrine ou par leur mœurs, privés des biens dispensés par l'église à ses enfans, ils étaient rejetés de son sein, sans espoir d'y rentrer, qu'après avoir donné des preuves d'un sincère repentir, par l'acceptation volontaire d'une rigoureuse pénitence : de là se donne encore aujourd'hui, le nom de censures aux peines canoniques; cet usage n'éprouva aucun changement sous Constantin, l'église, jusqu'au règne de Justinien, n'eut ni cour, ni territoire, ni juridiction contentieuse.

Le gouvernement extérieur de l'église se forma sur le modèle du gouvernement civil; l'empire romain, fut partagé sous l'autorité des quatre préfets du prétoire d'Orient, d'Illyrie, d'Italie, et des Gaules, en plusieurs grands départemens, nommés en grec diocèses, un vicaire de l'empire, commandait dans chaque département, qui se composait de plusieurs provinces. La métropole de chaque province devint métropole ecclésiastique. Alors furent connues dans l'église, les dignités de métropolitains, de primats, d'exarques, de patriarches. L'évêque

de la métropole civile exerçait une supériorité sur les autres évêques de la province ; l'évêque métropolitain auquel on commençait en France à donner le nom d'archevêque, vers le temps de Charlemagne , ordonnait ses suffragans , convoquait les conciles provinciaux. Ces métropolitains ne connaissaient pour supérieur que l'évêque placé dans la capitale du diocèse civil où résidait le vicaire de l'empire. 768.

De même que les affaires civiles se portaient, par appel des provinces, devant le tribunal du vicaire de l'empire, ainsi les affaires ecclésiastiques furent discutées par appel dans ces mêmes villes , dont l'évêque prit le nom d'exarque. On donna celui de patriarche aux exarques des plus grandes villes. Tels furent les évêques de Constantinople, d'Alexandrie , d'Antioche et de Jérusalem. Le nom l'emportant sur les choses , ces patriarches devinrent peu à peu les supérieurs des exarques leurs voisins.

L'évêque de Rome jouit plus tard de la prérogative patriarcale ; son autorité exarchale immédiate ne s'étendit d'abord que sur les provinces d'Italie, soumises au vicaire de l'empire résidant à Rome ; mais bientôt, soumettant à sa métropole l'Illyrie occidentale, la Lombardie, les Celtiques, l'Afrique,

768. les Espagnes , la Grande-Bretagne et la Germanie , il obtint le titre et l'autorité de patriarche d'Occident.

Pendant les quatrième , cinquième et sixième siècles , l'église formait cinq grands départemens , dirigés par les patriarches de Rome , de Constantinople , d'Alexandrie , d'Antioche et de Jérusalem à la mort d'un de ces primats , son successeur envoyait à ses collègues sa confession de foi , et demandait leur communion. L'autorité exercée par eux sur les églises , variait suivant les usages locaux : elle consistait principalement dans le droit de convoquer et de présider le concile patriarcal , et d'y régler les affaires qui n'avaient pu être terminées dans les conciles provinciaux. Les difficultés de la plus haute importance se décidaient dans un concile général résultant de la réunion des cinq patriarchats. Ainsi l'hérésie d'Arius fut condamnée au concile général de Nicée.

L'établissement des Français , des Bourguignons , des Goths , des Lombards , dans l'Europe occidentale , n'opéra aucun changement dans le gouvernement ecclésiastique , parce que les conquérans embrassèrent la religion des Aborigènes ; mais , en Orient , les Arabes détruisirent durant le septième siècle les patriarchats d'Alexandrie , d'Antioche , et de



Jérusalem. La forme extérieure de la police ecclésiastique se trouva changée. Les patriarches de Constantinople, profitant de l'abaissement de leurs confrères, s'élevèrent sur leurs ruines, il s'arrogèrent le titre fastueux de patriarches œcuméniques. Ils ne prétendaient cependant pas posséder seuls le caractère patriarcal ; mais ce titre annonçait la prodigieuse différence que la fortune mettait entre eux et les autres patriarches d'Orient écrasés par les musulmans.

Saint Grégoire, pape, traitait cette qualité de patriarche œcuménique de sacrilège, parce que les autres évêques n'auraient été que leurs vicaires. Ce Pape prévoyait-il que les successeurs prendraient ce titre auquel les canonistes romains attachèrent l'acception la plus étendue, jusqu'à prétendre que tous les évêques tenaient leur juridiction du pontife romain.

Depuis le septième siècle la division du corps de l'église en cinq patriarchats ne fut plus connue. On distinguait seulement l'église orientale soumise au patriarche de Constantinople, et l'église occidentale soumise au patriarche de Rome ; dans l'une, on parlait grec, dans l'autre, on parlait latin. Les limites de l'orient et de l'occident n'étant pas fixées d'une manière authentique, la rivalité pro-

768. duisit entre les chefs des deux églises, une guerre ouverte ou cachée sur les prérogatives de leur siège, sur l'étendue de leur juridiction, sur les usages et la discipline des deux églises, quelquefois sur le dogme. Ces querelles conduisirent à une rupture ouverte; les deux patriarches jouirent d'une autorité oecuménique sur les églises qui leur furent respectivement assujetties.

La juridiction de l'évêque de Constantinople s'étendait sous le règne de Léon-l'Isaurien et de ses successeurs immédiats, sur les provinces d'Italie qui forment aujourd'hui le royaume de Naples; elle n'était pas aussi affermie que celle de l'évêque de Rome. Les évêques de Constantinople sous les yeux d'une cour ombrageuse, tenaient les rênes de leur patriarcat d'une main tremblante; chancelant sur un siège dont les empereurs pouvaient d'un mot les expulser, ils redoutaient les clameurs qui suivent les innovations; cette crainte arrêtait leurs entreprises. Les évêques de Rome éloignés de la Cour en redoutaient moins les influences, ils pouvaient prévoir, dès le règne de Grégoire II, quelle serait la grandeur de leurs successeurs dans des temps d'arnachie. Des biens immenses soutenaient leur dignité. L'église romaine, au huitième siècle, possédait des patrimoines en

France, à Ravenne, à Bénévent, à Salerne, à Nole, à Naples, dans l'Apulie, dans la Lucanie, dans la Calabre, et jusque dans la Corse. 768.

Les évêques les prêtres et les moines, jouissaient d'un ample crédit en France, en Espagne, en Italie. Possesseurs des plus riches domaines, quelques uns dans un temps de déprédation adoucissaient, par leur ministère, les mœurs des grands et des peuples. Ils rendaient en même temps la religion respectable par l'appareil des cérémonies, capables dans les siècles superstitieux et ignorans, d'imposer aux hommes le plus féroces et les plus puissants.

Le pape résidant dans l'ancienne capitale du monde, dont le nom imprimait du respect lorsque sa puissance ne subsistait plus, paraissait un symbole vivant de la divinité. Dans cette persuasion, Pepin, sacré par l'évêque de Mayence, voulut recevoir une nouvelle consécration par les mains de l'évêque de Rome. Cette opinion ne fut-elle pas l'origine de l'excessive puissance des papes dans les siècles suivans ?

Suivant le sentiment le plus probable, les biens d'églises s'administraient en commun dans le septième siècle. Les titres des bénéfices n'existaient pas. L'économe de chaque église distri-

768. buait, sous les ordres de l'évêque, ce qu'il fallait à chaque prêtre pour sa subsistance.

C'est une chose remarquable que près de quatre-vingts sectes ayant déchiré l'Eglise depuis les apôtres, aucune ne fut attribuée à un Romain, si on excepte Novatien, qu'à peine peut-on regarder comme un hérétique. On observe aussi qu'aucun prêtre romain des premiers siècles ne fut compté parmi les pères de l'église. Un seul évêque de Rome favorisa un système condamné dans la suite par les conciles. Ce fut Honorius. On l'accuse de monothélisme; mais, en lisant sa lettre pastorale dans laquelle il n'attribue qu'une volonté à Jésus-Christ, on verra un homme très-sage. Nous confessons une seule volonté en Jésus-Christ; mais de savoir si, à cause des œuvres de sa divinité et de son humanité, il faut entendre une opération en deux, je laisse cette solution aux grammairiens.

Cette décision nous apprend qu'on aurait assoupi presque toutes les disputes religieuses en leur donnant moins d'importance.

Dans la plupart des villes d'Occident s'élevaient, près des cathédrales, des hospices en faveur des pauvres, des malades, des voyageurs. L'Hôtel-Dieu de Paris fut fondé, dans le septième siècle, par l'évêque de Saint-Landri. Le conseil épiscopal se composait des curés

de la ville et de quelques anciens pasteurs hors d'état de continuer leurs fonctions. L'évêque leur donnait une honorable retraite dans sa maison. 768.

Des fragmens d'un pénitentiel rédigé au septième siècle par Théodote, évêque de Cantorbéri, nous instruisent de la discipline alors en usage. Les nouveaux baptisés portaient, durant sept jours, le voile posé sur leur tête aux fonts-baptismaux. Les chrétiens ne s'asseyaient pas à table avec les catécumènes. Il était défendu le dimanche d'aller en bateau, en chariot, à cheval. On ne cuisait pas du pain ce jour-là. Il n'était permis de manger ni du sang, ni des animaux étouffés. Ce reste de judaïsme fut inséré par Mahomet dans l'Alcoran : mais les chrétiens mangeaient du porc. Il paraît même que c'était la nourriture ordinaire de nos ancêtres. Saint Remy nous apprend, dans son Testament, que ses troupeaux consistaient en porcs. Clotaire, dans un édit publié en 560, contenant l'énumération des dons faits aux églises, ne parle que de la dîme des porcs. Clotaire II régla en 615 les difficultés nées entre les porchers du fisc et ceux des particuliers.

Dans quelques banquets solennels on ne servait que des porcs. Ces repas se nommaient baconiques du vieux mot *bacon*, qui signi-

768. fiait un porc. On se décarémait à Pâques en mangeant d'un jambon béni par les prêtres, moyennant rétribution. On trouve dans des anciens rituels l'oraison employée dans cette bénédiction. Il existait dans les archives du Chapitre de Notre-Dame de Paris, une charte relative aux redevances dites : *de carnibus porcinis*. A ces redevances doit probablement être attribuée la foire aux jambons tenue au parvis de Notre-Dame.

Les pénitences publiques usitées durant les premiers siècles de l'église tombaient en désuétude, remplacées par la confession auriculaire. Le célibat devenait ordinaire parmi les prêtres de l'église latine. Pour propager ce célibat, fomenté par les pontifes romains par tous les moyens dont ils disposaient, une teinte d'impureté avait été jetée sur la reproduction de l'espèce humaine. Les nouveaux mariés, privés durant un mois de l'entrée de l'église, étaient soumis à quinze jours de pénitence avant de recevoir la communion. Les femmes ne pouvaient assister à la messe que quarante jours après leurs couches. Les femmes servaient les prêtres à l'autel, et distribuaient aux fidèles le corps et le sang de Jésus-Christ. Un concile de Paris réforma cet abus en 829 (1). Des

---

(1) Conc. Paris, ann. 29, tome I<sup>er</sup>.

prêtres ne voulant pas consommer les espèces consacrées, donnaient le calice à boire à des femmes qui venaient faire leurs oblations, ou à d'autres laïques. Un concile de Rouen censura ce dérèglement (1). La coutume de recevoir la communion dans les mains, subsistait sous le pontificat de Léon IV. Chacun emportait l'eucharistie chez soi. On lit dans la Vie d'Anschaire, archevêque de Brème, qu'une femme (2) ordonna qu'on lui gardât une portion du vin consacré. Elle pria sa fille de lui donner à boire, lorsqu'elle serait à l'agonie; ce qui fut exécuté. Un capitulaire, dressé par Hincmar, abolit l'usage d'emporter l'eucharistie et de la garder chez soi (3). Un concile de Rouen, à la fin du neuvième siècle, défendit de donner la communion dans la main des laïques.

On rompait le pain consacré avant de le distribuer (4), et on donnait la communion aux enfans au neuvième siècle. Charlemagne réprouvant l'opinion des Grecs que le culte des images était nécessaire au salut, leur demandait s'ils damnaient les enfans qui

---

(1) Conc. Rothom. apud Gratian., cap. 2.

(2) Mabill. sac. benedict. 3, præf., page. 57.

(3) Hincmar, cap. 2.

(4) Ordo. rom. apud Mabill, mus. ital., cap. 2.

768. avaient reçu le corps et le sang de Jésus-Christ, et dont l'âge tendre les dispensait d'adorer les images des saints (1). On donnait aux enfans, dans la communion, du lait et du miel. L'église d'Afrique avait aboli cet usage; il se conserva à Rome jusqu'au neuvième siècle, puisque Jean, diacre, consulté à ce sujet, écrivait que le samedi de Pâques étant le jour du baptême et de la confirmation des enfans (2), on offrait du lait et du miel, et les enfans s'en nourrissaient pour apprendre de bonne heure que la parole de Dieu était plus douce que le miel et le lait.

On employait l'eucharistie à la recherche des crimes. Cette épreuve était plus douce que celles de l'eau et du fer rouge. Un concile de Worms ordonna que quand on aurait volé un monastère, et que le voleur ne serait pas connu, tous les moines prendraient le corps et le sang de Jésus-Christ pour leur justification (3).

Quelques prêtres s'habillaient comme les laïques. Léon IV leur défendit d'officier l'épée au côté. Les sermons se prononçaient en la-

---

(1) Car. Magn. de imag., lib. 2.

(2) Joh. Diac. ep. ad sen. apud. Mabill. mus. ital. tome I<sup>er</sup>.

(3) Conc. Worm. ann. 868, cap. 15.



tin. Ce qui prouve qu'alors cette langue était généralement entendue en France (1). Les prêtres et les moines portaient des aubes comme un habit ordinaire. Léon IV ordonna que l'aube, dont se revêtaient les prêtres à l'autel, ne serait pas la même qu'ils portaient dans les rues. Il défendait d'officier sans lumière et avant le lever du soleil, excepté la nuit de Noël; il ordonna encore que le prêtre officierait à jeun, et qu'il communierait toutes les fois qu'il célébrerait la messe (2).

Des laïques gouvernaient les paroisses de campagne. Un concile de Châlons-sur-Saône, vers l'an 670, condamna cet usage, sans le déraciner. Pepin-le-Bref récompensa une de ses maîtresses par le don de l'abbaye de Bèze (3), monastère d'hommes. Plusieurs autres femmes furent abbesses de moines.

Des abbés se trouvaient assez puissans pour se révolter contre les rois. Un abbé de Fontenelle avoit osé marcher en campagne contre Charles Martel; il fut vaincu, bien qu'il se crût invincible sous la bannière du saint patron de l'abbaye. Le héros fit trancher la tête

---

(1) Nous avons les sermons d'Odillon, abbé de Clugny, prononcés en cette langue.

(2) Léon IV, Hom.

(3) Millot, Elémens de l'Histoire de France.

768. au moine factieux; cette exécution ne contribua pas médiocrement à toutes ces révélations, que tant de moines eurent de la damnation de Charles Martel.

Un grand nombre de serfs appartenaient aux églises; ils ne pouvaient se marier ni changer de demeure, sans la permission de leur maître. Ils labouraient ses domaines, et partageaient avec lui les fruits de la terre.

En France, en Allemagne, plus d'un évêque se rendait à l'armée du roi, à la tête de ses serfs. Charlemagne fait mention d'un évêque qui avait vaillamment combattu auprès de lui. Un Champ-de-Mai se plaignit, en 803, du grand nombre de prêtres tués à la guerre. Il fut défendu, mais en vain, aux ministres des autels de porter les armes. Les lois des seigneurs l'emportaient sur les autres institutions. Des livres d'Isidore de Séville contiennent plusieurs annotations remarquables. Les fêtes observées à cette époque étaient Noël, l'Épiphanie, Jeudi, Vendredi et Samedi saints, Pâques, l'Ascension, Pentecôte, la fête des Apôtres, celle des Martyrs, et tous les dimanches. Isidore ne parle pas des fêtes de la Vierge. Il place parmi les jours de jeûne ceux du 1<sup>er</sup> dimanche de novembre et du 1<sup>er</sup> janvier qui n'existent plus.

Le choix des évêques continuait d'apparte-

nir aux rois de France. Charles Martel étendit ce droit au-delà de ses justes bornes, en donnant les églises vacantes à des laïques. Les rois publiaient, dans leurs capitulaires, des lois ecclésiastiques auxquelles les papes étaient forcés d'obéir. Ils convoquaient les conciles, mais les papes commençaient à s'emparer de ce droit. Interprétant à leur gré les canons du concile de Sardique, ils prétendirent, sous le règne de Charles-le-Chauve, qu'un évêque ne pouvait être déposé sans la permission du pape (1); qu'une sentence, rendue dans un concile contre un évêque, demeurait suspendue par l'appel au pape; que l'évêque devait être jugé à Rome où les accusateurs devaient aller plaider. Ces prétentions furent combattues en France.

L'ancienne Histoire de France est surtout intéressante par l'enchaînement des préjugés les plus fâcheux avec les affaires publiques. Je m'estimerais heureux, si mon ouvrage faisait sentir aux hommes combien il leur importe de cultiver leur raison, s'ils veulent éviter les malheurs produits par l'ignorance parmi nos ancêtres. La religion y est intéressée. On l'accusera moins souvent des désordres commis en son nom, quand on sera convaincu qu'ils

---

(1) Hincmar. opusc., tome II.

769-771 l'ont été en méconnaissant ou en violant ses maximes.

6. Charlemagne, fils aîné de Pepin, était né en 740 au mois d'avril, si on s'en rapporte à un ancien calendrier que Mabillon croit avoir été dressé dans le neuvième siècle. On n'est pas d'accord sur le lieu de sa naissance. Il avait vingt-sept ans lorsque son père mourut. Le continuateur de Frédégaire et Eginhart nous apprennent que Pepin, durant ses dernières années, investit, avec le consentement de la nation, son fils aîné Charles de la Neustrie, et Carloman de l'Austrasie. Ce fait est contesté. Au surplus, immédiatement après la mort de Pepin, le partage de la France entre les deux frères eut lieu dans une assemblée du Champ-de-Mai. On assure qu'ils furent couronnés et sacrés le même jour, Charlemagne à Noyon, Carloman à Soissons, en 771.

Le continuateur de Frédégaire parle de ce sacre. D'autres anciens historiens n'en font pas mention. Les deux rois avaient été sacrés et couronnés par le pape Etienne. L'ambition brouilla les deux fils de Pepin. Les causes de cette brouillerie ne nous sont pas connues. Eginhart, attaché au monarque survivant, et par cela même un peu suspect, affirme que

Charlemagne supporta long-temps avec beau-<sup>769-771</sup> coup de patience l'humeur envieuse de son frère , et que cette modération excitait l'admiration générale. Cependant , dès les premières années de son règne , Charlemagne s'était mis en possession d'une partie du royaume de son frère ; mais des circonstances particulières forçaient , en effet, Charlemagne à cacher ses vues envahissantes.

Hunolt , père du duc Gaïffre , s'était fait moine, abandonnant l'Aquitaine à son fils. La mort de Gaïffre n'avait pas tiré le vieux duc de sa solitude. La renommée l'instruisit des sujets de discorde existant entre les deux princes français. Regardant cet événement comme une occasion de recouvrer ses Etats ; et rentrant dans le monde, il soulevait l'Aquitaine. Charles ménagea une entrevue avec Carloman , qui promit de l'accompagner dans cette expédition ; mais à peine les armées françaises passaient la Loire , que Carloman ramenait en Austrasie les troupes commandées par lui. Charles poursuivit son entreprise avec cette activité qui distingua toutes ses actions. Hunolt fait prisonnier fut enfermé dans un cloître.

7. Charles , maître de l'Aquitaine , bâtit sur la Dordogne une forteresse nommée par les contemporains *castellum franciscum* , en-

771. suite *franciacum*. C'est aujourd'hui Fronsac. La guerre allait éclater entre l'Austrasie et la Neustrie, lorsque Carloman mourut à Samoucy auprès de Laon, au mois de décembre 771. Il fut inhumé dans l'abbaye de Saint-Remy de Reims.

Carloman et Charlemagne avaient épousé les deux sœurs du roi des Lombards. Carloman laissait deux enfans en bas âge, Pepin et Siagrius. Ce n'était pas l'usage des Français de couronner des enfans, lorsque dans la famille royale se trouvaient des princes en âge de porter le poids d'une couronne. Les grands et les évêques assemblés au château de Carbonnac, placent Charles sur le trône. La reine Gerberge, craignant pour la liberté de ses enfans, les conduisit à la cour de Pavie : cause secrète des expéditions dirigées bientôt après, en Italie, par Charlemagne.

Selon les publicistes allemands, la dignité impériale fut attachée, dès le commencement du neuvième siècle, au royaume de Germanie. Les faits combattent cette allégation ; vainement on discuterait, si les Pepin appartenaient à une famille française ou allemande. Ils remplissaient les premières charges à la cour de France, dès le règne de Dagobert l'ancien ; mais, depuis plus d'un siècle, ayant presque toujours gouverné l'Austrasie, ils devaient

être considérés comme princes allemands. 771.  
Cependant, sous les Mérovingiens, les Celtiques et la Germanie occidentale formaient l'empire français. Cette partie de l'Allemagne portait même le nom de France orientale ou France Tudesque : Charlemagne était donc un Franc.

Si on veut connaître les limites de l'empire d'Occident au neuvième siècle, il faut considérer l'étendue des états de Charlemagne, avant qu'il eût été proclamé empereur. Ils renfermaient la France et l'Allemagne des bords de la mer Baltique aux confins méridionaux de la Navarre; une partie des habitans de ces vastes contrées conservaient leurs lois et leurs usages. Ils élisaient même des ducs; leur dépendance envers les rois français consistait à payer un tribut, et à les suivre à la guerre.

Parmi les nations voisines de la France, se distinguaient les Arabes et les Grecs. L'empire Grec comprenait la Thrace, la Mésie, la Macédoine, la Grèce, une partie l'Asie-Mineure, et quelques cantons d'Italie. La cour de Constantinople atteignait le dernier degré de corruption et de mollesse : occupée de disputes théologiques, ses forces de terre la rendaient peu redoutable; mais elle conservait quelque considération par ses flottes et son commerce.

771. Les Arabes avaient conquis la Syrie, l'Égypte, la côte d'Afrique, et la plus grande partie de l'Espagne. Les Espagnols se réfugièrent dans les Asturies. Les Arabes partageaient les inclinations belliqueuses des Français; mais, au huitième siècle, ils ne brillaient pas moins par leur succès dans le commerce et dans les sciences, que par leur intrépide valeur. Sous cet aspect, les Français leur étaient inférieurs.

Deux puissances dominaient en Italie, les Lombards et les Grecs. La Lombardie portait le nom de royaume d'Italie. Il comprenait la péninsule occidentale des Alpes aux portes de Rome, et quelques cantons de l'Italie méridionale. Les empereurs d'Orient gouvernaient médiatement ou immédiatement le reste de la péninsule, les duchés de Rome, de Naples, de Capoue, d'Apulie, la Sicile et la Sardaigne. D'autres cantons, comme Venise, se gouvernaient en républiques, plutôt sous la protection que sous l'autorité impériale.

Lorsqu'Aistulphe se fut emparé de l'exarchat de Ravenne en 752, l'autorité des empereurs s'affaiblissait en Italie. A Rome, à Naples, à Capoue, et même à Venise, on datait les actes publics du règne des empereurs; on demandait à Constantinople la confirma-



tion des officiers municipaux ; mais ces pays se regardaient à peu près comme indépendans de l'empire. 771.

Il était aisé aux papes de prévoir qu'au sein de la décadence des Césars d'Orient, s'élèverait l'autorité pontificale. Les rois lombards formaient le principal obstacle à cette révolution. Ces monarques regardaient le capitole comme un appendice de l'exarchat de Ravenne. S'ils avaient régné dans Rome, les papes, au lieu de parvenir au rang des souverains, devenaient sujets des monarques lombards.

Ces pontifes s'adressèrent aux rois de France. Ils décorèrent Pepin-le-Bref de la dignité de patrice romain. Il est impossible de déterminer clairement l'autorité que ce prince exerça dans Rome en cette qualité. Les actes publics continuaient d'être datés du règne des empereurs. Muratori démontre que ce patriciat ne s'étendait ni sur le duché de Bénévent, ni sur ceux de Naples et d'Apulie : observation qui explique combien peu importante fut alors la dignité impériale en Occident. Le patriciat de Pepin fut une égide sous laquelle les papes Etienne II, Paul, et Etienne III, bravèrent successivement Aistulphe et son successeur Disdier.

Etienne n'oublia rien pour traverser le mariage de Carloman et de Charlemagne avec les

771. deux filles du roi des Lombards. Raisons, invectives, menaces, tout fut employé. Dans une de ses lettres, il traitait les Lombards de nation méprisable, infectée de la lèpre : quelle société, ajoutait le fougeux pontife, pourrait subsister entre la lumière et les ténèbres (1). Il finit son incondescente épître par mille anathèmes contre les deux fils de Pepin, s'ils contractaient ce mariage. Le double mariage fut célébré ; mais la femme de Charles, nommée Désirade par les uns, et Hermangarde par les autres, fut répudiée peu de temps avant la mort de Carloman ; Charles, avec cette princesse, avait une autre femme nommée Himiltrude ; il en épousa une troisième, Hildegarde de la nation des Sueves (2). Ce divorce annonçait la résolution d'envahir la Lombardie.

Disdier connaissait la politique des papes et le danger dont il était menacé. Charlemagne combattait alors, dans les forêts de la Saxe, le célèbre Witikind, que des traditions fabuleuses donnent pour tige à la maison Capétienne.

Eginhart assure que les Saxons faisaient en France des excursions accompagnées de tant

---

(1) Epist. 45, in cod. Carol.

(2) Monach. Sanct. Gal., lib. 2.

de cruauté, que les Français se décidèrent à ruiner la Saxe. Il faut adopter aveuglément ce témoignage, pour ne pas regarder l'acharnement de Charlemagne contre les Saxons comme un des torts les plus graves que l'histoire lui reproche. 772.

Constantin V régnait en Orient. Il regardait les Français comme des ennemis plus redoutables que les Lombards. Les ministres des cours de Constantinople et de Pavie convinrent, dans Naples, qu'une armée grecque combinée avec celle des Lombards attaquerait l'exarchat de Ravenne, et que Disdier, ayant rétabli l'autorité impériale dans Rome, dans Ravenne et dans les autres villes qui faisaient auparavant partie de l'empire romain-grec, gouvernerait le reste de l'Italie sous la mouvance impériale.

Cette alliance resta sans effet. Constantin, au lieu d'une armée, se contenta d'envoyer en Occident un patrice chargé d'exhorter les habitans de Rome et de Ravenne à rentrer sous la domination des empereurs. Disdier, réduit à combattre les Français avec ses seules forces, devint un fatal exemple. Il prouva que tout empire qui compte sur les forces d'autrui, marche rapidement vers sa chute.

Dans ces circonstances, Etienne III mourut; il eut pour successeur, Adrien, fils de Théodule,

772. principal magistrat de Rome. Disdier assiégeait Ravenne ; il l'aurait prise si la flotte grecque se fût montrée devant le port. La cour de Byzance , occupée de la guerre qu'elle faisait alors aux images des saints et aux moines , abandonnait l'Italie. Disdier apprit que Charles venait de répudier Désirade. Gerberge arrivait dans Pavie avec ses deux enfans. Il marche vers Rome , se proposant de forcer le pape à sacrer les deux jeunes princes , rois d'Austrasie.

S'il eût réussi , il brouillait vraisemblablement le pape avec Charlemagne. Les fils de Carloman , revêtus du titre de rois , favorisés par les intrigues de Gerberge et par les secours des Lombards , du duc de Bavière , du duc d'Aquitaine , échappé de son monastère , et des mécontents de France , auraient suscité assez de mauvaises affaires à Charles pour l'empêcher de franchir la barrière des Alpes.

Adrien demandait des secours au roi des Français ; ces secours seraient arrivés trop tard , si le pape n'avait eu dans ses mains des armes d'un effet plus prompt. A peine l'armée de Disdier se montrait sur le territoire de Rome , que , frappée par la crainte de l'excommunication dont Adrien la menaçait , ses cris , ses cris séditieux forcent le roi à la retraite. Il songeait aux moyens de se concilier

un pontife dont le pouvoir invisible l'emportait sur celui des armes, lorsque les Français menaçaient ses frontières. 772.

Charlemagne ayant déclaré la guerre aux Saxons, dans un parlement tenu à Worms en 772, s'était rendu maître d'une de leurs principales forteresses, nommée Eresbourg. C'est probablement Stadthert, dans le pays de Paderborn. Il y détruisit un temple qui renfermait une statue grossièrement sculptée. Quelques érudits ont prétendu que c'était celle d'Arminius, vainqueur des Romains. Les anciens historiens français nomment cette statue Irmensaul, et n'en disent rien qui puisse fixer nos incertitudes (1).

Après ce succès, les Français s'avancent jusqu'au Wésér. Les Saxons, obéissans à leur destinée, promettent de payer le tribut exigé d'eux par Pepin-le-Bref. Ils livrent douze otages : Charlemagne revient en France.

Voilà tout ce que les contemporains nous apprennent de cette expédition de Charles en Saxe. Il est probable qu'une seule tribu des Saxons reçut le joug. Les biographes de Charlemagne partagent les Saxons en quatre tribus ; les Westphaliens, les Angraviens, les Ostpha-

---

(1) Histoire de Charlemagne, par le professeur Hoggewick.

772. liens et les Nord-Albingiens. On peut présumer que l'invasion de Charles, exécutée rapidement, ne donna pas au corps de la nation le temps de se concerter. Il ne paraît pas surtout que dans cette occasion les Saxons eussent promis d'embrasser le christianisme. Les chroniqueurs auraient fait mention d'un objet aussi majeur.

773. 8. En paix avec les Saxons, Charlemagne indique un Champ-de-Mai à Genève en 773. La guerre de Lombardie y est publiée. L'armée s'avance vers les Alpes Cottiennes. On avait choisi cette route pour éviter les Alpes Germaniques, dont Tassillon, duc de Bavière, était maître (1).

Disdier, ayant assemblé deux armées, l'une sous les ordres de son fils, l'autre commandée par lui-même, occupait les défilés des Alpes Grecques et Maritimes. Ses positions paraissaient si redoutables, que (2) Charlemagne entraînait en négociation. Il proposait à Disdier de laisser le pape en possession des villes dont Pepin-le-Bref l'avait gratifié, et lui offrit en indemnité douze mille sous d'or (3).

Si réellement ces propositions furent faites,

---

(1) Gaquin, Histoire de France.

(2) Paul. Diac., Hist. longob., lib. 4.

(3) Daniel, Histoire de France.

on serait tenté d'accuser le roi des Lombards d'une imprudence impardouable. On se trouvait alors à la fin de septembre 775; les neiges allaient couvrir les montagnes. Les généraux lombards pensaient que les Français, ne pouvant forcer les passages avant l'hiver, seraient contraints de se retirer ou de mourir de froid et de faim dans les sinuosités des Alpes.

Un agent pontifical qui avait passé une partie de sa vie dans les Alpes, conduisit quelques pelotons par des chemins peu connus. Ces soldats se montrent au revers des montagnes; ceux qui les gardaient, se regardant comme trahis, prennent la fuite. L'épouvante se communique d'autant plus promptement à toute l'armée, qu'un grand nombre de capitaines, séduits par les émissaires du pape, n'attendaient que l'occasion d'abandonner Disdier et son fils Adelchis.

Toute l'armée française passa les Alpes sans obstacles. Quelques historiens assurent qu'elle livra une bataille aux Lombards, et qu'elle les défit. Suivant d'autres, les Lombards, abandonnant les gorges des Alpes, s'étaient arrêtés dans un endroit nommé Mortaria; mais ils abandonnèrent cette position à la hâte à l'approche des Français. Disdier se renferma dans Pavie; son fils occupa Vérone (1). Pavie pas-

(1) Eginh. Vit. Car. Magn.

773. sait pour une ville imprenable. Charles l'investit au mois d'octobre et la tint bloquée huit mois. Dans cet intervalle, toutes les villes entre les Alpes et le Pô se soumirent aux Français.

774. Au printemps 774, Charles, laissant la conduite du siège à son oncle Bernard, s'était rendu devant Vérone, où la veuve de Carloman résidait avec ses deux enfans. On ne nous dit ni quand ni comment cette ville se rendit. Adelchis se réfugia dans Constantinople; Gerberge et ses enfans tombèrent au pouvoir du vainqueur. Nous ignorons le sort qui leur fut destiné. Velly parle d'un manuscrit de l'abbaye de Saint-Pierre de Nice, envoyé à Bossuet, dans lequel on lit qu'un des enfans de Carloman embrassa la vie cénobitique dans cette abbaye, qu'il y mourut, et qu'il fut placé dans le catalogue des saints (1).

Après la prise de Vérone, il ne restait dans l'Italie antérieure que Pavie qui ne fût pas soumise à Charlemagne. La force de la place, l'abondance de toutes les choses qui pouvaient alonger sa défense, et la présence du roi Didier, tout faisait juger que le siège serait long. Charles vient à Rome aux fêtes de Pâques. Le pape le reçoit avec le cérémonial (2) usité à

(1) Velly, Histoire de France, tome II.

(2) Paul. diac., Hist. Longobard., lib. 4.



l'égard des exarques de Ravenne : le roi confirme les donations faites par son père à l'église romaine. 774.

On dit qu'à cette occasion Adrien fit présent au roi d'une prétendue collection des lois ecclésiastiques des premiers siècles, avec une dédicace en quarante-cinq vers latins, monument assez curieux du mauvais goût qui régnait alors (1). C'est un acrostiche dont les quarante-cinq lettres initiales forment ces mots : *Domino excell. filio Carolo, Magno regi Adrianus papa.*

Mais si Adrien n'était qu'un littérateur digne de son siècle, il ne manquait pas de finesse. Il est probable que dans ces décrets pontificaux, ne furent pas perdus de vue les intérêts du Saint-Siège, et qu'il y fit insérer des actes propres à favoriser, à confirmer, à étendre l'autorité papale. Peut-être même s'y glissa-t-il quelques-unes de ces décrétales imaginées par l'imposture dont je parlerai dans la suite.

Charles, sortant de Rome, revient devant Pavie. Les horreurs de la famine réduisent les assiégés au désespoir. Disdier se rend, ou des traîtres le livrent avec sa femme et ses filles. On conduisit ce monarque dans le monastère de Corbie. Il y vécut captif et moine,

---

(1) Histoire de Charlemagne, par le prof. Hegewisch.

774. tandis que son fils sollicitait en vain la protection de l'empereur d'Orient.

Ainsi, pour me servir des expressions de Sigonius, le royaume des Lombards finit après avoir duré deux cent six ans. Leur domination, ajoute le littérateur modénois, d'abord dure et vexatoire, devint douce et bienfaisante. J'en atteste les lois lombardes qui punissaient sévèrement tous les crimes, et qui récompensaient la vertu.

Charles reçut dans Monza (1), près de Milan, la couronne de Lombardie (2). Il permit aux Lombards de vivre suivant leurs anciennes lois.

9. Ce monarque, maître de l'Italie antérieure par le droit de conquête, reconnu à Milan, à Pavie en qualité de roi, à Rome en qualité de patrice, à Ravenne en qualité d'exarque, pouvait se considérer comme souverain de la péninsule. Il est probable que dès-lors il se fut fait proclamer empereur d'Occident, s'il n'avait été forcé de combattre les Saxons et d'apaiser des révoltes dans plusieurs provinces de France.

Après avoir comblé de présens le pontife romain, il sortait à peine de l'Italie, que son

---

(1) Mézeray, Histoire de France, tome I<sup>er</sup>.

(2) Il fut sacré par l'archevêque de Milan.

autorité y était contestée. Les ducs de Bénévent et de Spolette, à la faveur de son éloignement, s'affranchissaient de toute dépendance envers la couronne de Lombardie. L'archevêque de Ravenne, témoin des tentatives faites par l'archevêque de Rome pour parvenir au rang des souverains, ne témoignait pas une moindre ambition. 774.

Les pontifes Romains appuyaient leurs prétentions sur la dignité de la ville dans laquelle ils siégeaient; l'évêque de Ravenne alléguait aussi que, sa ville étant la résidence de l'exarque d'Italie, il devait jouir du rang le plus distingué. Il tentait de réunir les deux puissances et de se substituer aux exarques dans Ravenne, comme les papes voulaient se substituer aux empereurs dans Rome. S'il avait réussi, l'archevêque de Milan ne pouvait manquer d'inventer des droits au trône de Lombardie. Charles aurait répandu le sang de ses sujets pour placer trois évêques au rang des souverains.

Il est fâcheux que la vie de Léon qui siégeait alors à Ravenne, manque dans le recueil d'Agnellò, historien des évêques de cette ville, jusqu'au milieu du neuvième siècle. Nous y trouverions les détails des manœuvres de ces prélats. Il résulte des lettres du pape Adrien, que Léon mit tout en usage pour se revêtir des dépouilles des

774. Grecs. Il passa même en France dans le dessein de disposer Charlemagne en sa faveur. L'ambitieux et rusé prélat exposait sans doute au monarque français qu'il était indifférent aux apôtres saint Pierre et saint Paul que les largesses royales fussent appliquées à l'église de Ravenne ou à celle de Rome. Il pouvait ajouter que le clergé de Rome jouissait des plus riches domaines, et qu'il était contre le véritable intérêt de l'Etat, de rendre cette église plus puissante.

Si les prétentions de l'évêque de Ravenne ne furent pas admises, on ne les rejeta pas formellement; chacun commençait à sentir à la cour de France que les papes, oubliant un jour ce qu'ils devaient à Pepin, pourraient tourner au désavantage de ses descendans les bienfaits tenus de lui. Charlemagne, sans revenir sur des donations faites, n'était pas fâché que l'évêque de Ravenne en atténuat l'effet par ses prétentions.

Quoi qu'il en soit des secrètes intentions de Charles, il est certain que l'archevêque de Ravenne, traité, par Adrien, de très-détestable, *nefandissimus*, retint sous sa puissance, non-seulement Ravenne, mais tout l'exarchat. Un concours de circonstances, favorisa les papes dans la suite. Les archevêques eurent la vanité d'inviter les rois à venir chez eux. Ces monarques dépouillèrent successivement cette mé-

tropole des statues , des colonnes et des autres objets précieux qu'ils transportèrent dans Aix-la-Chapelle et dans d'autres villes de France ou d'Allemagne. La nature sembla concourir avec les hommes à ruiner Ravenne. La mer qui faisait sa richesse, s'éloigna de ses murailles. Elle perdit sa considération. Ses évêques ne furent plus en état de défendre leurs hautes et vaines prérogatives.

Adrien, accablant de félicitations le monarque sur ses succès , les attribuait aux prières du clergé Romain. Le pontife s'exprimait en ces termes : « Je prends Dieu à témoin que depuis le jour où vous sortîtes de Rome , non-seulement nos prêtres et les moines, mais tous les ordres de l'état ont prié pour vous à toutes les heures. Il ajoutait : Crois-moi, grand roi, bon et excellent fils , et sois pleinement persuadé qu'aussi long-temps que tu seras fervent dans ton amour pour le prince des apôtres , le Dieu tout-puissant t'accordera des succès sans interruption. »

Malgré ces assurances pontificales, il paraît que la confirmation, accordée par ce prince, des donations faites aux papes par Pepin, resta dans les bornes d'une simple politesse , et que le diplôme de cette confirmation ne fut pas expédié.

Dans le recueil du code Carolin se trouvent

778. un grand nombre de lettres écrites par Adrien à Charlemagne. Le pape pressait le roi d'accomplir ses promesses : ce qui prouve qu'elles n'étaient pas accomplies. Je crois devoir rapporter plusieurs de ces lettres, quoiqu'elles se trouvent dans mon Histoire d'Italie; il est important de fixer l'esprit des lecteurs sur un point historique vivement controversé.

Lettre 59. Adrien, après avoir averti le roi des négociations entre les ducs de Benevent et de Spolette, avec le fils de Disdier, le conjure de réprimer les ennemis de N. Pierre, et d'accomplir *ce que vos propres mains ont offert au même apôtre pour le rachat de votre âme*. Lettre 63. Le pape témoigne au roi combien il a ressenti de joie en apprenant qu'il est de retour de Saxe et qu'il se propose de venir en Italie pour s'acquitter de ce qu'il avait promis à Dieu. Lettre 69. Adrien presse le roi, par de vives instances, à remplir enfin ses promesses. Il ajoute : Comme au temps du pontife romain, le bien heureux Sylvestre, par la libéralité du très-pieux Constantin le-Grand, de sainte mémoire, l'église de Dieu, sainte catholique, apostolique et romaine, fut exaltée, parce qu'il daigna lui donner de la puissance dans ces parties de l'Italie; que de même, dans le très-heureux temps de votre règne et de notre pontificat,

la sainte église du bienheureux apôtre Pierre soit en joie. Il ajoute que, si Charles augmente la grandeur temporelle de l'église romaine, on lui donnera le nom de second Constantin. Lettre 73. Après de vives plaintes de ce que, sans l'avoir averti, Léon archevêque de Ravenne, venait de se rendre à la cour, le pape dit à Charles : Ordonnez qu'on fasse promptement l'offrande que vous avez offerte à saint Pierre, pour être un digne prix de votre âme. Lettre 78. Adrien sollicite le roi de faire restituer à saint Pierre les biens situés dans la Sabine, destinés à l'entretien du luminaire de l'église du Vatican. Lettre 79. Le pape représente à Charles que ses commissaires allaient restituer le patrimoine de Sabine à saint Pierre, mais que des malveillans les en avaient détournés. Il ajoute que le roi Disdier n'ayant aliéné qu'une partie de ce patrimoine, il restait beaucoup de biens dont la couronne de France pouvait librement disposer.

On doit donc regarder les donations faites par Charles au pape, comme un vain projet qui ne reçut aucune exécution ; les dispositions des finances royales ne permettaient pas à ce prince de se dessaisir de ses domaines. Embrassant le système de Pepin son père, il promettait beaucoup aux gens d'église afin de les attacher à lui ; et, sous divers prétextes, les

778. effets de ses promesses se trouvaient éludés.

Des troubles qui s'élevaient dans les diverses parties des Etats de ce conquérant, exigeaient les ressources pécuniaires les plus étendues. Charles ne finissait une guerre que pour en commencer une autre. La politique, autant que l'ambition, pouvait diriger sa conduite. Son père avait réuni la dignité de roi à la puissance de maire du palais. Charles savait que la charge du maire avait obtenu ses principales prérogatives, lorsque les descendants de Clovis cessèrent de conduire aux combats une nation inquiète, et dont la guerre était la passion favorite.

Non-seulement les ducs de Spolette et de Bénévent prenaient le titre de princes souverains, mais le duc de Frioul les imitait. Cette province fut conquise, le duc Redgaud se reconnut vassal de Charlemagne. La guerre contre les Saxons ne permit pas aussi de continuer la guerre d'Italie; il se porta rapidement au nord de l'Allemagne, après avoir pris en Lombardie les mesures les plus urgentes. Cette monarchie ne fut pas réunie à la couronne de France par des raisons dont je parlerai dans la suite; Charles prit le titre de roi très-invincible des Francs et des Lombards: les Francs et les Lombards eurent ensemble des relations semblables à celles qui s'établirent



entre l'Angleterre et l'Ecosse à l'avènement de Jacques I<sup>er</sup> au trône britannique. Chacun des deux pays conserva son parlement , ce ne fut que sous le règne de la reine Anne que les deux royaumes se réunirent sous le nom d'empire de la Grande-Bretagne. 778.

10. J'ai parlé de la première expédition de Charles contre les Saxons , sans aucun détail au sujet d'un peuple qui brava long-temps les efforts du monarque le plus fier et le plus puissant.

Tacite ne connaissait pas les Saxons sous ce nom ; les traditions relatives à leur histoire ancienne sont vagues ; on pense qu'ils habitèrent d'abord sur la rive septentrionale de l'Elbe : lorsque l'esprit d'émigration s'empara des Germains les Saxons en furent atteints. Une partie de ce peuple , sous le nom d'Anglo-Saxons , passant dans la Grande - Bretagne , subjuguâ plusieurs provinces de cette île ; ceux qui restaient dans leur patrie s'étendirent au-delà du Weser , jusqu'au Bas-Rhin , à mesure que les habitans de ces contrées passaient dans les pays soumis à l'empire romain.

Suivant une de leurs anciennes traditions , ils étaient venus d'un pays au-delà des mers ; les Danois et les Suédois étaient les peuples avec lesquels ils conservaient plus d'affinité par leurs coutumes et par leurs mœurs.

778. Saint Jérôme déplorant la décade pire (1), fait mention des Saxons peuples dévastateurs. On trouve la notice des dignités de l'empire, : d'Honorius, un officier sous le nom de *littoris Saxonici*, comte des frontiers. Je n'expliquerai pas ce qu'il faut entendre par *littus Saxonicum* ; il me suffit de ces deux textes, que le nom des Saxons est connu au commencement du cinquième siècle. Parmi les Germains qui servaient dans les armées romaines, on trouve un corps de Saxons : la notice d'Arrien le nomme ce corps *ala Saxonum*.

J'ai déjà observé que les historiens de Charles, partageaient les Saxons en quatre tribus ; chacune se gouvernait en république ; les lois des Saxons étaient les mêmes que leurs mœurs. On connaît leur religion ; ils adoraient Dieu et Odin. Le bonheur des hommes était de boire, au palais, la bière dans le crâne de leurs ennemis ; il nous reste quelques chansons : écrites en allemand, qui expriment

---

(1) Epist. 91.

(2) Histoire des guerres du Nord, traduite par Williams.

les Druides avaient enseigné aux Celtes qu'ils renaitraient pour vaincre. Les prêtres de la Scandinavie prêchaient à leurs néophytes qu'ils boiraient de la bière après leur mort et qu'ils habiteraient dans les nuages. 774.

Dans les grands danger, leurs prêtres sacrifiaient des hommes à la Divinité; d'autres nations observaient le même usage : les Francs quoique chrétiens conservaient cette barbare superstition sous Théodebert; ils immolèrent des victimes humaines en Italie au rapport de Procope. L'armée de Théodebert se composait presque entièrement des peuples qui habitaient la droite du Rhin. Le christianisme n'y était pas généralement répandu; ce ne furent probablement pas les chrétiens qui se rendirent coupables de ce crime.

On assure que le plan de Charlemagne était d'attacher en même temps les Saxons à sa religion et à son empire. Les Saxons rejetaient ce double assujétissement. De là, cette opiniâtre résistance, sur laquelle les historiens semèrent la défaveur. L'attachement des Saxons à la religion de leurs pères, était d'autant plus vif, que l'amour de la liberté s'accordait chez eux avec les idées religieuses. Les chrétiens, regardant la religion des Saxons comme un culte diabolique, croyaient rendre un service inappréciable, en le leur faisant

774. abjurer ; de ce double motif résultèrent les secousses les plus violentes.

Ceux auxquels cette guerre offre un prétexte de déprimer le caractère de Charlemagne, observent que ce prince ne pouvait se dissimuler combien il était à la fois absurde et tyrannique de convertir les hommes par la violence, et qu'un génie comme le sien devait s'élever au-dessus des préjugés sacerdotaux ; mais, à cette époque, les prêtres seuls se mélaient d'écrire et d'enseigner. Il ne se trouvait peut-être pas un seul individu à sa cour, capable de réveiller en lui l'idée philosophique, que forcer les hommes à proclamer, comme une vérité, ce qui leur paraissait une erreur, était plutôt un crime qu'une œuvre méritoire devant Dieu.

Les Saxons considéraient la liberté comme le bonheur suprême. Sous le nom de cates et de bructères ils avaient exterminé les légions de Varus. Ils se battaient depuis plusieurs siècles avec les descendants de Clovis, tantôt attaqués, tantôt agresseurs. Pepin les combattit pendant tout son règne. Il fit la paix avec eux en 758 ; ils lui promirent quelques centaines de chevaux, en forme de tribut.

Après la mort de Pepin, les Saxons refusèrent probablement de payer ce tribut. Charlemagne, le plus habile politique et le guer-

rier le plus entreprenant, combattit les Saxons pendant plus de trente ans avant de les soumettre. Leur pays ne possédait pas ce qui tente aujourd'hui la cupidité des conquérans. Les riches mines de Goslar et de Freidberg, dont on a fait tant d'argent, n'étaient pas exploitées. Point de richesses accumulées par l'industrie. Il s'agissait d'attacher à son char des hommes épars dans de vastes forêts, qui vivaient de leur chasse, de la chair de leurs troupeaux, et qui ne voulaient pas payer de tribut à un maître. 774.

Ces peuples apprirent que Charles s'occupait en Italie d'une guerre importante: le moment de se venger de lui leur parut arrivé. Au printemps 774, ils avaient repris la forteresse d'Eresbourg. Charlemagne avait massacré dans le temple d'Irmensaul les prêtres sur les débris des autels renversés; les Saxons égorgèrent les prêtres francs. S'avancant ensuite jusqu'à Fritzlar, ils brûlent tout ce qui se trouve sur leur passage.

A cette nouvelle, le roi marchait en Allemagne avec tant de diligence qu'il arrivait dans Ingelheim, sur le Rhin, lorsqu'on le croyait encore à Pavie. Charles envoya contre les Saxons trois corps d'armée, qui les poursuivirent dans leurs forêts. Les Français employèrent l'hiver aux préparatifs nécessaires.

774. Dès les premiers jours du p  
bourgade de Sigebourg, fort  
Saxons, fut emportée d'assaut. O  
Eresbourg. Les Français passer  
après avoir battu à Brunsberg  
Saxons qui voulait défendre le  
fleuve. Charles s'avance au boi  
livrant aux flammes les bourgac  
meaux sur son passage. Un de  
tribu ostphaliennue vint se soume  
retourna vers le Weser, traver  
et la Westphalie, dont les habitai  
fidélité.

Il nous manque des détails  
stanciés, pour expliquer comme  
auxquels on ne refuse pas du co  
rent si facilement les armes. Ils  
Witiking un général aussi actif  
minius; mais mal armés, aucu  
régnait parmi eux; ne possédai  
ni fabriques d'armes, comment  
gendarmerie de Charlemagne, c  
mures complètes, dont les Roi  
établi leurs principaux ateliers  
tiques? Nous trouvons dans les  
lemagne une défense réitérée c  
ennemis des armures connues  
de bruyères chez les Francs.

Un corps de cavalerie et d'i

nombreux , mais couvert d'une armure de fer , devait vaincre aisément des armées plus nombreuses , qui n'employaient pas les mêmes moyens de défense. L'usage des armures de fer ne s'introduisit dans le nord que durant les siècles suivans. Les vieilles chroniques de ces contrées parlent souvent de guerriers invulnérables. Les armures, cachées sous leurs pelisses , leur procuraient , sans doute , cette dénomination. 775.

La facilité avec laquelle Charles se contenta des promesses , faites par les Saxons , ne doit pas moins nous surprendre que la rapidité avec laquelle ils furent subjugués. Le roi n'ignorait pas que ces peuples considéraient leurs traités avec lui , comme des simples trêves , qu'ils se proposaient de rompre à la première occasion ; on ne peut expliquer la prompte retraite de Charlemagne que par le soulèvement du duc de Frioul , qui le forçait d'accourir sur les bords de l'Adige.

11. Cette insurrection du duc Rodgaud pouvait entraîner les suites les plus importantes , si les insurgés avaient eu le temps de se fortifier. Rodgaud avait levé une armée nombreuse ; Charles , admettant les premières propositions des Saxons , signa la paix avec eux , et , malgré les approches de l'hiver , pénétra en Italie , attaqua le duc de Frioul , dis-

775. persa son armée, le fit prisonnier  
damna à mort comme parjure.

Il s'élève, à ce sujet, une inculpation à l'égard de Charlemagne. Gaillard prétend que la conduite de Rodgaud ; et , tant jamais soumis à Charlemagne , devait respecter les sentimens qu'il l'attachaient au fils du roi Disdis ; cette assertion était prouvée , rien n'égalait la conduite de Charles ; mais les historiens conviennent que l'année précédente s'était déclaré vassal de la couronne de France. Dès-lors , reprenant les armes , se rendait coupable de félonie. Les Français justifiaient son châtimement. Le Frioul fut partagé en plusieurs comtes , les ducs de Spolette et de Bénévent , les armes , à l'exemple du duc de Bénévent , le premier fut aisément soumis , le refusait à toute espèce de dépendance.

Son duché comprenait près de la moitié de l'Italie méridionale. Le duc , nommé Gastaldali (1), était odieux aux pontifes romains , parce qu'il retenait des possessions.

---

(1) L'étendue de ce duché força de le partager en plusieurs départemens , nommés Gastaldali. 1<sup>er</sup> di Nap.



prétendait lui appartenir. Le pape ne cessait de solliciter le roi à s'emparer des Etats de ce rebelle. 775.

Une guerre existait entre lui et la ville de Naples, qui, sous sa protection, se gouvernait en république. Apprenant que l'armée française approchait de ses frontières, il se hâta de conclure la paix avec les magistrats de Naples; mais tous ses efforts furent vains; craignant de tomber entre les mains du roi, il lui fit serment de fidélité, lui promit un tribut annuel de six mille sous d'or, et lui remit en otage son fils Grimoalde.

A peine le monarque avait pacifié l'Italie, qu'un nouveau soulèvement des Saxons le ramenait en Allemagne. On assurait qu'Arigise, oubliant ses promesses, concertait, de nouveau, avec l'empereur d'Orient, les moyens d'expulser les Français de la péninsule. Il est certain, du moins, que la crainte de cet événement troublait l'âme du pape, et que la cour de France retentissait de ses alarmes. Au surplus, ces projets, vrais ou faux, n'eurent pas le temps d'éclore; Arigise mourut la même année qu'il avait donné sa foi à Charlemagne. Le chagrin d'avoir été forcé à reconnaître un maître, put hâter le terme de son existence. Les historiens de Naples parlent des édifices superbes, élevés par ses ordres, et

776. de la sollicitude avec laquelle i  
bonheur de ses sujets.

Charlemagne déploya dans ce  
les sentimens les plus généreux  
Adrien lui conseillait de retenir a  
le jeune Grimoalde. Le fils fut in  
ritage de son père. Charles n'eut  
de la reconnaissance du nouvea  
seulement il observa avec une exa  
lité toutes les clauses de la cessi  
pes, dans plusieurs rencontres,  
les armées grecques.

Cependant lorsque, dans la  
cédé le royaume d'Italie à son f  
s'établit une rivalité entre deux p  
près du même âge; également c  
magnanimes. Pepin, fils d'un mo  
le nom remplissait l'univers, l'a  
côté de l'autorité. Sa cour brilla  
d'éclat, il déployait des forces plu  
Grimoalde avait acquis à l'école  
cette souplesse d'esprit et cette  
des hommes que ne saurait parta  
élevé dans la pourpre. L'un ne po  
d'égal; l'autre ne reconnaissait d'a  
que Charlemagne. Cette double d  
traina entre les deux princes un  
meurtre, dont les détails ne s  
l'histoire d'Italie: il suffit de sav

multiplia de vains efforts pour contraindre Grimoalde à lui rendre hommage. Une mort prématurée ravit aux Lombards un prince qui aurait pu changer les destinées de l'Italie. 776.

12. Charlemagne, marchant vers l'Italie, n'avait pas laissé en Austrasie des forces capables d'arrêter les nouvelles insurrections que les Saxons pouvaient tenter durant son absence. Ils surprirent de nouveau Eresbourg, et assiégeaient Sigebourg, lorsque le monarque français, pénétrant avec rapidité dans le nord de la Germanie, défit entièrement leur armée dans les environs de Lipsprid (1). Ils proposèrent un nouveau traité; plusieurs d'entre eux cédant à l'invitation d'embrasser le christianisme, reçurent le baptême. Charles ne leur accorda qu'une trêve; ayant indiqué dans Paderborn, au mois de mai 777, le parlement de Neustrie et d'Austrasie, il invita les Saxons à y envoyer des députés avec lesquels seraient concertées les conditions d'une paix durable.

Des Saxons vinrent à Paderborn; mais Witikind, au lieu de se joindre à eux, se réfugia en Danemarck. On ne saurait s'empêcher d'observer à cette occasion combien les événemens les plus mémorables eurent souvent les causes les moins importantes. Cette fuite de Witikind 777.

---

(1) Petite ville, vers les sources de la Lippe.

577. en Danemarck paraît être la pre-  
de ces étonnantes transmigrati-  
onds , dont les traces sanglantes  
les pages de l'histoire aux siècles  
Witiking éveilla l'attention des  
caractère envahisseur des Francs  
tion des rois de cette nation , et  
gion dont ils faisaient prêcher  
vables mystères , et qui , suiva-  
saxon , devenait entre les mains  
un moyen assuré d'établir leur  
les pays qu'ils voulaient subjugu-  
craignirent de perdre en même  
berté et le culte religieux qu'il  
leurs pères ; ils voyaient avec i-  
Français se porter au-delà de l'  
procher de l'Eider. Les mesures  
magne prenait alors à Hochb-  
répandre le christianisme dans  
leur causaient pas de moindres

Dès-lors se développe le plan  
expéditions contre les Français  
peuples chrétiens , expéditions  
buèrent à la chute de la maison  
et dont on apprécierait mal la  
portance en les considérant com-  
entreprises de pirates.

---

(1) On croit que cette forteresse , bâ-  
gne , est l'origine de Hambourg.

Selon une tradition conservée dans le nord, Witikind avait épousé Lieva, sœur du roi d'un pays nommé, dans des anciennes chroniques, Siegfried; c'est le Cleswich d'aujourd'hui. Cette alliance lui procura des secours dont je parlerai bientôt. Les Saxons conclurent la paix avec Charlemagne aux conditions suivantes : Ils conservaient leurs lois et le mode de leur gouvernement en reconnaissant Charles en qualité de leur souverain et lui payant un tribut ; ils promettaient de ne point contrarier les opérations dictées par le désir de propager la religion chrétienne dans leur pays ; on stipulait que les Saxons, convaincus du moindre acte hostile contre les prêtres chrétiens ou contre le christianisme, seraient réduits en esclavage et déportés hors de leur patrie. Le vainqueur laissa en Saxe des missionnaires chargés de convertir les habitans du pays, et des soldats pour appuyer les raisonnemens des missionnaires. Des milliers de Saxons se laissaient baptiser dans la crainte de l'esclavage. De pareils chrétiens ne devaient être attachés ni à leur nouvelle religion, ni à leur nouveau monarque.

Dans le Champ de-Mai de Paderborn, les émirs musulmans de Sarragosse et d'Huesca réclamèrent la protection du roi de France. L'émir Ibin Algradi fit le voyage de Paderborn ;

778. il demandait à Charlemagne des secours le sultan Abdérame.

13. L'empire des Arabes, parvenu à son haut degré de sa puissance, commençait à décliner. Les gouverneurs des provinces tentaient de se soustraire à la domination des califes de Bagdad, chefs suprêmes de l'empire. Le gouverneur des Espagnes, le premier : il prit le titre de sultan et de calife. Cet exemple, devenant contagieux, se répandait déjà parmi les Musulmans, et ce qu'on vit bientôt après arriver en Italie, en Allemagne. Les gouverneurs des provinces voulaient devenir indépendants, du moins ne laisser au sultan qu'une autorité très-restreinte. Clotaire IV promit sa protection aux deux émissaires, et les obligea d'embrasser le christianisme. Ils franchirent les Pyrénées au printemps de l'année 778, avec deux armées : l'une entra en Espagne par le Roussillon ; l'autre, qu'il conduisait lui-même, traversa les montagnes du côté de la Navarre. Les deux armées françaises se réunirent à Saragosse, après avoir subjugué le comté de Narbonne et de Roussillon, la Biscaye, la Catalogne, et tout le pays au nord de l'Ebre. Saragosse se sou-

---

(1) Ann. metens. ad ann. 778.

rétablit dans leur principauté Ibin Algradi et les autres émirs qui avaient réclamé son assistance. Ils lui prêtèrent hommage. Le roi s'occupa ensuite du sort des chrétiens qui vivaient sous la domination de ces émirs; ils furent affranchis du tribut qu'ils payaient pour obtenir la liberté de professer leur religion. Charles réunit à ses Etats la partie d'Espagne située entre l'Ebre et les Pyrénées : cette nouvelle province fut nommée la Marche espagnole. Le gouverneur résida dans Barcelone (1).

Gaillard, dans sa volumineuse Histoire de Charlemagne, après avoir supposé que ce prince, dès le commencement de son règne, forme un plan général de conquêtes auquel se subordonna toute sa conduite, remplit beaucoup de pages à prouver qu'il devait chasser les Arabes d'Espagne, et réunir à la France les pays soumis à leur domination, au lieu de combattre sans cesse les Saxons dans les régions stériles du nord.

Il est difficile de concevoir comment un conquérant aurait pu former ces vastes plans, dans lesquels Gaillard suppose que toutes les expéditions de Charlemagne se dirigèrent constamment. La première guerre entreprise peut bien

---

(1) *Marca hispanica*, Méz., Hist. de France.

778. être du choix d'un conquérant, et n'être l'objet d'un plan habilement combiné. Telles furent l'expédition d'Alexandre contre les Perses, et de César contre les Celtes : toutes les autres guerres sont ensuite amenées par des circonstances ; elles dépendent du succès de la guerre précédente. Les historiens français firent de concert que Charles fut contraint de prendre les armes contre les Saxons. S'il est ainsi, il donna une preuve de sagesse en résistant à la gloire de chasser les Musulmans d'Espagne pour s'occuper de la défense des frontières d'Austrasie, dont il aurait compromis la sûreté en cueillant des lauriers incertains dans une contrée lointaine.

En traversant les Pyrénées, Charles éprouva le seul échec considérable qui interrompit ses triomphes de toute sa vie. Son armée se fit une route dans les défilés des montagnes couvertes de bois ; l'avant-garde et le corps de bataille arrivèrent heureusement au nord des Pyrénées. Au milieu de l'arrière-garde, se trouvaient les bagages ; dès qu'elle fut engagée dans des gorges dominées par des rochers escarpés, les ennemis parurent sur les hauteurs, roulèrent des pointes de rochers et des troncs d'arbres sur les Français qui marchaient peu armés. Il n'en échappa qu'un petit nombre. Les équipages devinrent la proie des



mis. Charlemagne perdit dans cette retraite ses meilleurs généraux, parmi lesquels Eginhard (1), nommé Ekkart, Rultand et Anshelm. Cette défaite enfanta les fables écrites dans le onzième siècle, par un moine, sous le nom de l'archevêque Turpin, et embellies par l'imagination de l'Arioste. 778.

L'auteur de cette défaite, dans les gorges de Roncevaux, était le duc de Gascogne. Charlemagne lui fit la guerre dans la suite, se saisit de sa personne, et le fit pendre. La Gascogne fut réunie à la couronne. Le roi en détacha quelques cantons dans les montagnes, qu'il céda à Alderic, fils du duc exécuté à mort. La maison d'Armagnac prétendait descendre de cet Alderic.

Charlemagne rentrait en France, affecté de la perte qu'il venait d'éprouver, lorsqu'il apprit que les Saxons pénétraient en Austrasie. Witi-kind venait de rentrer dans sa patrie à la tête d'une armée danoise. Il trouve dans Brême un évêque, une église, et ses Saxons qu'on traîne à des autels nouveaux. Il chasse l'évêque, détruit l'église, défait les lieutenans de Charles, et s'avance au bord du Rhin. Son armée fut détruite par Charlemagne, dans le pays de Hesse : le vainqueur passa l'hiver à Herstad. 779.

---

(1) Vit. Car. Magn.

780.

Au printemps, les Français chassent le : au-delà du Wésér. Le roi place son : tour d'un château nommé Médufulli ; i un Champ-de-Mai. On y publia plusiet tulaires ; les plus remarquables conce vol et le droit d'asile. Il fut ordonné qu mier larcin serait puni par la perte d' le second, par la perte du nez ; e pendrait le coupable d'un troisième l'égard des asiles, les gens d'église parvenus, depuis le règne de Clotai convertir les églises et les monasti lienx de franchise, où les coupab crimes les plus énormes trouvaient nité. On ordonna que les meurtrier autres criminels contre lesquels les le nonçaient la peine de mort, ne trou plus de refuge dans les églises. En vai ques évêques voulaient maintenir un p dont ils se montraient extrêmement jal fermeté du roi l'emporta sur leurs remon déraisonnables.

14. Après la clôture de cette assemblée française défait les Saxons-Westp près Bocholt. Charles accepte leur sou poursuit sa marche vers le Wésér ; les des Ostphaliens et des Angriens lui serment de fidélité, quelques-uns re le baptême. Un ancien écrivain, observ

Charles résolut de ne laisser aucun repos aux Saxons qu'ils n'embrassassent le christianisme, s'écrie : « O bénignité de Dieu qui avait donné aux Saxons pour docteur et pour maître l'illustre Charles, lequel forçait, les armes à la main, ceux qu'il ne pouvait dompter par la raison, et les contraignait à se sauver malgré eux ! » On écrivait ainsi alors. Charlemagne publia dans cette occasion un capitulaire aussi sanguinaire que ce langage était fanatique.

Le capitulaire intitulé, *de partibus Saxonie*, ne porte pas de date ; on peut conjecturer qu'il fut publié dans le parlement de 780. Les articles de cette loi renfermaient les moyens de prévenir de nouveaux soulèvemens et de propager le christianisme parmi les Saxons. Les Saxons furent obligés de consentir à obéir désormais à des comtes de la nation des Francs, et à ne tenir leurs diètes accoutumées que sous le bon plaisir des commissaires royaux.

A l'égard du christianisme, les églises qui allaient être bâties en Saxe devaient hériter des privilèges accordés aux temples consacrés à l'ancien culte du pays. Le roi ordonnait que le meurtrier d'un prêtre chrétien serait puni de mort, et que ceux qui immoleraient des victimes humaines aux divinités des Saxons, subiraient la même peine. La justice avouait ces réglemens ; mais on ajoutait que la peine

780.

780. capitale atteindrait les Saxons qui, suivant les rites de leur ancien culte, brûleraient les morts au lieu de les enterrer, qui se cacheraient pour se soustraire au baptême, qui mangeraient de la viande les jours où les chrétiens s'abstenaient de cette nourriture.

Charles chargea de l'exécution de ce règlement, un tribunal plus abominable que l'inquisition ne le fut jamais. C'était la cour Weimique désignée par les publicistes allemands sous le nom de *judicium occultum westphalicum*.

Voici ce qu'on trouve à ce sujet dans les écrivains de Brunswick (1), publiés par Leibnits. *Misit rex Carolus legatum Romam ad papam pro concilio habendo de istis Saxonibus quos nulla poterat diligentia compescere. Sanctus vir audita legatione nihil respondit, sed surgens ad hortulum ivit, et zizania colligens supra patibulum quod de virgultis fecerat suspendit. Rediens autem legatus hæc Carolo nuntiavit qui mox jus wetitum instituit. Quod usque in præsens wœmice vocatur.*

---

(1) Le roi consulta le pape sur la conduite qu'il devait tenir envers une nation intraitable; le pape, au lieu de répondre, conduisit l'envoyé du roi dans son jardin, arracha des mauvaises herbes et les attacha à un petit gibet fait avec des arbustes. Au retour du député, le roi institua la cour Weimique. Leibnits., tome III.

Les juges s'assembloient à Dormund, ils prononçaient la peine de mort sans citer les dénoncés. On accusait un Saxon possesseur de quelques bestiaux de n'avoir pas jeuné en carême, les juges le condamnaient et envoyaient des assassins qui exécutaient la sentence. Cette tyrannie s'exerçait sur un peuple amoureux de la liberté. Mézerai, Daniel et Velly ne parlent pas de cet exécrable tribunal qu'on eut beaucoup de peine à détruire dans la suite. Il est probable cependant qu'il s'appropriait à des considérations locales qui nous sont inconnues, puisque dans le onzième siècle les Etats de Saxe en demandèrent la confirmation à Conrad second.

Presque tous les historiens allemands répètent que les juges du tribunal weimique envoyaient dans les provinces des assesseurs qui portaient la terreur dans les âmes par des exécutions d'autant plus redoutables, que les témoins n'étaient pas confrontés aux accusateurs, que les jugemens se couvraient d'un voile impénétrable, et que le plus jeune des juges attachait lui-même l'accusé au premier arbre qui se trouvait à sa portée. La patience des Allemands se lassa enfin. Les grands eux-mêmes ne venaient à bout de se soustraire aux entreprises de cette juridiction qu'avec beaucoup de peine, par des exemptions qu'ils obtenaient de

780. la chancellerie impériale, et que les crets se dispensaient souvent de respecter. Les provinces d'Allemagne opposèrent à l'ennemi des ligues, des insurrections. Les monarques portèrent des lois tendant à former ce tribunal sanguinaire. Tell audace, qu'il osa sommer l'empereur d'Otton III, de comparaître à Worms. Il parvint à détruire cette justice westphalique sous Maximilien I<sup>er</sup> et Charles-Quint. L'établissement de la chambre impériale.

On ne connaît (1) pas dans cette histoire la grande âme de Charlemagne, mais on observe que les fatales erreurs auxquelles se livra, étaient moins les siennes que celles de son siècle. On date de cette époque la donation des évêchés de Brême, de Verden, de Minden, d'Halberstadt, d'Hildesheim, de Munster et d'Osnabrück. Charlemagne revint en Italie après cette expédition. Il emmenait avec lui la reine Hildegarde. Elle consistait en quatre fils légitimes. Pepin né d'un premier lit, Charles, Louis et Louis, enfans de la reine Hildegarde. La Neustrie et l'Austrasie devaient être l'héritage des deux aînés. Le roi prenait des mesures

---

(1) Il y eut, en 787, une éclipse totale. L'obscurité dura plusieurs heures à Paris.

assurer à ses cadets des établissemens convenables La cour passa dans Pavie l'hiver de 780 à 781. 781.

Aux approches de Pâques, le roi vint à Rome. Il y fut reçu avec le cérémonial observé à son précédent voyage. Carloman et Louis sortaient à peine du berceau. Le pape baptisa Carloman, et ajouta au nom qu'il portait celui de Pepin. Ensuite les deux jeunes princes furent sacrés, l'un roi de Lombardie, l'autre roi d'Aquitaine (1).

Les contemporains rapportent la cérémonie du double sacre, sans nous instruire des raisons qui déterminaient Charles à couronner deux enfans, dont l'un avait cinq ans, l'autre trois. L'Aquitaine et la Lombardie étaient deux pays conquis dont il pouvait disposer sans le consentement des Français; tout annonce aussi qu'il regardait comme le principe d'un bon gouvernement, qu'un prince connût à fond la nation qu'il gouvernait; de là ses voyages continuels: il laissa un de ses fils en Italie et envoya l'autre en Aquitaine (2), afin qu'élevés au milieu des peuples sur lesquels ils devaient régner, ils en adoptassent les mœurs et les usages.

---

(1) Eginh.

(2) Le royaume d'Aquitaine contenant la Guienne, la Gascogne et la Marche d'Espagne. Méz. Hist. de Fr.

781.

Dans ce voyage, Charles fit une connaissance dont les suites furent les plus heureuses pour ses contemporains ; c'était Alcuin, Anglais célèbre par sa vaste érudition. Les occasions de converser avec le simple moine Alcuin, se seraient vainement offertes à ce prince, si la nature ne l'eût doué de ce désir immodéré de s'instruire, qui distingue les âmes les plus sublimes. Les hommes que leurs lumières et leurs talens approchèrent de lui, jouirent constamment de son affection malgré les torts qu'ils eurent quelquefois à son égard, en contrariant ses vues ou ses opinions.

Dans un âge où les projets militaires ou politiques semblaient s'opposer invinciblement à des études solitaires, un prêtre nommé Pierre (1), né à Pise, lui avait enseigné la langue latine, extrêmement corrompue en France par le mélange des langues celtique et tudesque. Déjà au seul aspect des monumens romains, il avait résolu de transporter dans sa patrie les beaux arts cultivés en Italie et en Grèce ; aucun homme n'était plus propre qu'Alcuin à développer le goût de ce monarque pour les sciences et les arts.

15. Alcuin avait été envoyé à Rome par l'archevêque d'Yorck ; passant à Pavie, il fut pré-

---

(1) Hist. de Charlemagne, par le prof. Hegewisch.



senté à Charles : ce prince , surpris de son rare savoir , l'engagea à venir en France lorsque sa mission serait terminée. Alcuin promit de faire ce voyage s'il en obtenait la permission du roi d'Angleterre , à condition qu'il pourrait retourner en Angleterre quand il le jugerait convenable. Alcuin y retourna en effet en 793 ; revenant bientôt en France , il y mourut en 804.

Alcuin était versé dans toutes les sciences cultivées au huitième siècle ; il devint surtout précieux à Charlemagne par le don heureux de transmettre le fruit de ses études dans l'âme de ses auditeurs avec les expressions les plus séduisantes ; un grand nombre de réponses improvisées que reçut de lui Charlemagne , annoncent sa présence d'esprit inaltérable. Ses écrits , surtout ses lettres prouvent jusqu'à quel point il savait gagner le cœur du roi sans s'avilir par l'adulation , et l'art de porter l'attention du monarque vers les objets d'utilité ou de bienfaisance.

Frobenius, prince abbé de Saint-Emeran , a recueilli en 1777 les ouvrages de ce savant (1). Le latin n'en est ni pur ni élégant ; mais les sages réflexions qui y sont semées annoncent

---

(1) 4 vol. in-fol.

781-786 que, dans un siècle plus éclairé, c'eût été un écrivain du premier mérite.

Alcuin enseigna à Charlemagne un peu de grec, la rhétorique, la dialectique et l'astronomie. Sa chronique attribuée à Eginhard contient des observations astronomiques qui n'ont pas été indignes de l'attention des savans du dix-huitième siècle.

Par le conseil d'Alcuin, le roi fonda, dans son palais d'Aix-la-Chapelle, une académie; elle avait pour objet l'étude des sciences et des belles-lettres. Tous les gens d'esprit de la cour furent admis dans cette compagnie. On ne sait rien de son organisation, si ce n'est que chacun de ses membres se distinguait par un nom scientifique, semblable à ceux que de nos jours prenaient les membres de la société des Arcades à Rome.

Il ne paraît pas qu'Alcuin ait été connu dans l'académie impériale sous autre nom que ceux de Flaccus, Albinus: c'étaient peut-être ses prénoms. Eginhard, secrétaire ou chancelier de Charlemagne et intendant de ses bâtimens (1), portait le nom académique de Kalliopi<sup>us</sup>, soit à cause de son talent pour le chant, peut-être aussi parce qu'il s'était consacré à la muse de l'éloquence.

---

(1) *Prefectus a Carolo extruendis ædificiis.*

Riculphe, évêque de Mayence, portait le surnom de Dametas, probablement parce qu'il consacrait ses loisirs aux poésies pastorales. Adelard, abbé de Corbie, petit-fils de Charles Martel, reçut le nom d'Augustin; cette académie avait aussi son Homère, c'était le comte Angilbert. Charlemagne lui destinait un évêché. L'amour trompa les vœux du monarque; Angilbert épris des charmes de Berthe, une des filles de Charles, l'épousa vers l'an 787. Bollandus, plus recommandable par son zèle que par ses lumières, employa beaucoup d'érudition à prouver que le monarque français n'avait pas donné son consentement au mariage de sa fille avec Angilbert, convenant cependant qu'ils vivaient dans une intimité peu édifiante, ce qu'il eût en vain nié, puisqu'il est historiquement prouvé qu'Angilbert eut deux fils de Berthe; l'un était l'historien Nithard, qui, dans son ouvrage *de dissensionibus filiorum Ludovici Pii*, écrit par lui sur la demande de Charles-le-Chauve, et dédié à ce monarque, nous apprend formellement qu'il était fils d'une des filles de Charlemagne.

On oppose à ce témoignage une phrase d'Eginard: cet historien assure que Charlemagne ne permit à aucune de ses filles de se marier, quoiqu'elles fussent demandées par des Français ou par des étrangers; on peut

731-786 concilier le biographe d'Angilbert avec Eginhard, en supposant que, par des considérations particulières, Charles ordonna de tenir secret le mariage de sa fille; peut-être aussi n'osait-on en parler publiquement sous le règne de Louis-le-Débonnaire, à cause de ses idées monastiques. Eginhard écrivait pendant ce règne: le mariage de Berthe cessa d'être un secret sous le règne de Charles-le-Chauve; ainsi celui de Louis XIV avec la veuve Scarron fut couvert d'un voile épais, qui disparut cinquante ans après la mort de ce monarque. On sait qu'Eginhard passa pour avoir épousé une autre fille de Charlemagne, la princesse Emma.

Un des académiciens, estimé particulièrement par Charles, était Théodulphe, évêque d'Orléans, connu dans l'académie sous le nom de Pindare. Enfin Charlemagne avait celui de David. Je reste seul, disait Alcuin dans une de ses lettres à l'évêque de Mayence (1); vous, Damétas, vous voilà en Saxe, Homère est en Italie, Candidus en Angleterre..... Dieu veuille ramener bientôt David et les guerriers qui suivent ce prince victorieux!

Charlemagne faisait encore beaucoup de cas de l'historien des Lombards, connu sous

---

1) Epist. 28.

le nom de Paul Diacre (1), élevé à la cour de <sup>781-785</sup> Pavie, ami et chancelier du roi Disdier. Ce savant résista d'abord à toutes les instances de Charles ; il fit cependant un voyage à la cour de ce monarque , mais son séjour n'y fut pas long. Il revint dans son monastère. On trouve dans les œuvres d'Alcuin deux poèmes pleins d'expressions flatteuses que leur fit adresser le roi ; on prétend cependant que Paul Diacre avait prêté le secours de sa plume au duc de Bénévent lorsqu'il prit les armes contre les Français. Charles voulut savoir de Paul Diacre lui-même la vérité de ce fait. L'historien lui répondit avec une courageuse liberté : Aucune circonstance ne me dispense de mes devoirs , j'ai prêté serment de fidélité au roi Disdier , son aveu seul peut m'en dispenser : on ajoute que Charles , dans un moment désordonné de colère , ordonna de couper les deux mains à l'historien ; mais que , faisant un retour sur lui-même , il envoya un contre-ordre , disant : Où trouverions-nous un si bon historien si on coupait les mains à Warnefride ? ce que nous connaissons du caractère de Charlemagne rend assez vraisemblable cette anecdote, quoiqu'elle paraisse romanesque. Si ce fait est vrai , il dut contribuer à la détermination de Paul Diacre ; il revint en Italie et

---

(1) Paul Warnefride.

fini ses jours dans l'abbaye du Mont-Cassin.

781-786 Ces hommes éclairés concoururent à répandre parmi les Français quelque goût pour les sciences et la littérature ; les écrivains du neuvième siècle, les Hincmar, les Agobard, les Paschase, les Otfred, les Nithard ; et plusieurs autres doivent être regardés comme des élèves formés par l'académie de Charlemagne.

Charlemagne, attirant des savans à sa cour ; et cultivant lui-même les sciences , ne cherchait pas seulement sa propre satisfaction ; il voulait agrandir le caractère de ses sujets. Des maîtres d'arithmétique et de grammaire, amenés par lui d'Italie, furent disposés dans les principales villes de France. Un capitulaire. (1) ordonna d'ouvrir des écoles auprès des églises cathédrales et dans les principales abbayes. Les jeunes gens y apprirent à lire, à écrire, à compter ; ils apprirent aussi la musique , la dialectique et la théologie. Le motif principal de Charles était de former un clergé plus instruit, plus digne de sa vocation ; mais lorsque les institutions furent établies, et que les connaissances se propagèrent , les jeunes laïques en profitèrent ; ces écoles se seraient perfectionnées si le génie de Charlemagne avait animé ses successeurs.

---

(1) Capit. Aquisgran.

Dans le même temps, Charles introduisait dans les églises de France<sup>(1)</sup> le chant grégorien et la liturgie romaine. Le chant de l'église, durant les premiers siècles, n'était qu'une prononciation plus pathétique. Le pape Saint-Grégoire, bon musicien pour son temps, donna quelque mélodie au plain-chant<sup>(2)</sup>. Les églises d'Italie avaient adopté cette nouvelle méthode, les prêtres français conservaient l'ancienne. L'extrait suivant d'un ouvrage imprimé à Francfort, en 1594, inséré par J.-J. Rousseau dans son Dictionnaire de musique, contient le détail d'une singulière contestation à ce sujet entre les chantres romains et les chantres français.

Charles<sup>(3)</sup>, célébrant la Pâque à Rome, avec le seigneur apostolique, une querelle s'éleva entre les chantres romains et les chantres français; les seconds prétendaient chanter plus agréablement que les premiers, la dispute étant portée devant le seigneur roi des Français, le très-pieux roi dit à ces chantres : Dites-moi quelle est l'eau la plus pure et la meilleure, celle qu'on prend à une source vive ou celle des rigoles qui en viennent de loin. Ils répondirent que l'eau de la source

(1) Monach. ; engolism. vita Car. Magn.

(2) Conc. Gall., tome II.

(3) Hist. Franc. ab ann. 700 ad ann. 790.

764-70.

était plus pure. Remontez donc , reprit le seigneur roi à la fontaine de Saint-Grégoire. Le roi pria le pape d'envoyer en France d'habiles chantres. Cette commission fut donnée à Théodore et à Bénédicte. Le roi envoya l'un à Metz , l'autre à Soissons , enjoignant à tous les maîtres de chant de faire corriger par ces deux Romains, les antiphoniens et d'apprendre d'eux à chanter; mais ils ne purent jamais bien rendre les sons tremblans flatés, battus , et coupés , faisant plutôt des chevrotemens que des roulemens , à cause de la rudesse de leur gosier. Les chantres romains apprirent de même aux chantres français à joindre des instrumens à la musique vocale.

Charles ne trouva pas la même docilité lorsqu'il entreprit d'introduire en France la liturgie ou la messe selon l'usage de Rome. Le clergé de France , jaloux de ses anciennes coutumes , s'y opposa d'abord comme à une nouveauté; l'autorité royale prévalut dans quelques villes , on fit ailleurs un mélange des deux liturgies.

Les beaux édifices que Charlemagne avait vus en Italie , lui inspiraient le goût de l'architecture. Il commença la construction de plusieurs palais vastes et magnifiques. Le plus remarquable fut celui d'Aix-la-Chapelle , et une église bâtie en l'honneur de la vierge



dans la même ville. Eginhard parle de ce temple comme d'un édifice d'une beauté admirable. On avait employé à la construction de ces deux monumens des pierres de taille enlevées aux murailles de Verdun, des portes, des grilles de bronze, et des colonnes de marbre détachées de l'ancien palais des exarques de Ravenne.

Par les inscriptions des contemporains, on juge quelle impression durent faire sur leur esprit, deux édifices d'une magnificence dont ils n'avaient aucune idée, et où se trouvaient réunis avec prodigalité, à des colonnes de marbre et de porphyre, des ornemens en argent et en or, ou du moins dorés (1). Le moins habile des architectes du siècle d'Auguste n'eût peut-être pu les regarder sans s'affliger profondément, comme s'affligent les voyageurs modernes lorsqu'ils voient dans la Grèce les débris des plus superbes temples employés à décorer le harem d'un pacha.

D'après le rapport des contemporains, le palais devait être d'une immense étendue. Il renfermait des logemens non-seulement pour les personnes de la cour, mais pour les hommes distingués, ecclésiastiques ou laïcs appelés des provinces auprès du souverain. Il conte-

---

(1) Gaillard, Hist. d'Allemagne.

781-786 nait aussi les salles immenses où se tenaient les assemblées générales de la nation et celles dans lesquelles Charlemagne administrait la justice.

Charles fit construire sur le Rhin, à Mayence, un pont de bois regardé comme un chef-d'œuvre. On y travailla dix ans si on en croit l'auteur d'une chronique (1), dans laquelle on lit que ce pont fut détruit par l'archevêque Riculphe, parce que de nuit il s'y commettait des brigandages. Il est constant que ce pont fut brûlé par accident en 813. Charlemagne se proposait de le reconstruire en pierre; sa mort arrêta l'exécution de ce projet.

17. L'expédition dont parlait Alcuin dans sa lettre à l'évêque de Mayence, se dirigeait contre les Saxons. Plusieurs tribus de ce peuple, fatiguées par une longue et inutile résistance, se résignaient à leur sort; le reste de la nation vouait aux Français une haine d'autant plus violente, que, forcés de la comprimer au fond de leur âme, la rigueur avec laquelle tout rassemblement leur était interdit, rendait très-difficiles de nouvelles insurrections. Charles, trompé par une apparente soumission, leur fournit l'occasion de recommencer la guerre.

---

(1) Marianus scotus.

Une tribu des Slavons établie entre l'Elbe <sup>781-786</sup> et la Saal, fit une irruption dans les cantons de Saxe qui l'avoisinaient. Charles ordonne aux comtes chargés du gouvernement des provinces saxonnes, de repousser les ennemis avec une armée combinée de Français et de Saxons.

Les Saxons, autorisés à prendre les armes, au lieu de se réunir aux Français au rendez-vous indiqué, se rassemblent sur le flanc méridional d'une montagne au bord du Wéser. Witikind revenait en Saxe toutes les fois qu'il fallait combattre; il se plaçait à leur tête avec quelques troupes danoises.

Trois généraux, Adalgise, Geilon et Volrade devaient commander l'armée franco-saxonne contre les Slavons. Instruits du soulèvement de la Saxe, ils résolurent de réprimer cette sédition avant d'attaquer les ennemis du dehors. Le comte Thédéric, allié à la famille royale, accourait des bords du Rhin avec un corps de troupes. Les trois généraux croyaient n'avoir pas besoin de lui; leur amour-propre souffrait de ce que sa présence venait atténuer leur gloire; cependant ils lui cédèrent le commandement. Thédéric forme son plan d'attaque, leur ordonne de tourner la montagne, et de prendre les Saxons à dos. Ils exécutent cette marche; mais, au lieu de

781-786 prévenir le comte du moment où l'attaque commencerait, afin qu'il combinât ses mouvemens avec les leurs, ils se précipitèrent sur le camp ennemi, dans la crainte que Théderic ne prit part à leur victoire. La position des Saxons était si excellente, qu'ils taillèrent en pièces leurs ennemis. Adalgise et Geilon restèrent sur le champ de bataille.

Cette victoire avait coûté cher aux Saxons, ils ne surent pas en profiter. Au lieu d'attaquer Théderic retranché avec soin; ils s'abandonnèrent à une inaction inconcevable. Charlemagne survient avec son armée; Witikind est défait. Le roi exige des Saxons consternés qu'ils lui livrent leur général; et à la nouvelle de son évasion, il fait massacrer quatre mille cinq cents prisonniers. Voltaire appelait le czar Pierre un être moitié tigre, moitié grand homme. Charlemagne dans cette occasion ressemblait à Pierre I<sup>er</sup>.

Ce massacre portait la nation saxonne à des excès de fureur. Toutes les tribus se réunirent au commencement de l'année suivante contre les Français. Ils se proposaient d'envahir l'Austrasie; mais Charles s'avancait à leur rencontre avec une partie de ses troupes. La marche rapide des Saxons ne lui permettait pas d'attendre le reste. On combattit dans une plaine nommée, dans les anciennes chroniques,

Thietmalles. La victoire resta indécise : les Saxons furent obligés d'abandonner le champ de bataille ; Charles rétrograda en même temps jusqu'à Paderborn. Il y attendit son arrière-garde.

Dès qu'elle fut arrivée, il marche en avant. Les Saxons campaient sur les rives de l'Elmènow. Charles les attaque, et les disperse après la résistance la plus opiniâtre. Ils se réunirent bientôt. Tous les efforts de Charlemagne, durant deux ans, furent vains. Il prit la résolution à la fin de l'année 784, de continuer la guerre en hiver, contre l'usage constant des Français, de rentrer chaque année dans leurs foyers à la fin de l'automne. Le roi passa la mauvaise saison à Eresbourg ; il y fit venir la reine et ses enfans ; sa cavalerie s'employa à ravager les campagnes ; ses ministres ouvraient des conférences avec les généraux Saxons ; Witikind lui-même commençait à prêter l'oreille à des propositions de paix.

Aux premiers beaux jours du printemps 786, les Français pénétraient dans le Bardengau, le canton de Bardewich aujourd'hui, lorsque le roi reçut un message de Witikind. Il offrait de venir au camp royal avec le général Albion, aussitôt qu'ils pourraient entreprendre ce voyage avec sûreté. On lui envoya des otages. Witikind et Albion accompagnèrent Charle-

<sup>781-786</sup> magne en France, reçurent le baptême à Atigny, et restèrent aussi fidèles à leur nouveau roi et à leur nouvelle religion, qu'ils l'avaient été jusqu'alors aux lois de leur pays.

A l'exemple de leurs chefs, les Saxons se soumirent aux conditions violées par eux dans la guerre précédente.

A peine cette guerre finissait, que Charlemagne entra en Bretagne. Les Armoriques, écartées du chemin rapide des conquérans du cinquième siècle, furent épargnées par les Huns, par les Goths et par les Vandales. Elles n'avaient été habitées que par des peuplades celtiques, et peut-être par quelques colonies romaines. Les anciens habitans de la Grande-Bretagne, chassés de leur patrie par les Anglo-Saxons, s'établirent dans la suite vers les régions maritimes. Il paraît qu'ils donnèrent à cette contrée, le nom de Bretagne. Les Bretons avaient été contraints à payer tribut au roi de France; plusieurs fois ce peuple tenta de s'affranchir de ce tribut : il venait de renouveler cette tentative. Le roi soumit cette province, après en avoir brûlé les principales places. Les Bretons donnèrent des otages; et leur duc, cédant à la nécessité, rendit hommage à Charlemagne, et consentit à payer un tribut.

Le joug des Français paraissait insupportable à tous ceux qui le portaient. Les Thuringiens

essayèrent de le secouer. Le vigilant monarque, employant auprès des chefs de cette nation les remontrances et les menaces, les retint dans la soumission après de longues conférences. Ces chefs furent envoyés à Rome, et dans d'autres églises, alors célèbres, pour y prêter, sur les reliques des saints, des sermens regardés alors comme plus inviolables. A leur retour de ce pèlerinage (1), les Thuringiens furent arrêtés à Worms; on leur creva les yeux, on les bannit, on confisqua leurs biens. Ce fait étrange n'est rapporté que par un seul annaliste connu sous le nom de Nazartanus. Ce chroniqueur, ordinairement très-concis dans ses narrations, entre à cette occasion dans les détails les plus circonstanciés. Faut-il récuser son témoignage isolé, ou faut-il croire sur sa parole, que Charlemagne était perfide et cruel au gré de ses intérêts?

18. Toutes les provinces soumises à Charlemagne jouissaient enfin d'une profonde paix; quelques hostilités, entre Grimoalde, duc de Bénévent, et Pepin roi d'Italie, ne présentaient aucun danger; elles déterminèrent cependant le troisième voyage du roi dans la péninsule: il fit démanteler Salerne et quelques autres places du duché de Bénévent. Un

---

(1) Hist. de Charlemag., par le prof. Hegewisch.

781-788 autre objet déterminait encore la conduite de Charlemagne.

Tassilon (1), duc de Bavière, témoignait dans toutes les occasions, combien la domination française lui était à charge. La Bavière comprenait alors, avec le duché de ce nom, une partie de la Bohême, de l'Autriche, du Tyrol, et les cantons qui formèrent l'archevêché de Salsbourg. Les Bavares, subjugués par les Ostrogoths, ne s'affranchirent de la domination des rois d'Italie, que pour tomber sous celle des rois de France. On lit dans l'ancienne collection des lois bavares : Le duc des Bavares sera toujours élu dans la famille des Agilolfingiens ; car les rois de France nos prédécesseurs ont consenti à ce mode de gouvernement, tant que cette famille nous sera fidèle.

Cependant tous les ducs de Bavière aspiraient à l'indépendance. Odilon, père de Tassilon, entreprit une guerre malheureuse contre Pepin ; le sort des armes le força à lui prêter hommage. Tassilon, après la mort de son père en 756, reçut l'investiture de son duché dans le Champ-de-Mai tenu à Compiègne ; et prêta hommage. Cette soumission n'inspirait pas beaucoup de confiance à

---

(1) *Bajoaricum bellum superbia simul ac socordia Tassilonis ducis excitatum. Eginh.*



Pepin-le-Bref. Il eut recours aux moyens employés dans ce siècle barbare pour rendre les promesses plus solennelles. Non-seulement les Bava-rois de la suite du duc furent obligés de confirmer ses sermens par les leurs, mais ils en jurèrent l'observation sur les reliques de Saint Martin, de Saint Rustique et de Saint Eleuthère.

En vertu de ces sermens, Pepin obligea le duc de Bavière de le suivre dans son expédition contre les Aquitains. Tassilon marcha avec ses troupes; mais il se retira au milieu de la campagne. Pepin forma dès-lors des doutes sur sa fidélité. Ses soupçons acquirent de la consistance lorsque Tassilon épousa la fille du roi des Lombards : il suspendit même durant plusieurs années la guerre contre les Aquitains, se mettant en mesure d'attaquer les Lombards et les Bava-rois.

Tassilon refusa de comparaître à l'assemblée du Champ-de-Mai. Il osa même se conduire en prince indépendant. Nous avons de lui une ordonnance dans laquelle, à la vérité, il ne prend pas la qualité de prince souverain, mais il se sert de l'expression de royaume, *Regnum*, en parlant de son duché.

Charlemagne, parvenant à la couronne, se voyait chargé d'entreprises militaires si multipliées, qu'il négligea longtemps de reven-

787-788 diquer sa suprématie sur la Bavière. Tassilon donna la mesure de son imprévoyance en laissant opprimer son beau-père sans le secourir ouvertement ; il éprouva bientôt que, malgré sa conduite cauteleuse, Charlemagne n'était pas disposé à le laisser en possession de l'indépendance. Le roi s'était plaint au pape, en 781, de l'infidélité du duc Bavarois. Il le somma l'année suivante de remplir les devoirs de la vassalité. Tassilon, effrayé, assista au Champ-de-Mai tenu à Worms. Il laissa même douze otages en garantie de sa foi ; mais à peine de retour en Bavière, il manifestait dans ses discours avec combien de répugnance il supportait le sort auquel la fortune le réduisait. Charles fut instruit des liaisons secrètes formées par ce prince avec l'empereur d'Orient. Sa perte fut résolue.

Charles revenant d'Italie, tient un Champ-de-Mai dans Worms ; on convient que trois armées pénétreraient en Bavière. A l'approche de ces forces redoutables, Tassilon invoque et obtient la permission de paraître devant le roi ; il demande grâce et la reçoit, livrant en otage son fils Théodon et douze Bavarois. Son sort fut décidé l'année suivante.

788. Tous les ennemis de Charlemagne se proposaient de l'attaquer de concert durant l'année 788. Une armée grecque devait débar-

quer en Italie. Les Huns s'étaient laissés persuader par la cour de Constantinople d'envahir l'Austrasie, en passant par les Etats du duc de Bavière qui devait se joindre à eux. Charles abandonna à ses généraux la défense de l'Italie et des provinces françaises, à la gauche du Danube, il crut devoir se charger de châtier Tassilon. 788.

Un Champ-de-Mai est convoqué dans Ingelheim. Les ducs et les comtes de la Neustrie, de l'Austrasie, de l'Aquitaine, de Lombardie, de Saxe et de Bavière, y sont mandés. Tassilon s'y rend en personne. S'il n'était pas assuré de son innocence, ou si ses prévarications n'étaient pas couvertes d'un voile impénétrable, on devait le regarder comme le plus inconsidéré des hommes.

Dès qu'il parut, le roi le fit arrêter, et laissa au jugement de l'assemblée la peine que méritait sa conduite. Plusieurs de ses sujets appelés en témoignage déposèrent qu'il avait engagé les Huns à porter la guerre en France. Tassilon fut déclaré criminel de haute trahison. Charles lui fit grâce de la vie. Ce malheureux duc fut rasé, et relégué d'abord au monastère de Saint-Goar, sur le Rhin, ensuite à celui de Laurestin. On enferma Théodon, son fils aîné, à l'abbaye de Saint-Maximin de Trèves, et Théodebert, son cadet, dans

788. une autre dont l'histoire tait le nom ; elle garde le même silence sur le sort de la duchesse Tutberge. Elle avait deux filles ; une prit le voile à Chelles, l'autre à Soissons. Le duché de Bavière, cessant d'être gouverné par des ducs, se divisa en plusieurs comtés.
19. Deux armées des Huns pénétraient alors en Italie par le Frioul. Entièrement défaites , la perte éprouvée par elles était si considérable , qu'à peine une faible partie retourna dans les contrées appelées Hongrie dans la suite.

L'armée grecque commençait les hostilités au midi de la péninsule. Jusqu'alors les empereurs d'Orient avaient évité toute guerre directe avec Charlemagne. Irène, épouse de Léon IV , ayant gagné la faveur des grands de l'empire après la mort de son époux, venait de se faire proclamer Auguste, conjointement avec Constantin Porphyrogénète, son fils , en bas âge. Une célèbre ambassade envoyée par elle à la cour de France , demandait Rotrude , fille aînée du roi, en mariage pour son fils. La négociation échoua si on en croit un historien grec (1), parce qu'Irène craignait que Constantin , excité par sa jeune épouse, voulût s'emparer du trône. Les historiens français

---

(1) Zonaras, ann.

rapportent au contraire que Charlemagne refusa son consentement au mariage proposé sans motiver ce refus. Eginhard (1) se borne à dire que Charles écartait les occasions de marier ses filles, parce qu'il ne pouvait se priver de leur société. Il est plus vraisemblable que des vues politiques dictaient sa détermination.

Il n'est pas douteux que long-temps avant d'avoir reçu du pape le titre d'empereur, Charles voulait obtenir un rang qui le plaçât sur la même ligne avec les empereurs de Byzance. Peut-être que, sur la proposition d'une alliance avec cette Cour, il exigeait le titre de Bazileus, donné par les Grecs à l'empereur exclusivement aux autres monarques européens, et que, mécontent d'avoir fait une démarche infructueuse, il rompit une négociation qu'il pouvait avoir accueillie d'abord.

Irène n'eût pas cependant regardé ce refus comme une offense sans les puissans renforts qu'elle attendait, non-seulement de la Germanie, mais de l'Italie méridionale. Salerne et plusieurs autres places du duché de Bénévent ayant été demantelées par le monarque français, Grimoalde n'osa se déclarer contre lui. Les Grecs, au lieu de l'assistance qu'ils s'étaient promise, furent attaqués et battus par

---

(1) Vit. Car. Magn.

788. l'armée bénéventine. Arégise se trouvait dans l'armée grecque. Cette défaite le privant de tout espoir de conquérir l'héritage de ses pères, il revint dans Constantinople, et, abjurant ses projets ambitieux, il se contenta du titre de patrice, et finit ses jours dans l'obscurité.

Winigis, un des généraux de Charlemagne, avait été envoyé avec un corps de troupes auprès de Grimoalde, moins peut-être pour le secourir que pour connaître ses dispositions, précaution insuffisante, si le duc eût alors embrassé les intérêts d'Adelchis. Mais, dans cette occasion, il resta fidèle à ses engagements envers Charlemagne.

Depuis la déposition de Tassilon jusqu'à la fin de 788, le roi, résidant constamment en Bavière, s'occupait de l'organisation intérieure de cette conquête. Il crut alors l'occasion favorable de se venger des Huns. Des préparatifs immenses furent amoncelés. L'armée se rassembla aux environs de Ratisbonne au mois de mai 791.

789-793 A l'époque désastreuse où, du Nord de l'Asie, des hordes innombrables de dévastateurs avaient pénétré dans l'Europe méridionale, les pays aujourd'hui connus sous le nom d'Autriche et de Hongrie, formant alors la Norique, la Pannonie et la Dacie, se trouvaient les provinces ro-

maines les plus exposées aux irruptions de ces barbares. Ces belles contrées furent dépeuplées. 789-793

L'usage prévalut de donner le nom de Huns aux nouveaux habitans de la Hongrie. Ceux qui portent une saine critique dans l'étude de l'histoire, distinguent plusieurs peuples qui, à diverses époques, habitèrent ce royaume. Ceux qui avaient attaqué l'Austrasie les années précédentes, et chez lesquels Charlemagne porta la guerre, étaient connus des Grecs sous le nom de Huns ou d'Abares. Ainsi Charlemagne et Alcuin les nomment, l'un dans une de ses lettres à la reine Fastrade ; l'autre, dans plusieurs de ses épîtres, il y dit : *Viriliter et Abari quos nos Hunnos dicimus exaruerunt*. Je sortirais de mon sujet en faisant l'énumération des peuples alors établis sur les deux rives du Danube, depuis les bouches de ce fleuve jusqu'en Allemagne. Un géographe, décrivant un pays, doit avec exactitude déterminer sa position et les noms divers sous lesquels ses habitans furent connus ; le plus grand nombre des lecteurs exige de l'historien qu'il emploie simplement les noms consacrés par l'usage. Une plus grande précision rendrait sa narration obscure, ou nécessiterait de fréquentes explications. Elles ralentiraient la marche historique, et produiraient plus d'ennui que d'instruction.

789-793

Les Huns combattaient à cheval ; leurs chevaux étaient rapides , infatigables ; les armées françaises se composaient de fantassins et de cavaliers. Charles avait besoin de tous ses talens pour réussir dans l'expédition qu'il projetait loin de ses frontières.

Quand un capitaine a soutenu de longues guerres contre différens ennemis , et que la fortune l'a constamment favorisé , ses succès ne sauraient s'attribuer à des circonstances fortuites ; ils appartiennent à la supériorité de son génie. Quelle gloire n'environne pas un roi qui subjuga les Saxons malgré une opiniâtre résistance prolongée durant trente ans, qui vainquit les Lombards ; qui triompha des Arabes , et qui renversa le redoutable empire des Huns , dont les ancêtres avaient détruit l'empire d'Occident !

En vain on prétend que , dans le moyen âge , on ignorait toutes les règles de la tactique ; que , dans les campagnes de Charlemagne , rien n'indique qu'il dût ses victoires à la discipline de ses troupes et à la sagesse des plans de guerre. Chez les nations les moins instruites , il put se trouver un homme auquel la nature avait donné un avantage décisif sur ses adversaires , un coup d'œil sûr et rapide qui influe si puissamment sur le sort des batailles. Xénophon et d'autres anciens maîtres dans l'art de



la guerre nous apprennent que la chasse était <sup>789-793</sup> l'exercice le plus propre à procurer aux généraux ce coup d'œil rapide et sûr. Charlemagne se passionnait pour la chasse. Ses talens formés et développés à cette école, pourraient du moins expliquer en partie ses succès militaires.

Qu'au temps de Charlemagne on ait ignoré ces combinaisons savantes qui font mouvoir avec célérité et précision les divers ressorts dont se compose la redoutable machine, appelée une armée; qu'on n'ait pas su alors appliquer les mathématiques aux campemens, aux évolutions, c'est assurément ce que reconnaît tout observateur. Il serait dérisoire de prétendre que les armées de Charlemagne se conduisaient d'après les règles de la tactique en usage aujourd'hui. Cependant il est probable, malgré le silence des chroniqueurs, que les Français connaissaient quelques principes d'après lesquels ils s'exerçaient au maniement des armes. Les Français et les Celtes avaient long-temps servi dans les armées romaines. Pourquoi n'auraient-ils pas introduit dans leurs camps les exercices militaires des Romains, puisqu'ils employaient les armes des armées romaines, la cuirasse, le bouclier, la lance, et que les meilleures armes des Romains, depuis la conquête de Jules César jusqu'aux invasions des barbares, se fabriquaient dans les celtiques?

Le tableau, tracé par Gibbon, du caractère militaire des Francs, n'est pas applicable aux soldats de Charlemagne, mais aux guerriers des siècles suivans. Lorsque les Saxons (1) abandonnèrent le service de l'infanterie, comme peu convenable à des hommes libres, l'infanterie faisait la principale force des armées de Charlemagne. Les Français ne combattirent dans la suite qu'à cheval durant un grand nombre de siècles. Les Suisses, en guerre avec la maison d'Autriche, éveillèrent l'attention de l'Europe par l'excellente qualité de leur infanterie. Ne peut-on pas conjecturer que leur manière de combattre à pied avec leurs longues lances, portées par plusieurs hommes, était celle des anciens Français, conservée dans leurs montagnes, où la cavalerie ne pouvait rendre aucun service ?

On doit donc présumer que sous Charlemagne la science militaire n'était pas inconnue, que ce prince maintenait de la régularité dans les opérations guerrières. Veut-on quelques preuves de la sévérité avec laquelle il faisait observer la discipline militaire, plusieurs de ses capitulaires nous les fournissent. Par le sixième, publié en 812, non-seulement on punissait l'ivrognerie dans

---

(1) Hist. de la décadence de l'empire, chap. 33.

ses armées, mais il était défendu d'inviter son camarade à boire. Le troisième ordonnait qu'un officier, parvenu trop tard au rendez-vous, serait privé de viande, pour autant de jours qu'il s'était fait attendre. Le quatrième, de la même année, condamnait à mort celui qui avait quitté l'armée sans congé.

Mais, au moins, ne peut-on pas refuser aux talens de Charlemagne l'étonnante rapidité de ses mouvemens militaires, et l'art avec lequel il savait rapporter à un but commun les opérations de plusieurs armées. Cette activité tenait du prodige. Lorsque les Saxons, le croyant occupé en Italie, se jettent dans les provinces de Germanie, il a déjà repassé les Alpes, avant qu'ils soient arrivés au bord du Rhin; lorsqu'ensuite les Lombards le crurent enfoncé vers la mer Baltique, et qu'ils se flattaient de rétablir leur royaume éteint, ils le voient tout à coup reparaître, et sa présence anéantit leurs plans avant que l'exécution en fût ébauchée. César, à la tête de ses légions, ne fut jamais plus rapide dans ses mouvemens; cependant, il conduisait des troupes réglées et permanentes sous le drapeau; Charles, au contraire, menait aux combats, des soldats qu'il fallait assembler, au commencement de chaque campagne, et qui retournaient dans leurs champs à la fin de l'automne.

Dès qu'une expédition se publiait dans une des deux assemblées, tenues par le roi, chaque année, au printemps et en automne, chaque comte instruisait les hommes, tenus au service militaire, de l'époque et du lieu du rassemblement, et des armes dont ils devaient se pourvoir. Les uns arrivaient avec une cuirasse, une lance, un bouclier; les autres, avec un arc et des flèches. Des vivres étaient emmagasinés sur la frontière vers laquelle l'armée devait se former. Les comtes, dont une armée allait traverser le territoire, prévenus à temps, mettaient les chemins et les ponts en bon état, préparaient des bateaux sur les fleuves.

Les descriptions topographiques, les relations multipliées des nations entre elles, ont facilité la connaissance exacte des pays dans lesquels on porte la guerre. Charlemagne, au défaut de ces ressources, recueillait des observations verbales sur les régions qu'il voulait conquérir. Il était si bien instruit, que dans ses expéditions en Italie et en Espagne, ses marches furent combinées de manière à franchir les Alpes et les Pyrénées avec peu de difficultés. Nous allons le voir pénétrer en Hongrie avec trois armées, et atteindre le but qu'il s'était proposé dans cette guerre.

Des connaissances locales ne suffisaient pas

pour expliquer des succès aussi constans. <sup>769-793</sup>  
 Charles y joignait cet esprit de combinaison, qui calcule ses moyens, et coordonne des opérations simultanées. Les armées françaises entrèrent en Hongrie, en 791, par trois routes différentes : la première, formée de Thuringiens et de Saxons, sous les ordres des comtes Théderic et Mainfroi, devait se rassembler dans la Bohême, et pénétrer par la rive septentrionale du Danube, dans la contrée appelée Transylvanie aujourd'hui. Le roi, à la tête de la seconde, composée entièrement de Français, suivait les bords méridionaux du Danube jusqu'à l'Ens. La troisième armée, commandée par les ducs de Frioul et d'Istrie, pénétrait dans le pays ennemi le long du golfe de Venise. Charles, instruit que ses deux armées latérales approchaient, déclare la guerre aux Huns. Ils furent chassés de deux forteresses dont il est impossible de déterminer la position. Charles, ayant passé la Raab, asséoit son camp entre cette rivière et le Danube; (1) il quitta bientôt la Hongrie et rentra en Bavière, forcé à cette retraite par une épidémie qui lui enleva les neuf dixièmes des chevaux de son armée. Les deux autres armées se retiraient en même temps, une en Bohême,

---

(1) Gaillard, Hist. de Charlemag.

789-793 l'autre en Istrie. Ces troupes se séparèrent suivant l'usage à l'entrée de l'hiver ; Charlemagne passa cette saison à Ratisbonne.

20. Nous ne voyons pas que l'année suivante 790, Charles ait rien entrepris contre les Huns. Une conspiration le tint loin du théâtre de la guerre ; mais il augmenta ses préparatifs ; un pont de bateaux, construit sur le Danube, devait faciliter la marche de troupes. L'auteur de la conspiration était Pepin, surnommé le Bossu, fils d'Himitrude, première épouse de Charlemagne. Mécontent de ce que ses frères cadets avaient été nommés rois presque au sortir du berceau, tandis qu'aucune couronne n'ornait encore sa tête, il prêta l'oreille aux insinuations de quelques ducs et de quelques comtes mécontents de la reine Fastrade. On se proposait, dit-on, d'enfermer Charlemagne (1) et de porter Pepin sur le trône. Ce complot fut découvert par un Lombard, nommé Ardulphe. Pepin et ses complices furent condamnés par un Champ-de-Mai tenu à Ratisbonne. Charles enferma son fils aîné dans le monastère de Prum.

Le roi rentra en Hongrie au printemps 793, lorsqu'il apprit que le comte Théderic, conduisant à travers la Saxe l'armée rassem-

---

(1) Eginh. Ann. franc.

blée en Frise, avait été battu par une peuplade <sup>709-793</sup> de Saxons, dans le pays appelé aujourd'hui duché d'Oldembourg. La crainte que l'esprit de révolte s'étendît à toutes les tribus saxonnes, auxquelles on venait de donner des armes contre les Huns, détermina le roi à renvoyer à un autre temps son expédition de Hongrie. Ne voulant cependant pas que son armée réunie à Ratisbonne restât dans une dangereuse oisiveté, il l'employa à creuser un canal de navigation de la Rednitz à l'Altmuht.

Ces deux rivières navigables affluent, l'une dans le Mein, l'autre dans le Danube. Le canal projeté devait ouvrir une communication entre le Danube et le Rhin. L'armée travailla tout l'été à cet important ouvrage, dans un terrain marécageux. Les terres entraînées par des pluies fréquentes, comblaient les fossés à mesure qu'on les creusait. On ignorait alors les moyens que l'hydraulique et l'art du nivellement des terres opposeraient aujourd'hui à ces inconvéniens. Charlemagne, contrarié par les élémens et mal secondé par les hommes, renonça à un projet digne des Romains.

On venait d'apprendre à la cour de France, que les Arabes d'Espagne pénétraient dans la Septimanie, appelée Languedoc dans la suite. Les Musulmans s'étaient avancés jusqu'aux portes de Narbonne; cet événement causait

789-793 au roi une vive inquiétude; il sut bientôt que les Arabes, ayant été vaincus par Alphonse-le-Chaste, avaient abandonné les terres de France. Charles se proposait d'entrer en Saxe; mais avant d'entreprendre cette guerre, il résolut d'assembler le célèbre concile de Francfort-sur-le-Mein.

794. 21. Ce concile célébré en 794 fournit à Charlemagne une occasion de prendre part aux dissensions qui agitaient alors les églises d'Orient et d'Occident. Les évêques et les abbés se trouvaient toujours en grand nombre dans les Champs-de-Mai tenus par le roi. Les prêtres ne manquaient pas dans ces circonstances de s'occuper de théologie, dans des séances particulières, où l'on n'admettait pas les laïcs. Des conciles se célébraient donc ordinairement dans les lieux et aux époques où le roi convoquait l'assemblée de la nation. Mais, à Francfort, Charlemagne voulait faire prononcer sur des questions regardées par les théologiens comme de la plus haute importance. Il y vint près de trois cents évêques de France, de Germanie, d'Italie, d'Espagne, d'Angleterre (1).

Charles parut au milieu des évêques, assis sur son trône, avec toute l'autorité exercée par les empereurs romains dans les conciles

---

(1) Eginh. ann.



œcuméniques ; les expressions du rescrit adressé par le roi aux évêques d'Espagne , prouvent qu'il se regardait comme le président du synode assemblé par ses ordres. Les évêques français , dans leur lettre aux évêques espagnols , témoignaient également que , par son ordre et sous sa présidence , ils avaient discuté les objets soumis à leurs délibérations : *Congregati*, disent-ils , *præcipiente et præsidente gratiosissimo domino nostro Carolo rege*, la contestation au sujet de la prééminence de l'autorité royale sur l'autorité sacerdotale dans les matières ecclésiastiques fut donc dans cette occurrence décidée par le fait , à moins qu'on ne présente la séance de Charlemagne dans le concile comme une exception en faveur d'un prince à la fois très-puissant et très-pieux , protecteur éclairé des intérêts de l'Eglise comme de ceux de l'Etat.

Une semblable réunion d'hommes , chargés d'éclaircir et de résoudre les difficultés les plus ardues de la théologie , dans un pays dont les habitans savaient à peine qu'il existât d'autres objets que ceux qui tombent sous les sens , devait présenter le spectacle le plus imposant : quelle impression durent éprouver ces Francs et ces Germains entendant discuter ces questions nouvelles par trois cents théologiens nourris dans la subtilité d'une scolastique pointilleuse !

794. Charles ouvrit le concile par une harangue expositive de la nécessité de ce concile : la première question dont il s'occupa concernait les rapports de l'humanité de Jésus-Christ avec l'Être-Eternel, créateur de toutes choses. Sur cet objet, assez difficile à éclaircir, même dans le siècle le plus éclairé, on avait établi ce principe : Jésus, homme, Dieu, est fils de Dieu. Des disputes s'élevèrent lorsque des esprits subtils, voulant soumettre ce principe à l'analyse, posèrent la question suivante : comme Dieu, Jésus est fils de Dieu dans la plus rigoureuse acception de ce mot; mais, comme homme, peut-on l'affirmer de même ? Non, répondirent deux prélats espagnols, Elipand de Tolède, et Felix d'Urgel : comme homme, Jésus n'est que le fils adoptif de Dieu. Cette question avait déjà été examinée par d'autres synodes; ils l'avaient déclarée hérétique conformément aux canons du concile d'Ephèse; Charles manda auprès de lui l'évêque d'Urgel, dont le diocèse était dans ses États; il se flattait que les évêques français le convaincraient de son erreur; n'y ayant pas réussi, il l'envoya à Rome dans l'espoir que l'éloquence du pape Adrien serait plus persuasive.

Pendant son absence, son opinion fut examinée à Francfort; Elipand, archevêque de Tolède, dans un écrit où, d'après les expres-

sions d'un contemporain, ce prélat ne prouvait pas moins son orgueil que sa science, avait prié Charlemagne de soumettre cette opinion au jugement des évêques français, elle fut condamnée. L'évêque d'Urgel pouvait être plutôt accusé de versatilité que d'obstination ; il abjura son hérésie à plusieurs reprises, et plusieurs fois il revint à sa première opinion. Charlemagne le fit déposer et exiler à Lyon (1); il se rétracta de nouveau, subit son sort avec résignation, et, dans une lettre aux prêtres et aux fidèles de son diocèse, il s'intitule votre ci-devant évêque. Cette docilité, annonçant la faiblesse de son caractère, prouvait au moins la bonté de son cœur, elle aurait dû le sauver des injures du père Daniel.

Elipand de Tolède se montra moins souple ; son siège se trouvant sous la domination des Arabes, il ne pouvait être déposé par Charles. Cette circonstance explique son courage : à l'âge de quatre-vingt douze ans il adressa une lettre à Félix ; elle nous apprend qu'il persistait dans son opinion ; les Espagnols affirment qu'il embrassa celle des pères de Francfort durant la dernière année de sa vie.

Le culte, dû aux images des saints, fut le second objet dont s'occupa le concile de

---

(1) Alcuinus, in præf. ad. lib. adv. Elip.

794. Francfort; ce culte devenait, depuis longtemps, une source de division dans l'église. Il ne tenait pas à une métaphysique fertile en subtilités; c'était une pratique, regardée par les uns, comme utile et conforme à la religion, et par les autres, comme une superstition? N'est-il pas naturel, disaient les iconoclâtres, de rechercher les objets de son affection et de sa reconnaissance. Tous les cœurs sensibles ne désirent-ils pas de posséder les images de leurs parens, de leurs amis, de leurs protecteurs? Pourquoi se refuser la même satisfaction à l'égard des saints?

Oui, répondaient les iconoclastes, mais ce culte dégénère en idolâtrie. Les premiers chrétiens n'admettaient pas d'images dans les églises. Vous représentez Dieu, lui-même, sous une forme humaine, vous péchez formellement contre les lois du décalogue.

Depuis un demi-siècle, les iconoclastes dominaient dans l'Orient: Les empereurs les favorisaient; Irène, montant sur le trône, se déclara en faveur du culte des images, proscrit par Léon l'Isaurien. Cette princesse passait pour adopter ce culte, parce que Léon, son époux, l'avait rejeté.

Par les ordres de la cour, s'assembla, en 786, le second concile de Nicée, septième œcuménique. Le pape Adrien y envoya deux

légats. Un laïque, secrétaire d'état, venait d'être placé sur le siège de Constantinople, il se nommait Taraise. On trouvait quelques exemples de laïques, élevés à l'épiscopat, sans passer par les grades ecclésiastiques inférieurs ; alors cette coutume ne subsistait plus. Le ministre, patriarche, rétablit solennellement le culte des images. 794.

Les critiques conviennent que les pères de Nicée, au nombre de trois cent cinquante, firent valoir des miracles, dont le seul récit scandaliserait aujourd'hui. Ils s'appuyèrent sur des livres apocryphes, sur des pièces évidemment fausses ; elles ne firent pas de tort, sans doute, aux monumens vrais et authentiques, sur lesquels on décida.

Quand il fallut envoyer les décrets de ce concile à Charlemagne et aux églises de France, l'embarras du pape fut extrême ; la question du culte des images avait déjà été discutée en France, au concile de Gentilly, en présence des légats du pape et des ambassadeurs de Constantinople. Les actes de cette assemblée ne sont pas venus jusqu'à nous. On sait, cependant, que deux questions y furent examinées ; si on devait conserver les images dans les églises, comme mémorial, des choses passées, et s'il fallait leur rendre un culte. Sirmond dit nettement que le concile con-

794. serva les images des saints, et rejeta le culte qu'on leur rendait. Dans cette disposition des esprits, le décret des pères de Nicée parut une hérésie aux évêques de France.

Alors parurent les livres carolins, attribués à Charlemagne; cet ouvrage, divisé en quatre parties, réfutait le second concile de Nicée. Le titre même était injurieux à cette assemblée : Au nom de Jésus-Christ commence le livre du très-illustre et très-excellent Charles, etc., contre le synode impertinent, tenu en Grèce, pour adorer les images.

On rejetait le décret de Nicée, comme contraire aux usages des églises occidentales. On soutenait qu'à ce concile ne devait pas être accordée l'autorité des synodes œcuméniques, parce qu'il n'avait pas été assemblé de toutes les parties du monde, et que ses décisions ne se conformaient pas à la croyance de l'église universelle.

Le concile de Francfort siégeait alors; le pape y avait envoyé deux légats. Le culte des images fut de nouveau proscrit en ces termes : On a présenté au concile les actes du synode, tenu par les Grecs, pour l'adoration des images, dans lequel on lit que celui qui refuse aux images des saints le culte rendu à la sainte Trinité, est excommunié. Nos très-saints pères du concile ne voulant, d'aucune

manière, de l'adoration ou du service rendu aux images, ont condamné ce synode d'un commun consentement. 794.

Cette censure ne saurait être révoquée en doute. Baronius prétendait que les actes de Francfort n'avaient pas été rédigés par écrit, ou que Charlemagne les supprima, parce que les légats du pape s'opposaient à leur promulgation. Sirmond nous a transmis ces actes, extraits d'un manuscrit, conservé dans l'abbaye de Saint-Remy de Rheims. On y trouve le décret que je viens de rapporter.

Il paraît constant que les livres carolins furent approuvés à Francfort; le pape reçoit ces livres; on le presse, au nom de Charlemagne, de déclarer hérétiques l'empereur de Constantinople, sa mère et son clergé. Il est probable que, par cette conduite, Charles voulait, prétextant l'hérésie de l'empereur, lui enlever, sous couleur de justice, les droits suprêmes qui lui restaient sur Rome.

Adrien, en suspens entre le second concile de Nicée qu'il approuvait, et Charlemagne qu'il ménageait, employa un moyen qui devrait servir d'exemple dans toutes les disputes qui divisèrent les chrétiens. Il explique les livres carolins, d'une manière favorable au concile de Nicée, et par-là réfute le roi, sans lui déplaire. Il permet qu'on ne rende

794. point de culte aux images, ce qui était très-raisonnable chez les Germains, à peine sortis de l'idolâtrie, et chez les Français, manquant de peintres et de sculpteurs habiles. Il exhorta en même temps de ne pas briser ces images; ainsi, tout le monde étant satisfait, il laissait à l'avenir le soin de supprimer ou d'abolir un culte douteux.

Tassilon parut à Francfort en habit de moine; il avoua ses torts, et renonça pour lui, et pour ses enfans, à ses droits sur la Bavière. Le roi lui assura une pension, et le fit transférer dans l'abbaye de Jumièges. Il y passa le reste de sa vie avec ses deux fils.

795-799 22. Dans le Champ-de-Mai, tenu à Francfort; dans le temps où les évêques célébraient le concile de cette ville, il fut question de trois guerres contre les Huns, les Grecs et les Arabes d'Espagne, auxquels on donnait le nom de Maures. On regardait cette dernière comme peu importante; Charlemagne en chargea son fils Louis, roi d'Aquitaine.

D'après les immenses préparatifs faits les années précédentes en Austrasie, la guerre des Huns semblait être la plus grave et la plus hasardeuse; cependant le roi en confia la conduite à son fils Pepin, roi d'Italie, tandis qu'il consommait l'assujettissement des Saxons.

Deux ans s'écoulèrent sans aucune action



décisive vers la Pannonie ; une telle division régnait parmi les Huns, que Tudun, un de leurs chefs, entrant en négociation avec les Français, demandait le baptême. Cependant, en 796, Pepin, accompagné du duc de Frioul, pénétra en Hongrie. L'empire de Charlemagne s'étendit alors jusqu'au confluent de la Save dans le Danube.

Charles rencontra plus d'opposition au nord de la Germanie. Au printemps 795, son armée campait près de Bardewick ; elle fut battue voulant passer l'Elbe. Charlemagne campa constamment les deux années suivantes entre l'Elbe, le Wéser et la mer du Nord. Il crut devoir passer sous les armes l'hiver de 797 ; des barraques furent construites au bord du Wéser pour lui et pour sa suite, et des huttes pour ses soldats. Ce camp reçut le nom de Heer-Stelle, qu'il a conservé jusqu'à nos jours. Louis et Pepin vinrent dans ce camp, l'un d'Aquitaine, l'autre d'Italie. Eginhard observe que la marche de Pepin ressemblait à un triomphe ; l'or et l'argent brillaient sur ses habits et sur ceux de ses soldats. Tout retentissait des éloges d'un prince qui, à l'âge de vingt ans, venait de dompter une nation redoutable aux nations voisines. Le roi reçut aussi dans son camp les ambassadeurs du roi des Asturies, Alphonse-le-Chaste, et d'Abdala, sultan de Cordoue ; il y

795-799 apprit encore la mort du pape Adrien , arrivée l'année précédente, après un pontificat de vingt-quatre ans. Charles alla passer l'hiver de 797 à 798 à Aix-la-Chapelle. La Saxe était alors entièrement pacifiée.

L'année 798 fut remarquable par une nouvelle preuve de l'importance que Charlemagne attachait aux arrangemens relatifs à la religion, et de l'autorité qu'il exerçait dans les affaires ecclésiastiques : il éleva l'évêque du Juvaria , aujourd'hui Salsbourg , au rang d'archevêque, et lui confia la surveillance des églises de Bavière. D'après les ordres de ce prince , le pape Léon , successeur d'Adrien , envoya dans la suite le pallium au nouveau métropolitain.

23. Un incident appela l'attention de Charlemagne sur l'Italie en 799. Dès le lendemain de la mort d'Adrien , le 26 décembre 795 , Léon III avait été élu pape. La rapidité de pareilles élections ne prouve pas toujours l'assentiment général en faveur de celui qui en est l'objet ; elle tient souvent à l'adresse d'un parti qui a su préparer ses moyens et gagner de vitesse les factions opposées. Il est certain qu'une partie des Romains rejetait l'élection de Léon III.

A peine sur la chaire de saint Pierre, Léon III envoya un légat auprès de Charlemagne : il avait ordre d'assurer ce prince de la fidélité

qu'il lui devait. Eginhard rapporte que le légat <sup>795-799</sup> du pape présenta au monarque les clefs du tombeau de saint Pierre et le principal étendard de la ville de Rome, le priant de charger un de ses grands officiers d'aller recevoir dans Rome le serment du peuple romain.

Léon occupait la chaire pontificale depuis plusieurs années, lorsqu'une conspiration éclata contre lui : Pascalis et Campulus, parens du pape Adrien, dirigeaient ce mouvement. On ne saurait décider si l'animosité de ces deux hommes tenait au dépit de n'avoir pas été préférés à Léon, ou s'ils avaient éprouvé quelque offense de la part du nouveau pape. Le jour d'une procession solennelle fut destiné à l'exécution du complot ourdi avec beaucoup de secret.

Le 25 avril 799, lorsque le pape allait de Saint-Jean-de-Latran à la basilique de Saint-Laurent, des gens armés s'élancent des maisons voisines : la procession se disperse ; Léon, arrêté, est conduit dans un couvent, où ses ennemis veulent lui arracher les yeux et la langue. Si on en croit Anastase le bibliothécaire, le pape subit ce double supplice ; mais un miracle lui rendit sa langue et ses yeux. Eginhard se borne à dire que plusieurs pensent qu'on lui avait crevé les yeux ; il se tait sur le miracle. Le pape, gardé avec négligence,

795-799 parvint à se mettre en liberté. Ce pontife traverse une partie de l'Italie et de l'Allemagne, et implore la protection de Charlemagne dans Paderborn.

Les conspirateurs voulant atténuer l'impression que ses plaintes pouvaient faire sur l'âme de Charlemagne, le firent accuser de plusieurs crimes. Il paraît que, pendant le séjour du pape en Allemagne, le roi lui promit de le maintenir sur le siège de Rome, et que le pape s'engagea à placer sur la tête du roi la couronne impériale.

Léon revint à Rome, accompagné de neuf commissaires royaux : ils citèrent à leur tribunal les accusateurs du pape. Le pape fut maintenu dans son siège. Les Danois, sous le nom de Normands, préludaient à ces désastreuses excursions qui les rendirent si redoutables dans la suite. Charles, après le départ du pape, voulant arrêter les entreprises de ces guerriers audacieux, se portant vers les côtes occidentales de ses Etats, fit construire des flottes et des forteresses à l'embouchure des fleuves. Il tint ensuite dans Mayence un Champ-de-Mai solennel, en 800 ; il y fut décidé que l'armée marcherait en Italie.

800. 24. Charlemagne, sortant de Mayence en automne, prit la route de Ravenne ; il laissa son armée sous les ordres de son fils Pepin, et

marcha vers Rome. Le pape venait à sa rencontre : ils conférèrent ensemble à Nomente ; aujourd'hui Nomentana. Le pape précède le roi dans Rome. Le roi y fait une entrée solennelle le 24 novembre. Quelques jours après son arrivée, on publia par ses ordres que, le 1<sup>er</sup>. décembre, les accusations portées contre le pape seraient discutées dans une cour plénière.

Les évêques et les comtes français, allemands et italiens se rassemblèrent dans l'église de Saint-Pierre ; le roi ordonna aux adversaires de Léon de parler avec confiance. Le roi présidait l'assemblée ; mais régla-t-il la procédure comme juge compétent des accusateurs et de l'accusé ? Sa qualité de patrice rendait-elle le pape son justiciable, ou fut-il simplement un arbitre dont le pape réclamait l'intervention ? Les opinions sur cette question sont aussi contradictoires que les systèmes divers relativement à l'origine des droits temporels dont les papes jouirent dans la suite.

Paul, diacre, s'exprime très-succinctement : il dit que Charles étant venu à Rome en 800, Léon, les quatre Evangiles à la main, jura qu'il n'avait commis aucun des crimes honteux dont les Romains le chargeaient.

Malgré sa déclaration, il ne paraît pas que le pape se rassurât sur les suites d'une accusa-

800. tion poursuivie par les deux neveux de son prédécesseur, et que son serment l'eût pleinement justifié dans l'opinion publique, puisque, après la mort de Charlemagne, une nouvelle attaque menaça son pontificat. Ses ennemis se proposaient de le faire déposer dans un concile; ce projet venant à sa connaissance, leurs auteurs, arrêtés par ses ordres, périrent dans les supplices.

Léon avait essentiellement besoin de l'appui du roi de France; il est probable que ce véhicule le détermina à le proclamer empereur des Romains.

Jamais les papes ne donnèrent la preuve d'une politique plus profonde. L'intérêt de Charlemagne et celui des Italiens concouraient à favoriser la réunion de toute la péninsule sous le sceptre du roi de France. Dans cette hypothèse, l'Italie devenait un royaume capable de repousser toutes les agressions étrangères; mais Charlemagne, de protecteur, allait devenir le souverain du pape: le pape se serait soustrait à la domination des Grecs et des Lombards, pour tomber sous celle des Français. Léon évite ce danger en proclamant Charlemagne empereur Romain, et en exigeant de lui, à son sacre, le serment de maintenir et de protéger les privilèges de l'Eglise romaine, sans que le nouveau César prévît peut-être l'étendue

de ces privilèges, dont le développement devait un jour concourir à détrôner ses descendants. 800.

Le génie de Charlemagne, supérieur à son siècle, fut mis en défaut par la finesse sacerdotale. On ne peut douter que, pour monter au rang des Césars, il n'ait laissé prendre aux papes une partie des droits qu'ils s'attribuèrent dans la suite.

En vain Velly rapporte<sup>(1)</sup>, d'après Eginhard, que rien n'égalait la surprise de Charlemagne, lorsque le pape le salua empereur; ce prince brigait hautement cette dignité. Il nous reste quelques rescrits conservés par Muratori, dans lesquels se trouvent ces paroles : Nous espérons que notre munificence nous élèvera au comble de la puissance impériale.

Pouvait-il contenter son ambition, se faisant proclamer Auguste par son armée? L'esprit public s'opposait sans doute à cette mesure; il s'adresse à la cour romaine comme avait fait son père, et cette cour ambitieuse se règle sur la vivacité de ses désirs.

Depuis long-temps les papes s'élevaient par degrés à la puissance suprême dans Rome. Cette ambition constante étreignit les liens qui subsistèrent entre les papes Zacharie, Etienne II,

---

(1) Hist. de Fr., tome I.

800. Paul, Etienne III, Adrien et Léon III, et les rois Pepin-le-Bref et Charlemagne. Les premiers voulant acquérir dans Rome les droits régaliens, avaient besoin d'une force imposante à l'appui de leurs prétentions; les seconds cherchaient à consolider leur puissance par le suffrage d'un pontife dont les peuples écoutaient la voix comme celle du ciel. Les rois de France et les pontifes romains démêlaient sans doute les vues qui les rapprochaient; satisfaits du présent, ils jetaient un voile sur l'avenir.

881. 25. Charlemagne ne quittait jamais l'habit court en usage en France, il se laissa persuader par le pape de se revêtir de la longue tunique et du manteau de patrice durant son séjour dans Rome; il vint à la basilique du Vatican le jour de Noël 800, en plaçant le commencement de l'année au 1<sup>er</sup> janvier. D'après le pontificat romain, l'année commençait le jour de Noël: c'était donc le premier jour de 801 (1). Dès que le roi eut pris sa place auprès de l'autel, le pape, s'approchant de lui, posa une couronne d'or sur sa tête, disant à haute voix: Vie et victoire à Charles-Auguste, grand et invincible empereur des Romains, couronné de Dieu.

Cette acclamation est répétée par les spec-

---

(1) Eginh. ad ann. 801.



tateurs, soit que les Romains fussent préparés à cette scène dramatique, ou qu'ils cédaient à l'enthousiasme dont paraissaient animés le pape et ses prêtres. Le pontife présente ses obéissances au nouveau César, et remplit le cérémonial ecclésiastique en usage à Constantinople à l'installation des empereurs. 801.

Charlemagne prêta un serment dont Sigonius a conservé la formule, extraite d'un ancien livre, intitulé *Ordo romanus*, en ces termes : Je, Charles, empereur des Romains, promets, au nom de Jésus-Christ, en présence de Dieu et du bienheureux apôtre Pierre, d'être, selon que j'en aurai la science ou le pouvoir, et que le secours de Dieu me sera en aide, le protecteur et le défenseur de la sainte Eglise romaine dans tout ce qui concernera ses intérêts.

Les canonistes romains prétendent que, dans cette occasion, Charlemagne garantit au pape la souveraineté de l'exarchat de Ravenne, la Corse, la Sardaigne, la Sicile, Parme, Mantoue, Spolette, Bénévent. Il faut placer cette donation à côté de celle de Constantin. Charlemagne ne pouvait donner la Sicile, la Sardaigne, la Corse et le duché de Bénévent, qui ne lui appartenaient pas. A l'égard de Rome et de Ravenne, il en conserva le domaine suprême, puisque, dans son testament, il nomme ces deux métropoles à la tête de celles qui lui ap-

801. partenaient, et auxquelles il fit des présens.

Mais si Charlemagne, recevant la couronne des mains pontificales, ne plaça pas Léon III au rang des souverains, lui et ses enfans comblèrent à l'envi l'Eglise romaine des dons les plus riches.

Les actes furent datés à Rome, des années de l'empire de Charlemagne. On y frappa des médailles dans lesquelles se trouvaient, d'un côté, le nom du nouvel empereur, et de l'autre, l'effigie de saint Pierre. Trois couronnes ornèrent alors la tête de Charles, celle des Français, celle des Lombards et celle de l'empire d'Occident, en vertu de laquelle il commanda dans le duché de Rome et dans Ravenne, comme il y commandait auparavant en qualité de patrice, ou de conquérant; Non-seulement la dignité impériale ne lui procura aucune augmentation de puissance, mais elle l'empêcha de tenter la conquête de l'Appulie, du duché de Naples et de la Sicile. Il se crut obligé d'abandonner ces pays aux Césars de Constantinople, dans l'espoir d'obtenir d'eux le titre d'Auguste.

Voltaire pense (1) que si Charlemagne, devenu empereur d'Occident, eût fait, de Rome, sa capitale, et si ses successeurs y

---

(1) Essai sur les mœurs, etc., tome I.

eussent fixé leur principal séjour , il est vraisemblable qu'on eût vu renaître l'empire romain. Il reste à savoir si des raisons morales ne contrariaient pas invinciblement cette mesure , si les préjugés du temps ne s'opposaient pas au séjour habituel de l'empereur dans la ville, où le souverain pontife du christianisme faisait sa résidence. Les papes, dans ces temps nébuleux, abondaient en moyens de forcer les empereurs à ménager des préjugés utiles à eux-mêmes. D'ailleurs, Charlemagne, perpétuellement occupé à coordonner les parties disparates de son empire, pouvait-il établir sa cour dans une ville, située sur un terrain ingrat, aux extrémités de ses États ?

Ainsi fut rétabli l'empire d'Occident, trois-cents ans depuis qu'Odoard, roi des Huns, l'avait détruit, en précipitant du trône Romulus Augustulus. Cet événement produisit la grandeur temporelle des papes : elle doit son origine à la manière dont on envisage que Charlemagne parvint au trône des Césars.

Selon les canonistes d'Italie, Léon III, en qualité de vicaire de Dieu, dépouilla les empereurs grecs de la pourpre, en punition de leurs hérésies et de leur désobéissance envers le Saint-Siège. Ils regardent le couronnement de Charlemagne, comme la translation de

801. l'empire des Grecs aux Français : *translationem imperii*. Argumentant du fait au droit, ils conclurent que la disposition des couronnes appartenait essentiellement aux pontifes romains. Léon III, posant la couronne sur la tête de Charles, et ce prince, en la recevant, ne croyaient pas donner un spectacle d'une si grande influence sur les destinées de l'univers. Léon ne prévoyait ni les audacieuses entreprises de Grégoire VII, ni celles de Boniface VIII. Charlemagne prévoyait encore moins que les évêques de Rome, se prévalant de sa docilité respectueuse, mais intéressée envers le Saint-Siège, se prétendraient les maîtres des rois.

Les partisans d'un second système ne conviennent pas que les papes aient dépouillé les empereurs Grecs ; ils assurent que le pontife romain rétablit l'empire d'Occident ; ils regardent le couronnement de Charles, comme la rénovation de l'empire . *renovationem imperii*. Il paraît que Charlemagne partageait cette opinion.

Il existe un troisième système, dont les auteurs prétendent que le peuple romain, s'exprimant par l'organe de son pasteur, investit Charlemagne de la dignité impériale ; les publicistes allemands adoptèrent cette opinion, aussitôt que le flambeau de la critique éclaira l'étude et l'histoire.

Charlemagne, sans rechercher les droits de ceux qui l'avaient proclamé Auguste, se regardant comme revêtu sans contradiction de toute la puissance des anciens empereurs romains, ne se contenta pas du simple titre de César; il y ajouta ces mots : *Imperator Romanorum gubernans imperium*. Dans tous ses Etats furent expédiés des universaux dans la forme usitée à Constantinople aux changemens de règne; on ajouta à la date de l'ère vulgaire, le comput des indictions dont la chancellerie royale ne s'était jamais servie en France. Enfin, aux instructions envoyées dans les provinces fut ajouté un ordre d'exiger un nouveau serment de fidélité de tous les vassaux âgés de plus de douze ans : *Omnis homo qui antea fidelitatem regis nomine promississet, nunc ipsum promissum Cæsari faciat*.

26. Vers l'automne 801, Charlemagne revint en Austrasie, laissant le commandement de l'Italie au roi Pepin; il ne revint plus dans Rome depuis lors. Il reçut à Sels les ambassadeurs de Constantinople, chargés de fixer les limites entre les empires d'Orient et d'Occident; il envoya lui-même une ambassade à Constantinople.

Irène venait de faire assassiner son fils : craignant qu'une guerre avec Charlemagne

801. ne fournît à ses sujets l'occasion de se révolter, elle résolut d'entrer en négociation avec lui. Les historiens grecs prétendent que Charlemagne avait formé le singulier projet d'épouser cette princesse, dans l'espoir de réunir sur sa tête les deux empires; et qu'instruite des cabales formées dans son palais, cette alliance ne lui déplaisait pas. Muratori soupçonne avec raison que ce fait, hasardé par Théophane, copié par Zonaras et Cédrene, ne reposa que sur des bruits populaires, répandus par les ennemis d'Irène dans la vue de la rendre odieuse aux Grecs.

Un grand intérêt pouvait déterminer le nouvel empereur romain à rechercher Irène en mariage; mais des considérations de la plus haute importance formaient des obstacles à cet hymen. Comment Charles eût-il gouverné deux empires dont les ressorts étaient très-différens? quel ordre eût-il établi dans la succession? comment éteindre les difficultés entre l'église grecque et l'église latine? enfin, comment se résoudre à recevoir la main qui avait empoisonné un époux et assassiné un fils? Cependant il est certain que Charles envoya des ambassadeurs en Orient.

801-803. À peine ils arrivaient à Constantinople, qu'une révolution précipitait Irène du trône; son principal ministre, voyant, dans le

mariage d'Irène avec Charlemagne, la perte <sup>801-803</sup> de son crédit, ses émissaires le présentaient au peuple sous les faces les plus odieuses. La fierté des Grecs se révoltait à la seule idée qu'un Franc, regardé dans Byzance comme un barbare, s'assît sur le trône de Constantin. Les grands entreprirent d'abord d'éclairer l'impératrice sur les conséquences fâcheuses du mariage projeté. Ils finirent par lui notifier qu'elle devait y renoncer ; qu'il appartenait au sénat, non à elle, de disposer du trône ; et que les Romains-Grecs ne recevaient pas les lois d'un étranger.

2 Ces représentations ne faisant aucun effet, une révolte éclate ; le peuple et l'armée portèrent sur le trône le grand chancelier Nicéphore : ce prince relégua Irène dans un monastère de l'île de Lesbos. Les ambassadeurs français se trouvèrent alors exposés aux outrages de la multitude ; loin de se laisser intimider, l'évêque Hetto, chef de l'ambassade, protesta contre la déposition d'Irène et menaça Nicéphore de la vengeance de Charlemagne. Le nouveau César, adoptant des sentimens plus modérés, fit accompagner l'ambassade française par trois plénipotentiaires.

11 Ils furent reçus à Sels, au bord du Rhin, en 803. Un moine de Saint-Gall, écrivant, un demi-siècle après la mort de Charles, l'histoire

801-803 de sa vie, mais dont le goût pour les aventures merveilleuses jette sur son récit une teinte fabuleuse, raconte cette audience avec des circonstances qui offrent un tableau singulier des usages de ce siècle.

Les ambassadeurs traversèrent quatre grands salons avant de parvenir à l'audience du monarque; deux grands officiers les introduisent dans le cabinet de l'empereur : ils y trouvent Charlemagne entouré de sa femme, de ses enfans, d'évêques et de comtes, tous resplendissans d'or et d'argent. L'empereur, debout près d'une fenêtre, s'appuyait avec une dignité familière sur l'épaule de l'évêque Hetto. Les Grecs, consternés de voir investi d'une si haute faveur ce prélat insulté à Constantinople, se précipitent aux pieds de l'empereur. Charlemagne leur dit : Hetto vous pardonne et je vous pardonne à sa prière; mais, désormais, respectez la personne d'un évêque et le caractère d'un ambassadeur.

A l'issue de l'audience, les ambassadeurs grecs reçurent de la part de Charlemagne un écrit dans lequel se trouvaient les conditions de la paix entre l'Orient et l'Occident; ils reprirent la route de Constantinople.

27. D'autres intérêts appelaient l'attention de l'empereur vers le nord de l'Allemagne; les Saxons reprenaient les armes. Il paraît



que les Westphaliens, les Ostphaliens et les <sup>801-803</sup> Angrariens ne prirent aucune part à ce soulèvement, c'étaient les habitans des deux rives de l'Elbe vers son embouchure. Un Champ-de-Mai s'assemble à Sels; les Saxons sont invités à expliquer leurs griefs que Charles se proposait de redresser. L'expérience avait convaincu ce prince qu'une haine inextinguible existait entre les Saxons dominés et les Français dominateurs: à chacune de ses expéditions en Panuonie, en Italie, dans les provinces du sud ou de l'ouest de ses Etats, les Saxons profitant constamment de son absence, ravageaient les provinces austrasiennes; les otages et les sermens n'arrêtaient pas leurs entreprises hostiles. L'empereur résolut de tarir la source de ces insurrections en réunissant les deux nations sous une administration commune et en établissant une parfaite égalité entre les Saxons et les Français.

D'après ce plan conciliateur, les Saxons devenaient exempts des tributs imposés aux peuples vaincus, en se soumettant au service comme les Francs, et en payant les droits dévolus au monarque dans les provinces de France. Le projet offrait cependant des difficultés, le service militaire dont il imposait la charge sur les Saxons, allait les transporter, tantôt au-delà du Danube, tantôt au-delà des

801-003

Alpes ou des Pyrénées, dans des pays inconnus, et les tenir dans un mouvement perpétuel. D'ailleurs, quel intérêt la prospérité de leur nation pouvait-elle inspirer à ces Champs-de-Mai, auxquels ils allaient envoyer leurs députés? ne devaient-ils pas craindre d'éprouver des injustices ou des fâcheux procédés de la part des autres sujets de l'empire dont ils n'entendaient pas la langue?

804.

Il paraît, d'après un ancien écrivain, que Charles parvint à gagner les chefs des Saxons; plusieurs tribus consentirent à s'incorporer à la nation française avec l'espoir d'obtenir des fiefs dans les pays où la guerre les conduirait; mais les Saxons, voisins du Danemarck, refusèrent d'adopter cet arrangement; ils faisaient les préparatifs de guerre les plus formidables.

Pour arrêter les alliances que ces Saxons pouvaient former avec les Danois, Charles, ayant conduit son armée entre l'Elbe et la mer du Nord, arracha de leurs foyers dix mille Saxons avec leurs femmes, leurs enfans, leurs bestiaux, et les transporta, les uns dans les montagnes helvétiques, les autres vers les bouches du Rhin; des colonies françaises furent établies en Saxe.

Charlemagne élevait, sur les frontières du côté du Danemarck, deux forteresses dans des

positions avantageuses ; les Danois n'attaquèrent pas ce prince par terre ; mais leur flotte pénétra en 810 sur les côtes de Frise, elle imposa un tribut sur les Frisons. Charlemagne vole au secours de ses sujets ; la fortune lui fut fidèle ; il apprit au bord du Wéser que le roi des Danois avait été tué à la chasse par un de ses officiers\* ; et que sa flotte prenait le large : une suspension d'armes fut conclue entre la France et le Danemarck en 811 ; l'Eyder devint la limite des deux empires.

On jouissait alors en France d'une heureuse paix, Charles avait adressé à l'empereur Nicéphore les conditions auxquelles il consentait d'éteindre toutes les contestations élevées au sujet des limites de l'Orient et de l'Occident : il exigeait, parmi ces conditions, que le titre de Bazileus et d'Auguste fût commun aux deux empereurs. Eginhard rapporte que le conseil de Constantinople repoussa avec opiniâtreté cette mesure pacifique. La guerre éclata ; elle ne se fit guère que par mer. Venise reconnaissait à certains égards la supériorité des Césars de Byzance ; le roi d'Italie se rendit maître en 810 de cette place importante : Nicéphore mourut, Michel Raguse, son successeur, reconnut la dignité impériale dans la personne de Charles ; la bonne harmonie se rétablit entre l'Orient et l'Occident.

805-810

Par le traité de limites, l'Istrie, la Dalmatie, la Croatie, l'Esclavonie qui renfermaient la Bosnie, demeuraient à Charlemagne. Il abandonnait aux Grecs les îles de la Dalmatie et les villes maritimes de cette province. L'empereur d'Orient conservait ainsi le domaine de la mer Adriatique; les Grecs conservaient encore les îles de la Vénétie et l'Istrie maritime. Quant à la Serbie, les uns la donnent aux Grecs, les autres à Charlemagne : il paraît qu'elle demeura neutre. André Dandolo, le plus ancien historien de Venise, assure que, par le traité, Venise et l'État Vénitien restèrent annexés à l'empire d'Orient.

28. Celui d'Occident s'étendait des bords de l'Ebre à la mer Baltique, et de la pointe la plus occidentale de la Bretagne aux extrémités orientales de l'Italie et aux monts Còstagnas, entre le douzième et le trente-sixième degré de longitude, et entre le quarante-deux et le cinquante-cinquième de latitude nord. Charles atteignait sa soixante-quatrième année. Les fatigues perpétuelles affaiblissaient sa complexion; il devenait moins propre aux travaux de la guerre. Ces raisons le déterminèrent, dans le Champ-de Mai tenu à Thionville en 806, à partager ses Etats entre ses trois fils, Charles, Pepin et Louis. Pepin gouverna l'Italie; il confia à Louis les provinces de France

depuis l'Ebre, les Pyrénées et le Rhône jusqu'à la Seine et à la Marne. Le reste de ses Etats devint le partage de Charles son fils aîné, destiné à l'empire. 805-810

Eginhard observe que ce partage fut fait du consentement des Français ; et quoique Charles appelle ses enfans les héritiers de son empire, le cinquième article du capitulaire annonce assez que, par ses héritiers, il entendait ses successeurs, abstraction faite du titre en vertu duquel ils parviendraient à la couronne. Charles voulut que cet acte de partage reçût l'approbation du pape. Eginhard le porta à Rome. Léon III y apposa sa signature : nouvelle preuve, disent les canonistes italiens, du droit appartenant aux papes de disposer des couronnes. Ce ne pouvait être l'intention de Charlemagne ; ce prince qui ordonna à son fils de prendre la couronne sur l'autel, comme s'il eût pressenti les entreprises des papes, n'entendait pas sans doute que la signature de Léon augmentât la validité de son capitulaire. Il voulait seulement qu'elle le rendît plus authentique, et que le respect envers la chaire de Rome engageât ses enfans à se conformer religieusement à ses volontés.

Le royaume d'Italie consistait dans les pays conquis par Charlemagne sur les Lombards ; Rome et Ravenne n'en faisaient pas partie.

835-810 Pepin gouvernait ces villes non en qualité de roi, mais d'après des lettres de commandement données par l'empereur. Cette observation, fondée sur les monumens historiques, répond à l'accusation d'inconséquence faite par Voltaire à Charlemagne; lorsqu'après la mort de Pepin, il donna le royaume d'Italie à Bernard fils de ce prince. « Ne déchirait-il pas cet empire qu'il voulait laisser à sa postérité? nous dit cet écrivain philosophe. N'était-ce pas armer ses successeurs les uns contre les autres? Était-il à présumer que le neveu, roi d'Italie, obéirait à son oncle empereur, ou que l'empereur voudrait bien n'être pas le maître en Italie?»

Charlemagne régnait sur l'Italie à deux titres absolument distincts, en qualité de roi des Lombards et en qualité d'empereur. Ces deux titres pouvaient se séparer sans qu'il en résultât aucun sujet d'altercation entre les deux monarques qui en seraient investis. Le duché de Bénévent relevait originairement du royaume des Lombards. On lit dans l'épithaphe du duc de Grimoalde, subsistante à Salerne, que jamais les Français ne purent le subjuguier. L'histoire, presque toujours incomplète dans ces siècles reculés, ne nous instruit pas des particularités de la guerre soutenue par ce prince durant les dernières années de sa vie; il

mourut sans postérité en 806. Les comtes et les communes placèrent sur le trône un officier du palais sous le nom de Grimoalde II. Les historiens d'Italie assurent, de concert, que Grimoalde I<sup>er</sup> avait prêté serment à Charlemagne; mais que, dans la suite, Pepin parvenant au royaume d'Italie, des rivalités s'élevèrent entre ces deux jeunes princes. Elles occasionèrent une guerre qui ne finit qu'après la mort de Grimoalde I<sup>er</sup>.

Cette narration trop succincte nous fait pressentir que Pepin, commandant en Italie au double titre de roi des Lombards et de lieutenant de l'empereur à Rome et à Ravenne, voulait forcer le duc de Bénévent à lui porter, en qualité de roi d'Italie ou des Lombards, l'hommage que ce prince ne croyait devoir qu'à l'empereur. On faisait donc alors la différence des deux titres sans cette observation; il serait presque impossible de démêler l'histoire des règnes suivans dans la péninsule.

Pepin mourut à Milan le 8 juillet 811. Charles, roi d'Austrasie, termina sa vie presque en même temps sans laisser de postérité; il ne restait à Charlemagne que Louis, roi d'Aquitaine. Muratori rapporte qu'une flotte, équipée par les Maures d'Espagne et d'Afrique, menaçant les côtes d'Italie, Charlemagne déclara roi des Lombards, Bernard fils unique de

811-813 Pepin, et l'envoya en possession de ce royaume sous la tutelle du comte Walla.

Il fallait sans doute une armée et un général pour repousser une invasion. Mais quels services pouvait rendre Bernard sortant à peine du berceau ! Quand on considère l'acharnement avec lequel les pontifes romains fomentèrent la désunion dans la famille impériale, on conjecture, presque malgré soi, que cette impolitique nomination fut l'effet des intrigues de Léon III. Il se flattait qu'après la mort de Charlemagne, la Lombardie formant un royaume particulier, l'autorité impériale deviendrait si précaire dans Rome, que les papes s'en empareraient aisément.

29. L'empereur ne quittait presque plus son vaste palais d'Aix-la-Chapelle. Sa gloire remplissait le monde. Tous les rois recherchaient son amitié. Eginhard rapporte qu'Alphonse-le-Chaste lui donnait le titre de son seigneur. Les rois d'Irlande, portant encore plus loin leur vénération à son égard, se nommaient ses sujets, ses vassaux ; mais de tous les témoignages de considération, aucun ne le flatta autant qu'une ambassade du célèbre Aaron-al-Rachid, calife de Bagdad. Des commissaires français distribuaient des aumônes aux églises d'Afrique, d'Egypte, de Syrie, soumises à la domination des Musulmans. Ils avaient offert



quelques présens au calife (1), le suppliant de 811-813  
traiter les chrétiens avec humanité. Ce prince, recommandable par sa justice et ses connaissances, ne voulant pas se laisser vaincre en générosité, envoya deux ambassadeurs à Aix-la-Chapelle. Velly rapporte que le calife céda à Charles la souveraineté de la Terre-Sainte, ne se réservant que le titre de son lieutenant. Aucun monument historique n'atteste cette cession.

Parmi les présens envoyés par Aaron-al-Rachid à la cour de France, se trouvait une de ces horloges appelées clepsidres. Ce cadran se composait de douze petites portes offrant la division des heures; chaque porte s'ouvrait à l'heure qu'elle devait indiquer, et donnait passage à un nombre égal de petites boules. Elles tombaient en temps égaux sur un tambour d'airain. L'œil jugeait de l'heure par la quantité de portes ouvertes, et l'oreille par celle des coups frappés par les boules. Lorsque la douzième heure sonnait, on voyait sortir douze petits cavaliers; ils faisaient le tour du cadran et refermaient les portes. Cette mécanique paraissait d'autant plus admirable, qu'on ne connaissait pas encore en Occident les horloges sonnantes. De là, vint l'ancienne

---

(1) Eginhard, vit. Car. Mag.

811-813 coutume conservée en Allemagne et en Flandre, d'entretenir des hommes, qui, montés sur les clochers, avertissent de l'heure pendant la nuit.

Les contemporains ne nous parlent pas des motifs de cette ambassade; on pourrait conjecturer qu'Aaron-al-Rachild, connaissant le caractère entreprenant de Charles, voulait l'engager à combattre les Maures d'Espagne révoltés contre le calife de Bagdad, mais les chroniqueurs ne nous offrent aucune lumière à ce sujet.

Après le départ de ces ambassadeurs, Charles célébra le concile d'Aix-la-Chapelle. On y discuta un des dogmes principaux du christianisme. Le symbole de foi, dressé à Nicée, ne fait aucune mention de la procession du Saint-Esprit; on y lit seulement : *Je crois au Saint-Esprit vivifiant*. Le concile de Constantinople ajouta : *Je crois que le Saint-Esprit procède du père*. Les églises de France et d'Espagne ajoutèrent, on ne sait en quel temps : *Je crois que le Saint-Esprit procède du père et du fils*. C'était, sous Charlemagne, la croyance générale des Occidentaux excepté en Italie. Des pèlerins qui venaient de Jérusalem, blâmaient cette dissidence d'opinions. Les mots du symbole attribué aux apôtres, *qui ex patre filioque procedit*, étaient sacrés pour les Français. Ce dogme

éclairci avec le temps par les lumières de l'E-<sup>811-812</sup>glise, semblait alors nébuleux. Les Pères du concile d'Aix-la-Chapelle, retenus par l'exemple des Pères du concile de Francfort, craignaient de se compromettre en publiant un canon, dont le pape pouvait être mécontent; ils envoyèrent à Rome, Bernard, évêque de Worms, et Adhélard, abbé de Corbic. Le pape déclara qu'il croyait que le Saint-Esprit procédait du fils, mais qu'un concile écuménique n'ayant pas autorisé cette croyance, il conseillait aux prélats français de ne pas provoquer, par une innovation apparente, les Grecs déjà disposés à se séparer de communion avec l'église romaine.

On ne suivit pas le conseil du pape. La France, l'Espagne et la Germanie conservèrent leur formule de foi. Le pape voulant prouver aux Grecs combien il les favorisait, fit graver le symbole de Constantinople en latin et en grec sur deux tables d'argent, et plaça ces tables à côté du tombeau de Saint-Pierre. C'était imputer l'addition *filioque* reçue en France; cependant Rome l'adopta dans le onzième siècle. Le concile de Florence la consacra.

30. La mort des deux fils de Charlemagne annulait l'ordre de succession adopté à Thionville. L'empereur ouvrit le Champ-de-Mai

811-813

d'Aix la-Chapelle, en 813, par une harangue dans laquelle il exhorta les Français à garder à son fils Louis, la fidélité qu'il avait éprouvée de leur part. Il conclut en demandant aux évêques, aux comtes et aux députés des provinces, s'ils consentaient qu'il associât Louis à la dignité impériale. On répondit par des exclamations répétées : un dimanche fut choisi pour la cérémonie du couronnement.

Au jour indiqué, tous les Francs dont se composait le Champ-de-Mai, ayant pris leurs places dans la magnifique église construite par l'empereur quelques années auparavant, l'empereur monta sur son trône. On voyait sur l'autel une couronne semblable à la sienne. Charlemagne ordonne à son fils de s'approcher, il lui représente avec l'autorité d'un père et d'un roi les devoirs qu'il va contracter envers Dieu et envers ses sujets. Ensuite, il lui ordonne de monter à l'autel, de placer lui-même la couronne sur sa tête, prouvant à l'Europe, que cette couronne n'était due qu'à la valeur du père, à son affection pour son fils.

Il est difficile de concilier cet événement authentique avec l'opinion d'un auteur très-grave, mais souvent très-prévenu. Il prétend que Charles n'associa à l'empire aucun de ses enfans, parce qu'il avait laissé au pape la liberté d'en disposer à sa volonté. Le couron-

nement de Louis le-Débonnaire, sans appeler <sup>811-813</sup>  
ni consulter le pape, réfute non-seulement  
cette chimérique disposition de l'empereur  
faite en faveur du pape, mais toutes les pré-  
tentions ultramontaines.

31. Charlemagne vécut à peine six mois <sup>814.</sup>  
après le couronnement de Louis, à l'âge de  
soixante-onze ans. Les fatigues extrêmes  
avaient accéléré chez lui les atteintes de la  
vieillesse. Les contemporains observent que,  
durant ses dernières années, il éprouvait de  
fréquens accès de fièvre. Il mourut d'une  
pleurésie, le 28 janvier 814, après sept jours  
de maladie. On l'enterra dans la cathédrale  
d'Aix-la-Chapelle. L'empereur Otton III or-  
donna d'ouvrir son tombeau. On y trouva le  
corps de Charles, assis sur un trône couvert  
des ornemens impériaux. Otton fit retirer du  
tombeau, la couronne et l'épée; l'une et l'autre  
faisaient, de nos jours, partie du trésor impé-  
rial d'Allemagne.

L'histoire donne à Charlemagne cinq fem-  
mes du premier rang et trois du second. J'ai  
déjà observé que le concubinage, condamné  
dans la suite par les lois civiles et canoniques,  
ne présentait alors aucune idée flétrissante. Ces  
unions s'appellent encore aujourd'hui, en  
Allemagne, mariages de la main gauche. Les  
princesses se nommaient Himilrude, Désirate,

814. Hildegarde , Fastrade , Luitgarde , Regine , Adalinde et Gerſuinde.

Il eut de ces unions, Pepin-le-Bossu , en-fermé dans un monastère pour cause de rébel- lion ; Charles , roi d'Austrasie ; Pepin , roi d'I- talie ; Lothaire , mort en bas âge ; Louis-le Dé- bonnaire ; Drogon , évêque de Metz ; Hugues , Thierry , et plusieurs filles.

32. Rien n'est plus curieux , plus instructif dans l'histoire du moyen âge , que le règne de Charlemagne. Du sein de la Barbarie sortit un prince à la fois législateur et conquérant : que ne peut-on retrancher de son histoire un excès de cruauté envers les Saxons ? son admi- nistration servirait de modèle à tous les rois. On lui reproche aussi une trop grande sensibi- lité au plaisir des femmes ; ne faut-il pas excu- ser un prince qui gouverna constamment par lui-même , un empire dont la moitié de l'Eu- rope faisait partie ; un prince dont la vie en- tière fut une suite non interrompue de travaux infatigables ?

Il monta sur le trône , dans des circonſtan- ces infiniment épineuses. Pepin , son père , avait régné dix-huit ans. Dans ce court inter- valle , les intérêts divers dont le terrible choc venait de renverser les Mérovingiens , n'avaient pas eu le temps de faire place à des jours plus sereins. Les gens d'église , dépouillés par Char-

les Martel, réclamaient un dédommagement ; il était également difficile de le leur accorder et de le leur refuser. La jalousie régnait entre les possesseurs des fiefs, créés par les Mérovingiens, et ceux qui devaient leur fortune à la maison Pepinienne. Les peuples, opprimés par les grands propriétaires, ecclésiastiques et laïques, tournaient leurs regards vers la nouvelle dynastie, dans l'espoir d'un nouvel ordre de chose, difficile à tirer du sein d'un effroyable chaos. La révolution anéantissant les lois anciennes, n'établissait pas encore à leur place des coutumes tolérables. L'anarchie menaçait de dévorer l'empire français.

Dans ces circonstances, on pouvait attendre les choses les plus étonnantes d'un prince prodigieusement actif et entreprenant, et doué du jugement le plus sain.

Charlemagne, avide de gloire, à ce degré qui distingue les grands hommes, présente à une nation légère, amoureuse des nouveautés, un plan immense, dont les accessoires offrent aux uns des fiefs avantageux, aux autres les jouissances du luxe. Il tourne les idées de tous vers une série inconnue de combinaisons. Ramenant les Français vers leurs primitives institutions, il rétablit d'abord leurs antiques Champs-de-Mai.

En vain les historiens modernes ont répété

814.

que ces Champs-de-Mai, sous le nom de parlemens, se composaient d'évêques et de nobles. La noblesse héréditaire exclusive n'existait pas en France sous le règne de Charlemagne; c'est une vérité incontestable. On ne distinguait encore les hommes que sous les dénominations de libres, d'affranchis et d'esclaves. Muratori rapporté une anecdote qui peut en servir de preuve. Pépin en guerre avec Grimoalde, exhortait ce prince à se soumettre. Il répondit par ce distique latin, dans lequel il ne se qualifiait ni de noble ni de gentilhomme, mais d'homme libre et ingénu.

*Liber et ingenuus sum natus utroque parente ,  
Semper ero liber credo tuente deo.*

De la réunion des fiefs et de la justice, dans les mêmes mains, naquit la noblesse héréditaire; sous Charlemagne, des comtes amovibles administraient la justice, assistés par des assesseurs choisis par les justiciables. Charlemagne tint l'assemblée de la nation régulièrement deux fois l'année, au printemps et en automne : la première représentait l'ancien Champ-de-Mai, la seconde consistait dans une réunion d'évêques et de vieillards. On pourrait y trouver l'origine des cours supérieures connues dans la suite sous le nom de parlemens. On discutait dans les assemblées, d'automne les affaires en secret, et quand leur



importance l'exigeait : on en présentait les 814.  
actes à la sanction de l'assemblée générale au  
mois de mai suivant.

Tant que subsistèrent les anciens Champs-de-Mars , tout homme libre , vivant sous les lois saliques , pouvait y siéger. Les Français , devenus riches , négligèrent d'assister à ces assemblées ; elles cessèrent. Le gouvernement dégénéra en olygarchie. Charlemagne , voulant prévenir un semblable événement , statua que chaque canton , régi par un comte , députerait au Champ-de-Mai douze représentans parmi les habitans les plus notables ; je ne puis m'empêcher de copier Hincmar à ce sujet.

« L'assemblée tenue en automne ne se composait que des vieillards les plus expérimentés , et de quelques conseillers d'état (1). » Les modernes traduisent le mot latin *senior* par le mot français *seigneur*. Dans Grégoire de Tours , le mot *senior* , est toujours synonyme de *natu major* , l'un et l'autre signifient aîné , ancien , vieillard ; le mot *seigneur* s'exprimait en latin par le mot *dominus*. L'empereur prenait le titre de *dominus imperator* , et jamais celui de *senior imperator*. Les envoyés im-

---

(1) Aliud placitum cum senioribus tantum et præcipuis consiliariis habebatur , hinc de ord. palat.

814. périaux se nommaient *missi domini*, et non *missi seniores*. Il est essentiel de lever cette équivoque.

Le Champ-de-Mai se composait des évêques, des ducs, des comtes et des députés des cantons. Il possédait la puissance législative. Nous ignorons de quelle manière on y procédait à la formation des lois ; mais, autant qu'on peut l'assurer à l'aide des anciens monumens historiques, souvent l'assemblée priait le prince de publier les réglemens qu'on y avait dressés ; quelquefois le prince proposait une loi et requérait l'assemblée d'y donner son consentement. Plusieurs lois furent portées après de longs débats ; d'autres furent proposées, recues et publiées par une espèce d'acclamation. Mais enfin la nation exerçait sa souveraineté. Charlemagne et Louis-le-Débonnaire en conviennent. Les capitulaires déclarent expressément que la loi n'est autre chose que la volonté générale publiée sous le nom du prince.

Mably s'exprime en ces termes : « Si Charlemagne a le privilège de faire des réglemens provisoires, dans des cas urgens et extraordinaires, sur lesquels la loi n'a rien prononcé, on les distingue formellement des lois. Ils n'en acquièrent la force et l'autorité que quand le Champ-de-Mai les a adoptées. »

Voltaire assure, au contraire, que le gouvernement de Charlemagne fut constamment despotique. Dans les capitulaires, se trouve à la vérité cette formule : Nous voulons, nous ordonnons, nous commandons; expressions capables d'induire en erreur un grand nombre d'écrivains.

Charlemagne voulait, commandait, ordonnait ce que la nation avait voulu et commandé dans le Champ-de-Mai; exécuter des lois, le monarque en était l'organe et le vengeur.

Charles observait les lois parce qu'elles servaient de fondement à sa grandeur, et pour apprendre à ses sujets à les respecter. Tassilon, duc de Bavière; fut condamné à mort dans une assemblée du Champ-de-Mai. Charles ne lui accorde pas la vie; mais il la demande à l'assemblée, et il l'obtient. Il voulait attirer à sa cour l'évêque Hildebold, l'homme regardé par lui comme le plus propre à remplir l'office important d'apocrisiaire; il demande au pape une dispense des canons qui ordonnaient la résidence épiscopale, et au Champ-de-Mai une dispense de la loi civile, portant défense aux évêques de s'absenter de leur diocèse plus de trois semaines dans l'année.

Ces assemblées nationales devenaient le

le motif de sa modération. Mais , sans entrer dans le secret de ses vues, il respecta constamment la liberté nationale ; cette conduite , dictée par des sentimens généreux , ou par la tournure des choses , donnant au vaisseau de l'état une marche uniforme, permit au roi d'en manier le gouvernail avec facilité. 814

Hincmar nous instruit que, durant ces assemblées , Charles, conversant familièrement avec les députés des provinces , recueillait les plus précieux renseignemens ; les députés s'informaient de ce qui s'était passé de remarquable dans les provinces, du commerce, de l'agriculture , de la population , de l'esprit public , et des abus à corriger. Lorsque l'assemblée se séparait l'empereur recommandait à ses membres de lui rapporter l'année suivante les détails les plus exacts. On leur remettait des copies authentiques des nouvelles lois ; on examinait quel était l'esprit de ces réglemens : les députés qui ne savaient pas lire ou dont l'esprit trop borné ne comprenait pas des lois concises , rédigées dans la langue latine , s'instruisaient dans des conférences privées. Chaque comte de retour dans son gouvernement convoquait une assemblée provinciale ; on y publiait les nouvelles lois auxquelles chacun se soumettait d'autant plus volontiers , qu'elles portaient l'empreinte de la volonté générale.

814. S'il naissait des difficultés imprévues, Charles envoyait des commissaires spéciaux, *missi dominici*, ils examinaient la conduite des comtes ; des pleins pouvoirs leurs permettaient quelquefois de réformer les abus dont on se plaignait. Plusieurs des instructions données par Charlemagne, aux *missi dominici*, sont parvenues jusqu'à nous dans le recueil des capitulaires rédigés par Baluse.

Entre les deux assemblées du printemps et de l'automne, si la guerre ne forçait pas Charlemagne de commander ses armées, il voyageait continuellement ; on le voyait passer rapidement et presque sans suite, des Pyrénées en Germanie, de Germanie en Italie. Les affaires importantes naissaient de toutes parts, il les terminait partout ; il n'existait peut-être pas une seule province de son empire qu'il ne connût par ses propres yeux ; plusieurs articles de ses capitulaires sont visiblement le résultat de ses observations personnelles.

L'empire français se divisait en comtés pour l'administration de la justice, division existante en Angleterre où se sont établies plusieurs anciennes coutumes, tombées en désuétude en France ; la réunion de plusieurs comtés constituait un grand département ou légation. De l'ensemble de ces départemens résulta une nouvelle division de la France dont les traces

disparurent durant le système féodal. Dans chacune de ces légations résidait ordinairement un magistrat suprême appelé duc, gouverneur, ou envoyé du prince, *missus dominicus*. Il devait parcourir sa légation quatre fois l'année, écouter les plaintes, surveiller l'administration de la justice et régler les affaires générales dans les états provinciaux. 814.

54. Le maintien de la discipline ecclésiastique devint aussi un des moyens employés par Charlemagne, à retenir les peuples dans son obéissance. Ce fut de toutes ses entreprises celle dans laquelle il réussit le moins. Ce prince connaissait le pouvoir immense dont le talent de la parole investissait les prêtres. Il augmenta cette autorité morale dont il se croyait en mesure de fixer les limites. Les évêques obtinrent sur la fin de son règne un droit dont son fils devint la victime. On lui avait fait accroire que le code Théodosien ordonnait que si de deux laïques en procès, l'un prenait un évêque pour juge, l'autre devait se soumettre au jugement épiscopal. Les meilleurs critiques regardent cette loi comme supposée; elle termine le code sans date et sans nom des consuls. Cette observation fut faite dans la suite par les magistrats civils; mais, au siècle de Charlemagne, tout ce qui n'était pas clergé, croupissait dans l'ignorance. S'il

814. faut s'étonner de quelque chose, c'est qu'on n'eût pas donné encore plus d'empire à ceux qui, un peu plus instruits, semblaient mériter de juger les hommes.

Le relâchement de la discipline ecclésiastique date de l'époque où Charles Martel, enlevant une partie des biens d'église, forma des fiefs en faveur de ses capitaines. Les prélats, après avoir fait entendre vainement leurs plaintes, craignant une spoliation entière, devinrent capitaines, et suivirent à la guerre Charles Martel et ses successeurs. Ils adoptèrent bientôt les usages des laïques; les évêques eurent comme les autres possesseurs de fiefs, une riche armure, une épée garnie d'or et de pierres, un casque surmonté d'un brillant panache. L'ignorance se naturalisa parmi eux avec le luxe.

Sous le règne de Pepin-le-Bref, plusieurs conciles tentèrent de pourvoir à la dotation des églises, dépouillées par Charles Martel, et de forcer les prélats à renoncer aux occupations guerrières. Le succès ne couronna pas ces efforts, Charlemagne les renouvela. Quelques évêques, sous son règne, se rendirent recommandables par leur science et leurs vertus. Le moine de Saint-Gall, appelait Charles, l'évêque des évêques; ce moine prouvait; par plusieurs anecdotes, combien ce prince

exerçait sur les prêtres une surveillance exacte, lorsque, dans l'intervalle de ses guerres, il pou-  
 814.  
 vait s'occuper du bonheur de son empire.

Dès la première année de son règne, fut publié un capitulaire, dont les dispositions tendaient à ramener les prêtres à leur vocation : Les prêtres, disait le roi, ne doivent répandre ni le sang des chrétiens ni celui des idolâtres, ni même celui des bêtes. Nous leur défendons absolument d'errer dans les forêts, montés sur des chevaux. A l'égard du service militaire, nous ne voulons voir dans nos armées, que les ministres des autels, nécessaires au service divin.

Ce capitulaire n'obtint pas l'effet que le prince en attendait; en vain il le renouvela quelques années après. L'expérience lui apprit combien difficilement se détruisent des préjugés devenus généraux. Les évêques marchaient à la guerre, à la tête de leurs serfs; ceux qui auraient profité de l'indulgence du prince, craignaient d'encourir un reproche de lâcheté.

Il n'est pas certain que Charlemagne ait ordonné aux Français de payer la dîme des fruits de la terre, c'est cependant l'opinion la plus commune. Un capitulaire de l'an 779 porte que chacun payera la dîme, et qu'on en fera l'usage prescrit par l'évêque. Ce règlement



814. pouvait ne concerner que les Saxons , chez lesquels Charlemagne voulait établir la religion chrétienne, et assurer la subsistance des prêtres chargés des fonctions apostoliques chez ce peuple. Ceux qui pensent que cette redevance n'est devenue obligatoire, qu'en vertu d'un décret du concile de Latran en 1179, opposent au capitulaire d'Herstjad , dans lequel on l'ordonne. Un autre capitulaire enjoint seulement que les possesseurs des biens enlevés à l'église par Charles Martel, en payeront la dime, *qui ecclesiarum beneficia habent, decimam ex eis ecclesie donent.*

35. On doit compter parmi les causes qui accélérèrent la chute des Mérovingiens , la difficulté de lever des armées, sous les derniers princes de cette dynastie. Les titulaires des fiefs, érigés par Charles-Martel, furent tenus personnellement au service militaire, sous peine de déchéance. Les chroniqueurs , observent que les évêques et les abbés continuaient à porter les armes, malgré les capitulaires de Charlemagne, craignant que leur absence ne fournît un prétexte de les dépouiller de leurs fiefs en faveur des guerriers. On doit donc penser que , par un usage , ou des lois dont nous n'avons aucune connaissance , les obligations imposées aux fiefataires de Charles Martel, s'étendaient, sous les premiers

Carlovingiens , à tous les vassaux investis de 814.  
domaines de la couronne.

Dès-lors , les monarques furent assurés d'une nombreuse armée. Charlemagne dut à cette disposition une grande partie de ses succès. Les hommes libres , possesseurs de biens allodiaux , ne partageaient pas les mêmes devoirs. Charles , les admettant aux Champs-de-Mai , obtint aisément qu'ils porteraient les armes en faveur de la patrie en certaines circonstances , et d'après une proportion déterminée. Les métairies , les villages , les bourgs , les villes fournissaient des soldats. Le Champ-de-Mai de 807 décida que l'homme libre devait le service militaire , lorsqu'il possédait trois métairies , c'est-à-dire trente-six arpens , mesure de Paris. Douze métairies fournissaient un cavalier armé d'un casque et d'une cuirasse. Tous les fantassins portaient le bouclier carré long , la lance et la hache d'armes. Ceux qui se servaient de flèches , devaient en placer douze dans leur carquois.

Les soldats ne recevaient aucune solde en argent , ce qui rendait les guerres cruelles et dévastatrices. Les guerriers , envoyés d'une extrémité à l'autre de l'empire , tenus à quelque dépense , exposés par leur absence à des pertes domestiques , trouvaient un dédommage-

814. ment dans le pillage, et les prisonniers, dont ils se faisaient payer chèrement la rançon, ou qu'ils réduisaient en servitude. Charlemagne nourrissait ses armées avec des magasins préparés sur les frontières voisines du théâtre de la guerre. Ces préparatifs supposent qu'il disposait d'un revenu considérable, car la nourriture d'une armée est d'un prix bien supérieur à celui de sa solde. Les historiens anciens et modernes nous laissent ignorer le compte des finances de Charlemagne. Voltaire, après avoir borné tous les tributs payés par les peuples à ce conquérant, aux droits de *foderum paratum* et *mansiopatum*, c'est-à-dire en fourrages, vivres et meubles de séjour pour l'empereur, ou ses *missi dominici*, lorsqu'ils voyageaient dans les provinces, paraît croire que Charlemagne entretenait les plus redoutables armées, avec les revenus de ses domaines, économiquement administrés.

Outre les domaines et les droits payés en France, Charlemagne jouissait d'un immense revenu en argent. Il est très-essentiel de débrouiller ce fait historique, il indique les causes des succès rapides de ce conquérant, et la facilité avec laquelle Louis-le-Débonnaire succomba sous les armes de ses enfans. Il explique aussi comment Charles-le-Gros, ayant réuni sur sa tête toutes les couronnes de Charle-

magne, n'obtint aucune puissance, et périt 814.  
malheureusement.

Aucune imposition directe ne pesait sur la tête des hommes libres en France, c'est-à-dire, en Neustrie et en Austrasie; et si le cens, en usage sous les empereurs romains dans les Celtiques, subsistait, les seuls esclaves le payaient. Mais tous les pays conquis par les Français devaient un tribut. L'histoire de Charlemagne dit foi que pour s'exonérer de ce tribut, peut-être excessif, les Saxons combattirent durant trente ans. Lorsque le duc de Bénévent se déclara vassal de l'empereur, il promit une subvention annuelle de vingt-cinq mille sous d'or. Charlemagne, maître du royaume des Lombards par le droit de la guerre, ne le réunit point à l'empire français; il lui laissa son régime particulier. Quelles raisons décidèrent le monarque français à l'adoption d'une mesure qui paraissait inconvenante? On chercherait en fin chez nos historiens la réponse à cette question: elle s'offre cependant d'elle-même à l'observateur, s'il fait réflexion qu'en réunissant ce royaume à celui de France, Charlemagne se serait privé du subsidé en argent payé par les Lombards à leur roi, et qu'ils continuèrent de payer au roi de France.

On jugera de l'importance des revenus de Charlemagne, en observant que l'Austrasie et la Neustrie, exemptes de tribut, ne s'éten-

814.

daient que des sources du Mein à la Dordogne, et des bouches du Rhin aux Alpes. L'étendue des régions conquises par Charlemagne, surpassait deux fois celle du royaume de France, avant la révolution de 1789. Ces régions consistaient en Espagne, dans les provinces conquises sur les Maures, entre l'Ebre et les Pyrénées; au midi des Celuques, dans l'Aquitaine, la Gascogne, le Roussillon et le Novempopulanie, conquises en partie sur les Maures d'Espagne, et en partie sur les ducs d'Aquitaine, dans l'Italie entière, et à la droite du Rhin, dans les pays connus aujourd'hui sous le nom de Westphalie, de Haute et Basse-Saxe, de Haute et Basse-Bavière, de Bohême, d'Autriche, de Hongrie, de Croatie, de Bosnie, de Dalmatie et d'Illyrie.

Lorsque, sous Louis-le-Débonnaire, le royaume d'Italie ou des Lombards appartint à Bernard et ensuite à Lothaire, l'Aquitaine à Pepin, et les provinces françaises de Germanie à Louis, ces trois princes se trouvèrent en possession des pays chargés de payer un subside en argent à l'empire français. Louis-le-Débonnaire pouvait lever comme Charlemagne, des armées invincibles de Francs; mais, privé des ressources pécuniaires, au moyen desquelles Charlemagne pourvoyait à leur subsistance, est-il difficile de concevoir, malgré

l'obscurité des chroniques contemporaines, que ces troupes devaient se dissiper aisément, ou même se réunir sous le drapeau des rois d'Aquitaine, d'Italie et de Bavière, en mesure d'acheter leurs services. 814.

A l'égard de Charles-le-Gros, les ducs ou gouverneurs des provinces s'étaient rendus maîtres des droits régaliens; ils levaient les impôts pour eux mêmes. Les possesseurs de fiefs préféraient le gouvernement de ces ducs à celui du roi, parce que cette administration locale rendait le service militaire plus rare et moins prolongé. La loi des Fiefs rendait les ducs dépendans du monarque, ils devaient le suivre à la guerre; mais le roi, manquant d'argent, était mal servi.

Sous le règne de Charlemagne, on employait dans les sièges, la baliste, la tortue, le bélier et la plupart des machines de guerre, en usage chez les Romains. Ce prince possédait quelques forces navales à l'embouchure des grands fleuves. Elles protégeaient le commerce de Marseille, de Bordeaux et de quelques autres villes maritimes, avec Constantinople et Alexandrie; elles arrêtaient aussi les incursions des peuples du Nord. Ces guerriers, éloignés de France par le génie de Charlemagne, dévastèrent ses provinces sous les règnes suivans.

Depuis l'empereur Constantin, les valeurs

814. monétaires avaient peu varié en Europe; le sou d'or était le *solidum romanum*, équivalant à quarante deniers. On comptait par livres, sous et deniers sous Charlemagne, comme nous le faisons avant la révolution, avec cette différence que la livre de compte était réputée (1) le poids d'une livre de douze onces, elle ne vaut aujourd'hui que vingt sous de cuivre. On évalue très-difficilement les monnaies des neuvième et dixième siècles. Je traiterai dans le livre suivant de cet objet en rapportant les événemens du règne de Charles-le-Chauve.

36. Charlemagne était d'une taille haute; son regard assuré, ses yeux grands et vifs, son visage gai et ouvert, et son port majestueux, inspiraient le respect et la confiance. Eginhard nous apprend qu'à l'exception des cérémonies publiques dans lesquelles ce prince paraissait avec les ornemens impériaux, ses vêtemens ressemblaient à ceux qu'on portait généralement en France: un pourpoint de peau de loutre sur une tunique de laine, avec un simple bordé de soie, et un sayon de couleur bleue, des bandelettes de diverses couleurs croisées les unes sur les

---

(1) Il nous reste, de Charlemagne, des deniers d'or et d'argent.

autres assujétissaient sa chaussure. Il s'en-  
veloppait d'un manteau touchant à terre ,  
par-devant et par derrière et approchant à  
peine des genoux par les côtés. 814.

La conquête d'Italie introduisit en France la mode des habits de soie ornés des riches pelletteries apportées d'Orient. L'empereur fit d'abord peu d'attention à ce luxe nouveau ; le voyant entraîner au loin l'argent d'un peuple , chez lequel manquaient les objets d'exportation , il régla par des lois somptuaires le prix de l'habillement permis à chaque individu suivant son état ou sa fortune.

Les personnes de distinction portaient l'habit long les jours de cérémonie , on le bordait de martre et d'hermine. Les barons, sous le régime féodal, le chamarrèrent de toutes les pièces de leurs armoiries , cet usage subsistait sous Charles V. Henri II introduisit les fraises et les collets. L'habit court , porté auparavant à la campagne et à l'armée , devint seul à la mode sous Louis XI : quitté sous Louis XII , les hommes le reprirent sous François I<sup>er</sup>. Un pourpoint serré et fermé , des trousses de page et un petit manteau descendant jusqu'à la ceinture , composaient l'habit le plus usité sous Henri II et ses enfans. Il deviendrait



774. aussi long qu'ennuyeux de rapporter les changemens de mode dans les habits des hommes depuis Henri IV jusqu'à nous.

L'habillement des dames françaises éprouva non moins de variations, durant les neuf premiers siècles de la monarchie; les femmes s'habillaient comme avaient été vêtues les dames romaines. On ignore l'époque précise, où l'usage général du linge remplaça les tuniques de laine, portées de temps immémorial en Europe par les deux sexes.

Vers le temps des croisades, les femmes portèrent des robes armoriées à droite de l'écu de leur mari, à gauche du leur; ces robes, serrées par le haut, laissaient apercevoir toute la finesse de la taille, en couvrant entièrement la gorge; l'habillement des veuves ressemblait à celui de nos religieuses. Les femmes commencèrent à découvrir leurs épaules sous Charles-le-Bien-Aimé. Le règne galant de Charles-le-Victorieux amena la mode des bracelets, des colliers, des boucles d'oreilles; Agnès Sorel couvrait, dit-on, ses habits de diamans. La reine Anne de Bretagne méprisait ces frivoles et dispendieux ajustemens; mais Catherine et Marie de Médicis en inventèrent de nouveaux; le caprice, la vanité, les ont enfin portés au point où nous les voyons.

Charlemagne, au commencement de son règne, avait ordonné l'observation des lois saliques : cette mesure pouvait ramener les Français vers leurs primitives institutions ; ce règlement devint inutile, à mesure que l'empire s'étendait. Charles publia ses célèbres capitulaires, ils devaient servir de règle dans tous les jugemens.

Presque tout le négoce se faisait alors dans les marchés ; on ne voyait dans la plupart des villes que des prêtres, des juges, des ouvriers et des marchands. Par la célèbre ordonnance de Charlemagne, relative à ses domaines, dans laquelle, nous dit Montesquieu, un père de famille apprendrait à régler sa maison, il recommande à ses régisseurs, d'établir dans ses fermes, devenues des villes dans la suite, des artisans de toute espèce, des orfèvres, des cordonniers, des charrons, des tourneurs, des fabricans d'armes, des boulangers, des faiseurs de filets propres à la pêche, et d'autres ouvriers nécessaires aux usages de la vie.

Les grands et les principaux propriétaires résidaient dans leurs terres ; les esclaves labouraient les domaines de leur maître. Les rois favorisèrent les échanges, en créant un grand nombre de foires (1) : celle de Saint-Denys

---

(1) Capit. Carol., tit. 56.

814. devint une des plus fameuses ; on y venait de la Frise, de la Saxe, d'Angleterre, d'Espagne, d'Italie. Une ordonnance de Pepin-le-Bref constate ce fait. Le roi confirme, dans cette loi, le droit appartenant aux moines de Saint-Denis, de percevoir les péages sur le territoire de Paris, pendant la durée de cette foire.

Presque tout le commerce étranger était abandonné aux nations environnantes. L'Espagne fournissait aux Français des chevaux et des mulets ; la Frise, des manteaux de diverses couleurs, des sayons, et des habits de dessus fourrés de peaux de martre, de loutre, ou de chat ; l'Angleterre, l'étain, le cuir, les chiens de chasse. On importait en France, d'Orient par Marseille et par Gênes, des aromates, des vins liquoreux, de la gaze, du papier d'Egypte, seul en usage chez nos ancêtres jusqu'au onzième siècle, et de l'huile d'olive si rare dans nos climats, qu'un concile d'Aix-la-Chapelle permit aux moines de se servir d'huile de lard. Les Français donnaient en échange, de la poterie, des cuivres ouvragés, du vin, du miel, du blé, de la garance, du sel, du kermès pour les teintures rouges, et du pastel pour les teintures bleues.

Cependant quelques villes se livraient au commerce extérieur. J'ai parlé de Marseille,

de Gènes, de Bordeaux ; non-seulement, ces villes envoyaient les marchandises françaises à Constantinople, à Alexandrie ; mais elles faisaient passer jusqu'à Trèves, les richesses apportées dans leur port par les flottes étrangères. Embarquées sur la Garonne et sur le Rhône, elles passaient par Lyon, remontaient la Saone et le Doubs ; mises à terre, on les voiturait jusqu'à la Moselle. Arles, sous les Mérovingiens, conservait sa réputation par ses manufactures, ses broderies, et ses ouvrages de rapport en or et en argent. Ces moyens de prospérité ne furent pas entièrement détruits sous le régime féodal. Le commerce d'Arles passa à Lyon : cette ville devint le centre du négoce intérieur de France : comme Gènes, Bordeaux et Marseille étaient, celui de son commerce extérieur. 814.

Depuis la conquête des Celtiques par les Romains, on y parlait la langue latine. La langue romance devint dominante, au commencement du neuvième siècle : jargon mêlé de latin, de celtique et de tudesque ; cette langue romance devint la mère des langues française, italienne et espagnole.

Dans les procès, en matière civile, si les juges ne se croyaient pas assez instruits, ils permettaient le duel entre les plaideurs. Le

814. plus fort ou le plus adroit passait pour le plus honnête homme; cette manière, de se défendre en justice, s'étendait aux gens d'église: un homme se battait pour eux. Une constitution de Charlemagne ordonne d'employer des bâtons dans ces combats, dans la vue, sans doute, d'épargner le sang. Louis-le-Débonnaire laissa le choix du bâton ou des lances. Les serfs combattirent seuls dans la suite avec le bâton. On verra, dans les livres suivans, les formalités en usage dans ces combats.

Dans les causes criminelles dont les preuves paraissaient douteuses, le juge admettait l'accusé à se purger par serment; un certain nombre de témoins devaient jurer avec lui. Les accusés étaient quelquefois soumis aux épreuves de l'eau froide, de l'eau bouillante, du fer ardent, ou du jugement de la croix.

Baluse a rassemblé les cérémonies de ces épreuves; elles commençaient par la messe; on donnait la communion à l'accusé; s'il tombait au fond de l'eau, il passait pour innocent; s'il surnageait, on le jugeait coupable. L'épreuve de l'eau chaude consistait à prendre, avec le bras nu, un anneau béni dans un vase d'eau bouillante. Le juge enfermait dans un sac le bras de l'accusé, et le scellait de son cachet. Si trois jours après, il ne paraissait

sur le bras aucun signe de brûlure, l'innocence était reconnue. L'épreuve du fer ardent s'exécutait, en portant un fer rouge à la main, ou en marchant sur des barres de fer enflammées, l'espace de neuf pas. Le jugement de la croix consistait à tenir les bras élevés en forme de croix; les deux contendans subissaient la même épreuve; celui qui baissait les bras le premier, avait tort. 814.

Quelques écrivains assurent que Charlemagne ne savait pas signer son nom; ils s'étaient d'un passage d'Eginhard. Il doit s'entendre, de la manière d'écrire son nom, en chiffre, en usage alors. Charlemagne voulut en vain s'en instruire, dans un âge avancé. Le chiffre renfermait toutes les lettres du nom, et se figurait, d'un trait de plume, comme nos paraphes.

Le vainqueur des Saxons, des Lombards, des Bavares et des Huns, ne dédaignait pas les détails de l'économie rurale; tandis que ses femmes avaient soin des meubles dans les maisons royales, payaient les gages des officiers, réglaient la dépense de bouche et des écuries. Cela, observe Voltaire, ressemble aux héros de l'antiquité. Tout, en effet, annonçait en Charlemagne, un homme supérieur : on peut dire que rien ne fut au-dessus

814. de ce prince , ni rien au-dessous : également extraordinaire , lorsqu'il mettait en ordre la moindre dépense de ses domaines , et lorsqu'il rétablissait le trône des Césars. Sa grandeur avait obscurci celle de son père ; elle fut relevée par la faiblesse de ses enfans. Ils laissèrent ses institutions , s'affaiblir et disparaître.

---

---

# HISTOIRE

## DE

# FRANCE.

---

### PREMIÈRE PARTIE.

---

#### LIVRE CINQUIÈME.

*Louis - le - Débonnaire , ou Louis I<sup>er</sup>. ; Lothaire I<sup>er</sup>. ; Charles - le - Chauve , ou Charles II ; Louis-le-Bègue , ou Louis II ; Louis III et Carloman ; Charles-le-Gros , ou Charles III ; Eudes ; Charles-le-Simple , ou Charles IV.*

1. Règne de Louis I<sup>er</sup>. --- Causes des malheurs de ce prince. ---
2. Bernard se soulève contre son oncle. --- Il est condamné à mort. --- Louis se soumet à la pénitence publique. ---
3. Il est dépouillé de sa couronne par ses enfans , et remonte sur le trône. ---
4. Mort de ce prince. ---
5. Lothaire I<sup>er</sup>. parvient à la couronne. --- Bataille de Fontenai. --- Partage de la monarchie française. --- Naissance du gouvernement féodal. --- Parlement de Mersen. --- Mort de Lothaire. ---
6. Règne de Charles II. ---
7. Il est couronné empereur à Rome. ---
8. Lois , monnaies , valeur de l'argent. ---
9. Règne de Louis II. --- Origine



de la noblesse française. — Règnes de Louis III et de Carloman. --- 10. Règne de Charles III. — Ravage des Normands. — Ils assiègent Paris. --- 11. Règnes d'Eudes et de Charles IV.

814.

1. **LOUIS-LE-DÉBONNAIRE** résidait en Aquitaine, lorsque son père cessa de vivre. Il vint promptement à Aix-la-Chapelle; son premier soin fut de renouveler les traités de paix et de limites avec Léon l'Arménien, successeur de Michel Rangabé, au trône d'Orient.

Charlemagne avait sept filles; aucune d'elles ne passait pour mariée, quoique la conduite de plusieurs annonçât le contraire. Le nouveau monarque, élevé dans une régularité monastique, voulant réformer leur façon de vivre, commença par faire assassiner deux courtisans, regardés comme leurs amans. Les princesses furent reléguées, les unes dans des maisons royales, les autres dans des monastères. Les filles de Pepin, roi d'Italie, partagèrent la même disgrâce. Les princesses Gisla et Rotrude vinrent occuper le palais des Thermes, à Paris, abandonné par les rois, depuis la chute des Mérovingiens : élevées avec soin, par Charlemagne, elles joignaient à beaucoup d'esprit quelque goût pour la littérature; leur affabilité généreuse captivait tous les cœurs; elles moururent généralement regrettées : tan-

dis que le Débonnaire, n'ayant aimé que le plainchant et les cérémonies religieuses, devenu méprisable à force de déférer aux conseils intéressés des évêques (1), descendit dans la tombe avec la réputation d'un chrétien zélé, et d'un empereur incapable de porter le sceptre. 814.

Mably prétend qu'il eût été dangereux de réunir en un seul empire les trois royaumes de France, d'Allemagne et d'Italie. Il ajoute que Louis, au lieu d'assujettir les trois royaumes à des devoirs réciproques, les rendit absolument étrangers les uns aux autres. Mably se trompe : les trois royaumes pouvaient rester réunis sous un monarque, puisqu'ils ne comprenaient pas la moitié de l'empire romain, soutenu si long-temps par la seule gravité de sa masse imposante. D'ailleurs, des liens, sous le règne de Charlemagne, rapprochaient toutes les parties de son vaste empire. Ils pouvaient être maintenus par ses successeurs. Les anciens chroniqueurs nous ont laissé ignorer la nature de ces liens. On peut aisément suppléer à leur silence. J'ai exposé que les tributs n'étant imposés que sur les peuples conquis, il importait à Charlemagne que l'Italie, l'Aquitaine et l'Espagne en deçà de l'Ebre, ne fussent pas incorporées à la France.

---

(1) Daniel, tome 3.

814. A l'égard de la Germanie, dont plusieurs grandes provinces faisaient partie de l'Austrasie, exempte de tributs, tandis que les autres avaient été conquises, l'empereur se croyait obligé de ménager avec beaucoup d'attention les préjugés d'une nation accoutumée, depuis plus d'un siècle, à obéir à des ducs particuliers; disposition à laquelle la maison pepinienne devait les dignités, qui frayèrent à Pepin-le-Bref le chemin du trône.

Charlemagne, connaissant combien les Austrasiens désiraient que leur monarque résidât parmi eux, quittant la ville de Paris, capitale des Mérovingiens, faisait son principal séjour dans Aix-la-Chapelle. Ayant à gouverner trois peuples, dont les usages différaient, il crut, sans doute, concilier leurs avantages particuliers avec les intérêts généraux de l'empire, en leur donnant des rois soumis au prince décoré de la pourpre impériale; mais les trois peuples étaient si peu étrangers les uns aux autres, que, dans les occasions importantes, Charlemagne assemblait en parlement toutes les provinces de son vaste empire.

Charlemagne, partageant ses États entre ses trois fils, et, après la mort de Pepin, donnant le royaume d'Italie à Bernard, se proposait de contenter les peuples soumis, sans

814.  
affaiblir notablement l'autorité impériale ; mais il oublia que les trois royaumes de France , d'Italie et d'Allemagne , ayant chacun des forces considérables , les chefs , revêtus du grand titre de roi , ne consentiraient pas longtemps à payer tribut à un empereur peu redoutable , surtout si le peuple , sur lequel ils régnaient , montrait un ardent désir d'être affranchi de tout joug étranger.

Ce morcellement fut une des fautes principales , reprochées , par l'histoire , à Charlemagne ; il priva la France de ses conquêtes ; il entraîna le démembrement de la France elle-même. La famille de Charlemagne périt au milieu des ruines de l'Etat. En vain , tous les efforts de Louis tendaient à rétablir l'empire dans son intégrité ; le coup fatal , porté par Charlemagne , ne pouvait être paré par la main trop faible de son fils.

Mably met, à tort , au nombre des fautes de Louis , sa conduite dans cette occasion. La réunion de la monarchie , dans la main d'un seul monarque , était le seul moyen d'en assurer la durée , et la fortune de la maison impériale. L'impulsion , donnée par le père , l'emportait sur les réglemens. du fils. La nature refusa à Louis-le-Débonnaire l'étendue de génie , l'inflexibilité de caractère , dont les influences forçaient les grands et les petits à

814. l'obéissance, autant par l'ascendant des lumières de Charlemagne, que par la rigueur avec laquelle il punissait les désobéissances.

Charlemagne avait défendu à ses trois enfans, devenus rois, de recevoir chez eux les sujets mécontents des deux autres royaumes. Il n'était pas permis à un Allemand de recevoir un fief en France.

814-817 A peine Louis prenait les rênes de l'empire, qu'obéissant aux considérations qui avaient déterminé Charlemagne à placer ses enfans au rang des rois, il associa à l'empire son fils aîné Lothaire, dans le Champ-de-Mai, tenu en 817. Il accorda, en même temps, le gouvernement du midi de la France, et de l'est de la Germanie, à ses deux fils puînés, Pepin et Louis, en leur donnant le nom de rois; mais ils furent tenus de prêter hommage à leur frère aîné. Un capitulaire, émané du même parlement, permit à tout homme libre de se recommander pour un fief dans les royaumes dont se composait l'empire d'Occident.

Louis-le-Débonnaire s'occupait, en même temps, à réformer les mœurs du clergé, et à rendre aux lois leur autorité tutélaire. Un enchaînement d'expéditions militaires avait rempli le règne de Charlemagne. La force réduisait souvent les lois au silence. Louis

chargea des magistrats intègres de corriger les <sup>814-817</sup>abus dans les provinces; la justice recouvra son autorité; les opprimés trouvèrent des vengeurs contre la violence des hommes puissans, mais ces hommes puissans se soulevaient de toutes parts. Ils regardaient l'impunité comme une de leurs prérogatives. Un capitulaire, de l'an 816, défendait aux évêques de se mêler du gouvernement de l'Etat. Ce sage règlement devint la véritable origine des malheurs de ce règne. Les gens d'église, envoyés à leurs fonctions pontificales, employaient l'arme de la parole à répandre le ridicule sur les actions de l'empereur. Ils l'accusaient de régler sa cour et son royaume monacalement; ses réglemens, généralement méprisés, restèrent sans exécution.

Les grands attachés aux rois de Neustrie, d'Austrasie et d'Italie, voyaient avec dépit la puissance publique dans les mains de Lothaire, parce qu'ils avaient deux maîtres à servir. Les courtisans de Lothaire auraient voulu trouver réunie dans les mains de ce prince toute la puissance impériale, tandis que Louis-le-Débonnaire avait accordé à son fils aîné, le titre d'empereur dans l'unique vue de lui laisser le souverain pouvoir après lui. Les papes, ennemis tantôt secrets, tantôt déclarés de la maison impériale, fomentaient des troubles. C'était le

814-817 moyen de couronner l'œuvre de l'indépendance de la chaire pontificale.

Louis signala son avènement à la couronne par une permission accordée aux Saxons, transportés par Charlemagne en diverses contrées, de rentrer dans leur patrie. La plupart, abandonnant le christianisme, retournèrent à la religion de leurs pères, mais ils s'attachèrent à l'empereur; il dut à leur zèle la révolution qui lui rendit son trône, comme on le verra dans la suite.

817-829 2. Les premiers troubles de ce règne vinrent d'Italie. Des mal-intentionnés inspiroient à Louis-le-Débonnaire, des soupçons fâcheux sur la conduite de son neveu Bernard. Il lui ordonna de venir à sa cour. Ce prince, par la promptitude de son obéissance, dissipa les nuages formés contre lui : Louis le reçut avec bienveillance, et le renvoya en Italie.

Mais, lorsque Lothaire fut associé à l'empire, Bernard, persuadé qu'en qualité de fils de Pepin, aîné des enfans de Charlemagne, l'expectative de la dignité impériale lui appartenait, leva des troupes, et se disposa à la guerre, sans considérer la faiblesse de ses ressources, et sa naissance qui passait pour illégitime. Léon III était mort en 815. Etienne IV occupait le siège de Rome. Les contemporains ne nous parlent pas de la part que

prit ce pontife à la conduite de Bernard. <sup>819-29</sup> L'abbé Walla, retenu dans Aix-la-Chapelle, par des affaires particulières, ne pouvait arrêter l'imprudence du jeune roi d'Italie.

Rathold et Suppon, l'un évêque, l'autre comte de Vérone, instruisent l'empereur de la conduite de Bernard. Louis assemble une armée, et s'avance vers les Alpes. Bernard prend trop tard le parti de la soumission. Selon quelques chroniqueurs, il fut attiré à la cour de France par les trompeuses promesses de l'impératrice Ermengarde.

Bernard se prosterne, dans Châlons-sur-Saône, aux pieds de son oncle, et demande grâce. L'empereur le renvoie du jugement du Champ-de-Mai. Il est condamné à mort. L'empereur, commuant cette peine, fit arracher les yeux au coupable. Il mourut des suites de ce supplice. Les complices de cette révolte reçurent une sévère punition.

Louis relégua, dans des monastères, Drogo-Hugues et Thierrî, enfans de Charlemagne, et les deux frères Adelaar et Walla, petit-fils de Charles Martel. Ces derniers, distingués par leurs talens gouvernaient l'Italie et la personne de Bernard; sentant vivement l'injure faite à leur pupille et à eux-mêmes, ils cherchèrent l'occasion de se venger, elle ne tarda pas à se présenter.



818-829 Ermengarde survécut peu de mois au roi Bernard. Louis-le-Débonnaire épousa Judith, fille du comte bavarois Guelphe. Le trône d'Italie vaquait. Lothaire en fut investi dans deux parlemens consécutifs, tenus à Nimègue et à Thionville en 821. La sévérité excessive de Louis envers Bernard, Walla et Adélar, augmentait le nombre des mécontents. L'âme du sensible monarque fut troublée par les reproches secrets de sa conscience, ou par les reproches publics des évêques et des moines dont il était environné. Thégan rapporte qu'il pleura la mort de Bernard : qu'appelant auprès de lui tous les exilés, à l'occasion de la révolte d'Italie, la liberté et les biens leur furent restitués, et que, s'accusant du meurtre de son neveu, il se présenta en habit de pénitent dans un concile d'Attigny, en 822, et demanda l'absolution publique.

Ce prince crut, au dire du président Hénault, devoir donner cette marque de repentir aux évêques dont l'opinion dirigeait l'esprit public. Cette faiblesse devenait une mortelle injure envers les membres du Champ-de-Mai, dans lequel Bernard et ses complices avaient été jugés. Les grands méprisaient un prince qui s'avilissait.

Les Champs-de-Mai, appelés alors parlemens, et les Etats particuliers des provinces

subsistaient d'après les formes voulues par <sup>8. 11-02,</sup> Charlemagne ; les commissaires royaux , *missi dominici* , exerçaient leurs fonctions accoutumées : on voyait dans les villes les mêmes magistratures ; cependant sous les dehors du gouvernement de Charlemagne , un changement réel s'y formait insensiblement ; les esprits exercés pouvaient s'en apercevoir. L'impulsion , imprimée par Charlemagne à la marche des affaires , tenait unies toutes les parties de l'empire ; mais les ressorts de l'administration se relâchaient : une secousse suffisait pour en précipiter la ruine.

Louis ayant marié Lothaire avec Hemen-garde , fille de Hugues , comte de Provence , l'avait envoyé gouverner l'Italie. Il mit auprès de lui , en qualité de principaux ministres , Walla sorti de son monastère et le comte Gerung. Lothaire vint à Rome ; il y reçut la couronne impériale des mains du pape , le jour de Pâques 5 avril 825. Il régita la péninsule durant plusieurs années ; aucune mésintelligence ne se manifestait entre le père et le fils. Chaque année , faisant un voyage en France , Lothaire assistait à l'assemblée du parlement , et soumettait aux volontés de son père les difficultés imprévues. Walla se conduisait avec une approbation générale : à ce temps heureux et paisible , devait succéder bientôt le plus terrible orage.

818-829 Judith était accouchée , le 13 juin 823 , d'un fils , Charles , surnommé le Chauve , roi de France , et empereur dans la suite. Louis-le Débonnaire , se hâtant d'entourer d'une couronne la tête de cet enfant , le déclare roi d'Allemagne , dans le parlement tenu à Worms , en 830. Ce nouveau royaume se composait de la Souabe , de la moitié de la Bavière , détachées du royaume de Germanie et d'une partie de l'ancien royaume de Bourgogne. Des courtisans , mal-intentionnés , profitent de l'érection du royaume d'Allemagne , et du crédit accordé par l'empereur , à Bernard , comte de Barcelonne , chargé d'élever le jeune Charles , pour exciter la jalousie des trois fils aînés de l'empereur. Ils prennent simultanément les armes.

On accusait le comte Bernard d'entretenir avec l'impératrice un commerce illégitime , et on attribuait à cette intrigue son grand pouvoir à la cour. Deux fois , Louis-le Débonnaire se vit prisonnier de ses propres enfans. Il ne manquait cependant pas de courage ; mais son cœur , extrêmement sensible , ne lui permettait pas de soutenir le spectacle d'une guerre civile , dans laquelle ses trois enfans employaient alternativement leurs épées , et les armes de l'intrigue et de la religion.

829-840 Le camp de l'empereur et celui de ses en-

fans étaient remplis de prêtres et de moines ; <sup>829-842</sup> du côté des princes paraissait le pape Grégoire IV. Eginhard (1) nous apprend que le pape prenait le parti de Lothaire et de ses frères, sous le prétexte de l'approbation, donnée à Rome, par un de ses prédécesseurs, au partage fait par Louis-le-Débonnaire. Platina observe que, par une fatalité inconcevable, la vie modeste et modérée des papes finit quand les empereurs ne montrèrent aucune fermeté dans le gouvernement. On commençait à s'apercevoir de cet abus. Il fit de plus grands ravages dans la suite. Le pape menaçait d'excommunier l'empereur. En vain, les évêques, attachés à Louis, écrivirent à Grégoire une lettre pleine de force. Ils lui remirent devant les yeux le serment, par lui prêté à l'empereur, et déclarèrent que s'il venait excommunier, il s'en retournerait excommunié lui-même. Grégoire leur répond : Vous me donnez le nom de frère, il sent trop l'égalité, tenez-vous-en à celui de pape. Reconnaissez ma supériorité. Ma chaire est au-dessus du trône de Louis.

La guerre tourne en négociations ; le pape offre sa médiation, et vient au camp de l'empereur. Pendant les conférences, les troupes

---

(1) Ann. an 827.

829-840 du monarque , séduites par des émissaires secrets , passent sous les drapeaux de Lothaire ; cette désertion eut lieu près de Bâle. La plaine où le pape avait négocié , s'appelle encore aujourd'hui le Champ-du-Mensonge. Ce nom , suivant l'expression de Voltaire , devrait être commun à plusieurs lieux dans lesquels les princes ont négocié.

Bernard se retire brusquement dans son comté de Barcelonne. Louis , abandonné de son armée , entre dans le camp de ses ennemis : Dans l'état où m'a réduit la fortune , leur dit-il avec assez de fermeté , je crains peu pour moi-même ; mais puis-je espérer que vous traiterez convenablement l'impératrice et votre frère Charles ! N'oubliez pas ce que vous devez à leur rang ; les promesses ne coûtent rien aux parjures ; les trois princes prodiguent de belles paroles ; ils finissent par exiler l'impératrice à Tortone , et Charles dans l'abbaye de Prüm. Conrad et Rodolphe , frères de Judith , sont relégués parmi les moines. On crève les yeux au comte Héribert , frère du comte Bernard. Les trois frères partagent entre eux le royaume d'Allemagne. Lothaire , en qualité d'empereur , se charge de la garde de Louis. Le pape , méprisé par les vainqueurs , reçoit ordre de retourner à Rome.

Louis-le-Débonnaire est resserré dans un

monastère, à Soissons; Lothaire mettait en <sup>829-840</sup> œuvre tous les moyens de le déterminer à se faire moine; l'impératrice Judith et le prince Charles étaient les seuls liens qui l'attachaient au monde. Ils n'existaient plus, lui disoit-on, de toutes parts; son cœur se déchirait; un moine, doué, par la nature, d'une âme compatissante, lui glisse un billet, en lui présentant l'hostie de la communion. Louis, assuré de l'existence de sa femme et de son fils, refuse d'endosser la robe monacale.

Cependant, les trois frères se brouillent en partageant les dépouilles paternelles. Les évêques proposent à Lothaire de soumettre son père à la pénitence publique, comme un moyen assuré, suivant les idées de ce siècle, de le dégrader aux yeux des peuples. Un parlement est indiqué à Compiègne, en 853.

« Alors, suivant les expressions de Muratori, on vit les évêques, à la honte du nom chrétien, épouvanter un prince malheureux par un abus impie de la religion, et le forcer de s'avouer coupable des crimes suivans : d'avoir donné la mort à son neveu; d'avoir forcé ses frères naturels d'embrasser la vie monastique; d'avoir violé ses sermens, en révoquant le partage fait de la monarchie; d'avoir pris les armes contre ses enfans, au lieu d'employer l'autorité paternelle à maintenir

829-84. la paix entre eux ; enfin , par son mauvais gouvernement , d'avoir forcé ses sujets à se révolter contre lui.

Sur ces griefs , Louis est condamné , par les évêques , à une pénitence publique perpétuelle ; le faible monarque sembla justifier cette audace par la soumission. Amené dans le concile , il se dépouilla des ornemens impériaux , et reçut l'habit de pénitent de la main des évêques , en présence d'une cour nombreuse. Lothaire , placé sur un trône , osa repaître ses yeux de l'humiliation de son père.

L'abbé Walla assistait avec les autres prélats au concile de Compiègne ; voyant les choses portées à cette extrémité , il se retira dans l'abbaye de Bobbio , sans vouloir être témoin de la dégradation de l'empereur. Louis , roi de Germanie , désapprouvait hautement la conduite de Lothaire ; ses ambassadeurs furent chargés de l'engager à traiter Louis d'une manière conforme à son rang ; ils furent très-mal reçus : Lothaire ne leur permit pas même de saluer le roi détrôné.

Louis fut enfermé dans une cellule du monastère de Soissons , vêtu d'un sac de pénitent. Un moine l'avertit en secret de la division existante entre ses enfans , et se chargea de leur faire connaître ses volontés. L'infortuné monarque promet à Louis , roi de Ger-

manie, et à Pepin, roi de Neustrie, d'aug-<sup>879-840</sup>menter leurs partages. Lothaire, se croyant maître de l'empire, leur faisait sentir à contre-temps sa supériorité. Ils écoutent les propositions de Louis, et s'approchent de Paris. Les comtes, mécontents du traitement outrageux fait à Louis, se joignent à eux. La renommée avait porté jusque dans les forêts de Saxe l'inconcevable nouvelle de l'infortune de Louis-le-Débonnaire. Les Saxons, traités avec tant de rigueur par Charlemagne, envoient l'armée la plus redoutable au secours de son fils; elle franchit sans obstacles la barrière du Rhin, et s'avance vers la Neustrie. Lothaire, voyant l'orage gronder sur sa tête, laisse son père en liberté dans l'abbaye de Saint-Denis, et court rassembler des troupes à l'ouest des Alpes. Un parlement est convoqué à Thionville; les évêques, qui en font partie, sont chargés de reviser les actes du concile de Compiègne.

Lothaire, trop avancé, n'osait reculer. Les pays, nommés, dans la suite, Provence et Dauphiné, faisaient partie de son royaume d'Italie. La plupart des comtes de ces contrées refusaient de marcher sous ses drapeaux contre Louis-le-Débonnaire; il exile les uns, fait périr les autres : cependant il n'osait retenir l'impératrice en prison. L'évêque de Vérone,



829-840 le prince Pepin, fils du roi Bernard, et quelques autres comtes, la conduisirent auprès de son époux.

On peut juger de l'extrême pusillanimité de ce prince, par la manière dont il se conduisit dans cette occasion. Avant de reprendre la ceinture militaire, et de recevoir Judith, il exigea qu'elle se purgeât par serment des imputations dont on la chargeait, et il voulut recevoir l'absolution des évêques. Cette double cérémonie eut lieu dans l'abbaye de Saint-Denys.

L'armée saxone, combinée avec celle de Louis, roi de Germanie, présentait un front redoutable. Lothaire négociait avec l'épin, roi de Neustrie. Il lui restait quelque espoir d'opprimer son père. Markal, abbé de Prüm, vient, par ordre de l'empereur, à l'armée de Lothaire; il représente à ce prince tout ce que la nature et la religion exigeaient de lui : Lothaire menace l'envoyé de son père d'un traitement ignominieux, s'il ne sort sur-le-champ de sa présence. Louis-le-Débonnaire, avant d'employer la force des armes, lui adresse une seconde députation.

Elle se composait du comte de Bérenger, prince du sang royal, du duc de Gebelard et de l'évêque de Paderborn. L'évêque commande à Lothaire, de la part de Dieu, de prêter

une oreille attentive aux propositions de paix <sup>29-8,0</sup> dont la prompte acceptation pouvait seule le sauver : Lothaire, étonné du langage de l'évêque de Paderborn, hésite, et prend enfin le sage parti d'implorer la clémence de son père.

L'empereur, environné de ses trois autres enfans, reçut son fils aîné dans une tente, ouverte en présence des armées. Lothaire, se prosternant aux pieds de son père, reconnut l'énormité de son crime; Louis exigea de lui un nouveau serment de fidélité, le priva de la dignité impériale, lui ordonna d'aller résider en Italie, avec défense d'en sortir, sans sa permission.

4. Toute la puissance impériale semblait environner Louis, mais ses malheurs augmentaient dans son âme la faiblesse qu'il tenait de la nature. De nouveaux orages agitérent sa cour. Pepin de Neustrie, et Louis de Germanie, ayant rétabli l'empereur sur son trône, voulaient gouverner l'empire. Judith s'opposait à leurs entreprises. Plus sensible aux injures qu'elle avait reçues d'eux, qu'au bienfait dont ces injures avaient été suivies, elle formait le projet de se venger de Pepin et de Louis, comme elle s'était vengée de Lothaire; elle voulait surtout assurer la fortune de son fils. Cette combinaison de vues diri-

6-9-240 gea la cour de Louis jusqu'à la fin de son règne.

Walla, dont j'ai parlé plusieurs fois, accoutumé au tracas du gouvernement, ne pouvait rester long-temps dans une solitude. Il reparut à la cour de Pavie, au retour de Lothaire, dans ses Etats. Judith s'adresse à lui. Elle promet d'engager son époux, non-seulement de rendre ses bonnes grâces à Lothaire, mais de lui restituer le titre d'empereur, s'il garantit à Charles le royaume dont elle se proposait de le mettre en possession. Cette négociation se rompit par la mort de Walla et par celle du roi de Neustrie, il laissait des enfans au berceau.

Cet événement donna lieu à un nouveau partage de l'empire français. Judith fit exclure les enfans de Pepin, des Etats paternels. Lothaire, associé de nouveau à l'empire, obtint avec l'Italie, les cantons de Germanie, voisins des Alpes, attachés autrefois au royaume des Lombards, et les conquêtes de Charlemagne, entre le Danube et la mer Adriatique. Il obtint encore toutes les provinces de France, des Alpes au Rhône et à la Saône, et des bouches du Rhin aux rivages de la Méditerranée; ces provinces comprenaient les pays nommés dans la suite, Languedoc, Provence, Dauphiné, Savoye, l'Helvétie, le Lyonnais, la Franche-Comté, la Lotharinge, l'Alsace,

les trois-évêchés ; Trèves , Mayence, Cologne, <sup>829-842</sup>  
 Liège, toute la Belgique, toute la Batavie.  
 De cette manière Lothaire pouvait prendre les  
 titres donnés à Charlemagne , d'empereur des  
 Romains , roi invincible des Francs et des  
 Lombards. Le reste de la Germanie devint le  
 partage de Louis , et le reste des Celtiques ce-  
 lui de Charles , sous le nom de royaume de  
 Neustrie.

Louis, roi de Germanie , s'était flatté d'être  
 investi dans ce nouveau partage de toutes les  
 provinces Germaniques, jusqu'aux Alpes. Il  
 reprend les armes. L'empereur, âgé de soixante-  
 et-douze ans , montrait une extrême répu-  
 gnance pour cette nouvelle guerre. Cepen-  
 dant les progrès des Allemands le forcèrent à  
 rassembler une armée. Il mourut dans une  
 tente au bord du Rhin en disant : Je pardonne  
 à Louis , mais il m'a donné la mort.

Toutes les dispositions faites par ce prince ,  
 pour conserver dans son intégrité l'empire de  
 Charlemagne, ayant été mal exécutées durant  
 sa vie , s'évanouirent à sa mort. On ne sait pas  
 même si , lors du second partage de l'empire  
 français entre l'empereur Lothaire , le roi de  
 Germanie et Charles de Neustrie , les deux  
 derniers furent tenus , envers Lothaire , aux  
 marques de soumission auxquelles le premier  
 partage assujettissait les rois de Neustrie, d'Aus-

829-840 trasie et d'Italie. Au surplus , non-seulement après la mort de Louis-le-Débonnaire , l'Allemagne et l'Italie se détachèrent de l'empire français , mais il faut rapporter à cette époque la dislocation de la France proprement dite , ou des Celiques , étendus des Pyrénées aux Alpes , aux bouches du Rhin et à l'Océan : plusieurs des parties séparées de cette masse s'y sont réunies à diverses époques ; les autres, comme la Belgique , les pays au bord du Rhin et la Savoye , en sont encore séparées.

840-845 5. Tous nos historiens ont placé Charles-le-Chauve sur le trône de France , immédiatement après la mort de Louis-le-Débonnaire. Cette erreur eût été par eux aisément corrigée, si, au lieu de se copier servilement les uns les autres, jetant un regard scrutateur sur le mode de succession constamment adopté par les rois de France, des trois dynasties-royales. depuis Clovis , jusqu'à Louis XVI , ils avaient fait réflexion qu'un puîné ne monta jamais sur le trône au préjudice de ses frères aînés.

Louis-le-Débonnaire avait été marié deux fois : Hermengarde , sa première épouse , lui donna Lothaire , qui lui succéda à l'empire et au trône de France ; Pepin, roi d'Aquitaine, mort en 898 ; Louis roi de Bavière ; Gisla , mariée au comte Evrad, père de Bérenger, roi d'Italie ; Alpaïde , femme du comte de Paris

Bégon, et Hildegardefemme du comte Thierri. 840-845  
Hermengarde mourut en 818 ; Louis épousa Judith , dont il eut Charles II , surnommé le Chauve.

Lothairè avait été associé à l'empire par son père, dans un parlement tenu en 817. Ses deux frères , Pepin et Louis , décorés du titre de roi , furent chargés d'administrer sous les ordres des deux empereurs père et fils , la Neustrie et la Bavière. Ainsi, lorsque Charlemagne associa Louis-le-Débonnaire à l'empire , les frères de ce prince , avec le titre de roi, gouvernaient les provinces frontières de l'empire , et restèrent cependant soumis à l'autorité impériale.

A la mort du roi de Neustrie, la monarchie française fut de nouveau partagée, dans le parlement tenu à Worms la même année. Lothaire premier fut de nouveau associé à l'empire. Louis obtint le gouvernement d'une partie de l'Allemagne, sous le titre de roi de Germanie , et Charles II , celui d'une partie de la France, sous le titre de roi de Neustrie. Les deux princes restèrent soumis à leur aîné, pendant le règne de Louis-le-Débonnaire ; mais, après la mort de ce prince , l'état d'infériorité auquel les rois de Neustrie et de Germanie se voyaient soumis, les révoltait.

Les provinces , gouvernées immédiatement

840-845 par Lothaire , comprenaient l'Italie entière, un tiers del'Allemagne, et près des deux tiers de la France. Il résidait dans Milan, lorsque la mort de son père lui assura le titre d'empereur des Romains , roi des Français et des Lombards. Abandonnant l'Italie , sa résidence fut fixée dans Aix - la - Chapelle , devenue capitale de la monarchie française sous les règnes de Charlemagne et de Louis-le-Débonnaire.

Lothaire I<sup>er</sup> , reconnu en qualité de souverain par les trois cinquièmes du continent des Celtiques, se regardait comme dominateur suprême dans les autres contrées del'empire français. Il ne considérait ses frères que comme ses lieutenans. Les deux cinquièmes des Celtiques, soustraits à son autorité directe, n'obéissaient pas en entier à son frère Charles. La Bretagne, l'Aquitaine, comprenant les pays appelés dans la suite duchés de Guienne et de Gascogne, les comtés de Toulouse, de Foix et d'Armagnac, et la principauté de Navarre et de Bearn, reconnaissant la puissance suprême des monarques français, obéissaient cependant à des souverains particuliers. La puissance de Charles second, en qualité de roi, s'étendait à peine entre les frontières de Picardie et la Garonne, et entre les montagnes d'Auvergne et l'Océan.

Lothaire avait été envoyé à Rome par Louis-

le-Débonnaire, à l'occasion d'un schisme survenu après la mort du pape Pascal, les uns avaient nommé le diacre Zizimus, et les autres, le diacre Eugène. Lothaire maintint la nomination d'Eugène, et régla, par une ordonnance impériale, la manière dont les papes seraient élus dans la suite. Ce prince, sacré et couronné à Rome, ne reçut pas de nouveau l'onction royale après la mort de son père. Louis-le-Débonnaire s'était couronné de ses propres mains, comme on l'a vu précédemment. Il ne paraît pas que Pepin, roi de Neustrie, et Louis, roi de Germanie, ayant jamais reçu l'onction royale. Charles-le-Chauve se soumit à cette cérémonie ecclésiastique en recevant la couronne impériale de la main du pape.

Lothaire, possesseur paisible de l'empire, ayant créé Louis II son fils aîné, roi d'Italie, faisait ses dispositions pour forcer ses frères à rendre leurs obéissances au chef de la maison impériale.

Pepin, roi d'Aquitaine, avait laissé des enfans en bas âge. Les grands, sans respecter la volonté de Louis-le-Débonnaire, venaient de couronner l'aîné de ces enfans. Ce fut Pepin II. Charles-le-Chauve, regardant l'Aquitaine comme une appendice du royaume de Neustrie, levait une armée. Le désir de rétablir la paix entre l'oncle et le neveu, servait de prétexte



840-845 aux armemens de Lothaire. Charles et Louis , en démêlaient les vrais motifs. Ces deux rois réunissent leurs troupes. Lothaire est vaincu en 841 , dans les plaines de Fontenai en Bourgogne ; cent mille Français y perdirent la vie , au rapport de quelques chroniqueurs : c'est une exagération. Nithard, témoin de la bataille, n'eût pas oublié une circonstance aussi fâcheuse.

En vain, Lothaire rassemblait dans Aix-la-Chapelle les débris de son armée ; forcé de prendre la fuite , un concile s'assemble. Les évêques, accoutumés à se ranger auprès du parti victorieux , décident que l'empereur, en punition de sa conduite criminelle envers son père , ayant attiré sur sa tête le courroux du ciel , ne devait plus exercer la puissance impériale : les évêques pour la seconde fois se déclaraient juges de l'empereur.

On armait de nouveau en France , en Italie , en Allemagne. Les trois freres allaient commettre leur sort à l'événement d'une nouvelle bataille. Les évêques les amenèrent à des termes de conciliation. Un parlement fut convoqué dans Metz , au 1<sup>er</sup>. octobre 844 ; il tint ses séances , l'année suivante , dans Verdun. L'empire de Charlemagne fut déchiré. Louis , auquel , depuis cette époque , les historiens donnent le nom de Louis-le-Germanique ,

réigna sur l'Allemagne entière, et sur quelques provinces de France, à la gauche du Rhin. *Propter vini copiam*, disent les anciens chroniqueurs. On n'avait pas encore planté de vignes en Allemagne. Il aurait dû prendre le titre de roi d'Austrasie. Charles obtint une augmentation de territoire, jusqu'aux confins de la Champagne; il conserva, durant la vie de Lothaire, le titre de roi de Neustrie. Les autres provinces françaises restèrent soumises au chef de la maison carlovingienne. Lothaire continua à prendre le titre d'empereur des Romains, roi des Français et des Lombards.

Dece règne, datent la naissance du gouvernement féodal et la décadence de la maison de Charlemagne. Au sein des guerres perpétuelles entre Charles-le-Chauve et ses frères, ou ses neveux, pendant un règne de trente-cinq ans, les Normands ravageaient la France. Les grands propriétaires se fortifiaient dans leurs terres, contre ces guerriers vomis par l'océan. Mille châteaux, élevés à la fois, protégèrent d'abord les habitans des campagnes, et finirent par cimenter leur servitude. Les grands offices, les duchés et les comtés devinrent héréditaires dans les familles de leurs possesseurs. Le Champ-de-Mai cessa d'être assemblé; les grands barons et les chefs du clergé s'emparèrent de l'autorité publique.

846-855

Dans un parlement, tenu au château de Mersen-sur-Meuse en 851, auquel assistèrent les trois frères, les grands vassaux furent dispensés de suivre le roi, à moins qu'il ne fût question d'une guerre étrangère. Les hommes libres obtinrent le droit de choisir pour protecteur, le roi, ou un des grands vassaux. Cette alternative, nécessitée probablement par les invasions des Normands, devint également funeste à l'autorité des monarques, et à la liberté des peuples. Le pouvoir, dont les grands vassaux jouissaient, lorsqu'en vertu d'un capitulaire de l'an 877 les comtés et les fiefs passèrent aux héritiers des titulaires, forçait les hommes libres, répandus dans leur juridiction, à réclamer leur protection. Le pouvoir des grands vassaux anéantit peu à peu le pouvoir royal.

Lothaire, fatigué d'une vie orageuse, finit ses jours en 855, dans l'abbaye de Prum, après avoir partagé ses Etats entre ses trois fils. Lothaire obtint les provinces septentrionales de France, appelées de son nom, Lotharingie, royaume de Lothaire. Les régions, entre les Alpes, le Rhône et la mer, sous le nom de royaume de Provence, furent le partage de Charles. Louis l'aîné eut le titre d'empereur, avec le royaume d'Italie. Aucun de ces princes ne pouvait alors s'appeler roi de France ; on

s'accoutuma à donner ce nom au roi de Neustrie, quoique ce royaume ne contint que deux cinquièmes de la France; c'est une observation que nos historiens n'ont pas faite. 855-85

6. Après la mort de Lothaire I, l'empire français se trouvait entièrement démembré; quelques provinces, au bord du Rhin et de la Moselle, appartenaient au royaume de Germanie; une partie de la Provence et du Dauphiné, connue auparavant sous le nom d'Alpes maritimes, restait aggrégée au royaume d'Italie. Ce district renfermait le comté de Nice, dont la capitale était Embrun. Le reste de la Provence, *provincia Romanorum*, jusqu'aux frontières du Roussillon, et toutes les régions entre la mer Méditerranée et les montagnes helvétiques, portaient le nom de royaume de Provence. J'ai déjà observé qu'on donnait celui de Lotharingie aux provinces septentrionales de France, entre les frontières méridionales du pays des Séquaniens, et les bouches du Rhin. Le nom de royaume de France restait vaquant; on le donna, dans la suite, aux provinces gouvernées par Charles-le-Chauve. J'indiquerai les événemens dont les circonstances rendirent insensiblement, à ce royaume, son ancien lustre.

Un nouveau démembrement de la France eut lieu en 859. Le roi de Provence n'avait pas

855-875

d'enfans ; le roi de Lorraine s'en fit reconnaître héritier par les barons et les évêques. Il obtint le consentement de ses deux frères, en cédant au roi de Provence les comtés de Burged et de Torentaise, et au roi d'Italie une partie de l'Helvétie, appelée alors Bourgogne transjurane. De ces mutations fréquentes, naissaient des troubles perpétuels ; les provinces ne savaient plus à qui elles obéiraient.

Un esprit d'inconstance et d'insubordination agitait la France entière, il fut sur le point de ravir le trône à Charles II. Les Normands ayant pillé Rouen, assiégeaient Paris. Charles, hors d'état de les combattre, leur fit compter sept mille livres pesant d'argent ; ils signèrent la paix et la violèrent bientôt. Cette faiblesse, jointe aux révoltes perpétuelles des Aquitains et des Bretons, rendait son gouvernement méprisable. Les grands vassaux et quelques évêques de Neustrie, rassemblés dans le château d'Attigny-sur-Oise, le déposent, et offrent la couronne de Neustrie à Louis le-Germanique, chef de la maison carlovingienne (1).

Dans cet abandon, Charles eut recours au clergé. Telles étaient les idées superstitieuses de ce siècle, que le roi de Germanie ou d'Austrasie, sur le point d'envahir la Neustrie et de rétablir dans son intégrité, l'ancien empire des

---

(1) Ann. Fuld. conc. Gall.

Mérovingiens , redoutant une vaine excommu-  
 nication , repassa subitement le Rhin. 855-875

La politique pouvait concourir, avec les intrigues sacerdotales , à la réconciliation des rois d'Austrasie et de Neustrie. Les trois fils de l'empereur Lothaire jouissaient d'une très-faible santé , chacun pouvait prévoir la brièveté de leur carrière. Le moment de leur mort annonçait un nouveau partage de la monarchie de Charlemagne. Ce grand-intérêt commandait à Charles II , et à Louis-le-Germanique , les plus extrêmes ménagemens envers le clergé et les riches propriétaires.

Charles , roi de Provence , mourut en 873 , sans postérité. Les barons du pays adjugèrent son royaume à Lothaire , son frère , roi de Lorraine. Lothaire termina sa vie en 869. Le prince laissait plusieurs fils , d'une épouse traitée de concubine par les rois de Neustrie et d'Austrasie , intéressés à déshériter ces enfans. Les deux monarques partagèrent cette grande succession dans une entrevue au pays de Liège, sur les rives de la Meuse. Le royaume de Provence et une partie de celui de Lorraine , échurent en partage à Charles II. L'Alsace, la Lorraine mosellannique , la Belgique et la Batavie , appartinrent au roi de Germanie; il ne resta à l'empereur Louis II , sur le territoire français, que les Alpes maritimes. Cette province porta,

855-875 dans la suite, le nom de Comté de Provence et de Nice.

L'empereur Louis II se proposait vainement de s'opposer à ce nouveau morcellement de la France. Sa mort, survenue en 875, arrêta le cours de ses prétentions, et ralluma le flambeau de la guerre, dans les mains des rois de Neustrie et d'Austrasie.

Si la loi salique avait gouverné la maison de Charlemagne, Louis-le-Germanique, en qualité de chef des Carlovingiens, aurait succédé à son neveu, mort sans enfans. Charles II le prévient, passe les Alpes avec une armée, et se présente aux portes de Rome, en 875.

875-877 7. A mesure que la puissance des empereurs s'affaiblissait, celle des papes augmentait. Etienne V, par un bref publié peu de temps avant sa mort, avait ordonné que l'élection des papes se ferait constamment avec le consentement de l'empereur, et en présence de ses commissaires, *de peur que la puissance impériale ne reçût des atteintes*. Non-seulement on n'observait plus à Rome ce décret, mais les pontifes de Rome, abusant de la faiblesse de Louis-le-Débonnaire et de Lothaire I<sup>er</sup>, se prétendirent en droit de disposer de la couronne impériale. Ils conclurent ensuite de ce droit, qu'ils avaient aussi celui de les déposer. Leurs prétentions allant toujours en augmentant, les monarques ne furent assurés de leur couronne, de

leur liberté, et même de leur existence, que sous le bon plaisir des pontifes romains. J'ai parlé de ces prétentions délétères à l'occasion du meurtre de Henri IV ; je ne dois pas en salir une seconde fois les pages de l'histoire.

Il nous reste une lettre d'Adrien II à Charles II. Le pontife l'informe, sous le sceau du secret, de sa résolution, de le reconnaître pour empereur après la mort de Louis II. Ce choix lui a été suggéré, ajoute-t-il, parce que le clergé, le peuple, les magistrats de Rome, et même tout l'univers, désirent pour patrice, pour empereur, le roi Charles, dont partout on vante la sagesse, la piété, le bonheur, la force et la modération.

Ces basses flatteries, dont les hommes en place furent accablés dans tous les temps, ne semblaient pas devoir s'adresser à un prince dont la faiblesse et l'incurie déterminaient seules le pontife romain. Il se flattait que Charles, ajoutant le royaume d'Italie aux États par lui possédés à la droite des Alpes, se contenterait de la Lombardie, sans se mêler du gouvernement de Rome. Le roi de Germanie, au contraire, dont les États s'étendaient sur les côtes de la mer Adriatique, sur le Tyrol d'aujourd'hui et même sur les provinces vénitiennes, n'aurait pas manqué de prétexte pour rétablir la juridiction impériale sur l'exarchat de Ravenne,



<sup>875-877</sup> dont les pontifes romains prétendaient tenir la souveraineté des monarques français.

Charles II fut couronné le jour de Noël, 875. Les contemporains assurent que ce prince avilit la dignité impériale. Jean VIII donna la couronne en souverain, Charles la reçut en vassal, protestant qu'il la tenait du pape, comme il avait protesté auparavant, en France, qu'il se soumettait au jugement des évêques.

Cependant, le roi de Germanie passait le Rhin à la tête d'une armée. La mort arrêta ses projets de vengeance. Ses trois fils partagèrent son royaume. Carloman, l'aîné, régna en Bavière, en Carinthie, en Pannonie. Louis obtint la Frise, la Saxe, la Thuringe et la Franconie. Le partage de Charles, surnommé le Gros, roi de France et empereur dans la suite, fut la Souabe, l'Alsace, la Lorraine mosellannique et les Pays-Bas. La description de ce partage, publiée par Sirmond, est regardée par les savans, comme le monument le plus précieux de la géographie du moyen âge.

Charles, dont l'ambition n'était pas encore satisfaite, instruit de la mort de son frère, se disposait à dépouiller ses neveux. Les trois princes invoquaient en vain la foi des traités, la voix du sang et de la religion, l'insatiable monarque persistait à concourir à sa perte. La victoire couronna le parti le plus juste, l'ar-

mée française fut entièrement défaite ; le camp <sup>875-877</sup> de Charles, et jusqu'à ses équipages, devinrent la proie des Allemands. Ce prince se cachait dans le monastère de Saint-Lambert-sur-Meuse. La frayeur ne lui permit pas d'y faire un long séjour ; il se retira dans Querci-sur-Oise.

On éclatait en murmures, en France et en Italie. Les bords de la Seine, de la Loire et de la Garonne, étaient dévastés par les Normands, tandis que les Maures, cantonnés au midi de l'Italie, menaçaient Rome. Le pape, épouvanté, sollicitait l'empereur à venir défendre le centre de l'empire. Charles se détermina enfin à passer les Alpes, il s'avança jusqu'à Pavie, où Jean VIII vint auprès de lui. Le pontife flattait la vanité du monarque ; on le félicitait sur la gloire dont il allait se couvrir. Un bruit se répand que Carloman descendait l'Adige. A cette nouvelle, le pape fuit vers Rome. Charles reprend à la hâte le chemin de France, tombe malade, et meurt dans une chaumière, au bord du Rhône, à l'âge de cinquante ans.

Ce règne fut fécond en disputes ecclésiastiques, dont le détail serait fastidieux. Louis-le-Débonnaire avait accordé aux églises cathédrales le droit d'élire leur évêque, privant sa couronne de cette prérogative, exercée par les Mérovingiens ; les évêques, si soumis à

Charlemagne, se prétendirent supérieurs des rois. Ils prouvaient leur assertion, parce qu'ils sacraient les rois, et que les rois ne pouvaient sacrer les évêques. La cour de Rome asservissait les couronnes et les églises, élevant un tribunal, où toutes les affaires principales devaient ressortir, en déposant qui bon leur semblait, et en commandant ce qu'elle jugeait à propos.

Une guerre théologique s'allumait parmi les prêtres. Le moine Pascase Ratbert ayant exprimé la présence de Jésus-Christ, dans l'eucharistie, en termes plus formels qu'on n'avait coutume de le faire, deux moines, Rabanus et Ratramne, combattirent ses assertions, d'une manière à jeter des doutes sur ce dogme. On disputa, et on ne s'entendit pas. Des questions indécentes et oiseuses furent débattues. On voulut savoir ce que devenait le corps du Christ, après avoir été mangé; il se forma une secte de Stercoranistes : ce délire de l'esprit humain s'accordait avec la grossièreté du neuvième siècle.

8. Avant d'entreprendre son dernier voyage d'Italie, Charles II tint un parlement à Quercisur-Oise. On y régla ce qui concernait la sûreté du royaume, durant l'absence du monarque. Trente-trois articles y furent discutés : monument authentique de la faiblesse humaine et du pouvoir des grands.

On y voit des impositions destinées à payer <sup>875-877</sup> la retraite des Normands (1). Chaque habitation d'évêque, d'abbé, de comte ou de vassal de roi, devait payer un sou; celle d'un homme libre, huit deniers; celle d'un serf, quatre. Cet impôt devait rendre, dans les pays au sud de la Loire, cinq mille livres pesant d'argent. On ne connaît pas la contribution de l'autre partie du royaume, mais on sait qu'elle fut payée avec beaucoup de difficulté. Il ordonne de tenir des troupes prêtes à s'opposer aux entreprises des ennemis. Il indique le mode de disposer des gouvernemens vauquans, durant son expédition; mais tout cela d'un ton qui déceit la crainte, et non l'autorité. Les grands consentent à tout: le fils de Charles reçoit la couronne, en promettant qu'il conservera aux grands le pouvoir dont ils sont investis.

Charles, voulant attacher les grands à sa famille, ordonne, par le dixième article, que si quelqu'un de ses fidèles veut renoncer au monde ou à ses dignités, il pourra les laisser à son fils ou à un de ses parens. Une espèce d'hérédité dans les grands offices se trouvait ainsi légitimée. Cette imprudente concession privait le roi des moyens les plus efficaces de contenir ses vassaux.

---

(1) Acta conventus Carisiani. Duchesne.

875-877

Un édit, donné à Pistes en 862, renferme les détails les plus curieux sur les monnaies de la première et de la seconde dynastie; il nous indique les villes où la monnaie se fabriquait; c'étaient Paris, Rouen, Rheims, Sens, Orléans, Châlons-sur-Saône, Melle en Poitou, Narbonne et le château de Quentwic dans le Ponthieu.

Au 1<sup>er</sup> juillet, les comtes de ces villes devaient envoyer leur vicomte à Senlis, avec un monétaire et deux hommes solvables; ils recevaient chacun cinq livres pesant d'argent de l'épargne. La modicité de cette somme surprendra sans doute dans un temps où l'on compte par millions: quelques réflexions suspendront l'étonnement. Dans les premiers siècles de la monarchie, tous les paiemens ne se faisaient pas en monnaie; on affinait l'or et l'argent reçus au trésor public; on conservait les lingots, ils étaient donnés au pair. Cet usage, imité des Romains, fut suivi par les particuliers même, jusqu'au règne de Philippe-le-Bel. Rien de commun dans les actes de ces temps-là, comme les paiemens à livres ou à marcs d'or ou d'argent. On en trouve mille exemples dans les ouvrages de Mabillon. Il n'était donc besoin de monnaie que dans les échanges de peu de valeur.

C'est une raison pour regarder les pièces

de monnaie de la première, de la seconde et <sup>875-877</sup> du commencement de la troisième dynastie, comme précieuses. Il circulait alors en France dix fois moins de numéraire, qu'on n'en voit aujourd'hui. L'ancienne monnaie avait donc une valeur bien différente de celle de nos jours.

Un concile de Toulouse évalue à deux sous un minot de froment. Vingt-quatre livres de pain valaient un denier, sous le règne de Charlemagne. Le denier vaudrait six sous et un liard de notre monnaie, en évaluant l'argent à cinquante-deux francs le marc. La livre de pain coûtait donc alors un peu moins d'un liard; mais en admettant que dix fois moins d'argent circulât alors en France, que nous n'en avons aujourd'hui, un liard vaudrait aujourd'hui deux sous et demi. Notre ancienne histoire nous parle-t-elle de monnaie? le premier soin doit être d'examiner combien elle valait au temps dont il est question, et de l'apprécier relativement au nôtre.

Commençons par la plus précieuse : on nous parle communément sous la première dynastie, du sou, du demi-sou, du tiers de sou d'or. Ce sou, équivalant à quarante deniers d'argent, était d'or fin. Il pesait quarante-cinq grains un tiers de grain; c'était le sou d'or des Romains depuis Constantin, *solidum Romanorum*. On s'en servait aussi sous la seconde

275-277 <sup>dynastie et au commencement de la troisième.</sup>  
 Il n'en reste aucun de celle-ci et très-peu de celle-là. Il est impossible de déterminer son prix avec précision.

Quelques-uns prétendent que le sou d'argent n'était pas une monnaie réelle, mais seulement numéraire, comme la livre de nos jours : d'autres le donnent pour une monnaie effective. Elle devait peser, sur la fin du règne de Charlemagne, trois cent quarante-cinq grains. Aucun de ces sous ne se trouve dans les cabinets des curieux : on conserve au contraire un grand nombre de deniers et d'oboles d'argent, au coin des princes Carlovingiens. Ces deniers, sous les Mérovingiens, pesaient environ vingt-un grains ; sous les Carlovingiens, vingt-huit à trente-deux grains, et sous les premiers Capétiens, vingt-trois à vingt-quatre grains : on peut juger de leur valeur, par celle du sou d'argent dont ils faisaient la douzième partie.

On doit se souvenir, en lisant l'histoire de ces temps éloignés de nous, qu'outre les monnaies réelles d'or et d'argent, on en comptait de fictives inventées chez toutes les nations pour la facilité du commerce. Telle était notre livre de compte, on la divisait en vingt sous, valant chacun douze deniers. Nous n'avons eu cependant presque aucune pièce de cette va-

leur , jusqu'au franc d'aujourd'hui. La livre numéraire , sous ces deux premières dynasties , était réputée le poids réel d'une livre de douze onces : seul mode usité en France en pesant l'or et l'argent jusqu'au règne de Philippe le-Bel. On commença à se servir alors de la livre de seize onces , ce qui fut appelé le poids de marc.

Sous Pepin-le-Bref , on taillait vingt-deux sous dans cette livre , poids d'argent. Charlemagne , dont les expéditions avaient rendu les métaux précieux , plus communs en France , ordonna qu'on n'en taillerait plus que vingt. Alors , le sou devint la vingtième partie d'une livre de douze onces. Telle est la véritable origine du mot *livre* , usitée en France jusqu'à la révolution de 1789 , quoique ce signe ne représentât de nos jours que vingt sous de cuivre.

Sans connaître ces variations , on ne saurait évaluer les anciennes monnaies , et les comparer avec les nôtres. Le marc d'argent de huit onces , vaut aujourd'hui cinquante-trois francs. La livre , signe représentatif de douze onces , sous Charlemagne , vaudrait donc aujourd'hui soixante-quinze francs. La valeur du sou en était la vingtième partie , il vaudrait trois francs quinze sous. Celle du denier était la douzième partie du sou , il vaudrait six sous et un liard.



875-877 Enfin, celle de l'obole était la moitié du denier, elle vaudrait donc trois sous deux deniers aujourd'hui.

Si une ville avait emprunté cent cinquante livres sous le règne de Charlemagne, elle se trouverait redevable de plus de onze mille francs de notre monnaie. On voit, par ce calcul, que la livre sterling des Anglais est celle des monnaies d'Europe, qui s'écarte le moins des valeurs primitives.

Presque toutes nos anciennes monnaies offrent le portrait du roi, tantôt avec un diadème simple, ou à double rang de perles, tantôt avec une couronne radiale; quelquefois avec un casque garni de pierreries; souvent avec une couronne de laurier, surtout sous les Carlovingiens. Le revers est presque toujours une croix simple ou double, entre un alpha et un oméga. C'est quelquefois un calice à deux anses, d'autres fois un ange, un saint, une église, des caractères inconnus, ou le nom de la ville où la monnaie avait été frappée. On voit sur un tiers de sou, qui porte le nom de Childebert, la figure d'un dragon couché devant une croix.

La légende des monnaies était ou le nom du monétaire, ou celui du prince souvent seul, quelquefois avec le titre de roi. Childebert I<sup>er</sup> seul, sous la première dynastie, s'est fait graver

avec le titre de *dominus noster*, affecté aux empereurs romains. Charlemagne employa le premier ces mots : *Dei gratia rex* ; il fut imité par son fils. On lit sur les monnaies de Louis-le-Débonnaire, ces paroles remarquables : *munus divinum*. L'édit de Pistes ordonne que, d'un côté de chaque pièce, soit gravé le monogramme avec le nom du roi, et de l'autre, une croix, avec le nom du lieu de la fabrication.

Alors les monétaires cessèrent de graver leur nom sur les monnaies. On avait peut-être exigé d'eux ce signe jusqu'alors, pour savoir à qui s'en prendre, lorsque des pièces fausses circulaient dans le commerce. Convaincus de prévarication, ils étaient punis comme les faux monnayeurs ; on leur coupait la main.

Les frais de la fabrication étaient à la charge du trésor public. La valeur de l'or, en lingot ou en monnaie, ne différait pas. On regarde comme le plus ancien monument du droit de monnayage, le statut d'un Champ-de-Mai, tenu à Verneuil sous Pepin. Ce prince ordonne qu'on ne taillera désormais que vingt-deux sous dans la livre d'argent ; de ces vingt-deux pièces, le monétaire en retenait une. On ignore les changemens arrivés depuis lors, dans ce droit du monétaire, jusqu'au règne de Saint-Louis. Les droits de monnayage furent portés si loin dans la suite, que les communes, pour

877-879 engager le roi à y renoncer, consentirent à l'imposition des aides, comme on le verra dans la suite.

9. Après la mort de Charles II, surnommé le Chauve, l'empire resta vacant. Carloman, fils aîné de Louis-le-Germanique, s'empara du royaume d'Italie, mais il n'alla pas chercher à Rome la couronne impériale. Quelques écrivains comptent cependant parmi les empereurs, Louis-le-Bègue, fils aîné de Charles-le Chauve. Les publicistes allemands rejettent cette opinion. En effet, aucun chroniqueur n'affirme que ce prince eût été associé à l'empire par son père. Le pape Jean VIII sacra Louis II, dans Troyes; ce fut probablement en qualité de roi de France; la couronne impériale ne se donnait qu'à Rome.

Louis II, résidait à Orville, maison royale, entre Amiens et Arras; il y apprit la mort de son père. On le proclama roi dans Compiègne; Hincmar, de Rheims, lui donna l'onction royale. Le pape Jean VIII, ayant besoin de sa protection contre les Maures, vint tenir, dans Troyes, un concile où fut publié ce canon digne de ce siècle: les puissances du monde traiteront les évêques avec toute sorte de respect; les laïques n'auront jamais la hardiesse de s'asseoir devant eux, s'ils ne le permettent. Le roi se fit sacrer de nouveau de la main du pape.

Après le concile, Louis II revint à Compiègne, il y donna audience à Carloman, roi de Germanie et d'Italie ; les deux rois convinrent de régler leurs droits en Italie, dans une nouvelle conférence indiquée à Forom, maison royale, entre Mastricht et Aix-la-Chapelle ; à l'égard des provinces françaises, ils promirent de s'en tenir au traité conclu après la mort du roi de Provence, entre Louis-le-Germanique et Charles-le-Chauve. La mort de Louis II changea l'état des choses. Ce prince termina ses jours dans Compiègne, le 10 avril 879, dans la deuxième année de son règne, et la trente-cinquième de son âge. Il avait eu d'Ausgarde, Louis et Carloman, ils lui succédèrent. Adelaïde était enceinte, elle accoucha d'un fils ; il monta dans la suite sur le trône, sous le nom de Charles-le-Simple, ou Charles IV.

J'ai parlé du règlement de Querci-sur-Oise, publié par Charles II, en faveur des grands du royaume. Ce prince voulait seulement, sans doute, favoriser les possesseurs actuels des gouvernemens et des comtés, sans établir formellement l'hérédité de ces grandes charges : l'ambition abuse souvent des avantages qu'on lui assure. Les comtés amovibles de leur nature furent soustraits à la libre disposition des rois. Cette innovation devint l'origine de l'adminis-

877-879 tration connue sous le nom de régime féodal. Nos historiens ont à peine indiqué ce changement total de l'ancienne constitution française.

Tous les droits nationaux disparurent. En vain, le Franc réclama les lois saliques, le Bourguignon, la loi gombette, et les autres habitans de la France, les capitulaires de Charlemagne : il fallut se soumettre à l'autorité du seigneur féodal ; tous les peuples sous la domination française méconnurent bientôt jusqu'à leur origine. Les hommes libres se virent confondus avec les esclaves ; les caprices de leurs nouveaux maîtres devinrent le droit public, jusqu'au temps où s'établit ce qu'on appela le droit coutumier.

879-884 Ce prince, quelques jours avant sa mort, avait chargé Odoard, évêque de Beauvais, et le comte Albain, de porter la couronne, le sceptre, l'épée et les autres marques de la royauté, à Louis, son fils aîné, avec ordre de le faire sacrer au plus tôt. Les grands résolurent d'élever sur le trône, les deux fils du monarque décédé, Louis III et Carloman II ; ils furent sacrés et couronnés dans l'abbaye de Ferrières, par Ansegise, archevêque de Sens. Louis régna sur la Neustrie, et Carloman sur l'Aquitaine et la Bourgogne. Quelques seigneurs voulaient faire valoir les droits du prince

Charles, dont la reine Adélaïde venait d'ac- <sup>879-884</sup>  
coucher, ils n'eurent alors aucun succès.

Le règne de Louis et Carloman fut court et malheureux; une maladie emporta Louis en 882; Carloman périt deux ans après, blessé par un sanglier, à la chasse, ou par un de ses courtisans, qui crut frapper le sanglier. Le jeune monarque, dans la crainte de compromettre le courtisan, attribua sa blessure au quadrupède : exemple de générosité, remarquable, au milieu des crimes publics. Le trône devait appartenir à un enfant de cinq ans, Charles, surnommé le Simple.

En Allemagne, les deux fils aînés de Louis-le-Germanique étaient morts. Charles, surnommé le Gros, réunissait sous son sceptre la Germanie et l'Italie. Le pape venait de le couronner empereur à Rome. Les Français avaient besoin d'un chef, en état de les défendre contre les Normands. Charles-le-Gros s'était signalé, par son courage, en plusieurs occasions. On méconnut l'ordre de succession, indiqué par les usages de la monarchie. L'empereur Charles fut proclamé roi de France, sous le nom de Charles III; il ne fut pas question du prince Charles.

10. Charles III reçut dans Gondreville le serment de fidélité des évêques et des grands du royaume.

*Tome III.*

Triste jonc d'une fortune aveugle, ce prince ne sembla réunir sous son sceptre, presque tous les états de Charlemagne, que pour épouvanter la postérité par la grandeur de sa chute. Déposé, par ses sujets révoltés, les historiens ont flétri sa mémoire, et, au bout de dix siècles, la défaveur pèse encore sur sa tombe. Ainsi, la réputation des hommes publics dépend souvent des circonstances dans lesquelles ils ont vécu.

Charles III régnait, à la vérité, sur la plus grande partie des régions, gouvernées par Charlemagne; mais ses couronnes n'étaient environnées d'aucun pouvoir réel. Toutes les provinces de France avaient été partagées féodalement entre les ducs et les comtes, sous le règne de Charles-le Chauve et celui de ses enfans. Les domaines de la couronne, successivement aliénés, devenaient des fiefs héréditaires. L'autorité des grands et du haut clergé l'emportait sur celle des rois. Le même abus régna en Allemagne et en Italie. Charles III devait la couronne de France aux troubles de ce royaume. Il était suzerain du pays. Les ducs et les comtes, devenus presque indépendans, en régissaient les finances. Il lui eût fallu des forces étrangères pour se faire obéir d'eux.

Bozon, allié, par les femmes, à la maison

Carlovingienne, s'était emparé du royaume <sup>884-887</sup> d'Arles; il renfermait la Provence, le Dauphiné, le Lyonnais et les contrées voisines. Lothaire III, déshérité par ses oncles, et traité de bâtard, après la mort de Lothaire II, son père, régnait dans une partie de l'Austrasie, en s'associant avec un prince normand, auquel il céda la Frise. Les Moraves et les Sclavons ravageaient les provinces germaniques. Les couronnes, s'amoncelant sur la tête de Charles, la surchargeaient d'un poids au-dessus de ses forces.

Avant de passer en France, ce prince avait réuni dans Pavie les grands et les évêques d'Italie. Il fut question de mettre quelque ordre dans les finances de la péninsule; mais chacun, craignant de fortifier la puissance impériale, restait dans l'indécision. L'empereur fit peu de séjour à Paris, rappelé en Allemagne par les troubles de ce royaume. Les Normands n'avaient signé la paix avec Charles II, qu'en se portant dans d'autres pays.

Le grand nombre de ces barbares, venus successivement du Nord, depuis le quatrième siècle jusqu'au dixième, a répandu l'idée que les pays, habités par eux, possédaient une population surabondante. Les territoires, occupés par ces peuples, prodigieusement étien-



884-887 dus, renfermaient d'immenses forêts. Les habitans subsistaient presque entièrement de la chasse et du produit de leurs troupeaux. Dans cet état de la société humaine, de vastes terrains nourrissent, avec peine, un petit nombre de familles dispersées. Il est probable que ces régions du Nord n'étaient pas aussi peuplées qu'elles le sont aujourd'hui.

Mais, les mêmes circonstances qui bornaient la population de ces contrées, faisaient de ses habitans les guerriers les plus intrépides. Accoutumés, par la rigueur du climat, et la stérilité du sol, à une continuité de travaux, et, méprisant toute autre occupation que celle de la guerre, ils exécutaient les expéditions militaires avec une ardeur impétueuse; elle en assurait les succès.

En 835, ils pénètrent par l'embouchure de la Seine, et livrent Rouen au pillage. Une seconde flotte entre par la Loire, et dévaste les bords de ce fleuve jusqu'aux environs de Tours. L'océan fut couvert de leurs bateaux, en 844. On les vit descendre presque en même temps sur les côtes de France, d'Espagne et d'Angleterre. Les Arabes repoussèrent leurs efforts; mais, en France et en Angleterre, furent commises par eux les plus affreuses dévastations.

Conduits, l'année suivante, par un prince danois, nommé Eric, ils pillent Hambourg, défont une armée allemande, tandis qu'une division de leurs compatriotes vient brûler Pavie, abandonnée par ses habitans, et retourne dans le Nord, après avoir vendu la paix à Charles II. Ils recommencèrent leurs courses sous le règne de Louis-le-Bègue. Ce prince achète de nouveau la paix; mais, aucun traité ne retenait des guerriers, dont le brigandage devenait la principale profession. Ils quittèrent la France pour se jeter sur l'Allemagne. Une de leurs armées assiégeait Aix-la-Chapelle, dans le temps où Charles III recevait à Rome la couronne impériale. Ce prince sauva Aix-la-Chapelle, donnant à Godefroi, chef des Normands, deux mille livres pesant d'argent, et une partie de la Hollande et de la Flandre.

Ces barbares sortant d'Allemagne revenaient en France : la mort des deux fils de Louis-le-Bègue, disaient ils, les dégageait des serment prêtés à ce prince. Ils arrivent devant Paris, après avoir brûlé Pontoise. Cette ville consistait encore alors en ce qu'on appelle aujourd'hui la Cité. Elle se défendit avec un courage inébranlable. Le comte Eudes, élevé dans la suite au trône, commandait les Parisiens; les Normands tinrent la ville assiégée, durant

6-4-887 dix-huit mois. Les habitans, réduits aux extrémités entraînées par une si longue résistance, ne perdaient rien de leur fermeté. Enfin Charles III s'avance à leur secours. Son armée place son camp sur le mont de Mars, appelé Montmartre aujourd'hui.

Une nouvelle armée de Normands arrivait alors devant Paris. Arnoul, duc de Carinthie, fils naturel de Carloman, roi de Bavière, se révoltait contre l'empereur. Il levait une armée de concert avec Bozon, roi d'Arles, et Lothaire, roi de Lorraine. A cette nouvelle inattendue, l'empereur offre aux Normands sept cents livres d'argent, obtient la paix, retourne avec précipitation en Germanie, tandis que les Normands, s'éloignant de Paris, vont assiéger Seus et piller la Bourgogne.

887-893 Charles avait indiqué, dans le château de Tribur, au pays de Darmstadt, le parlement général des nations française, allemande et italienne. Dans cette assemblée devaient être discutés les moyens de défendre l'empire. Au lieu des secours généreux attendus par Charles, il est déposé par les seigneurs (1) et les évêques au mois de décembre 887. Abandonné généralement, et réduit à l'indigence, il mourut quelques mois après dans l'abbaye de

---

(1) Ann. Met. et Fuld., an 888.

Reichenau en Souabe. Ce fut le dernier empereur romain, de la lignée de Charlemagne, par une filiation légitime. Il ne restait de cette postérité légitime que Charles, fils posthume de Louis-le-Bègue. Il n'hérita pas de la couronne. Les seigneurs et les évêques, assemblés à Compiègne, placèrent sur le trône le comte Eudes. Il fut sacré par Gauthier, archevêque de Sens. Les Allemands donnèrent la couronne de Germanie au duc Arnoul. Bérenger, duc de Frioul, s'empara de celle d'Italie : elle lui fut disputée par Gui, duc de Spolette ; ce dernier, ayant envahi une partie de la Lombardie, se fit couronner empereur par le pape Etienne IV, en 891. Il associa à l'empire son fils Lambert. Le pape Formose, successeur d'Etienne IV, plaça la couronne impériale sur sa tête.

Les empereurs ne possédaient alors qu'une puissance d'opinion. Cependant il était de l'intérêt des papes de les éloigner de Rome. En conséquence, Formose, en couronnant Lambert, engageait sous main le roi de Germanie, Arnoul, à venir en Italie. Ce prince passe les Alpes en 896, se présente devant Rome, défendue par Agiltrude, mère de Lambert, prend d'assaut le quartier de Saint-Pierre. Le reste de la ville se rend aux Allemands. Les sénateurs romains prêtent à Arnoul ce

887-898 serment équivoque : Je serai fidèle à l'empereur , sauf ma fidélité pour le pape. Ce prince avait besoin de prolonger son séjour dans la péninsule , s'il voulait y affermir sa domination. La fortune en ordonnait autrement. Une subite irruption de Danois , de Slavons , de Huns en Germanie , le forçait d'y revenir à grande hâte ; depuis cette époque la couronne impériale fut entièrement séparée de celle de France.

Le roi Eudes mourut en 898. Il laissait un fils nommé Arnoul, il mourut peu de jours après son père. Charles IV , surnommé le Simple , fut alors généralement reconnu. Il avait été sacré par l'archevêque de Rheims, du vivant de son prédécesseur. Louis-l'Enfant, roi de Germanie , mourut en 912. Charles IV était le seul prince auquel toutes les couronnes de Charlemagne dussent appartenir , d'après les lois ordinaires des successions ; mais, depuis les traités de Verdun et de Mersen, dont les articles avaient absolument séparé la France occidentale de la France orientale , les Germains voulaient un roi chez eux. Charles III, réunissant sur sa tête les deux empires et les perdant simultanément l'un et l'autre , offrait un exemple trop récent pour ne pas frapper vivement tous les esprits.

D'ailleurs, les hauts barons français, occupés

à consolider leur domination dans leurs terres , <sup>896-912</sup> ne se seraient pas prêtés à soutenir, par la force de leurs armes , les droits de Charles IV au trône de Germanie : les Allemands , rendant la couronne purement élective, placèrent sur le trône Conrad , duc de Franconie. Le règne de Charles IV est mémorable par l'établissement des Normands, dans la Neustrie maritime, par l'entière indépendance des grands vassaux de la couronne , et par la servitude à laquelle les nouveaux souverains réduisirent la nation française.

Dès forêts du Nord continuaient à sortir des essaims de combattans ; leurs efforts se bornèrent d'abord, ramasser du butin et à faire des esclaves. Ils voulurent, dans la suite , former des établissemens dans des climats plus favorisés par la nature , que ceux dont ils étaient venus.

De pirates , les Normands deviennent conquérans. Rollon, ou Raoul , destiné à transplanter ce peuple au sein de la France, et à former la tige d'une dynastie, dont les rejetons devaient régner sur la Grande-Bretagne , s'empara, en 900 , de l'île de Walcheren , en Zélande. Le bruit de ce succès attira sur ses traces des milliers de ses compatriotes. Les côtes belgiques se couvrirent de pavillons danois. Ils cinglèrent vers l'Angleterre où

878-912 leurs ancêtres avaient formé depuis longtemps des établissemens; mais, après des victoires inutiles, rebutés par les obstacles, leurs voiles se tournèrent vers la France.

Ils y pénétrèrent à la fois par la Seine, par la Loire et par la Garonne. Rouen ouvre ses portes à Rollon. Les Normands, venus avant lui, avaient ruiné cette ville; au lieu de suivre leur exemple, il en fait relever les murailles. Rouen devint sa place d'armes. Maître du cours de la Seine, depuis son embouchure jusqu'aux environs de Paris, il se porte rapidement, tantôt en Angleterre, tantôt dans le cœur de la France, signalant tous ses pas par des triomphes.

La France se défendait mal contre des ennemis si redoutables. Charles III avait donné de l'or aux Normands. Charles IV offrit à Rollon sa fille, et un territoire vaste et fertile. Rollon demanda d'abord la Neustrie maritime, dont il était le maître. Il voulut ensuite la mouvance de la Bretagne; on disputa, et il fallut la céder. Ainsi la Bretagne, dont les ducs avaient pris long-temps le titre de rois, devint un fief mouvant de la Neustrie, et la Neustrie, connue depuis lors sous le nom de Normandie, fut un Etat souverain dont la puissance surpassa long-temps celle

des rois de France , souverains du duché de <sup>898-912</sup> Normandie.

L'archevêque de Rouen sut persuader à Rollon d'embrasser le christianisme. Il reçut le baptême la veille de Pâques 912. Cette conversion lui assurait la fidélité de ses nouveaux sujets; il épousa la princesse Gisele , et prêta hommage au roi son beau-père.

Rollon ou Raoul , possesseur paisible de la Normandie , devint un législateur bienfaisant. La justice se rendit sous son règne avec la plus impartiale équité. Les compagnons du nouveau duc , unis avec les Aborigènes par des mariages , abandonnant la piraterie exercée par eux jusqu'alors , se livrèrent à l'agriculture et au commerce.

Long-temps après la mort de ce prince , son nom , prononcé , forçait les officiers de police d'accourir pour conduire devant le juge l'auteur d'une violence. De là l'action ou clameur de haro ou de ha Raoul , mentionnée dans la coutume de Normandie , et inconnue dans le reste de la France.

Rollon abdiqua ses Etats , l'an neuf cent vingt-sept - en faveur de Guillaume son fils , Guillaume de Jumieges , sans nous instruire de l'année où ce prince cessa de vivre , se contentant d'observer que ; depuis sa démission , il



898-911 vécut quelques années dans la retraite, sans prendre la moindre part aux affaires publiques. Les Normands lui durent l'institution du tribunal suprême, nommé échiquier, auquel le parlement de Rouen fut substitué, par François 1<sup>er</sup>, en 1515.

---

---

# HISTOIRE

## DE

# FRANCE.

---

### PREMIÈRE PARTIE.

---

#### LIVRE SIXIÈME.

*Charles-le-Simple, ou Charles IV; Raoul;  
Louis d'Outre-mer, ou Louis IV; Lo-  
thaire II; Louis V; Hugues Capet; Robert;  
Philippe I<sup>er</sup>.*

1. L'ignorance parvient à son comble au dixième siècle. --- Derniers capitulaires. --- Gouvernement féodal. — 2. Changement dans la nature des fiefs. — Première cause de la hiérarchie féodale. — 3. Féodalité consacrée par les lois lombardes. — 4. Elle s'introduit en France. — Effets produits par cette innovation. — 5. Réunion des fiefs et des offices dans les mêmes mains. — 6. Suite du règne de Charles IV. — 7. Règne de Raoul. — 8. Règne de Louis IV. — 9. Règne de Lothaire II. — 10. Règne de Louis V. — Extinction de la maison Carlienne. — 11. Hugues

Capet parvient à la couronne. — 12. Etendue de la France à cette époque. — Vicissitudes éprouvées par l'empire français. --- 13. Droits féodaux. — 14. Revenus des rois, sous les deux premières dynasties. --- 15. Observations au sujet des anciens écrivains, dont nous tenons l'histoire de France. --- 16. Origine de la pairie française. — 17. Hugues Capet était non-seulement le plus puissant feudataire de France, il possédait encore le plus grand office. --- 18. Puissance des gens d'église, sous les Carlovingiens. --- 19. Fiefs possédés par eux. --- 20. Droit canonique, fausses décrétales. --- 21. Avantages et désavantages du droit canonique. --- Succession des papes jusqu'au onzième siècle. --- Observations au sujet de la papesse Jeanne. --- 22. Célibat ecclésiastique. --- 23. Hugues Capet fait sacrer son fils. --- Captivité de Charles le Carlovingien. --- Mort de Hugues Capet. --- 24. Règne de Robert. --- Différence entre le duché de Bourgogne, fief mouvant de la couronne de France, et les deux royaumes de Bourgogne, trans-jurane et cis-jurane. --- 25. Robert fait couronner son fils; --- Hérétiques brûlés à Orléans. --- 26. Opinions nouvelles au sujet de l'eucharistie. --- Mort du roi Robert. --- Règne de Henri I<sup>er</sup>. --- 27. Règne de Philippe I<sup>er</sup>. --- 28. Portrait du moine Hildebrand.

898-912 **I.** LE dixième siècle fut appelé le siècle de fer. Le joug de la servitude, écrasant les peuples, bannit la culture des arts et des sciences. Les muses se réfugièrent dans les cloîtres, où le fanatisme les combattit avec des armes bénies. Cependant, sans ce dernie

asile , tous les livres auraient disparu rongés <sup>893-912</sup> par la poussière , par les vers et par les flammes ; l'Europe , éclairée aujourd'hui par le flambeau de la philosophie , serait peut-être plongée dans une nuit profonde.

A peine les rois savaient lire ; on mettait peu de prix à un titre par écrit alors aisément falsifié. Les actes de mariage se publiaient à la porte d'une église , ils ne subsistaient que dans la mémoire des témoins. Comment se souvenir des alliances précédemment contractées ? Souvent des parens se mariaient sans savoir qu'il existait entre eux des empêchemens étendus au septième degré par les lois ecclésiastiques.

De là tant de prétextes , offerts par la politique ou par l'inconstance , pour abandonner une épouse légitime. De là aussi l'autorité des prêtres. Ni plus ni moins , nous dit Pasquier dans son vieux langage , que les Druides prirent les clefs de la religion et des sciences , aussi se tollirent nos prêtres de ces deux articles. Or , de cette asnerie advint que nous donnâmes plusieurs façons au mot clerc ; lequel , dans sa signification naïve , appartient aux gens d'église , et comme ainsi fut qu'il n'y eut qu'eux qui fissent profession de bonnes lettres ; aussi , par une métaphore , nous appelâmes grand clerc celui qu'on tenait pour

898-912 homme savant , et maudire celui qui passait pour bête.

L'ignorance conduisit à sa suite la corruption des mœurs la plus dissolue. Le clergé s'en ressentait comme les autres classes de la société. Les évêques , renonçant au mariage , vivaient dans un concubinage public ; presque tous les pontifes romains de ce siècle déshonorèrent la religion chrétienne. Ces désordres ne diminuaient pas le respect porté à la chaire papale. L'indignation publique s'élevait contre le prélat placé sur le siège de Rome , mais sa place était réputée sacrée.

Sous le règne de Charles IV furent publiés les derniers capitulaires des rois de France. La nation française avait alors perdu son existence politique. L'empire invincible des Francs n'était habité que par de vils troupeaux d'esclaves enchaînés par la superstition et par le despotisme. Les redoutables relations de seigneurie et de servitude formaient le droit public , ou plutôt le droit public n'exista plus pour un peuple dégradé.

Comment les Français, libres sous leurs premiers rois , courbèrent-ils leur tête couronnée de lauriers sous le joug de la servitude féodale ? Quel fut celui qui le premier présenta des fers aux mains victorieuses des Francs ?

Sur la fin de la seconde race , nous dit le pré-

sident Hénault, un nouveau genre de possession s'établit sous le nom de fiefs. Les ducs, les comtes, et officiers d'un ordre inférieur, profitant de la faiblesse des rois, rendirent héréditaires dans leur famille des titres que jusqu'alors ils n'avaient possédés qu'à vie. Ayant usurpé en même temps la propriété des terres et celle de la justice, ils s'érigèrent en seigneurs propriétaires des lieux dont ils n'étaient auparavant que les magistrats. Alors fut introduit dans l'état un nouveau genre d'autorité auquel on donna le nom de suzeraineté. Expression, dit Loiseau, aussi étrangère que cette espèce de seigneurie, et contraire aux notions les plus communes.

L'hérédité des fiefs, sous la dynastie carlovingienne, le changement entier dans la nature de ces fiefs, lorsque leurs possesseurs s'emparèrent d'une juridiction appartenante auparavant au roi seul, l'introduction dans l'état d'une nation particulière, appelée noblesse dans la suite, l'expulsion de la maison royale; enfin la terrible leçon donnée aux rois par la catastrophe des princes carlovingiens; tel est l'imposant tableau présenté par l'Histoire de France dans le dixième siècle. Ces événemens avertissent les souverains que la félicité des peuples affermit la puissance royale, et qu'en laissant asservir les communes par

896-912 un petit nombre de grands, ils seront infailliblement asservis eux-mêmes tôt ou tard.

C'est un beau spectacle, nous assure Montesquieu (1), que celui des lois féodales. Un chêne antique s'élève, l'œil en voit de loin le feuillage. Il s'approche, il en voit la tige, mais il n'en aperçoit pas les racines. Il faut percer la terre pour les trouver.

Il est difficile d'abuser plus complètement de l'art d'écrire. De bonne foi que veut dire Montesquieu dans le même endroit par « des lois qui ont produit la règle avec une inclination à l'anarchie, et l'anarchie avec une tendance à l'ordre et à l'harmonie ? »

La nation française présentait au contraire un magnifique spectacle depuis Clovis jusqu'au règne de Charles IV ; un Français n'était vassal que de sa patrie. Le mot vassal, loin de renfermer un titre honorifique, signifie serviteur (2). Il ne connaissait aucune puissance entre le roi et lui. Les dignités établissaient parmi des hommes libres et égaux une subordination légale ; ils avaient des chefs, des juges et non des maîtres. Leurs mœurs, décrites par Tacite, ne s'étaient probablement pas alté-

---

(1) *Esprit des Loix.*

(2) *Vassal, bas, salarié.*

rées. Malgré l'invasion des siècles nous retrouvons aujourd'hui dans l'ouvrage de ce Romain plusieurs de nos anciens usages. 898-912

Vainement des plumes vénales, flattant l'autorité distributrice des récompenses, ont accumulé sur cet âge d'égalité et d'indépendance les opprobres nés du régime féodal ; ces écrivains téméraires sont démentis par nos anciens historiens, chez lesquels seuls il faut puiser la connaissance de nos anciens droits, de nos anciennes habitudes.

Ces historiens nous représentent les Français violens ; impétueux, prêts à revendiquer leur propriété à main armée. Un Français ne savait endurer un outrage ; mais sensible à la prière, son âme fléchissait à l'aspect de la soumission. Les haines les plus envenimées s'éteignaient par des satisfactions, gages du repentir. Le chef de l'Etat ne s'entourait de la pompe royale qu'au sein de la nation assemblée au Champ-de-Mars. Le chêne antique, symbole de la France, s'élevait avec grandeur ; il faisait la gloire des forêts : mais son organisation intérieure se détériore ; ses grosses branches non émondées lui enlèvent sa sève. Ses moindres rameaux périclissent les premiers étouffés par des branches parasites. Le tronc et les racines séchaient en même temps ; l'arbre allait disparaître à jamais, si des mains habiles n'avaient entrepris de le rendre à la vie.



2. On a vu précédemment comment les bénéfices militaires furent donnés à vie depuis le traité d'Andelaw, et devinrent insensiblement héréditaires.

Cette innovation donnait atteinte à l'égalité politique, formant la base de l'ancienne constitution française. Cependant elle n'établissait pas une caste nobiliaire, parce que chaque citoyen eut le droit de se procurer un fief à volonté. D'ailleurs les fieffataires n'exerçaient aucune juridiction sur les possesseurs de biens allodiaux : il paraît même qu'une partie des anciens fiefs possédés par les leudes, se confondit avec les propriétés communes, lorsque Pepin-le-Vieux, Pepin d'Heristall et Charles Martel, dans la vue d'obtenir de nombreux partisans, s'emparèrent des biens d'église, formant de nouveaux bénéfices militaires, dont l'organisation renfermait plus d'analogie avec le régime féodal.

Les possesseurs de ces nouveaux fiefs, auxquels Pépin le-Bref dut sa couronne, ne jouissaient d'aucune juridiction dans leurs terres. Leur possession n'était pas même entièrement héréditaire. L'obligation du service militaire leur était imposée sous peine de déchéance, c'était une charge très-pesante : mais ils pouvaient céder une partie de leur fief, ce qui formait des arrières-fiefs.

Ces biens passèrent des pères aux enfans<sup>898-912</sup> sous la faible administration de Charles-le-Chauve. Leurs possesseurs obtinrent le droit de rendre la justice, durant les interminables scissions dont la mort de ce monarque fut suivie. C'était un usage de choisir les comtes parmi les possesseurs de fiefs plus attachés que les autres Français à la maison carlovingienne.

Au milieu des guerres civiles et étrangères, dont l'empire français devint le théâtre depuis la mort de Charles-le-Chauve, il se trouvait souvent des circonstances dans lesquelles ces comtes ne pouvaient obtenir régulièrement de nouveaux diplômes. Cependant la justice devait être distribuée; il arriva insensiblement qu'un possesseur de fief, chargé de rendre la justice, en qualité de comte, continua les mêmes fonctions, quoique sa mission comtale fût terminée, et que le roi ne l'eût pas légalement remplacé. On confondit bientôt le comte et le possesseur de fief.

3. Les barbares, dont l'empire romain fut inondé au cinquième siècle, établirent des lois différentes selon le génie de ces peuples. Les lois lombardes s'éloignaient beaucoup des lois saliques et ripuaires. Les Lombards se gouvernèrent d'abord en république fédérative; l'assemblée des grands et des évêques, tenue

898-912 en 575, avait confié les principales branches du pouvoir exécutif à trente-six ducs. Chacun d'eux gouvernait son département. Ces ducs avaient sous leurs ordres des compagnons, *comites*, comtes. Ils rendaient la justice lorsque les ducs s'occupaient des fonctions générales de la guerre ou de la police.

Cette forme d'administration dura peu. Ces ducs, au lieu de maintenir au dedans et de faire respecter au dehors la puissance nationale, songeaient à leur agrandissement. On sentit le besoin d'un chef suprême, pour devenir l'organe de la volonté de tous, le bien de la société, l'effroi des méchants et le foyer de la force publique. Les Lombards élurent un roi : sa puissance fut restreinte dans des bornes étroites. Chaque duc devait lui fournir un certain nombre de troupes dans les guerres étrangères, et payer tous les trois ans une contribution convenue avec les contribuables.

En remplissant ces conditions, la dignité ducale restait héréditaire dans les mêmes familles, les ducs régissaient les finances, commandaient les armées, et faisaient rendre la justice. Le seul crime de félonie, jugé dans l'assemblée générale de la nation, pouvait les dépouiller de leur duché, l'autorité des comtes devint en même temps héréditaire.

taire ; chacun d'eux, ménageant le duc dont <sup>988-912</sup> il dépendait , gouverna son district presque souverainement.

6. La féodalité nous vint d'Italie ; les Français, durant le règne des Mérovingiens, eurent avec les Lombards des relations purement passagères ; les institutions françaises subsistèrent dans leur vigueur. Un roi , chef de la nation , élu par elle , mais constamment choisi dans la famille de Clovis ; des ducs et des comtes amovibles proposés dans l'assemblée du Champ-de-Mars , pour commander les armées et administrer la justice avec des assesseurs choisis par les cantons respectifs ; une nation libre n'obéissant qu'aux lois ; quelques citoyens distingués par des récompenses personnelles , prix glorieux de leurs vertus , tel fut le résultat des lois françaises durant plusieurs siècles.

Charlemagne et ses premiers successeurs devinrent rois d'Italie ; le sang français se mêla avec le sang lombard. Les seigneurs français , témoins du despotisme exercé par les grands vassaux italiens , envièrent cette prérogative : ils ne pouvaient s'en investir sous le clairvoyant Charlemagne ; non-seulement les ducs et les comtes amovibles en France et en Germanie jouissaient d'une autorité précaire et subordonnée , mais leur conduite

848-9:2 se trouvait surveillée par les *Missi domini*; ces commissaires royaux parcouraient les provinces, écoutaient les plaintes des peuples et les portaient au pied du trône; le système d'oppression lombarde, écarté de France par Charlemagne, s'accrédita sous ses successeurs.

Tous les fléaux qui peuvent concourir à l'asservissement d'une nation s'amoncelaient simultanément sur la tête des Français; le flambeau des arts, allumé par Charlemagne, s'éteignit sur la tombe de ce prince; l'ignorance la plus ténébreuse en prit la place. L'anarchie succéda au bon ordre entretenu par le fils de Pepin dans son vaste empire; les fréquentes variations dans les partages entre les descendans de ce conquérant, rendaient les citoyens étrangers les uns aux autres; les fausses décrétales usurpaient vers cette époque l'autorité des lois publiques. Cette nouvelle jurisprudence, dont je parlerai bientôt, augmentait la confusion; un pouvoir étranger contrariait les lois nationales; une nouvelle procédure, enveloppée dans une complication de formes, se mêlait à la simplicité de l'ancienne jurisprudence. L'amour de la patrie diminuait dans tous les cœurs; les nœuds du contrat social se relâchaient.

Une opinion religieuse, répandue dans le

deuxième siècle, accréditait l'idée de la pro-<sup>898-911</sup> chaine destruction de la terre, et devenait le germe fatal d'une publique et générale erreur. Quel intérêt devait-on prendre à sa patrie, si l'univers entier allait se dissoudre dans un embrasement universel et inévitable ? les vœux se portaient vers le ciel, et on perdait la terre.

Cette opinion insensée rendit en peu de temps aux prêtres, plus de biens qu'ils n'en avaient perdus par les expropriations de Charles Martel.

Au milieu du renversement de toutes les idées, de toutes les fortunes ; au sein des malheurs, dont la multiplication menaçait la France, malgré la bonté de son sol et l'étendue de sa population, d'être changée en un désert, naquit et se fortifia le gouvernement féodal.

Ici commence la destruction de tout ordre public ; les Français devinrent la proie de quelques despotes. La France se couvrit de forteresses, où ces despotes résidèrent ; les rapides et fréquentes incursions des Danois avaient nécessité la construction de ces forteresses. Les malheureux colons, poursuivis sans relâche dans leurs hameaux incendiés et dans les campagnes fumantes de carnage, construisirent ces demeures seigneuriales.

Lorsque les barbares habitans du Nord se répandaient en torrens dans les plaines dévastées, ces citadelles, placées dans les positions les plus susceptibles de défense, offraient un refuge aux habitans d'alentour; ils y renfermaient leurs grains, leurs meubles, leur famille, tandis que, sous la conduite du comte hospitalier, on combattait les dévastateurs.

Quels services n'eût pas rendu aux paisibles habitans des campagnes, celui dont les accens auraient dévoilé les suites fatales que devait avoir la confiance par eux accordée aux possesseurs de fiefs ! Mais en vain la voix du raisonnement se serait fait entendre, celle de la reconnaissance frappait seule des peuples simples et bons.

Au retour de ces expéditions, les jeunes gens, couronnés de fleurs, célébraient par des danses, sous les murs du château, le triomphe et le salut commun; les vieillards offraient leurs meilleurs fruits, l'élite de leur volaille et de leur troupeau, au généreux guerrier dont l'expérience avait guidé dans les champs de la victoire les pas de leurs enfans; les louanges de cette famille volaient de bouche en bouche; on éternisait ses succès par des chansons naïves.

S'il s'élevait des contestations entre les

prochés, n'était-il pas naturel d'en soumettre <sup>898-912</sup> la décision à celui dont on avait admiré les talens durant la guerre? D'ailleurs, les possesseurs de fief étaient ordinairement investis du pouvoir judiciaire. Fallait-il aller chercher à grands frais dans les villes ce qu'on trouvait à sa portée sans se déplacer?

Bientôt l'habitation de chaque fiefataire devint un centre où se décidaient toutes les affaires du canton, le château devenait la maison commune; le chef de la famille portait le titre distinctif de *senior*, senieur, ancien; on en fit seigneur dans la suite. A la mort du senieur, son fils aîné devenait chef de sa famille; la publique bienveillance et ensuite l'usage l'investirent du titre porté par son père, quoiqu'il n'héritât pas de son expérience. Le nom de seigneur fut donné à un enfant; ainsi les institutions, formées par la sagesse, s'altèrent dans une marche lente et insensible: les droits seigneuriaux s'établirent, les chaînes des simples citoyens furent forgées et rivées par le temps. Les dons volontaires offerts par les colons, en signe de reconnaissance, devinrent des redevances forcées; l'obéissance, rendue librement par la jeunesse à celui qui la conduisait à la guerre contre les ennemis communs, se transforma en un devoir rigoureux.



893-912

Il fallut labourer, chaque année, les terres du seigneur, parce qu'on lui avait rendu ce bon office, lorsque ses chevaux et ses gens étaient employés au service de la patrie. L'ignorance et la faiblesse, d'un côté, la force et l'astuce, de l'autre, donnèrent naissance aux prétentions les plus extravagantes, amenées par des circonstances singulières, en gagnant les uns, en achetant les autres, et en se faisant redouter du plus grand nombre. Croirait-on que plusieurs seigneurs s'arrogèrent jusqu'au droit de voler les passans ?

Tout fut irrévocablement perdu, lorsque les prêtres, voulant se procurer les mêmes avantages dont jouissaient les possesseurs des châteaux, attachèrent, dans le ciel, les liens dont les malheureux cultivateurs étaient enlacés sur la terre. Dans leurs déclarations mensongères, ils osèrent peindre l'auteur adorable de la nature, armé de foudres vengeresses, prêt à écraser ceux qui se seraient soustraits à l'oppression.

Quelques colons crurent échapper aux fers des seigneurs, en se déclarant vassaux des églises. Leur infortune fut encore plus grande. Toute idée de liberté s'éteignit chez des infortunés, trahis par leurs lois, égarés par l'abus de la religion, opprimés par la force publique; les Francs et les Celtes partagèrent la

même dégradation. Devenus le patrimoine des seigneurs laïques et ecclésiastiques, la propriété d'un maître ; soumis à être vendus , à son gré , comme un vil troupeau de bétail , ils durent envier la stupeur des bêtes. Elle les affranchit du sentiment de la servitude.

Cette révolution, amenée par la faiblesse de Charles II , favorisée par Charles III , exerça ses ravages sous le règne de Charles IV , dont les inconvenantes concessions autorisèrent formellement l'indépendance des grands feudataires.

5. Jusqu'alors , les offices de ducs et de comtes avaient désigné des officiers nommés par la nation , ensuite par le roi , pour commander dans les provinces , et distribuer la justice. Ils désignèrent , dans la suite , les souverains de ces provinces. Ces fiefs et ces comtés changèrent absolument de nature , lorsque les titulaires rendirent en leur nom la justice , administrée par eux , auparavant , au nom du roi. Il s'établit , au sein de l'Etat , une puissance qui absorba toutes les autres.

On eut un exemple frappant de cette vérité , vainement contestée , que dans la chaîne des événemens historiques , comme dans les œuvres de la nature , les mêmes causes produisent les mêmes effets. Les fiefs , d'abord

898-912 amovibles, avaient été donnés à vie, depuis le traité d'Andelaw, et devinrent bientôt héréditaires. Depuis cette époque, les Mérovingiens chancelèrent sur le trône, leur chute fut prochaine, inévitable.

Les nouveaux fiefs furent établis par les chefs de la deuxième dynastie, dans la vue de balancer le crédit des anciens Leudes. Ils ramenèrent ces bénéfices militaires à l'amovibilité originaire. Les institutions primitives des Francs reprirent vigueur sous l'administration de Pepin-le-Bref et de Charlemagne. Les successeurs de ces princes renouvelèrent les fausses mesures des successeurs de Clovis. Leur faute fut encore plus lourde, ils tolérèrent l'union des offices et des fiefs. Alors, commença la décadence de leur maison. Enfin, nous avons vu les derniers rois capétiens destiner à la seule noblesse toutes les grandes dignités civiles, militaires et ecclésiastiques; cette dynastie fut bientôt précipitée du trône, comme l'avaient été les deux dynasties précédentes.

J'ai observé que l'erreur ou l'imprévoyance des Carlovingiens surpasse celles des enfans de Clovis. « Lorsque, sous la première race, nous dit Montesquieu (1), les rois commençaient à donner pour toujours, il était naturel

---

(1) Esprit des Loix.

qu'ils commençassent plutôt à donner à perpétuité les fiefs que les comtés. Se priver de quelques terres, était peu de chose; renoncer aux grands offices, c'était perdre la puissance même.

Les Carlovingiens furent assez faibles, ou assez maladroits, pour rendre en même temps héréditaires les comtés et les fiefs, tandis que les seuls fiefs avaient obtenu l'hérédité sous les Mérovingiens. De cette différence, il résulta que Pepin et Charlemagne avaient pu rétablir les affaires par une administration vigoureuse; mais que Hugues Capet et ses successeurs ne trouvèrent pas les mêmes facilités. Les grands feudataires, ayant acquis le droit de rendre la justice en leur nom, séparaient leurs intérêts de ceux du royaume.

Nos chroniqueurs, instruits de l'histoire de leur temps à peu près comme les dernières classes de la société le sont aujourd'hui, ne nous laissent pas même entrevoir par quel motif les Carlovingiens admirèrent cette innovation. Ils crurent peut-être que les provinces seraient mieux gouvernées par des princes dont les enfans seraient assurés de recueillir le fruit des bienfaits semés par leur père, ou que les grands et petits souverains, disséminés partout, répareraient les maux horribles causés par les Normands. Peut-être

898-912 existait-il, entre les rois et ces nouveaux princes, un règlement semblable à celui en vertu duquel les ducs lombards payaient une redevance employée à l'entretien de la cour de Pavie; peut-être aussi, à l'exemple des rois lombards, les rois de France voulaient-ils simplement priver les communes de leur influence dans les affaires politiques. Les historiens ne donnent aucune lumière sur un objet aussi important.

Trois historiens, gens d'église, sont presque la source unique où les modernes ont puisé les annales françaises jusqu'au douzième siècle. Grégoire de Tours conduit sa narration jusqu'à l'année 595. Frédégaire continua l'histoire de France jusqu'au règne de Pepin-le-Bref. Le moine Aimoin, dans les quatre livres qui sont de lui; et dans le cinquième ajouté dans la suite, s'arrête à l'année 1195. Le style de ces trois écrivains est souvent diffus, mais plus souvent trop concis : on éprouve, en les lisant, le sentiment pénible de les trouver dits sur les choses dont la connaissance ne nous intéresse pas, tandis qu'ils effleurent à peine les événemens majeurs; nous chercherions en vain dans leur ouvrage la peinture des mœurs, des usages et des liens secrets qui unissaient tous les membres de l'Etat.

Les Champs-de-Mai ou parlemens, au sein

desquels Charlemagne se plaisait , parce que le génie de la gloire nationale présidait à ses colossales et nobles entreprises , devinrent un objet d'effroi pour ses successeurs privés de son énergie et de sa loyauté. Charlemagne savait que tous les membres des Champs-de-Mai seraient ses coopérateurs ; ses successeurs craignirent d'y rencontrer des censeurs sévères.

Dans une étrange erreur tombèrent ces monarques , en favorisant les usurpations des grands pour ruiner le crédit des communes. L'ingratitude est le digne prix de l'injustice ; ils se trouvèrent asservis par ceux auxquels ils avaient laissé prendre une autorité fondée sur les abus les plus crians. A peine la féodalité s'établit en France , que les Carlovingiens disparurent.

Implantant chez les Français les maximes du gouvernement lombard , les grands vassaux devaient craindre que, du sang de Charlemagne, il sortît un vengeur des Français. La prospérité de ces maîtres orgueilleux , fondée sur le malheur général , devait se consolider par la ruine de la maison royale. Les grands vassaux se préparèrent un appui contre les cris des peuples et de la justice , en plaçant sur le trône un prince qui avait partagé leurs usurpations.

6. Après la mort de Charles III, la couronne

*Tome III.*

<sup>912-9.9</sup> appartenait incontestablement à Charles IV. La succession au trône, par ordre de primogéniture, n'était pas encore une loi formelle en France; mais on l'observait dans le fait. Au mépris de l'usage constant, les grands et les évêques élevèrent sur le trône Eudes, comte de Paris, fils de Robert-le-Fort, auquel Charles-le-Chauve avait confié en 861 le gouvernement des pays, formant alors le duché de France. Robert-le-Fort, à l'exemple des autres ducs, s'était rendu indépendant. On fait mention d'un testament de Louis-le-Bègue, dans lequel ce prince ordonnait que si la reine Adélaïde accouchait d'un garçon, l'éducation en serait confiée au comte Eudes.

Cette confiance honorable, remettant dans les mains de ce comte la fortune de son pupille, devait l'éloigner d'accepter la couronne, si l'honneur eût fait entendre sa voix dans l'âme de cet ambitieux. Le fils posthume de Louis II fut contraint de chercher un asile en Angleterre, tandis que l'usurpateur de sa couronne favorisait le démembrement de la France, pour en posséder quelques lambeaux déchirés, et qu'il poussait la bassesse, jusqu'à remettre dans Worms son sceptre et sa couronne dans les mains du roi de Germanie Arnoul, et les recevoir ensuite de lui en signe d'investiture.

Rodolphe surnommé Guelfs s'était fait sacrer <sup>915-929</sup> dans Saint-Maurice, roi de la Bourgogne trans-jurane. Ce royaume comprenait la Savoie, le comté de Bourgogne, et la partie de l'Helvétie renfermée entre les Alpes, le mont Jura et les bords de la Reuss. Louis, fils de Bozon d'Arles, régnait sur le Dauphiné, la Provence, le Lyonnais ; il prenait le titre de roi de Bourgogne cis-jurane. Le roi de Germanie occupait la Belgique et les autres provinces de la France orientale, connues alors sous le nom de royaume de Lorraine. Eudes gouvernait le reste de la monarchie française, c'est-à-dire la Neustrie, l'Aquitaine et le pays des Eduens, appelé alors duché de Bourgogne entre l'Yonne, le Doubs et la Loire ; à peine un simulacre de royauté lui était laissé par les grands vassaux. Son autorité directe et non contestée ne s'étendait que sur le duché de France.

Cependant des succès assez éclatans obtenus par lui contre les Normands, éveillaient l'inquiétude des grands vassaux. Assemblés dans Laon en 893, ils avaient porté sur le trône Charles IV. Eudes mourut à l'âge de quarante ans, sans avoir consolidé sa royauté.

Charles IV régna au sein des désordres publics ; ce prince, dans l'espoir d'attacher à sa personne les grands vassaux de la couronne,



912-929 couvrit leurs usurpations du sceau formel de l'autorité royale. L'anarchie désunissait toutes les parties du royaume ; elle fut alors soumise à des règles constantes. Il exista , entre le monarque et le moindre individu propriétaire d'un château, une graduation de pouvoirs, tous munis de forces pour la résistance , divisés par mille intérêts divers , unis par un lien presque imaginaire.

Ces étranges concessions valurent peut-être à Charles IV , la dénomination humiliante de Charles-le-Simple. Sa fermeté , son amour du travail , la manière adroite dont il arrêta les ravages des Normands , en établissant ces aventuriers aux extrémités maritimes de ses Etats , ses soins infructueux pendant un règne de plus de trente ans pour ramener en France les précieux avantages de la paix , semblaient lui mériter un titre plus glorieux.

Il eut le sort des rois détrônés ; persécuté durant sa vie , on le calomnia après sa mort. Les ducs et les comtes exerçaient dans leurs provinces respectives le pouvoir civil et militaire. Charles , sanctionnant ces usurpations , accordait aux seigneurs ce dont ils étaient en possession. Il se flattait que , lui étant attachés par les liens de la reconnaissance , le secours de leurs armes lui permettrait de ramener , sous la domination française , les royaumes

de Lorraine, de Bourgogne et de Provence. <sup>912-929</sup>  
 Ces conquêtes, illustrant son règne, pouvaient le mettre en état de balancer les privilèges des grands avec l'intérêt général de la monarchie. Il avait trouvé dans Haganon un ministre dont la politique profonde embrassait toutes les combinaisons capables d'ébranler ou d'affermir les empires.

Ces vues secrètes n'échappèrent pas aux grands vassaux. En vain ce prince leur parlait d'honneur et de patrie; cette voix, autrefois si puissante sur l'âme de leurs ancêtres, ne les touchait plus. Occupés à maintenir leurs nouveaux sujets dans l'obéissance, ils se gardaient bien de concourir à l'augmentation de la puissance royale. Les ressorts de la politique de Charles n'étant pas assez cachés, ils la traitaient de simplicité, de bonhomie.

Cependant, après la mort de Louis-l'Enfant, dernier rejeton de Charlemagne en Germanie, la Lotharingie des confins du comté de Bourgogne aux bouches du Rhin, s'était soumise à Charles IV. Ce prince datait de cette époque dont le président Hénault ne fait pas mention. Son ère assez peu connue : *Largiore hereditate adepta*; il se voyait au moment d'exécuter les plus importantes entreprises; les grands vassaux en éloignent les suites, en le déposant durant l'année 922; ils

912-929 donnèrent sa couronne au duc Robert, frère du roi Eudes. La famille de ce prince possédait les plus riches dépouilles de la maison carlovingienne. Robert, en qualité de duc de France et de comte de Paris, jouissait dans la monarchie de presque tout le pouvoir dont la maison pépinienne se trouvait investie, quand elle chassa les Mérovingiens du trône. Robert reçoit la couronne à Rheims ; mais cette félonie procure une armée à Charles IV.

L'usurpateur reçut la peine de son crime ; tué dans un combat par Charles IV, il ne méritait pas une mort si honorable. Tel était l'acharnement des barons révoltés, que, malgré cette victoire, Charles fut contraint d'abandonner la campagne ; c'était le résultat des étranges institutions féodales ; les vassaux devaient, chaque année, au suzerain un certain nombre de jours de service ; l'obligation remplie, chacun devenait libre de rentrer dans ses foyers. Un grand nombre de grands vassaux ne partageaient pas la révolte de Robert ; mais ils refusaient au roi des services capables d'affermir le pouvoir royal auquel ils se tenaient en mesure de résister. Chacun quitta l'armée après la victoire remportée par Charles.

A la mort de Robert, Hugues son fils se voyait à la tête du parti contraire aux Carlovingiens. Les écrivains de la troisième dynas-

tie donnèrent à ce prince le nom de grand : <sup>912-929</sup>  
il l'eût mérité en combattant pour une meilleure cause. Les grands vassaux procèdent à une nouvelle élection : Hugues refuse d'être couronné. Un historien, voisin de ce siècle, rapporte qu'il envoya demander à sa sœur Emma, femme de Rodolphe, ou Raoul, duc de Bourgogne, lequel elle préférait pour roi, de lui ou de Rodolphe : qu'ayant répondu qu'elle aimait mieux être la femme que la sœur d'un roi, Rodolphe fut proclamé et sacré, dans l'église de Saint-Médard de Soissons, par l'archevêque de Sens.

Cette anecdote, répétée par Velly, ne saurait obtenir la moindre créance. Hugues fut probablement retenu par des considérations dont les historiens ont négligé de nous instruire. Charles IV avait conclu un traité d'alliance en 911, avec le roi de Germanie. Sigebert de Gemblours rapporte, dans sa chronique, que Charles offrait de restituer la Lorraine, à condition que toutes les forces de la Germanie seraient employées à soumettre les grands vassaux de France. Dans cette délicate circonstance, Hugues ne voulut pas sans doute courir les risques de perdre son duché de France, en poursuivant une couronne dont la possession lui paraissait incertaine.

Des guerres survenues en Allemagne, détrui-

912-919 sirent les espérances fondées par Charles IV, sur ce traité. Les Hongrois ravageaient cet empire. Sigébert, créé par Charles IV, duc d'une partie de la Lorraine, ne croyant pas son autorité assez complète, s'était révolté contre le roi, son bienfaiteur. Charles, fugitif dans ses Etats, se jette dans les bras d'Héribert, comte de Vermandois, son beau frère. Héribert descendait de l'infortuné Bernard, roi d'Italie, auquel Louis-le-Débonnaire avait arraché les yeux. Le monarque trouve, au lieu d'hospitalité, une rigoureuse prison.

7. Le règne de Rodolphe, duc de Bourgogne, fut celui des séditions et des révoltes; les vassaux obéissaient avec répugnance à un de leurs égaux. Il existe une charte de Brioude, dont la date est comptée, non des années de Rodolphe, mais de la déposition du roi légitime (1). Fait le cinquième avant les ides d'octobre, la quatrième année depuis que Charles roi a été dégradé, et Raoul, élu contre les lois. La même expression se trouve dans le testament d'Alfrède, duc d'Aquitaine, Baluse rapporte d'autres actes datés de la première ou de la seconde année depuis la déposition de Charles, JESUS-CHRIST régnant en attendant le légitime roi.

---

(1) Baluse, Hist. de la maison d'Auvergne.

Héribert, dont l'ambition égalait la perfidie, ne voyait pas de récompenses proportionnées au service par lui rendu à Rodolphe, trahissant le roi. Il demandait le comté de Laon, alors vacant. Sur le refus de Rodolphe, il résolut de se venger ; le roi de Germanie conduisait une armée en France en faveur de Charles IV. Les ducs de Normandie et d'Aquitaine réunissaient leurs forces à celles des Allemands ; Héribert tira le roi de sa prison et le conduisit à Saint-Quentin. Charles est reçu aux acclamations générales, le duc de Normandie vint lui faire hommage. Les deux tiers de la France se déclaraient en faveur du légitime souverain.

Charles renonçait, en faveur du roi de Germanie, à ses droits sur le royaume de Lorraine ; une partie des grands vassaux venait dans son armée, avec l'espoir d'obtenir de nouveaux fiefs. Ce traité trompant leurs espérances, leur zèle se refroidissait. Rodolphe acheva de conjurer l'orage formé sur sa tête, en cédant au comte de Vermandois le comté de Laon. L'infortuné monarque fut alors renfermé, par Héribert, dans la citadelle de Péronne. Il y mourut dans la cinquantième année de son âge, et la trentième de son règne. Sa première femme dont on ignore le nom, lui avait donné Gisla ou Gisele, duchesse de Normandie. On ne lui connaît point d'enfans de la

912-929 seconde, nommée Frédérune. Il eut de la troisième, appelée Ogine, Louis-d'Outre-mer, avec lequel elle se réfugia en Angleterre.

A la nouvelle de la subite retraite du roi, l'armée royale se dispersait. Le duc de Normandie revint à Rouen; le roi de Germanie alla combattre les Huns. Rodolphe se flattait de jouir du fruit de son usurpation; la mort le surprit à la fleur de son âge, sans laisser d'enfans. Hugues, duc de France, s'empara du duché de Bourgogne.

Un interrègne de quelques mois suivit la mort de Rodolphe. L'ordre de succession était alors compté pour peu de chose. On ne connaissait presque ni droit d'élection, ni droit de naissance: le plus fort s'élevait sur les ruines du plus faible.

Hugues, père de Hugues Capet, se voyait sur les marches du trône. Il paraissait dans la même situation où s'était trouvé Charles Martel, maître de la France, sans oser prendre le titre de roi. Plusieurs compétiteurs tenaient en suspens les effets de son ambition. On comptait parmi eux, Héribert, comte de Vermandois, et Sigeberg, duc de la Haute-Lorraine. Hugues rappelle d'Angleterre Louis-d'Outre-mer, le fait couronner sous le nom de Louis IV, et régit sous son nom.

8. Louis IV parvint à la couronne à l'âge

de seize ans; l'archevêque de Rheims le sacra dans Laon. Hugues , principal agent de cette révolution , créé duc de Bourgogne, dont il était en possession depuis la mort de son frère, s'environnait de tout l'éclat de la royauté. La couronne devenait un vain ornement ; le monarque , sans autorité au dedans sur les feudataires , ne pouvait entreprendre une guerre étrangère , sans l'aveu de ses feudataires , ni la soutenir sans leurs troupes. En vain, Louis IV déploya quelques talens dans l'art de régner ; dépourvu de forces personnelles, ses tentatives d'agrandissement devaient précipiter sa perte.

Plusieurs grands vassaux, jaloux de Hugues, offraient au roi leur milice : il se voit à la tête d'une armée; Hugues en assemble une plus nombreuse. Des évêques accompagnaient Louis , leurs armes spirituelles épouvantent les ennemis du roi. Ces redoutables prélats menacent de l'excommunication. Chose étrange, Hugues et ses capitaines demeurent en suspens. L'amour de la justice et de la patrie ne les maintenait pas dans l'obéissance au roi ; la crainte des foudres ecclésiastiques les arrête au milieu de leur course. Hugues propose et obtient une trêve.

La paix se fit par l'entremise de Guillaume, duc de Normandie, surnommé Longue-Epée. Hugues promet d'être fidèle et prêta hommage



933-954 pour les duchés de France et de Bourgogne.

Guillaume ne survécut pas long-temps à la gloire d'avoir pacifié la France, il fut assassiné sur les bords de la Somme, laissant un fils en bas âge, Richard, surnommé Sans-Peur. Louis IV, se déclarant son tuteur, voulait l'enfermer dans le château de Laon; il se proposait, au rapport de plusieurs contemporains, de lui brûler les jarrets, afin qu'estropié et boiteux, il devînt incapable de commander une armée. Osmond, son gouverneur, instruit de ce projet, le conduisit à Senlis, chez le comte Bernard, son oncle maternel. Hugues lui promet sa protection, et manque à sa parole.

Louis IV proposait à Hugues de faire en commun la conquête de la Normandie, et d'en partager le domaine; ce traité fut conclu. Louis IV s'avance avec ses troupes vers Rouen: Hugues conduit les siennes à Bayeux. La régence de Normandie, ne pouvant résister à ces forces réunies, offre de reconnaître le roi en qualité de souverain direct. Louis, ne croyant plus avoir besoin de Hugues, lui ordonne d'évacuer la Normandie. Hugues, trompé dans son attente, obéit, emportant dans son âme le désir de la vengeance.

Une armée de Danois, accourue au secours du jeune Richard, débarquant à Cherbourg,

marchait vers Rouen. Les Normands se rangent en foule sous les drapeaux de leurs compatriotes. Louis sort de la capitale de ses nouveaux Etats, et leur présente bataille. Elle lui fut funeste. Fait prisonnier par ses ennemis, il fut contraint de reconnaître Richard pour duc de Normandie, et de laisser son fils en otage.

L'issue de cette guerre, injuste et malheureuse, diminuait le crédit du roi. Hugues reprenait les armes, sans autre succès que la désolation des provinces, où ses troupes s'ouvraient un passage.

Une chute de cheval conduisit Louis IV au tombeau, le 15 octobre 954. Il avait eu de la reine Gerberge, cinq fils : Lothaire, Louis, Carloman, Charles et Henri; et deux filles, Mathilde, mariée à Conrad, roi de la Bourgogne trans-jurane, et Albradde, comtesse de Roussy. Lothaire et Charles lui survécurent seuls; le premier entra dans sa quatorzième année, le second n'avait qu'un an. L'aîné, associé à la couronne par son père, gouverna seul le royaume.

9. Lothaire II fut sacré à Rheims. Les circonstances forçaient la reine mère à concéder au duc Hugues tout ce qu'il demandait. Au rapport de plusieurs historiens, il obtint le duché d'Aquitaine dont on priva la maison des comtes de Poitiers. Ce fait est contesté : au

954-987

surplus, Hugues, arbitre de la monarchie, eût trouvé peu de difficultés à s'emparer du trône. Il ne redoutait que l'envie et la haine des grands; sa mort délivra la cour du joug le plus pesant.

On a dit de lui, qu'il régna vingt ans, sans porter le nom de roi. Il fut surnommé le Blanc à cause de son teint; le Grand à cause de sa taille; le Prince à cause de son grand pouvoir, et l'Abbé à cause des abbayes de Saint-Denis, de Saint-Germain-des-Près et de Saint-Martin-de-Tours, dont il était titulaire; il en avait hérité de son père, et les transmit à son fils, Hugues Capet. Les grands possédaient alors assez communément de gros bénéfices de père en fils, comme un héritage ordinaire.

Hugues le-Blanc descendait de Robert-le-Fort. Hugues eut trois femmes, Rotrilde, sœur de Louis-le-Bègue; Thilde, fille d'Edouard, roi d'Angleterre, et Hadeuvide, sœur de l'empereur Otton-le-Grand. Il ne laissa point d'enfans des deux premières; il eut de la troisième quatre fils: Hugues Capet, Otton, Eudes et Henri; et deux filles, Emma, mariée à Richard, duc de Normandie, et Beatrix, femme de Frédéric, duc de la Haute-Lorraine. Hugues Capet fut duc de France; Otton, Eudes et Henri possédèrent successivement le duché de Bourgogne.

Ce règne offre peu d'événemens remarquables. L'autorité des monarques Carlovingiens s'éteignait, assaillie vivement par tous les seigneurs féodaux, grands et petits. Ainsi le Rhin dont le cours majestueux sépare la France de l'Allemagne, s'affaiblit insensiblement dans les Pays-Bas, coupé par les rivières et par les canaux alimentés à ses dépens. Le peu d'eau qui lui reste, devient inutile à la navigation, il se perd dans les sables de Hollande, sans porter ses eaux jusqu'à l'Océan; les seules villes fortes de Laon et de Soissons restaient dans le domaine royal. Chaque province appartenait à des ducs ou à des comtes héréditaires. Le possesseur de trois ou quatre bourgades rendait hommage au souverain d'un territoire plus étendu. Le maître d'un seul château relevait du souverain de plusieurs bourgades. De tout cela; résultait l'assemblée montrueux de membres qui ne formaient pas un corps.

D'après les lois féodales, les seigneurs des grands fiefs devaient aller en guerre à la suite du roi, avec un nombre déterminé de soldats. Tel vassal devait quarante cinq jours de service, tel autre vingt-cinq. Les arrière-vassaux suivaient en campagne leur suzerain immédiat; mais si ces barons servaient le roi durant quelques jours, ils combattaient entre eux le

785-793 reste de l'année. Les conciles auxquels dans ces temps d'anarchie on dut souvent des réglemens avantageux à l'Etat, avaient décrété que, sous peine d'excommunication, on ne se battrait pas depuis le jeudi au soir, jusqu'au point du jour du lundi, et dans le temps de grandes solennités. Ces armistices furent nommées la trêve de Dieu, *treuga Dei*, et ne furent pas observées.

Chaque château devenait la capitale d'un petit Etat; chaque église, chaque monastère protégeait ses possessions par les armes; les avocats ou avoyers des églises, chargés par leurs institutions de présenter leurs requêtes au roi et de conduire leurs affaires, marchaient à la tête des troupes.

Cette constitution procurait quelquefois au roi des armées nombreuses, attirées par l'espoir du pillage. Lothaire II, à peine sacré, avait attaqué le duc de Guyenne, mais ses troupes appartenaient au duc de France; cette guerre ne fut avantageuse qu'à Hugues Capet; on assure qu'il s'empara de la Guyenne. Le roi soutint d'autres guerres contre le duc de Normandie et le comte de Flandre; ces vassaux furent contraints à lui rendre les devoirs de la vassalité. Les historiens ne nous instruisent pas de l'intensité de ces devoirs, nous ignorons

s'ils payaient des sommes d'argent destinées à l'entretien de la famille royale et aux frais du gouvernement; d'ailleurs, comment Lothaire II, dépourvu de puissance, aurait-il forcé les ducs de France, de Normandie, de Bourgogne, à lui payer un tribut, quand même ils l'auraient dû ?

Au retour de l'expédition contre la Flandre, Lothaire II conclut son mariage, avec la princesse Emma, fille de la reine Adélaïde, célèbre dans l'histoire d'Italie par ses longues infortunes, et par les circonstances presque romanesques dont son mariage avec l'empereur Otton I fut la suite.

Après cet hymen, plusieurs années heureuses donnent une grande idée des talents d'un prince dont le pouvoir était presque d'opinion. Il sut, dans plusieurs rencontres, dompter l'indocilité des grands vassaux. Une guerre fatale, au sujet de la Lorraine, hâta la chute de la maison Carlovingienne. Lothaire II n'oubliait pas ses droits sur ce royaume, tantôt soumis au roi de France, tantôt dépendant des rois de Germanie; quelquefois partagé, d'autres fois réuni; souvent cédé, et plus souvent envahi par le plus fort. Le bruit d'une expédition aussi importante rassemblait sous ses drapeaux la plus brillante jeunesse de France; l'empereur Otton-

951-987 le-Grand était mort; Otton II, son fils, voulant amortir le coup dont on le menaçait, offre à Charles, frère de Lothaire II, le duché de la Bassè-Lorraine, à la charge de l'hommage envers le royaume de Germanie.

Ce jeune prince brave et inquiet, jouissant du plus mince apanage, accepta avec joie les propositions d'Oton II, prêta l'hommage demandé, et fixa son séjour dans Bruxelles; ses Etats comprenaient toutes les provinces belgiques entre le Rhin, l'Escaut et la mer.

Lothaire II avait rassemblé son armée. Il entre dans la Haute-Lorraine, s'empare de Metz, où la plupart des barons lui prêtent serment de fidélité. De Metz le roi vole à Aix-la-Chapelle. Otton se trouvait dans cette ville; il eut à peine le temps de prendre la fuite avec un petit nombre de courtisans: Aix-la-Chapelle fut abandonnée au pillage. Les Allemands accouraient de toutes parts au secours de leur roi. Otton vient assiéger Paris; la belle résistance de Hugues Capet le força de lever le siège. Lothaire II le poursuivit jusqu'à la forêt des Ardennes; on l'attaquait surtout au passage des rivières et des marais. Son armée fut presque entièrement détruite; Geoffroi, comte d'Anjou, surnommé Grise-Gonelle, d'une ca-

saque grise dont il couvrait ordinairement ses armes, se signala par les plus brillans exploits; Hugues Capet le récompensa dans la suite, en lui confiant la charge de grand sénéchal de France.

Ces avantages n'eurent aucune suite en faveur de Lothaire II. Les grands vassaux, ayant rempli le temps de leur service, demandaient leur congé. Le roi ne pouvait tenir garnison dans les villes conquises. Forcé de congédier ses vassaux, il tint un parlement dans Compiègne, où son fils, âgé de douze ans, fut associé au trône. Traitant ensuite de la paix avec le roi de Germanie, il consentit à la séparation de la Haute et de la Basse-Lorraine : la première fut abandonnée à Otton ; Charles resta en possession de la Basse. Ce traité accordait tout au vaincu, rien au vainqueur : les historiens français se récrient contre sa teneur inconvenante. Les historiens allemands expliquent cette énigme. Selon eux, des troubles survenus en France forçaient le roi à signer la paix.

Les circonstances devenant sans doute plus favorables, Lothaire rentra dans la Haute-Lorraine ; ses troupes prirent Verdun et ravagèrent les environs de cette ville : ce fut le dernier exploit de ce monarque. Il mourut à Rheims, en 927, dans la cin-



954-987 quante-cinquième année de son âge et la trente-deuxième de son règne ; son corps fut inhumé dans l'abbaye de Saint-Remy.

Lothaire fut un prince d'un grand courage. Actif, vigilant, économe et maître de son secret, il eût peut-être rétabli en France la puissance royale : sa mort hâtive arrêta l'exécution d'une si haute entreprise. L'histoire lui donne trois fils : Louis V, son successeur, Arnoul, moine et ensuite archevêque de Rheims, et Otton, mort en bas âge.

987. 10. Louis V remplit à peine quelques mois le trône où sa naissance l'appelait, son caractère n'eut pas le temps de se développer. Sa mère Emma, accusée d'un commerce criminel avec Adalberon, évêque de Laon, fut chassée de sa cour sans qu'il prit sa défense. Elle se réfugia en Allemagne. Les Allemands étaient sur le point de porter la guerre en France, sa mort les retint au bord du Rhin. Il avait été couronné du vivant de son père, dans l'église de Saint-Corneille de Compiègne : ce fut le lieu de sa sépulture. Les chroniqueurs français lui ont donné le nom de Fainéant : il ne vécut cependant pas dans l'oisiveté et la mollesse ; mais la fortune ne lui permit pas d'illustrer son nom, *juvenis qui nihil fecit*.

Charles, duc de la Basse-Lorraine devenait

héritier de la couronne, il en fut exclu par la fortune. Ainsi finit la dynastie Carlovingienne ; les princes de cette maison, presque toujours à cheval et menant leur famille avec eux, n'avaient pas de résidence permanente. Charles Martel et Pepin faisaient, durant la paix, leur séjour à Paris ; Charlemagne et Louis-le-Débonnaire préférèrent Aix-la-Chapelle ; Charles-le-Chauve résidait à Soissons ou à Compiègne ; Charles-le-Simple, à Rheims ; Louis d'Outre-mer et ses successeurs, à Laon.

11. Hugues Capet se trouvait, par ses possessions et par ses alliances, le seigneur le plus puissant de France ; sa famille avait formé depuis long-temps son plan d'élévation, favorisé par la confusion dans laquelle les prétentions de chaque seigneur de fief plongeaient la monarchie. Hugues assemble ses nombreux partisans dans Noyon, se fait proclamer roi, reçoit l'onction royale à Rheims, le 3 juillet, et se prépare à défendre sa nouvelle dignité contre les partisans du duc de Lorraine.

Au rapport de quelques historiens, Hugues Capet fut élu par la nation. Elle n'avait pas été assemblée depuis plus de cent ans. Sans existence politique, enchaînée par les plus honteux liens, le souvenir même de ses anciens

987. droits n'existait plus chez-elle. Selon d'autres, Hugues Capet fut appelé à la couronne, à l'exclusion de Charles, duc de la Basse-Lorraine, et du moine Arnoul, frère du dernier roi, par le vœu de la noblesse française. Cette noblesse existait alors. Mais, par les bizarres lois des fiefs, chaque possesseur d'un château était lié, par sa foi, au suzerain dont son fief relevait, ce qu'on appelait arrière-fief. Tout était arrière-fief en France, à l'exception de sept ou huit fiefs qui relevaient nuement de la couronne. Ces fiefs princiers, si je puis me servir de ce terme, étaient les duchés de France, de Bourgogne, de Normandie, d'Aquitaine, et les comtés de Toulouse, de Flandre et de Champagne, confondu avec celui de Vermandois, et quelques autres dont je parlerai dans la suite. Leurs possesseurs, vassaux immédiats de la couronne, partageaient entre eux la principale autorité dans les affaires générales, comme depuis long-temps le choix des empereurs teutoniques regardait les seuls électeurs, à l'exclusion de la noblesse allemande.

Cependant ces grands vassaux ne concoururent pas à l'élévation de Hugues Capet. En vertu de quel titre ce prince, vassal de la couronne, aurait-il convoqué ses pairs? D'ailleurs l'intervalle, entre la mort de Louis V et le couronnement du nouveau roi, fut peu

considérable ; les historiens conviennent, de concert , que Charles , duc de la Basse-Lorraine , ignorait la mort du roi son neveu , au moment où Hugues s'assit sur le trône. 987.

Les Capétiens ne furent placés sur le trône des enfans de Charlemagne , ni par la nation française , ni par la noblesse française. Cette révolution fut l'ouvrage de la force. La chronique (1) de Sigebert annonce textuellement que Hugues Capet s'empara de la couronne.

Tandis que Louis V terminait sa vie obscure par une maladie de langueur , Hugues Capet rassemblait ses forces, et loin de recourir à l'autorité nationale , il fit disperser par ses troupes un parlement assemblé alors dans Compiègne. Une lettre de Gerbert , depuis archevêque de Rheims, et pape sous le nom de Silvestre II , détournée par Duchene , en est un témoignage authentique.

Cette lettre s'adressait à Diédéric ou Thiérri, évêque de Metz. On y lisait : Le duc Hugues a réuni six cents hommes d'armes, et, sur le bruit de son approche, le parlement, assemblé dans le château de Compiègne, s'est dissipé, tout a pris la fuite. Le duc Charles , le comte

---

(1) *Ludovico Francorum rege mortuo, Francis volentibus transferre regnum ad Carolum ducem, fratrem Lotharii regis, dum ille rem ad concilium refert, regnum Francorum occupat Hugo filius Hugonis.*

987. Reinchard , et les princes de Vermandois , et l'évêque de Laon Adalberon , qui a donné son neveu en otage, à *Bardas* pour l'exécution de ce que Sigefrid et Godefroi ont promis etc." Le duc de France est nommé bardas dans cette lettre, par allusion à la cour de Constantinople , où un ministre de ce nom avait entrepris d'usurper l'empire sur les enfans de son bienfaiteur et de son maître.

Hugues, vainqueur du duc de la Basse-Lorraine , forma peut-être le dessein, exécuté par ses descendans , d'atténuer le régime féodal , capable d'exclure un jour sa postérité , comme il venait d'en précipiter celle de Charlemagne; mais ces projets , cachés sous le voile de l'avenir, devaient mourir en silence; son autorité chancelait. Il ne peut empêcher les vassaux d'Aquitaine d'élire un duc auquel il fit longtemps et vainement la guerre. Occupé à se maintenir sur le trône, où son bonheur autant que sa bravoure l'avaient élevé, les grands vassaux transigeant avec lui, consentirent à remplir à son égard les devoirs de la vassalité; il reconnut la légitimité des coutumes féodales introduites en France. Les premiers successeurs de ce prince partagèrent les mêmes ménagemens ; la puissance des rois de France s'accrut dans les siècles suivans , par la réunion successive des grands fiefs à la couronne.

12. Lorsque la maison Capétienne monta sur le trône , la France n'offrait plus qu'un extrait d'elle-même. Son antique gloire s'était éclipsee ; de son territoire morcelé , se formaient un grand nombre de dominations nouvelles , sous le nom de royaumes de Lorraine , de Bourgogne cisjuranc , de Bourgogne transjuranc , de duché de la Basse-Lorraine , de Palatinat du Rhin , de comtés de Savoie , de Nice , de Barcelonne. Les provinces , réunies sous la souveraineté d'Hugues Capet , comprenaient à peine la moitié du territoire de l'ancienne Celtique. Les rois Francs de la première dynastie étendirent leur sceptre sur la Germanie occidentale et méridionale. Cette puissance territoriale pouvait être considérée comme étrangère au corps de la France.

Charlemagne soumit les Saxons. Ce prince prenait le titre de roi des Francs et des Lombards , mais non celui de roi des Germains , parce que la Celtique et la plus grande partie de la Germanie formaient alors le royaume des Francs. Cependant on distinguait en Allemagne , deux nations dont les mœurs et les usages différaient à beaucoup d'égards. La première se composait de la Franconie , de la Bavière , et de la Souabe , anciennement soumise aux Mérovingiens ; les Saxons formaient

987. la seconde : ces peuples, sous les lois de Charlemagne, conservaient leurs lois particulières.

Cet empire commença à décliner, lorsque Louis-le-Débonnaire partagea ses États entre ses enfans. En vain il avait ordonné à ceux de ses puînés, auxquels il donnait une couronne, de rester soumis à son fils aîné, associé à l'empire ; ces dispositions très-sages restèrent sans exécution.

Les vastes États de Charlemagne comprenaient trois masses, destinées par la nature à former trois royaumes indépendans. Si cette division avait présidé au partage fait par Louis-le-Débonnaire, entre Lothaire 1<sup>er</sup>, Louis-le-Germanique, et Charles-le-Chauve, l'empire françois, rendu à ses limites naturelles, n'eût perdu qu'une vaine excroissance peu avantageuse à sa véritable grandeur. Louis-le-Débonnaire partagea ses États, sans égard aux bornes naturelles des trois royaumes. Lothaire, son aîné, gouverna la moitié de la France et toute l'Italie, Louis-le-Germanique obtint l'Allemagne et quelques cantons à la gauche du Rhin, qui furent réunis à la France de nos jours ; le reste de la France occidentale, donnée en partage à Charles-le-Chauve, fut connu sous le nom de royaume de Neustrie.

Ainsi, l'ancien royaume de France était démembré ; l'Italie et l'Allemagne empiétaient

sur son territoire; le nom même de royaume des Francs appartenait au prince placé sur le trône d'Italie. Mais Lothaire ayant partagé à son tour ses provinces françaises entre ses deux fils, Lothaire et Charles, le premier donna à son royaume le nom de Lotharingie, comme on l'a vu précédemment; le second appela le sien royaume de Provence ou de Bourgogne. La division des Celtiques, échue en partage à Charles-le-Chauve, devenant la plus importante des souverainetés établies dans cette vaste contrée, on lui donna le nom de royaume de France.

Charles et Lothaire étant morts sans postérité mâle et légitime, Charles-le-Chauve et Louis le-Germanique partagèrent leurs Etats. Charles-le-Chauve s'étant ensuite fait empereur, réunit sur sa tête les couronnes de France et d'Italie. Charles-le-Chauve ne sut pas profiter de l'occasion, offerte par la fortune, de rendre à l'empire français son ancienne splendeur. Bozon, créé par lui duc de Milan, en ayant été chassé par Carloman, fils de Louis-le-Germanique, Charles lui donna le royaume de Bourgogne, à la charge de l'hommage: il valait mieux lui abandonner l'Italie.

Bozon, suivant quelques critiques, obtint seulement le gouvernement du comté de Provence. Il se fit élire roi de Bourgogne par



fans , variait perpétuellement l'étendue des diverses principautés. Le royaume de Bourgogne cisjurane fut réuni à la Bourgogne transjurane , en 929 , après la mort de Louis surnommé l'Aveugle. Le roi de Bourgogne transjurane prit alors le titre de roi des deux Bourgognes. Ses successeurs le portèrent jusqu'en 1033. Ces provinces tombèrent alors sous la domination de l'empereur Conrad , après la mort de Rodolphe III. 987.

Le royaume de Lorraine , démembré après la mort de Zuentebold , forma trois principautés indépendantes. L'une, sous le nom de Haute-Lorraine, comprenait ce qu'on nommait de nos jours , la Lorraine Mosellanique, l'Alsace, les Trois Evêchés, le pays de Liège , et le cercle électoral du Rhin. La seconde, sous le nom de Basse-Lorraine , se composait du Brabant , du Hainaut, du Cambresis du Luxembourg , et des contrées voisines. La troisième était la Flandre. Cette seule partie de l'ancien royaume de Lorraine dépendit dans la suite de la France.

Au milieu de ces perpétuelles variations, les possesseurs de fiefs grands et petits gouvernaient leurs États chacun d'une manière différente. Ici les colons ne pouvaient disposer de leurs biens, le baron était leur héritier, au défaut d'enfans domiciliés dans la seigneurie.

principauté héréditaire. Le nom de *senior*, 987. affecté long-temps au chef du sénat des villes, se donnait presque exclusivement aux grands vassaux.

A l'exception de quelques grandes villes, qui surent conserver leur liberté, et dont je parlerai dans la suite, les comtes exerçaient sur les bourgeois de toutes les autres, les mêmes vexations dont les possesseurs des châteaux accablaient les villageois appelés par eux *vilains*. Les droits d'entrée, d'escorte, de marché se multipliaient à l'infini. Presque toutes les villes furent assujetties à une taille arbitraire. Elles défrayaient le comte et ses gens. Vivres, chevaux, voitures, tout était alors enlevé; on eût dit que les maisons urbaines tombaient au pouvoir de l'ennemi.

On avait bientôt réglé les droits des seigneurs sur leurs sujets, la force imposait la loi à la faiblesse; mais, à l'égard des devoirs et des droits respectifs des vassaux et des suzerains, tout était problématique à l'époque où Hugues Capet parvint à la couronne. En général, le possesseur d'un château relevait du seigneur de plusieurs bourgades; le maître de plusieurs villes rendait hommage au possesseur d'un plus vaste territoire. Ceux-ci rendaient les devoirs féodaux à un petit nombre de ducs ou de comtes princiers. Ces ducs et

987. ces comtes devaient marcher à la guerre à la suite du roi, avec leurs troupes. Une loi fixe ne réglait ni le temps ni le mode de ce service; l'usage suppléait à la loi. Quelques barons exigeaient une solde ou se rédimaient du service militaire par une légère subvention. Tantôt le vassal ne voulait marcher qu'à une certaine distance de son fief, ou quand le suzerain commandait son armée en personne; et on n'était presque jamais d'accord sur le nombre de cavaliers dus par le vassal.

Tous les barons, à l'exception du possesseur de l'arrière-fief le moins considérable, dont aucun château ne dépendait, se trouvaient à la fois vassaux et suzerains. Souvent même on prêtait hommage pour un fief au baron dont on l'avait reçu pour un autre fief. De cet enchevêtrement naissaient d'éternelles difficultés dans la manière de rendre les devoirs féodaux; au surplus, l'hommage, de quelque nature qu'il fût, n'entraînait rien d'humiliant. Li Sire, selon l'expression de Beaumanoir, doit autant foi et loyauté à son homme, comme li homme fait à son seigneur. Les Capétiens, possesseurs de fiefs dans les terres de leurs vassaux, étaient tenus de remplir les devoirs de la vassalité.

Cet usage prouve combien se trompèrent les historiens en avançant que Charles, duc

de la Basse - Lorraine , perdit le trône de France en se dégradant aux yeux de la nation , par son hommage prêté au roi de Germanie. L'hommage ne dégradait personne ; les rois de Provence se reconnaissaient vassaux de la couronne de France , et ceux de Lorraine , vassaux des rois de Germanie , sans perdre l'éclat de leur dignité. Si les ducs de France , de Normandie , de Bourgogne , d'Aquitaine , avaient regardé l'hommage comme une bassesse , l'auraient-ils rendu à Louis , d'Outre-mer et à Lothaire II , dont le domaine direct se réduisait à un petit nombre de villes ?

14. Il paraît que dans le service militaire consistaient tous les devoirs exigés des grands vassaux par le roi , à moins qu'on ne regarde comme un devoir leur séance dans la cour où le roi rendait la justice. Les revenus royaux se bornaient sous la première et seconde dynastie , et au commencement de la troisième , aux domaines de la couronne , aux tributs levés sur les peuples vaincus , et à quelques droits peu considérables.

15. « Rien n'est si suspect , nous dit le président Hénault , que ce qui a été écrit sous le commencement de la seconde race , touchant les événemens de la première. C'étaient tous historiens dévoués à la maison nouvellement

987. régnante, et qui, cherchant à justifier l'usurpation de la famille pepinienne, mettaient sur le compte des ancêtres de Pepin-le-Bref tout ce qui s'était fait de bien en France, depuis que ceux de cette maison remplissaient la charge de maire du palais, tandis qu'ils attribuaient aux derniers rois mérovingiens, tout ce que l'Etat avait souffert. Ainsi, il faut, par rapport à la première race, s'en tenir aux auteurs contemporains, et puis passer à ceux qui, tels qu'Aimoin, n'ont écrit, à la vérité, que sous la troisième, mais qui n'étaient pas intéressés à pallier les faits; encore faut-il user sobrement du témoignage de cet auteur ».

Hénault, dans cette longue phrase, nous donne une excellente règle de critique. Il aurait dû l'appliquer aux historiens dont les ouvrages, sous les premiers rois de la troisième dynastie, avaient transmis les événemens de la seconde. Leur témoignage est suspect, surtout celui d'Aimoin. Il semble avoir pris à tâche de jeter un voile épais sur le gouvernement de la France, durant le règne des derniers rois carlovingiens.

Suivant l'opinion de Mably, l'intérêt des premiers rois capétiens se réunissait à celui des vassaux, pour éteindre le souvenir de l'ancien gouvernement. Il faut bien peu connaître les passions, par lesquelles les hommes sont

éternellement conduits, pour croire que les ducs d'Aquitaine, de Bourgogne, de Normandie, les comtes de Flandre, de Toulouse, de Troyes, de Vermandois, etc., qui avaient vu Hugues Capet, duc de France et leur égal, consentissent, pour l'amour seul de l'ordre et de la paix, à lui rendre les devoirs que Charles-le-Chauve exigeait d'eux sur la fin de son règne, et que ses successeurs n'auraient pas osé demander. Ces réflexions manquent de solidité. 987.

Ces princes se décidèrent à rendre au nouveau monarque les hommages féodaux, pour être autorisés à exiger les mêmes devoirs des vassaux auxquels ils commandaient. Le gouvernement féodal fut, durant cette révolution, entièrement consolidé. La légèreté des Français, jointe à l'entier oubli des antiquités nationales, répandit bientôt parmi eux l'opinion que les usages dont ils étaient témoins, venaient de leurs ancêtres; ils s'y soumirent sans murmure.

Un des principaux droits des grands vassaux de la couronne fut de former un grand conseil d'Etat : il décidait des principales affaires, et jugeait les procès intentés aux barons ou par les barons. Cette assemblée succédait aux Champs-de-Mars de la première dynastie, et aux parlemens de la seconde. Elle porta, dans

967. la suite , en certaines occasions , la dénomination de Cour des Pairs. Nos historiens n'ont pas fixé l'institution de cette Cour des Pairs , ni décidé si elle existait sous les derniers Carlovingiens.

Mably donne pour raison de cette ignorance, que , dans une nation , privée de puissance législative , et même de lois positives ; et où l'inconstance des esprits , et l'incertitude des coutumes préparaient et produisaient , sans cesse , des révolutions nouvelles , l'établissement des pairs doit ressembler aux autres établissemens de cette époque. Ils se formaient par hasard , d'une manière lente et presque insensible , et se trouvaient enfin établis à une certaine occasion , sans qu'il fût possible de fixer l'époque précise de leur naissance.

Cette solution est ingénieuse ; mais , ne faut-il pas nécessairement ajouter que des circonstances malheureuses nous ayant privés des monumens les plus précieux de notre histoire , et dérochant à nos regards l'origine de la plupart de nos institutions , nos historiens ne se sont pas donné la peine de combiner ensemble ceux qui nous restent , et de suppléer , par des rapprochemens , à ceux dont nous manquons.

16. L'origine de la pairie française a été transmise , par nos historiens , de plusieurs

façons différentes. Plusieurs la font remonter à Charlemagne, d'autres la fixent au règne de Louis-le-Jeune. La première opinion est romanesque, la seconde laisserait à peine à la pairie française une existence momentanée. Le règne de Louis-le-Jeune fut presque l'époque de la réunion des principales pairies à la couronne.

D'autres, adoptant l'opinion de Favin, placent l'institution de la pairie sous le règne de Robert, fils de Hugues Capet, en 1020. Selon Favin, ce prince forma un grand conseil composé de six prélats et de six grands vassaux. Cet écrivain ne s'appuie pas sur des monumens historiques, à la vérité très-rares à cette époque. D'ailleurs, les six pairs ecclésiastiques n'existaient pas alors. L'évêque duc de Langres, relevait encore du duché de Bourgogne, sous le règne de Louis VII. Ce prince engagea le duc de Bourgogne à distraire le duché de Langres de son domaine, afin que l'évêque pût relever nuement de la couronne, dans le dessein formé par ce monarque, de faire couronner son fils Philippe Auguste, et de rendre cette cérémonie mémorable par la convocation de douze pairs; nombre rendu fameux dans les ouvrages des romanciers, dont les livres célébraient les douze pairs de Charlemagne.

Il est impossible d'établir formellement combien de grands fiefs relevaient nuement de la



couronne de France, à la fin de la seconde dynastie. Velly, après la chronique de Nangis, assure que la Haute-Lorraine avait été donnée à l'empereur Otton I<sup>er</sup> en fief relevant de la couronne de France. Dans cette supposition, la Basse-Lorraine gouvernée par Charles-le-Carlovingien, était un arrière-fief. Le royaume de Provence ou de Bourgogne cisjurane relevait aussi des rois de France. Cette couronne recevait donc l'hommage au moins de neuf grands vassaux laïques. Ce nombre en était probablement plus considérable. On ne voit pas de quelle pairie relevaient la Picardie, l'Auvergne, la Touraine, et plusieurs autres grandes provinces de l'empire français.

Selon le président Hénault, les pairies et les fiefs ont une origine commune. Cette opinion ne saurait être adoptée. L'idée de pairie emporte celle de juridiction; les premiers fiefs étaient de simples bénéfices militaires, comme sont aujourd'hui les timars chez les Turcs.

Les fiefs avec juridiction nous viennent d'Italie, c'est une production des Lombards: *Italiam, Italiam*; ainsi termine Montesquieu son traité des fiefs dans l'Esprit des Loix; mais pour les pairies, elles nous viennent de l'Angleterre. Alfred-le-Grand avait établi dans cette île les jugemens par jurés dans le neuvième siècle. C'étaient des pairs dans chaque

profession. Anciennement, le droit d'être jugé par ses pairs fut aussi celui des Français. Il se conserva sous les deux premières dynasties, mais il s'anéantit par l'introduction du gouvernement féodal. 987.

A l'époque du couronnement de Hugues Capet, les seuls possesseurs de fiefs conservaient leur liberté. Les barons ou les domestiques des barons administraient la justice aux peuples les seuls vassaux grands et petits furent jugés par leurs pairs. Différens en dignité, ils connurent divers genres de pairie.

Ce mot pair paraît venir du latin, *par*, c'est-à-dire égal, compagnon, collègue. On s'en était servi en ce sens, sous les Mérovingiens et les Carlovingiens. Les hommes égaux en dignité étaient désignés sous ce nom. Les enfans de Louis-le-Débonnaire s'appelèrent pairs, *pares*, dans leur entrevue en 851. Dagobert avait donné le nom de pairs, longtemps auparavant, à des moines.

Godegrand, évêque de Metz, sous le règne de Charlemagne, appelle pairs des évêques et des abbés, comme le remarque du Cange. Les vassaux d'un même seigneur s'accoutumèrent à s'appeler pairs; cet usage s'établit probablement sans l'intervention d'aucune loi formelle. Les villes, ayant recouvré dans la suite les droits communaux, qualifièrent, en plusieurs

987. occasions, leurs magistrats du nom de pairs bourgeois. Les principaux vassaux des ducs d'Aquitaine ou des comtes de Champagne s'intitulèrent pairs de Champagne ou d'Aquitaine. Ceux qui relevaient nuement de la couronne devinrent les pairs de France. Leur nombre varia vraisemblablement jusqu'au règne de Louis VII. Ce prince fixa ce nombre à douze, six laïques, six ecclésiastiques, voulant se conformer aux douze pairs donnés à Charlemagne par une tradition fabuleuse, comme les Anglais avaient donné douze pairs au roi Arthus. Ces pairs obtinrent des droits particuliers, surtout au sacre des rois. Cependant d'autres juges, sous le nom de pairs, jugeaient les procès des grands vassaux comme on le verra dans la suite.

Il ne paraît pas que, dans les cours ducales ou comtales des grands vassaux de la couronne, se trouvassent des pairs ecclésiastiques. Il fallait au moins douze pairs ayant le suzerain à leur tête pour rendre un jugement. Un baron n'avait-il pas assez de pairs dans sa cour ? un baron voisin lui prêtait les siens.

Les hauts vassaux, selon Beaumanoir, ne pouvaient assister aux jugemens des procès dans lesquels ils étaient parties. En vain, ajoute ce jurisconsulte, les vassaux voulurent faire valoir cette coutume contre le roi : il devait

assister à ces jugemens parce que les deux qualités de monarque et de suzerain se confondaient en sa personne. 987.

Les ducs d'Aquitaine, de Normandie, etc., pouvaient répondre que leurs droits se confondaient aussi avec ceux de leur duché ; mais sur la force ils avaient fondé leur puissance, et par la force on les en dépouillait. Une coutume, amenée par les temps, confisqua le fief au profit du suzerain, en cas de félonie de la part du vassal. La même coutume autorisait le vassal, vexé par son suzerain, de porter désormais son hommage au souverain dont il avait été jusqu'alors arrière-vassal. Cet usage, favorisé par les rois, devint une des sources de l'autorité que les Capétiens reprirent peu à peu sur les grands vassaux.

Les pairs, assemblés dans la cour du roi ou dans celle des grands vassaux, jugeaient les seules affaires dans lesquelles eux ou leurs égaux se trouvaient intéressés. Ils abandonnaient le jugement de leurs serfs aux baillis ou prévôts nommés par chaque possesseur de fiefs. Chaque baron, devenant législateur dans sa baronnie, les coutumes substituées en France aux lois romaines et aux lois franques, se modifièrent presque en autant de manières que ce royaume contenait de seigneuries.

17. Nous lisons dans l'Esprit des Loix : Quand Pepin le-Bref fut couronné roi, le titre royal

987. fut uni au plus grand office. Quand Hugues Capet parvint à la couronne, le titre de roi fut uni au plus grand fief. Montesquieu se trompe; Hugues Capet était non-seulement le plus grand feudataire de la couronne, il possédait encore le plus grand office en qualité de comte de Paris. Cette dignité rivalisait avec celle de comte Palatin d'Allemagne, et de comte du sacré palais d'Italie. Au tribunal de ces comtes ressortissait l'appel des sentences rendues par les autres comtes et les juges particuliers.

Hugues Capet, devenu roi, réunit au domaine de la couronne le comté de Paris. Les rois adoptèrent l'ancien usage de rendre eux-mêmes la justice. Ce fut d'abord à leurs vassaux particuliers. Les barons du duché de France leur servaient d'assesseurs. Cette cour se confondit insensiblement avec l'assemblée des grands vassaux ou le baronnage général de France, dont la compétence était beaucoup plus étendue. Les monarques capétiens confondaient avec le titre de roi celui de duc de France; il arriva que, sans considérer l'échelon de la hiérarchie féodale où se trouvaient les vassaux convoqués par le roi dans ses plaids, cette cour obtint le nom de cour du roi, quoiqu'en plusieurs occasions elle fût seulement la cour du duc de France.

Une équivoque détruisit un des principaux

appuis du gouvernement féodal. Les vassaux immédiats de la couronne savaient qu'ils devaient être jugés à la cour du roi. On appelait de ce nom les assises, où les rois capétiens invitaient indifféremment tous les seigneurs dont ils recevaient l'hommage comme rois, ou comme ducs; ces hauts barons y comparurent.

Confondant ainsi les grands vassaux de la couronne et les vassaux particuliers du duc de France, les grands feudataires reconnurent en qualité de leurs juges des barons d'un ordre inférieur. Cette imprudence, fortifiant l'autorité royale, préparait de loin la chute du gouvernement féodal. J'abrége cette discussion, parce que j'y reviendrai en établissant dans la suite de cette histoire la différence entre la cour des pairs et le parlement.

18. Charlemagne, dans sa vieillesse, accorda aux évêques une justice supérieure dont son fils devint une des premières victimes. Le monarque se fondait sur une loi de Théodose, regardée comme fausse par tous les critiques; mais alors les gens d'église seuls possédaient quelque teinture des sciences. Les prêtres, profitant de cette supériorité, se rendaient arbitres des principales affaires en dominant sur les consciences.

Le vaste crédit du clergé suppléa avec usure

287. aux patrimoines distraits des églises par Charles Martel. La dîme devenait un droit ecclésiastique, à l'avènement de Hugues Capet au trône; les fourberies les moins équivoques avaient été employées par les moines à consolider cette redevance : si quelqu'un refusait de la payer, on l'excommuniait. Le moindre événement malheureux arrivé à sa famille ou dans ses affaires, souvent clandestinement produit par les manœuvres des prêtres, eût été regardé comme une punition du ciel : l'arme de l'excommunication faisait trembler les rois eux-mêmes sur leur trône ou les en précipitait.

Cette célèbre formule de Marculphe était souvent mise en usage. Pour le repos de mon âme et pour n'être pas jeté après ma mort parmi les boucs, je donne à telle église, etc. On crut dans le premier siècle de l'Eglise, que le monde allait finir. Cette opinion s'appuyait sur ce passage de saint Luc : Il y aura des signes dans le soleil, dans la lune, dans les étoiles; les nations seront consternées; la mer et les fleuves feront un grand bruit; les hommes sécheront de frayeur dans l'attente de la révolution de l'univers; les puissances des cieux seront ébranlées. Alors on verra le Fils de l'Homme venant dans une nuée avec une grande majesté. Quand ces choses arriveront, le

royaume des cieux sera proche : cette génération ne passera point sans que cette prédiction s'accomplisse. » 987.

Plusieurs personnages pieux ayant pris cette prédiction à la lettre , en attendaient l'accomplissement. D'après leurs idées, l'univers allait être détruit. Ils voyaient clairement le jugement dernier, et Jésus-Christ venant, porté sur les nuées ; on se fondait encore sur l'épître de saint Paul aux Thessaloniens dans laquelle on lit : « Nous qui vivons, nous serons emportés dans les airs à la rencontre de Jésus. Le siècle dans lequel vivaient saint Luc et saint Paul , ne vit pas la destruction du monde ; les mystiques furent forcés de reculer cette époque, ils la fixèrent au dixième siècle. De là cette foule de prétendus prodiges aperçus par les prêtres dans l'atmosphère à cette époque ; chacun croyant la fin du monde prochaine, inévitable, donnait ses terres aux moines, comme si cette destination eût dû les préserver de la conflagration universelle : beaucoup de chartes de donation commençaient par ces mots : *adventante mundi vespero*.

L'homme le plus savant de ce siècle fut Gerbert. Né d'une famille obscure , en Auvergne , il embrassa de bonne heure la profession monacale. L'empereur Otton-le-Grand le chargea de l'éducation de son fils : l'abbaye



987. de Bobbio fut sa récompense. Ses moines indociles et scandaleux le forcèrent à les abandonner. Il se retira dans Rheims où Adalberon le fit écolâtre de son église. Rheims devint alors la première école de France Gerbert compta parmi ses écoliers le prince Robert, fils de Hugues Capet. Après la mort de d'Adalberon et un schisme assez long, le siège fut occupé par Arnoul, frère du roi Louis V. Hugues Capet venait de monter sur le trône ; Arnoul lui prêta serment de fidélité ; il ne laissait pas de favoriser en secret le duc de la Basse-Lorraine, son oncle. Il fut privé de son évêché sous prétexte de félonie. Gerbert lui succéda : les travaux de l'épiscopat ne nuisant pas à ses études, il continua ses leçons.

Après la mort d'Hugues Capet, Robert son fils, crut devoir rétablir Arnoul sur le siège de Rheims. Gerbert, retiré auprès du roi de Germanie, fut créé archevêque de Ravenne. Il devint pape en 999 et conserva sur le trône de l'église le goût pour l'étude.

S'il en faut croire l'annaliste saxon, Gerbert mourut empoisonné. L'ignorance le traita de magicien après sa mort. Il devait sa grande fortune à un pacte avec le diable, des mains duquel il eut bien de la peine à se tirer, disent sérieusement Platina et je ne sais combien d'autres. Cette accusation prouve combien ce

pontife se montra supérieur à son siècle, et la distance extrême entre son humble naissance et le rang auquel il parvint. L'étendue de ses connaissances, quelques instrumens d'astronomie, des chiffres, des figures de géométrie, il n'en fallait pas tant alors pour mériter le titre de nécromancien. 987.

On doit à ce savant le rouage du marteau pour la sonnerie des horloges. Avant cette époque, les horloges, placées dans les clochers, marquaient les heures et ne les sonnaient pas. L'invention de Gerbert date de l'année 991; elle fut en usage jusqu'en 1651. On eut alors des horloges portatives auxquelles fut donné le nom de montres. On ne connaissait pas encore les pendules; Huygens les inventa en 1647; il appliqua le pendule aux horloges, et adopta au balancier des montres un ressort spiral; il produisait sur le balancier le même effet que la pesanteur sur le pendule: on attribue à Galilée une partie de l'invention de Huygens.

Telle fut long-temps l'ignorance, ou l'insouciance des gens d'église, que nous ignorons la date précise d'une partie de nos rites religieux. On ne sait en quel temps l'ancienne liturgie fit place à la messe chantée aujourd'hui. Personne ne connaît l'origine précise du baptême par aspersion, celle de la communion avec du pain azime et sans vin, qui donna le pre-

987. mier le nom de sacrement au mariage , à la confirmation , à l'extrême-onction.

Dans chaque église se chantait autrefois une seule messe par jour. On célébra dans la suite des messes basses. Agobard , archevêque de Lyon , s'en plaignit au neuvième siècle. D'après le recueil des canons de Denys-le-Petit, tous les fidèles communiaient à la messe solennelle ; chacun recevait le pain sacramentel dans ses mains. Il était fermenté comme le pain ordinaire ; on communiait sous les deux espèces, plusieurs siècles après Charlemagne. L'auteur d'une relation de la victoire remportée par Charles d'Anjou sur Monfrédo en 1264, rapporte que ses chevaliers communierent avec le pain et le vin avant la bataille.

La confession auriculaire s'établit , dit-on , au sixième siècle. Les chanoines se confessaient à leur évêque , deux fois l'année. Les abbés avaient soumis les premiers leurs moines à cette cérémonie. Les laïques l'adoptèrent insensiblement. Le concile d'Attigny en fit une loi en 765 ; cependant , l'usage de se confesser n'existait pas au neuvième et au dixième siècle en Italie , et dans les contrées méridionales de France. Alcuin s'en plaint dans ses lettres , Muratori en parle aussi (1).

---

(1) Allora era poco in uso di frequentare i confessionarii , ann. d'Ital., tome IV.

19. Les églises ne partageaient pas les avantages procurés aux seigneurs laïques par le régime féodal. Les gens d'église prétendaient que l'hommage rendu pour leurs fiefs, aurait dérogé à la dignité du saint patron, au nom duquel ils possédaient les bénéfices. Les rois de France, obéissant aux opinions religieuses, se contentaient d'exiger des prélats un simple serment de fidélité. Si les possessions des évêques et des abbés, coupables de félonie, ne pouvaient être confisquées, c'était un avantage pour les églises, et non pour les ecclésiastiques. On les punissait par des amendes et par la saisie de leur temporel.

A l'exception des six pairs ecclésiastiques de France, tous les autres prélats se trouvaient dans la mouvance des ducs qu'ils précédaient dans les assemblées du parlement, avant l'introduction du régime féodal; n'étant vassaux de personne, ils se trouvaient sans protection dans les occasions délicates; ils s'en procurèrent par des concessions onéreuses. Plusieurs aliénèrent une partie de leurs domaines en faveur des ducs et des comtes, sous le nom d'avoués ou de vidames, *vice dominus*.

A cette époque, la juridiction pontificale s'étendait avec la plus étonnante rapidité. Les pertes, éprouvées dans les églises à l'occasion du régime féodal, furent amplement compen-

987. sées par les suites envahissantes de cette nouvelle combinaison. Ce fut vraiment le triomphe sacerdotal ; les tribunaux d'église s'attribuèrent la connaissance des crimes de sacrilège, de simonie, de sortilèges, de concubinage. On attira devant les officialités les procès des veuves, des orphelins et des clercs. On comprenait, sous le nom de clercs, non-seulement les ministres les plus subalternes de l'église, mais les individus qui, ayant été admis dans la cléricature, l'abandonnaient en contractant un mariage. Les évêques prirent dans la suite les pèlerins sous leur sauve-garde ; les croisés partagèrent cette immunité.

A l'occasion du sacrement du mariage, le juge d'église voulut connaître des conventions matrimoniales, de la dot et du douaire ; de l'état des enfans et du crime d'adultère. Les officiaux réclamaient le jugement des procès nés à l'occasion des testamens, attendu, disait-on, que les volontés d'un chrétien soumis au jugement de Dieu, devaient ressortir à l'église. Enfin, les prêtres ajoutaient : en vertu du pouvoir des clefs, tout péché est du ressort de l'église ; or, dans toute contestation un des contendans défend une cause injuste, et toute injustice constitue un péché ; les évêques sont donc les juges naturels de tous les procès. Ils tiennent ce droit de Dieu, les hommes n'y

sauraient porter atteinte sans impiété. Les suzerains et leurs vassaux étaient liés par des sermens dont l'infraction renfermait un parjure. Leurs contestations devaient donc être terminées dans les officialités. 987.

La nature de l'âme est supérieure à celle du corps. On ne saurait comparer la vie éternelle au misérable exil de l'homme sur la terre, non moins la juridiction spirituelle l'emporte sur la juridiction temporelle ; l'une ressemble à l'or, l'autre au plomb. L'or étant incontestablement plus précieux que le plomb, le clergé étendit si fort la compétence de ses tribunaux, que les justices seigneuriales devinrent peu à peu à charge à leurs possesseurs.

Non-seulement cette innovation investissait le clergé de l'empire suprême, mais dans les émolumens des officialités consista la principale richesse des évêques. Ils convinrent en plusieurs occurrences, qu'on ne pouvait les en priver sans les ruiner.

Ces usurpations tournèrent au profit de la cour de Rome ; les papes, lors de l'avènement de Hugues Capet au trône, ne traitaient plus les évêques comme leurs coopérateurs et leurs frères, mais comme de simples vicaires du siège pontifical (1). Les papes déposaient les

---

(1) Dictatus Greg. VII, papæ.

987. évêques ou les rétablissaient à leur gré, toutes les sentences épiscopales ressortirent à la cour de Rome. Le pape, considéré comme le dépositaire de la puissance ecclésiastique dans sa plénitude, se croyait très-supérieur à tout pouvoir spirituel ou temporel.

20. Les pontifes romains employaient souvent leur influence à réclamer les droits de l'humanité en faveur des opprimés. Leur voix paternelle effrayait les méchants par la peinture des châtimens de l'autre monde. Ils les forçaient quelquefois à mettre un frein à leurs brigandages.

Tous les conciles célébrés dans les neuvième et dixième siècles, renferment des menaces réitérées au nom du pape, aux monarques et aux grands. Sans l'épouvante inspirée par les anathèmes ecclésiastiques, toute idée de justice eût été bannie de l'Europe. Les pontifes romains semblaient exercer cette magistrature dont les censeurs furent autrefois revêtus dans Rome, et qui maintenait les mœurs publiques. Heureux, si, n'abusant jamais de ce pouvoir, ils ne s'étaient mêlés des querelles des nations que pour les apaiser; s'ils n'avaient parlé aux rois que pour les bénir, aux prêtres que pour les instruire, aux peuples que pour les consoler! On n'eût formé de long-temps le projet de borner l'autorité pontificale, et, sans recher-

cher son origine, on l'eût regardée comme une barrière dont la conservation importait au genre humain. 987.

Mais, lorsque les papes déployèrent les conséquences d'un projet formé de soumettre les couronnes à la mitre, et le sceptre à l'encensoir, les peuples et les rois craignirent de concert les suites du conflit de ces deux pouvoirs. Il en naissait une complication dans la machine du gouvernement, capable d'en rompre les ressorts dans des temps fâcheux. Les gens instruits voulurent savoir pourquoi les papes exerçaient une autorité temporelle sur les empires.

Ce pouvoir n'avait jamais eu d'exécution durant les premiers siècles de l'Eglise; jamais l'évêque de Rome ne délia, de leur serment de fidélité, les sujets des premiers empereurs romains. Ces princes cependant ne désobéissaient pas seulement à l'Eglise, mais ils exerçaient envers les fidèles des persécutions sanglantes.

Ce droit prétendu ne pouvait donc se confondre avec l'autorité spirituelle confiée par *Jésus-Christ* aux apôtres: Comment, disait-on, la cour romaine osait-elle le revendiquer comme la dépendance la plus légitime du pouvoir des clefs?

Profitant de toutes les occasions d'augmenter



987. ces prérogatives, les papes établirent définitivement leur suprématie durant le dixième siècle. Alors naquit le droit canonique fondé sur les fausses décrétales attribuées aux papes des quatre premiers siècles.

On ne connaît pas l'auteur de ce livre fameux, dont l'original existe, dit-on, à la bibliothèque du Vatican. Hincmar, de Rheims, rapporte que de son temps on l'attribuait à Isidore de Seville. La saine raison ne permet pas d'admettre cette opinion embrassée par le cardinal d'Anguire. Baluse, dans sa préface sur les livres de Reginon, attribue les fausses décrétales à Riculphe, archevêque de Mayence. Il les avait achetées d'un marchand nommé Isidore, surnommé *mercator*, à cause de sa profession; mais ce marchand, de qui les tenait-il?

D'autres regardent Angilran, évêque de Metz au huitième siècle, comme l'auteur de cette compilation. Il la publia pour se garantir des procédures commencées contre lui en France; au surplus, peu importe l'auteur de ce recueil; des évêques allemands dont la bonne foi fut trompée purent le répandre; mais d'autres livres de cette espèce, et surtout les constitutions du pape Adrien, annoncent que les décrétales vinrent d'Italie.

Cette collection mensongère abusa nos crédules aïeux pendant plusieurs siècles;

elle fut regardée comme authentique. Erasme et quelques autres critiques en soupçonnèrent la fausseté, démontrée trop tard par David Blondel et le père Labbe. Quand l'erreur fut enfin reconnue, la plupart des usages établis par elle subsistèrent, la prescription leur tint lieu de titre: ainsi un bâtiment se soutient quand on a renversé la charpente employée à l'élever.\*

987.

De cette source bourbeuse coulèrent la juridiction ecclésiastique, inconnue durant les premiers siècles, et un système tendant à soustraire les gens d'église à la puissance des lois civiles; cette innovation faisait du pape un prélat immédiat de chaque église particulière et un maître absolu des lois et des hommes.

Le livre des fausses décrétales n'obtint jamais légalement en France l'autorité de loi publique; mais on le citait si souvent et avec tant de confiance, qu'au dixième siècle la plupart de ses dispositions servaient de règles dans les jugemens; les causes de cet événement échappèrent à nos anciens historiens; ce furent les abus multipliés résultant de la féodalité: ainsi le malheur engendre le malheur.

21. Les fausses décrétales en produisirent de véritables fondées sur les principes

987. vicieux des premières. De ces décrets pontificaux et d'un mélange confus de canons des conciles, de lois romaines et de capitulaires français, se forma ce qu'on appelle le droit canonique.

« Si on le considère, dit à ce sujet Robertson, sous un point de vue absolument politique, soit comme un système combiné pour favoriser au clergé l'usurpation d'une puissance aussi opposée à la nature de ses fonctions, qu'incompatible avec la police des gouvernemens, soit comme le principal instrument de l'ambition des papes, qui, pendant plusieurs siècles ébranla les trônes, fut sur le point de soumettre l'Europe à la papauté, on doit le regarder comme une des conspirations les plus formidables contre le bonheur de l'espèce humaine. Mais envisageant cette puissance comme un recueil de lois relatives à la conservation des propriétés, et si on fait attention aux effets civils qui en résultèrent, on en jugera d'une manière plus favorable.

« Dans tous les siècles d'ignorance, les ministres de la religion devinrent les objets d'une vénération superstitieuse : les Druides jouissaient d'un grand crédit chez les Celtes ; les Francs introduits dans les Celtiques, ayant embrassé la religion chrétienne, se trou-

vèrent disposés à rendre aux ministres de cette religion les mêmes respects auxquels les Celtes étaient accoutumés envers les ministres du culte établi de temps immémorial dans cette contrée. Accordant la même sainteté aux prêtres et à leurs fonctions, ils auraient trouvé de l'impiété à les soumettre à la juridiction des laïques. 987.

« Profitant avec adresse de cette disposition des esprits, les gens d'église établirent des tribunaux ; on y discuta d'abord les questions relatives au caractère sacerdotal, aux fonctions et aux domaines ecclésiastiques. L'impartialité de la justice, rendue dans ces tribunaux, frappait si éminemment les regards dans les chaos de l'anarchie féodale, que les prêtres entreprirent de s'affranchir absolument de l'autorité des juges civils : ils y réussirent aisément.

« Bientôt, sous divers prétextes, ils étendirent leur juridiction à un si grand nombre d'objets, ils communiquèrent le privilège de cléricature à tant de personnes, que la majeure partie des causes litigieuses leur fut dévolue.

« Pour engager les peuples à couronner ce changement par un consentement unanime, il fallait les convaincre que la juridiction ecclésiastique perfectionnait l'administration

987. de la justice; cela n'était pas difficile alors. Le peu de lumières servant à conduire les hommes durant le moyen âge, restait en dépôt chez les gens d'église. Ils gardaient seuls la clef de quelques restes de la jurisprudence romaine : avec ce secours ils avaient formé un code conforme aux principes de l'équité ; leurs tribunaux entretenaient une correspondance mutuelle, ils mirent de l'harmonie entre les jugemens qui en émanaient.

» Ces tribunaux devinrent l'objet de l'admiration des peuples. L'exception de la juridiction civile fut demandée et accordée comme une faveur ; les hommes , malgré leur ignorance, ne pouvaient regarder du même oeil les procédures usitées dans les cours des barons et celles des gens d'église. Suivant les unes , les différends , élevés entre les vassaux , se terminaient par la violence , et entre les non-nobles par la volonté versatile des barons ou de leurs baillifs , tandis que dans les autres , les difficultés se décidaient d'après des lois invariables ; celles-ci , ordonnant des épreuves ridicules ou barbares , autorisant les combats judiciaires , établissaient la force ou le hasard pour arbitre du juste et de l'injuste ; celles-là décidaient les procès par l'autorité des lois.

» Une injustice évidente prononcée par un

baron auquel la justice suprême appartenait sur ses hommes, était irréparable, les vassaux seuls appelaient au souverain ; la loi ecclésiastique, au contraire, établissait une gradation de tribunaux supérieurs les uns aux autres ; tous les justiciables, sans acception de naissance, pouvaient y appeler. »

Les tribunaux ecclésiastiques procurèrent d'autres avantages : en réfléchissant sur les jugemens qui en émanaient, on sentit la nécessité de s'affranchir de la juridiction arbitraire des barons ou de la reformer. Les rois, témoins de ce désir général, créèrent des juges d'appel auxquels les sentences rendues par les barons ressortirent en plusieurs cas ; ces cas se multiplièrent insensiblement, la justice reentra sous la main des monarques.

Ce fut le premier coup porté à la féodalité ; la juridiction ecclésiastique, établie dans un temps d'anarchie, subsista parce que le pape était généralement reconnu en qualité de juge suprême ; il y eut dans l'Etat deux puissances dont les opérations se croisaient.

Selon le président Hénault, l'autorité temporelle des papes importait au repos général de la chrétienté : « Tout doit changer en même temps dans le monde, si l'on veut que la même harmonie y subsiste ;

987. le pape n'est plus, comme dans le commencement, le sujet de l'empereur ; depuis que l'église s'est répandue dans l'univers , il a à répondre à tous ceux qui y commandent. La religion ne suffit pas pour en imposer à tant de souverains. Dieu a justement permis que le père commun des fidèles entretint par son indépendance le respect qui lui est dû. Ainsi, il est bon que le pape ait la propriété d'une puissance temporelle, en même temps qu'il a l'exercice de la puissance spirituelle, pourvu qu'il ne possède la première que chez lui ; et qu'il n'exerce l'autre qu'avec les limites qui lui sont prescrites.

On ferait sur ce paradoxe des réflexions inutiles. Si on l'admettait , chaque évêque ayant aussi à répondre à tous les individus de son diocèse , n'y devrait reconnaître aucun supérieur dans l'ordre civil. Je ne pense pas que le repos de la chrétienté ait jamais pu résulter du mélange des deux puissances. Le président Hénault écrivait dans un temps où la puissance de la Sorbonne arrêtait la circulation du meilleur livre.

Ce mélange des deux puissances subsistait éminemment dans le dixième siècle ; presque toutes les grandes affaires se portaient en dernier ressort au tribunal du pape. Les empereurs fléchissaient le genou devant les pon-

tifes romains : cependant jamais l'Europe ne jouit moins d'un repos général. 987.

On verra dans la suite comment les abus de la puissance pontificale amenèrent le schisme des protestans.

J'ai parlé des pontifes assis sur la chaire de saint Pierre, durant le huitième et au commencement du neuvième siècle, et de leurs liaisons avec la cour de France. Les pontificats de Sergius et de Léon IV n'offrent aucune circonstance remarquable. On place, après la mort de Léon, le pontificat de la papesse Jeanne.

Née à Mayence, de parens anglais (1), elle alla avec un de ses amans étudier dans Athènes. Ayant fait de grands progrès dans la littérature, elle vint enseigner à Rome. Le clergé romain, séduit par sa grande réputation de science, l'éleva au pontificat sous le nom de Jean VII. Depuis deux ans l'Eglise était gouvernée par elle, lorsque, devenue enceinte, elle accoucha et mourut près du Colisée, comme elle conduisait une procession à la basilique de Saint-Jean-de-Latran.

Barthelemy Sachi, surnommé Platina, dont nous tenons ce récit, possédait la place de bibliothécaire du Vatican. L'indice expur-

---

(1) Platina, in vit. pont.



987.

gatoire employa vainement tous ses moyens pour en faire disparaître les traces (2).

Spanhein a recueilli les preuves de ce fait singulier. Anastase, le bibliothécaire, en parla le premier. Les jésuites, dit-on, faisant imprimer à Mayence un de ses manuscrits, supprimèrent son récit à ce sujet. Si ce récit était constant, comment rejeter le témoignage d'un bibliothécaire des papes, qui pouvait avoir été témoin de l'événement rapporté dans son livre. Les défenseurs du pontificat de Jeanne et ceux qui le rejettent citent également en leur faveur cet écrivain. Les uns s'appuient sur son silence; les autres produisent plusieurs anciens manuscrits dans lesquels il s'exprime suivant leurs intentions.

Radulphe, moine de Flaix, rapporte ce fait historique. On infirme son témoignage en assurant que cet écrivain, ayant vécu au douzième siècle, pouvait répéter un bruit populaire. Marianus Scotus en parle aussi avec quelque détail; on ne trouve pas ce récit, suivant Mabillon, dans plusieurs anciens manuscrits de cet auteur. Cependant l'histoire de Jeanne est tellement enchâssée dans l'ouvrage de Marianus Scotus qu'on ne peut la retrans-

---

(1) J'ai, dans mon cabinet, l'édition où se trouve ce pontificat, chacun peut le voir.

cher sans renverser sa chronologie. Il narre cet événement sans l'adoucir par le moindre prélude, et comme une chose constante. 987.

On cite encore Sigebert de Gemblours et Martinus Polonus. Le récit du premier se renferme dans une parenthèse. Elle peut avoir été intercalée par une main ennemie des papes. Le second, après avoir occupé la place de secrétaire de Nicolas III, devint successivement évêque de Cozence et archevêque de Gnesne, primat de Pologne. Mabillon soutient que ce prélat produisit le premier la fable de la papesse Jeanne. Leo Allatius ne trouva pas cet événement dans plusieurs manuscrits de Martinus Polonus compulsés par lui. Le témoignage de ce savant doit faire beaucoup d'impression ; mais, quand on fait réflexion qu'au moyen des indices expurgatoires, l'inquisition de Rome supprimait aisément les faits et les droits dont la manifestation déplaisait aux papes, le silence de quelques anciens manuscrits ne prouve pas la non-existence d'un fait ou d'un droit, quand le contraire est prouvé d'ailleurs.

Selon Ptolomée Luca, secrétaire de Jean XXII, de tous les anciens historiens lus par lui, le seul Martinus Polonus parlait de l'intronisation de la papesse Jeanne. Jean XX croyait cependant à cette intronisation, puisqu'il se faisait

987. appeler Jean XXI. Jean XXI et XXII y croyaient également puisqu'ils furent nommés Jean XXII et XXIII.

On rejette le pontificat de Jeanne en observant que, selon Platina, elle siégea deux ans et un mois ; ce qu'on ne peut admettre sans troubler la chronologie des papes, et même celle des empereurs. Benoît III dut être élu le jour même où Lothaire cessa de vivre dans l'abbaye de Prüm. Sa mort arriva le 19 septembre 858. Léon était mort le 17 juillet de la même année. L'espace de deux mois séparait ces deux événemens : comment placer dans cet intervalle le pontificat de Jeanne ?

Spanheim répond à cela que la chronologie des papes se trouve souvent fausse. Il en accumule un si grand nombre d'exemples, qu'on en serait surpris si nous ne connaissions l'exactitude et la vaste érudition de ce savant. A l'appui de l'objection tirée de la mort de Léon IV, et de l'élection de Benoît III, on ajoute le témoignage d'Hincmar. Ce prélat avait envoyé des légats à Rome pour des affaires particulières. Ces légats apprirent en chemin la mort de Léon, et arrivèrent à Rome sous le pontificat de Benoît III (1). On

---

(1) Hincmar, épît. 26.

répond que les agents d'Hincmar, instruits de la mort de Léon, durent s'arrêter et peut-être rétrograder pour prendre des nouveaux ordres; mais ces longueurs ne sauraient remplir plus de deux ans donnés par Platina au pontificat de Jeanne. La difficulté s'évanouit si cette femme ne siégea que quelques mois; au milieu de ces variations le critique attentif hésite incertain.

Après Benoît III, occupèrent le siège de Rome jusqu'au milieu du onzième siècle, Nicolas, Adrien II, Jean VII ou VIII, Martin II, Adrien III, Etienne V, Formose, Etienne VI, Romanus, Théodore II, Jean VIII ou IX, Benoît IV, Léon V, Sergius III, Anastase III, Landon, Jean IX ou X, Léon VI, Etienne VII; Jean X ou XI, Léon VII, Etienne VIII, Martin III, Agapit II, Jean XI ou XII, Benoît V, Léon VIII, Jean XII ou XIII, Benoît VI, Donus II, Benoît VII, Jean XIII ou XIV, Grégoire V, Silvestre II, Jean XIV ou XV, Jean XV ou XVI, Sergius IV, Benoît VIII, Jean XVI ou XVII, Benoît IX, Grégoire VI, Clément II, Benoît X, Damase II, Léon IX, Victor II, Etienne IX, Nicolas II, Alexandre II et Hildebrand Grégoire VII, dont j'ai tracé le portrait à la fin de ce livre.

Dans une lettre placée en note, par Frapalo, dans son *Traité des bénéfices*, on lit :

*Tome III.*

987. Je n'ai pas trouvé d'argumens assez forts pour prouver que l'histoire de la papesse Jeanne soit vraie, ni assez de bonnes raisons pour en montrer la fausseté. Elle n'est pas absurde, puisqu'en ce siècle il arriva des choses aussi étranges que semble l'être le pontificat d'une femme : les persécutions faites par plusieurs papes à la mémoire de leurs prédécesseurs, dont ils annulaient les actes, n'étant pas des choses de moindre conséquence. D'ailleurs, lequel vaut mieux, donner la papauté à une femme ou à un enfant de onze ans, comme était Benoît IX.

Pendant quatre-vingts ans (1) jusqu'en 963, ajoute cet écrivain, d'extrêmes désordres signalèrent l'administration de l'Eglise romaine; ce fut un chaos d'impiété : six papes abandonnèrent leur siège, expulsés par leurs compétiteurs; d'autres furent excommuniés par leurs successeurs; deux périrent de mort violente. Etienne, horriblement mutilé au visage, n'osa plus se montrer en public. La courtisane romaine, Théodora, fit élire pape son amant sous le nom de Jean X (2). Un autre Jean, fils du pape Sergius III, et de Marosia, occupa la chaire de Rome à l'âge de vingt ans. Ces désordres firent dire aux historiens que

---

(1) Traité des bénéfices.

(2) Platina, comptant la papesse Jeanne, l'appelle Jean XI.

des monstres et non des évêques gouvernaient l'Eglise romaine durant le dixième siècle, et au cardinal Baronius, qu'à cette époque l'Eglise manqua de papes, mais non de chef; *Jésus-Christ* la protégeait dans le ciel. 987.

Au milieu de ces crimes, dans un temps où, selon les expressions de Platina, la chaire de saint Pierre était plutôt occupée que remplie; sous une série de papes, traités par Baronius d'envahisseurs du pontificat, non apostoliques, mais apostats, s'établit généralement dans l'Europe occidentale la pratique du célibat clérical.

22. On ferait une histoire fort curieuse des diverses opinions des hommes sur des questions les plus simples. Le célibat clérical est regardé par les prêtres catholiques comme une des vertus les plus agréables à Dieu. Presque toutes les autres communions chrétiennes le considèrent comme une institution contraire aux lois de la morale et à la tranquillité des familles. Le célibat peut nuire à la société en l'appauvrissant et en la corrompant; en l'appauvrissant, s'il est vrai, comme on ne peut guère en douter, que la principale richesse d'un Etat consiste dans le grand nombre de ses citoyens; en la corrompant, puisque, suivant l'expression de Montesquieu, plus on diminue le nombre de mariages à faire, plus on nuit aux mariages faits. 21.

987.

Lycurgue nota d'infamie les célibataires. Platon les tolérait dans sa république jusqu'à trente cinq ans ; il les excluait à cet âge des emplois , et les plaçait au dernier rang dans les cérémonies publiques. Les lois romaines autorisaient les censeurs à verser le mépris sur ce genre de vie solitaire. *Cælibes esse prohibendo*. Les célibataires n'étaient pas admis à rendre témoignage en justice. Avez vous une femme ? *ex animi sententia, tu uxorem habes* ? c'était la première question du préteur à ceux qui se présentaient devant eux pour affirmer dans un procès. Les gladiateurs, les athlètes, les danseurs étaient en horreur aux théologiens du paganisme. Vous craignez, leur disaient-ils, d'affaiblir vos forces, et vous perdez votre âme. Sortir de ce monde sans y laisser des enfans, c'est avoir trahi la nature.

Saint Paul, enseignant les devoirs du sacerdoce à son disciple Tite , lui enjoint d'ordonner prêtres des hommes mariés. *Si quis sine crimine est, unius uxoris vir, filios habens fideles*. Cet apôtre donne le même précepte à son disciple Timothée , avec plus de détail. Il veut qu'on élève à l'épiscopat des chefs de famille , époux d'une seule femme , sobres, prudents , honorables , tempérans , et recommandables par la bonne éducation donnée à leurs enfans, et par la sage administration

de leurs biens , cette conduite dans l'intérieur de leur famille , devant être le gage du zèle et de la sagesse avec lesquels ils gouverneraient l'église.

987.

Les constitutions apostoliques, ouvrages du premier ou du second siècle , renouvelaient le précepte de saint Paul , à peu près dans les mêmes termes. Saint Clément d'Alexandrie assure que saint Pierre, saint Paul , saint Philippe étaient mariés ; condamneront-ils aussi les apôtres ? car Pierre et Philippe eurent des enfans , et ce dernier maria ses filles. Saint Paul, dans une de ses épîtres , parle de sa femme. Il ne la menait pas avec lui dans ses voyages, parce que ses services ne lui étaient pas nécessaires : plusieurs martyrologes font mention de sainte Pétronille fille de saint Pierre.

On trouve , dans l'Histoire ecclésiastique des trois premiers siècles , la nomenclature d'évêques et de prêtres mariés. Denys d'Alexandrie, cité par Eusèbe, parle d'un évêque d'Egypte , nommé Chéremon, contraint, durant la persécution de Dèce , de fuir en Arabie avec sa femme et ses enfans. Au rapport d'Eusèbe, un évêque, nommé Philée, souffrit le martyre sous le règne de Dioclétien. Le juge l'exhortait à prendre pitié de sa femme et de ses enfans , que sa mort allait réduire à la misère. Saint Cyprien était marié ; son bio-



987. graphe, *Pontius*, assure que sa femme ne put le détourner d'embrasser le christianisme ; cet évêque fut converti par un prêtre marié. Ses lettres attestent ce fait. Il conserva un grand respect pour ce prêtre, qui lui recommanda en mourant sa femme et ses enfans. Tertullien dédia un de ses livres à sa femme : il était donc marié.

Le concile de Nicée, assemblé en 325, offre la preuve que la loi du célibat n'existait pas encore ; plusieurs évêques, au rapport de Sozomène et de Socrate, ayant proposé de forcer par une loi les évêques et les prêtres d'abandonner leur femme, Paphnuce, évêque en Egypte, s'opposa à ce décret, observant que l'état du mariage méritait des éloges, et que vivre avec sa femme était chasteté. Une sévérité hors de mesure, ajoutait ce prélat, pouvait nuire à l'Eglise, non-seulement parce qu'il n'est pas donné à tous les hommes de garder la continence, mais en ce que les femmes délaissées ne garderaient peut-être pas la chasteté à laquelle on voulait les contraindre par leur veuvage. Paphnuce, au rapport de Socrate et de Sozomène, jouissait d'une grande considération par ses lumières et la pureté de ses mœurs ; les évêques, se rendant à son avis, se contentèrent de défendre aux gens d'église d'avoir chez eux des associées, des

agapètes, *agapetæ*, *sub. introductæ*, ou 987.  
d'autres compagnes que leur femme, leur mère,  
leurs sœurs, ou leurs tantes.

Un concile, tenu à Arles en 358, défendit  
d'admettre aux ordres un homme marié, à  
moins qu'il ne promit de contribuer à la con-  
version de sa femme.

Parmi les évêques mariés à la fin du qua-  
trième siècle, il faut compter saint Hilaire  
de Poitiers. Il eut une fille nommée Ebra. Gillot  
convient de ce fait dans son édition des Pères  
de l'Eglise, publiée en 1572. Le pape Silvère,  
relégué par Bélisaire en Lycie, était fils du  
pape Hormisdas. Saint Grégoire, évêque de  
Naziance, fut père de saint Grégoire de Nysse  
et de saint Bazile. Il paraît même que ces deux  
évêques étaient nés depuis l'élévation de leur  
père à l'épiscopat. Saint Grégoire de Nysse  
fut aussi marié.

Cependant, dès cette époque, de grands  
hommes et plusieurs conciles préconisaient le  
célibat clérical. D'après un canon d'un con-  
cile d'Ancyre, les diacres ne pouvaient plus  
contracter un mariage, s'ils n'avaient protesté,  
en recevant l'ordination, qu'ils ne voulaient  
pas vivre dans le célibat. Un autre canon du  
concile de Néocésarée, célébré à la même épo-  
que, condamnait à la déposition les évêques  
mariés, *præsbiterum si uxorem duxerit de-  
ponendum*.

La question du célibat clérical devint l'occasion des disputes élevées à la fin du quatrième siècle, entre le moine saint Jérôme et le prêtre Vigilantius. Les ouvrages de ce dernier ne sont pas venus jusqu'à nous, quelques fragmens sont insérés dans les OEuvres de saint Jérôme. Vigilantius condamnait le célibat du clergé ; ce prêtre jouissait d'une grande réputation de sainteté. Ses observations faisaient une telle impression, que des personnes, engagées dans le mariage, étaient seules ordonnées diacres par les évêques d'Espagne.

Saint Jérôme, malgré ses traités polémiques contre Vigilantius, prit hautement le parti de Cartérius, évêque espagnol, marié, en secondes noces. Si je voulais nommer, disait-il, tous les évêques mariés deux fois, leur nombre surpasserait celui des Pères du concile de Rimini : *tantus numerus congregabitur ut Riminensis synodus superetur*. Saint Chrysostôme, partageant l'avis de Vigilantius, disait que saint Paul<sup>9</sup> déclarant à Tite qu'un évêque devait être marié à une seule femme, fermait la bouche aux hérétiques ennemis de l'union conjugale.

Sidonius Appollinaris, évêque d'Auvergne au cinquième siècle, était marié à Papiavilla. On trouve parmi les œuvres de Sidonius plu-

sieurs épîtres à sa femme et à ses enfans. Simplicius, évêque de Bourges, eut dans le même temps deux enfans de sa femme Palladia. 987.

Un exemple mémorable d'un évêque marié, est celui de Synésius de Ptolémaïde en Cyrène, en 410. Disciple de sa célèbre Hypatia d'Alexandrie, il professait la philosophie platonicienne. Il se défendit long-temps d'accepter l'épiscopat par des motifs qui semblaient devoir lui donner l'exclusion la plus formelle. Sa lettre à son frère, lors de son ordination, est un monument précieux de ce siècle. Les incertitudes de ce prélat sont peintes d'une manière naïve ; je pense qu'on ne lira pas sans intérêt la traduction de cette lettre ; le père Petau l'a conservée dans l'édition des œuvres de Synésius en grec et en latin. \* Plus j'examine mon intérieur, moins je me crois en état de porter le fardeau de l'épiscopat. Je me contente du rôle de philosophe. On a mal jugé de ma capacité. Celui qui enlève sans peine un léger fardeau, est-il en état d'en porter un plus pesant ? Dieu, les lois et la main de Théophile m'ont attaché à une femme. Il ne me convient ni de m'en séparer, ni de vivre secrètement avec elle comme un adultère. D'ailleurs il est différent d'étudier pour s'instruire, ou d'enseigner les autres. En plusieurs points, la philosophie ne s'accorde pas avec les dogmes du

987. christianisme. Une âme imbuë du platonisme pourrait-elle se plier à parler contre sa pensée? La vérité ressemble à la lumière, elle doit se proportionner à l'organe de la vue pour ne pas le blesser. Les ténèbres conviennent aux ophtalmiques, le mensonge au peuple, la vérité aux sages. Je ne refuse pas d'être évêque, s'il m'est permis d'allier les fonctions de cet état avec ma franchise, philosopant dans mon cabinet, n'enseignant aucune nouveauté, mais ne désabusant pas les hommes de leurs erreurs, me contentant de n'y pas croire. » Il est surprenant que cette épître nous soit parvenue.

On trouve, dans le décret romain, au canon Ozius, parmi les évêques, fils de prêtres, Ozius de Cordoue, fils du sous-diacre Etienne; le pape Boniface, fils du prêtre Joconde; le pape Félix III, fils du prêtre Félix; le pape Jean II, fils du prêtre Projectus; le pape Agapet, fils du prêtre Gordien: Théodore I<sup>er</sup>, fils de Théodore, patriarche de Jérusalem.

Au rapport de saint Antonin, archevêque de Florence, le pape Cirice porta le premier la loi du célibat clérical. Les Orientaux n'adoptèrent pas cette décrétale; les Occidentaux s'y soumirent les uns plus tôt, les autres plus tard. Patianus, évêque de Barcelonne, qu'on doit compter parmi les évêques mariés, disait

à ce sujet : Cirice enseigna le célibat , mais depuis quand ? sous l'empire de Théodose , c'est-à-dire quatre cent ans après *Jésus-Christ*. Cette doctrine était donc inconnue pendant les quatre premiers siècles. 987.

Saint Paulin de Nole , dans le cinquième siècle , ne se soumit pas à cette loi ; sa femme dont il ne voulut pas se séparer en recevant l'ordination , s'appelait Thébasie ou Thérasie : ayant résolu de finir sa vie avec elle dans une solitude , le poète Ausone , son ami , attribuait ce projet aux noirs accès d'une mélancolie , ou aux mauvais conseils de son épouse ; il la nomme Tanaquilla.

*Si prodi Pauline times nostræque vereris  
Crimen amicitie , Tanaquil tua nesciat istud.*

On ne voit trop ce qu'avait de commun Tanaquilla , femme de Tarquin-l'Ancien , avec l'épouse de saint Paulin. Il répondit que sa femme était une Lucrèce et non une Tanaquilla : les apologistes du célibat clérical supposent que saint Paulin vivait avec sa femme comme il aurait vécu avec sa sœur : à la bonne heure ; reste toujours , qu'étant prêtre il vivait avec sa femme : et on ne le déposa pas. Malgré le canon du concile d'Ancyre , un autre prêtre , nommé Aper , dont parle saint Paulin , garda sa femme après son ordination. Innocent I<sup>er</sup> renouvela la loi du céli-

987. bat. Elle ne fut pas exactement observée , témoin Prosper , évêque de Reggio. Il parle ainsi à son épouse.

*Age jam precor mearum  
Comes irremota rerum ;  
Trepidam brevemque vitam  
Domino meo dicamus.*

Dans le sixième siècle , les lois pontificales concernant le célibat des clercs , furent confirmées. On peut citer plus de quinze conciles tenus dans ce siècle en France , en Espagne , en Allemagne , en Italie , dont les canons défendirent aux prêtres de vivre avec leur femme ; cependant l'histoire fait mention de plusieurs évêques mariés à cette époque. Jean Blondonnel , dans sa Notice des évêques du Mans , cite un maître d'hôtel de Chilperic , parvenu à l'évêché de cette ville en 581. Quoique marié , il assista à un concile de Macon en 585 ; sa femme lui survécut ; elle voulait jouir en douaire des legs pieux faits à l'église du Mans , les considérant comme des acquêts de son mari.

Hume prouve d'une manière invincible , que , dans le onzième siècle , un grand nombre de prêtres étaient mariés en Angleterre. Saint Ulric , évêque d'Augsbourg dans le dixième siècle , et le cardinal Pierre Damien dans le onzième , publièrent les observations les plus frappantes sur les inconvéniens du célibat clé-

rical. Le concile de Bâle , ayant déposé le pape Eugène IV , et placé sur le siège de Rome , Amédée , duc de Savoie , plusieurs évêques objectant que ce prince avait été marié , le secrétaire du concile , Eneas Silvius , depuis pape sous le nom de Pie II , répondit : *non solum qui uxorem habuit , sed uxorem habens potuit assumi* , non seulement celui qui a été marié peut monter sur le trône de l'Eglise , mais celui qui est marié actuellement.

Mais objecte-t-on, si dans l'ancienne histoire ecclésiastique, on trouve des exemples d'évêques mariés , il leur fut constamment défendu de contracter un mariage après l'ordination. Cette question me paraît oiseuse. La coutume d'élever des jeunes gens à la prêtrise est moderne. Le mot *prêtre* signifie *vieillard ancien* ; on choisissait les pasteurs dans la primitive Eglise, parmi des gens d'un âge mûr , ils étaient mariés , ou ils avaient renoncé au mariage : cependant un grand nombre de décrets des conciles, défendant aux prêtres de contracter des mariages, annonçaient évidemment l'existence de l'usage , ou, si l'on veut, de l'abus contraire, puisqu'on voulait le détruire.

Par une singularité remarquable , les écrivains ne commencèrent à se récrier contre la dépravation des mœurs du clergé , qu'à



987. l'époque où la pratique du célibat devint ordinaire parmi les prêtres.

On conserva dans l'église d'Orient une pratique différente, prescrite par le troisième canon du concile de Constantinople, appelé *in trullo*, en ces termes : l'Eglise latine défend aux diacres et aux prêtres de vivre avec leur femme, restant nous-mêmes soumis aux canons apostoliques, les prêtres nedoivent pas être privés de la compagnie de leur épouse pour honorer le mariage institué de Dieu. Ce concile est tenu pour œcuménique par les Grecs et par les Russes.

Grégoire VII fut le plus redoutable champion du célibat clérical; ajoutant à la rigueur des anciennes lois canoniques, il interdit le mariage aux prêtres, sous peine d'excommunication; on traitait ces prêtres de concubinaires. Cette assertion se fondait sur les idées pointilleuses de ce siècle. On appelait mariage, l'union morale d'un prêtre avec son église; cette église, disait-on, était sa femme légitime; toute autre épouse devenait donc une concubine.

Plusieurs grands hommes, considérant les abus du célibat clérical, prouvèrent dans la suite, l'avantage de permettre le mariage aux pasteurs. Le célèbre jurisconsulte Nicolas Tudeschi, archevêque de Palerme, examinant dans son commentaire sur les décrétales, l'a-

vantage ou le désavantage de marier les prêtres chez les Latins, comme ils le sont chez les Grecs , décide cette question en ces termes : Je pense que l'Eglise a le pouvoir de permettre ces mariages , et qu'elle ferait sagement d'en user. 987.

C'était aussi le sentiment de Polydore Virgile. Encas Silvius , pape sous le nom de Pie II , disait, au rapport de Platina : Si pour de bonnes raisons on a défendu le mariage aux prêtres , il y en a de beaucoup meilleures pour le leur permettre aujourd'hui.

Un traité du célibat clérical, imprimé à Londres en 1689, attribué à Henri Warton , ayant suivi les formes de cette loi dans ses variations, établit assez clairement que l'usage du mariage permis aux prêtres par les canons apostoliques , ne leur fut pas interdit durant les trois premiers siècles. On proposa le célibat dans le quatrième, comme un état plus parfait. Cette pratique fut préconisée dans le cinquième et commandée dans le sixième ; mais des réclamations générales firent tomber cette loi en désuétude : l'usage du mariage chez les prêtres se maintint en Angleterre, en Allemagne et en France , où les mœurs étaient plus pures qu'en Italie. Un canon du concile de

814. Nantes (1) en 1125, défendit d'admettre au sacerdoce les enfans des prêtres, à moins qu'ils n'endossassent la robe monacale. Quelques prêtres étaient donc mariés en Bretagne au douzième siècle.

Le célibat prévalut en Occident, à l'époque où les pontifes romains, devenus les dispensateurs suprêmes des bénéfices, et bien plus assurés de l'aveugle obéissance d'un clergé célibataire, que si les membres de ce corps avaient été attachés à leur patrie par les liens d'une famille, condamnèrent à l'indigence absolue les prêtres mariés. La misère les força de se soustraire aux devoirs de la société conjugale, environ deux siècles avant les prédications de Luther.

Un canon du concile de Trente déclare le sacrement de l'ordre empêchement dirimant du mariage : cette loi fut le sujet des plus vives réclamations. L'empereur d'Allemagne et le duc de Bavière faisaient valoir auprès du pape Pie IV les sentimens des principaux prélats d'Allemagne. L'expérience leur avait prouvé que le seul moyen de conserver la religion catholique en Allemagne, était non-seulement de laisser leur femme aux prêtres

---

(1) Recherches statistiques sur le département de la Loire, imprimées à Nantes en 1804.

mariés , mais d'admettre des hommes mariés 987.  
au sacerdoce.

Aux lettres de l'empereur et du duc de Bavière au pape , était joint un mémoire dressé par des théologiens catholiques. D'après les preuves alléguées dans ce mémoire , le mariage des prêtres avait été permis jusqu'au pontificat de Caliste ; aucune loi civile ne condamnait ces unions , il était d'autant plus instant de supprimer les lois pontificales à ce sujet , que de cinquante prêtres catholiques , il s'en trouvait à peine un seul qui ne vécût en concubinage au scandale des fidèles. Enfin on ajoutait : la loi du célibat clérical est un simple règlement économique. Sous ce rapport , le pape Pélage fit difficulté de confirmer l'élection d'un évêque de Sarragosse , chargé d'un grand nombre d'enfans. *Quia episcopum illum cum tanta uxoris liberorumque familia , ecclesie bona assumere posset* (1). Il confirma enfin l'élection , à la charge que la femme et les enfans n'emporteraient rien après la mort de l'évêque , excepté les biens désignés dans l'acte de mariage.

Pie IV paraissait vouloir appeler à Rome des gens pieux et savans de toutes les nations catholiques , discuter avec eux cette question , et

---

(1) Cap. de Syracus. , dist. 28.

987. d'autres points auxquels les réformés se montraient le plus attachés. Un heureux rapprochement allait ramener les protestans à la communion catholique. Le cardinal Simonète changea les dispositions du pape , en lui faisant craindre de rentrer dans les embarras dont il venait de sortir par la clôture du concile de Trente , si les théologiens venus de France , ou d'autres contrées , apportaient des instructions de leur gouvernement , d'après lesquelles ils fussent tenus d'agir.

Pie IV chargea plusieurs cardinaux d'examiner le mémoire des Allemands. Cette affaire s'évanouit dans les délais. Le décret du concile de Trente reçut son exécution dans les contrées où les décisions de ce synode furent admises ; et dans les autres pays les monarques frappèrent de nullité par leurs lois les mariages contractés par les clercs dans les ordres sacrés.

Les moines étaient les plus infatigables agens employés par les papes à propager la loi du célibat. Une régularité extérieure , le goût pour l'étude et l'application aux affaires leur procuraient une supériorité décidée sur le clergé séculier. Ils occupaient presque tous les sièges épiscopaux dans l'Eglise latine , comme ils les occupent aujourd'hui dans l'Eglise grecque. Portant dans l'administration des

• diocèses cette âpreté de mœurs , cette dureté de caractère , et un esprit de despotisme puisé dans les cloîtres , ces prélats inventèrent et répandirent une foule de pratiques inconnues dans les siècles précédens. Ils leur attribuèrent des vertus divines. Par eux furent introduits des offices extrêmement longs, mais qui ne l'étaient pas pour des moines désœuvrés , des jeûnes , des flagellations volontaires indiquées par le cardinal Pierre Damien , comme un moyen infaillible de racheter tous ses crimes devant Dieu , et même ceux des autres.

Ces directeurs cénobites prenant assez constamment leur intérêt pour guide de leurs actions , recommandaient à leurs pénitens , comme les œuvres les plus méritoires pour le ciel, celles dont leur couvent recevait le plus d'utilité. Ils leur ordonnèrent surtout l'obéissance la plus indéfinie aux ordres des pontifes romains. Il est temps de revenir à Hugues Capet.

23. Hugues Capet, parvenu à chasser les 987-995 Carlovingiens du trône de France, ne voyait pas sans inquiétude les suites de cette révolution. Il crut devoir affermir sa puissance en la partageant avec son fils Robert. Un parlement est indiqué dans Orléans au mois de décembre 988. Robert, associé à la royauté, fut sacré par l'archevêque de Sens. Hugues eut

987-996 lieu de se repentir de s'être donné un collègue. Les historiens observent, sans entrer dans des détails, que Robert donna à son père des sujets de mécontentement.

Leurs suites pouvaient devenir fâcheuses. Le roi combattait alors le duc de la Basse-Lorraine et les barons français attachés à la maison carlovingienne. Mais le duc Charles fut peu à peu abandonné.

Trahi par l'évêque de Laon, livré à Hugues Capet, il mourut dans la tour d'Orléans, laissant deux enfans mâles, dont l'ainé hérita de la Basse-Lorraine; il ne laissa pas de postérité.

Hugues se concilia les gens d'église en renonçant aux abbayes qu'il tenait de ses aïeux. Son règne dura neuf ans. Il mourut à Paris en 996, à l'âge de cinquante-cinq ans; il avait épousé, en premières noces, Blanche, veuve de Louis V: elle ne lui donna pas d'enfans. Il eut d'Adélaïde, sa seconde épouse, Robert son successeur, Adwige mariée à Reinier, comte de Nevers, et Gisèle, femme de Hugues, avoué de l'église de Saint-Riquier, et ensuite comte de Ponthieu.

Abbeville, simple métairie, appartenante à cette abbaye, lui avait été donnée en fief par Hugues Capet. Cette place fut entourée de fortifications, pour arrêter les courses des

Danois qui continuaient de dévaster les provinces maritimes de France.

24. Robert, né, baptisé, et couronné dans Orléans, entra dans sa vingt-sixième année lorsqu'il prit les rênes du gouvernement.

Presque sans influence parmi ses vassaux, il lui fut impossible de tirer le moindre avantage du démembrement du royaume de Bourgogne cisjurane, et ensuite de sa dissolution, lorsque Rodolphe III mourut sans enfans. J'ai déjà parlé de cette époque remarquable, à laquelle s'attache l'origine de plusieurs souverainetés plus ou moins étendues. Leur réunion à la monarchie française à diverses époques, rendit à cette couronne une partie de son ancien lustre. Presque tous nos historiens ont négligé de nous faire connaître cette importante révolution qui jette tant de lumières sur l'histoire de France.

Ce ne fut pas la faute du roi Robert, mais celle des circonstances, si, dans cette occasion, ne fut pas réunie à l'empire français la succession de Rodolphe III. C'était un ancien démembrement de la France. Il comprenait le comté de Bourgogne, l'Helvétie, la Savoie, le Bugéy, le Lyonnais, le Dauphiné, la Provence, le comté de Nice, et le Languedoc. Robert avait épousé Berthe, sœur de Ro-



596-1032 dolphe III, et veuve d'Endes, comte de Champagne. Elle était parente de son nouvel époux au quatrième degré.

Cet hymen fut célébré avec l'approbation d'un grand nombre d'évêques. Le président Hénault se trompe en assurant que le roi s'était marié sans une dispense convenable.

Des considérations politiques avaient engagé Robert à rétablir sur le siège de Rheims, Arnoul, frère du roi Louis V. Gerbert, dépouillé à son tour, s'était retiré auprès de l'empereur Otton II. Devenu archevêque de Ravenne, il gouvernait la cour de Rome par l'ascendant de son caractère. Les gens les plus sages ne sont pas insensibles aux injustices dont ils se croient les victimes. Gerbert, égaré par sa haine envers le roi de France, fit envisager à Grégoire V le mariage de ce prince avec sa parente, sans une dispense formelle de la cour romaine, comme un intolérable attentat contre la papauté.

Grégoire excommunia les évêques français dont les dispenses autorisaient le mariage du roi. Il menaça du même anathème Robert et Berthe, s'ils ne se séparaient à l'instant où serait connue en France la sentence pontificale frappant de nullité leur union.

L'absurde rigueur de ce décret paraît incroyable aujourd'hui, où de semblables dis-

penses sont accordées aux moindres partisans par les évêques, sans aucune réclamation de la part du pape. On aurait tort néanmoins de mettre cette sentence sur le compte de l'ignorante superstition de ce siècle. Cette impéritie générale s'alliait avec beaucoup d'astuce particulière. Les grands vassaux de France parmi lesquels on comptait des évêques, n'avaient-ils pas intérêt d'empêcher le roi de devenir assez puissant pour rétablir en France le gouvernement de Charlemagne ?

Otton II, alors maître de Rome, assista au concile dans lequel fut prononcée la nullité du mariage de Robert. Otton hérita de la meilleure partie des Etats de Rodolphe. Il regardait sans doute le mariage de Robert avec la sœur de ce prince, comme un obstacle à vaincre. Cette considération pouvait influencer sur la conduite du pape, dirigée par Gerbert.

On n'eut d'abord aucun égard à la sentence de Rome, mais le pape ayant jeté un interdit sur la France, la lugubre solennité avec laquelle cette sentence fut fulminée dans les églises, alarma les consciences ; jamais la superstition ne se montra plus insensée. Les moines publiaient que la reine, en punition de son inceste prétendu, était accouchée d'un monstre à tête d'oie. Cette fable s'accrédita parmi le peuple, les histo-

996-1032 riens la répétèrent, et le jésuite Daniel n'a pas rougi de l'adopter. Les courtisans rompaient tout commerce avec le roi. A peine lui restait-il quelques domestiques ; tellement frappés d'aveuglement, qu'ils jetaient au feu les restes de ses repas , comme si la main d'un excommunié leur eût communiqué un caractère nuisible.

Voltaire paraît douter que, dans l'extrême dégradation de la raison humaine au onzième siècle , l'absurdité fût allée si loin au sujet des couches de la reine ; mais les provocateurs de la sentence de Rome ne voulaient pas perdre le fruit de leurs intrigues. Combien de fois les hommes , pour leurs intérêts , ne garantirent-ils pas comme vrais , des faits dont la fausseté leur était démontrée ? Le roi craignant un général abandon , se séparant de sa femme , épousa Constance , fille du comte de Provence. Il perdit l'espoir de réunir à la France le royaume de Bourgogne cisjurane par les suites d'un heureux hyménée.

Frappés , par l'absurdité de ces siècles , d'une barbare et superstitieuse démence , si nous regardons en pitié les peuples qui en furent les témoins ou les victimes , rendons grâces au bonheur qui nous a placés sur le globe dans des temps plus éclairés ;

mais , malgré le développement de nos lumières , la folie assiége la sagesse , et la sagesse ne repousse les assauts de la folie qu'avec les plus pénibles efforts. Sous Louis XIII, Urbain Grandier fut brûlé vif , accusé d'être sorcier. Dans les beaux jours de Louis XIV, un prêtre , regardé comme magicien , expia sur l'échafaud ce crime imaginaire ; et , au commencement du dix-huitième siècle , le parlement d'Aix fut sur le point de se flétrir par une semblable condamnation envers un jésuite , qui n'était pas sorcier sans doute.

A la mort de Rodolphe III, en 1031 ou 1032, s'éteignit la postérité mâle de Rodolphe de Bourgogne. Ce prince avait fondé , à la fin du neuvième siècle , une souveraineté entre les Alpes et le Mont-Jura. S'augmentant avec rapidité , elle fut appelée d'abord royaume de Bourgogne transjurane , et prit le nom de royaume des deux Bourgognes à l'époque où la majeure partie du royaume de Bourgogne cisjurane y fut réunie après la mort de Louis-l'Aveugle , fils de Bozon. On lui donna encore le nom de troisième royaume de Bourgogne , pour le distinguer de l'ancienne monarchie , fondée par les Burgondions au cinquième siècle , incorporée à la France en 534 , et au second royaume de Bourgogne , renouvelé en 562 ,

9<sup>de</sup>-1032 par Gontran , et réuni de nouveau à la monarchie française en 613.

Ces trois royaumes , malgré la même dénomination de leur nom , comprenaient des provinces différentes. Cette diversité augmente la confusion de l'histoire de France durant ces siècles. L'étendue du premier royaume de Bourgogne se trouve assez bien déterminée par le concile d'Epaone , assemblé en 517 par le roi Sigismond. Tous les évêques de ses Etats s'y trouvèrent ; on y compte les signatures des évêques de Vienne , de Lyon , de Châlons-sur-Saône , de Vaison , de Valence , de Sisteron , de Grenoble , de Besançon , de Langres , d'Autun , d'Octodure en Valais , dont le siège fut transféré dans la suite à Sion ; d'Embrun , de Moustier en Tarentaise , de Windisch , dont le siège est aujourd'hui à Constance ; de Die , de Carpentras , de Gap , d'Orange , de Saint-Paul Trois-Châteaux , de Cavaillon , de Viviers , d'Apt , de Nyons , dont le siège ne subsiste plus depuis longtemps , et d'Avignon.

Le second royaume de Bourgogne dont l'étendue varia , paraît cependant avoir été formé essentiellement des pays appelés de nos jours , duché et comté de Bourgogne , Nivernais , Lyonnais , Dauphiné et Savoie. J'ai déterminé les bornes du troisième royaume

de Bourgogne, dont le duché de Bourgogne ne faisait pas partie.

Ce duché de Bourgogne renfermait l'ancien diocèse d'Autun. Cette province, après avoir appartenu à Henri, frère de Hugues Capet, mort sans enfans, fut donnée par le roi Henri I<sup>er</sup>, à son frère Robert, chef de la première maison royale des ducs de Bourgogne; elle s'éteignit en 1361. Ce grand fief fut réuni à la couronne par le roi Jean. Il en investit son quatrième fils Philippe, chef de la deuxième maison royale de Bourgogne, éteinte dans la personne de Charles-le-Téméraire, tué devant Nanci.

Le duché de Bourgogne était devenu d'une très-vaste étendue; il comprenait sous le règne de Charles-le-Téméraire, le duché, le comté de Bourgogne, et le duché de la Basse-Lorraine, dont j'ai assigné les limites. Ce prince se flattait d'y réunir la Lorraine Mosellanique; il eût été souverain d'un pays contigu des bords de la Somme, aux portes de Strasbourg; et du Rhône, aux extrémités occidentales de la Gueldre.

Cette longue digression, nécessitée par l'obscurité de cette partie de l'histoire de France, éloigne le lecteur du roi de France, Robert, et du roi de Bourgogne, Rodolphe. Du vivant de ce prince, une partie de la Provence

996-1032 s'était soustraite à sa domination immédiate ; elle forma le comté de Provence , gouverné par Guillaume , père de Constance , troisième épouse du roi Robert.

Rodolphe , voulant éviter l'entier démembrement de son royaume , appela vainement à sa succession l'empereur Conrad-le-Salique , en l'adoptant avec les formalités des lois romaines ; les barons , par les mesures prises de loin , assuraient leur indépendance. A peine ce monarque entra dans la tombe , que , s'appropriant les droits régaliens , ils ne laissèrent aux empereurs de la maison de Franconie qu'une vaine mouvance.

Tels furent les ducs de Zeringhen , les comtes de Habsbourg , les comtes de Maurienne , les comtes de Vienne , appelés Dauphins vers le milieu du douzième siècle , les comtes d'Orange et de Forqualquier , les comtes de Provence , les comtes de Bourgogne.

De ces grands feudataires , la puissance des seuls comtes de Habsbourg et de Maurienne a duré jusqu'à nos jours. Rodolphe , comte de Habsbourg , devint empereur d'Allemagne. Humbert-aux-Blanches-Mains fut la tige de la maison de Sardaigne.

A l'exemple des seigneurs laïques , presque tous les évêques bourguignons devinrent prin-

ces souverains. Les sièges de Lyon, d'Em-<sup>996-1032</sup>brun, de Vienne, de Besançon, de Lausanne, de Genève, de Grenoble, de Valence, de Gap et de Die, furent des fiefs impériaux.

Robert, occupé à se maintenir sur le trône, ne prenait aucune part à ces grands événemens. En vain les Lombards lui offrirent la couronne d'Italie, après la mort de l'empereur Henri II; peu affermi sur le trône de France, il refusa celui des Lombards.

25. Ce prince, à l'exemple de son père, voulut associer à la couronne, Hugues, son fils aîné. Il fut couronné en 1007, le jour de la Pentecôte, dans un parlement tenu à Compiègne. La mort l'ayant emporté à la fleur de son âge, Henri, aîné de ses frères, devenait héritier présomptif du trône. Constance n'aimait pas Henri, elle employa toutes sortes d'intrigues à décider le couronnement du prince Robert. La succession à la couronne, par ordre de primogéniture, n'était donc pas alors entièrement reconnue. Cependant, par un usage constamment observé, les cadets ne montaient jamais sur le trône au préjudice de leur aîné.

Henri fut sacré et couronné dans Rheims en 1026. Tous les contemporains attestent l'humeur altière et turbulente de la reine Constance. Cette disposition eût peut-être préci-



990-1032 pité du trône la maison capétienne, si la sagesse du roi n'avait servi de contre-poids aux fausses démarches de son épouse. La conduite de cette princesse, plusieurs fois inconséquente, fut atroce dans une occasion assez extraordinaire.

Dans les dixième et onzième siècles, nous dit Zawein, recteur de l'université de Salsbourg, l'autorité des pontifes romains faisait en France les progrès les plus étonnans, au moyen du fréquent envoi des légats apostoliques; ils s'emparaient de la nomination des gros bénéfices, et les donnaient à ceux qui leur en offraient le plus d'argent.

Malgré l'ignorance générale, ces abus sere-marquaient; quelques prêtres s'érigèrent en réformateurs; on comptait parmi eux, Etienne, chapelain de la reine Constance. Ces enthousiastes, sous le voile d'une plus haute perfection évangélique, tendaient probablement à dominer sur les esprits; on leur imputa des crimes et des sentimens erronés. Leurs ennemis, voulant les rendre odieux, les appelèrent Manichéens; mais il n'est pas prouvé qu'ils adoptassent les erreurs attribuées à ces anciens hérétiques. Ils furent juridiquement accusés de tenir des assemblées secrètes dans lesquelles, après avoir récité des prières en l'honneur du diable, ils éteignaient les lumières, se mê-

laient indifféremment hommes et femmes , et 996-1031  
jetaient dans les flammes le premier enfant  
né de ces incestes ; on reprochait encore à ces  
novateurs de prêcher qu'il ne fallait pas en-  
voyer son argent au pape.

Ces hommes et ceux nommés Vaudois ,  
dans la suite, voulaient ramener les peuples  
aux usages des premiers siècles de l'Eglise. On  
avait vu Claude, évêque de Turin , adopter la  
plupart des sentimens devenus la base de la re-  
ligion réformée , et publier ces sentimens  
comme ceux des apôtres et des premiers fidèles.  
Les légats de Rome , ne voulant ou n'osant pas  
condamner ces novateurs pour ces opinions ,  
leur attribuaient des crimes imaginaires.

Robert et Constance vinrent à Orléans , où  
plusieurs de ces raisonneurs tenaient des  
assemblées. Les évêques firent brûler treize de  
ces malheureux ; le roi et la reine furent pré-  
sens à leur supplice. La reine , loin d'être  
touchée de compassion , employa , dit-on , une  
longue baguette que les femmes portaient alors  
à la main , à crever un œil à son ancien cha-  
pelain. Jamais , avant cette exécution , les  
juges n'avaient livré au supplice du feu , des  
fous convaincus de dogmatiser sur des objets  
dont ils n'ont aucune connaissance. Priscillien  
avait été condamné à mort au cinquième siècle  
dans Trèves ; mais saint Martin refusa de com-

996-1032 muniquer avec les évêques , auteurs de cette condamnation.

Robert mourut à Melun , le 20 juillet 1031, dans la soixante-unième année de son âge. Il avait eu trois femmes : Rosalie, veuve d'Arnoul, comte de Flandre , Berthe et Constance. Cette dernière lui donna Hugues , mort avant son père , Henri, roi de France , Robert, duc de Bourgogne, Eudes , Adélaïde, comtesse de Nevers, et Adèle, duchesse de Normandie.

Henri avait été couronné du vivant de son père ; cependant sa mère conservait le désir et l'espoir de placer le jeune Robert sur le trône (1). Les comtes de Flandre et de Champagne , et plusieurs barons des duchés de France et de Bourgogne prenaient les armes. Henri , surpris et presque généralement abandonné , sortit de Paris lui douzième , et vint à la cour du duc de Normandie, Robert II. Les troupes de ce prince furent à sa disposition. Le roi asseoit son camp sous les murs de Corbeil : il y est joint par un grand nombre de ses vassaux : ses ennemis sont battus : la reine est contrainte de demander la paix. Henri céda à son frère le duché de Bourgogne ; c'était assurément une lourde faute en politique.

---

(1) Frag. Histoire de France , tome IV , Duchesne.

26. Henri , tranquille sur le trône , s'appliquait à former des alliances avec les puissances voisines. Dans une entrevue au pays Messin, avec l'empereur Conrad , son mariage fut conclu avec Mathilde , sœur de ce prince. Des circonstances tenant aux opinions religieuses , s'opposèrent à la consommation de cet hymen. Le roi , voulant ensuite reconnaître les services que lui avait rendus le duc de Normandie , réunit à son duché les villes de Gisors , de Pontoise , et la partie du Vexin , appelée dans la suite Vexin-Normand. Cette faute politique égalait celle d'avoir cédé à son frère le duché de Bourgogne.

Sous ce règne, des disputes, élevées au sujet de l'eucharistie, produisirent des nuages dont se forma dans la suite un orage religieux. Ce sacrement devait être un sujet d'adoration et de silence. N'offrant aucune prise à cette métaphysique pointilleuse cultivée par les docteurs chrétiens, imbus de la philosophie de Platon, les moines grecs ne l'avaient pas soumis à leurs raisonnemens. On se contenta de célébrer la cène, le soir, dans les premiers âges du christianisme, et de communier à la messe, sous les deux espèces du pain et du vin, dans les temps postérieurs. Les peuples n'adoptaient aucune idée claire et distincte de ce mystère.

Dans beaucoup d'églises, surtout en Angle-

1032-1060 terre, on croyait boire et manger Dieu spirituellement. Une homélie du dixième siècle, insérée dans la Bibliothèque bodléienne, s'exprime en ces termes : C'est véritablement, par la consécration, le corps et le sang de Jésus-Christ, non corporellement, mais spirituellement : le corps dans lequel le Christ souffrit, et le corps eucharistique sont différens. Le premier se composait de chair et d'os, animé par une âme raisonnable; l'eucharistie n'a ni sang, ni os, ni âme. Nous devons donc l'entendre d'un sens mystique.

Jean Scot, surnommé Erigène, avait longtemps auparavant, sous le règne de Charles-le-Chauve, et même, à ce qu'on prétend, par ordre de ce prince, soutenu à peu près la même opinion. Ce théologien enseignait que le sacrement d'eucharistie n'est ni le vrai corps ni le vrai sang de Jésus-Christ, mais la mémoire de son corps et de son sang. Jean Scot jouit, durant sa vie et après sa mort, d'une grande réputation de science et de sainteté. Gotcelin, moine de Cantorbéri, dressa, au commencement du douzième siècle, un catalogue des saints, morts en Angleterre, entre lesquels se trouve Jean Scot. Hector Boëce Déidonat assure qu'il avait été mis au rang des martyrs par la sacrée autorité des pontifes; et Molanus l'a cousu au Martyrologe d'Usuard, imprimé à Anvers en 1583.

Ratramne, moine de Corbie, à la même époque, écrivait à Charles-le-Chauve: C'est le corps de Jésus-Christ reçu et mangé, non par les sens corporels, mais par les yeux de l'esprit fidèle. Il est évident qu'il n'y a aucun changement dans le pain et dans le vin eucharistiques; ils sont donc ce qu'ils étaient précédemment. Ce moine finit par assurer, après avoir cité saint Augustin, que le pain appelé corps, et le vin appelé sang, sont une figure, parce que c'est un mystère.

Mauguin non-seulement appelait Ratramne un défenseur intrépide de la vérité, mais un ennemi redoutable de tous les novateurs, un homme recommandable également par sa doctrine et par la pureté de ses mœurs.

Le docteur Boileau, publiant le traité de Ratramne, *du corps de Jésus-Christ*, contre Pascale Ratbert, avec une traduction française et des notes, regarde l'ouvrage de Ratramne comme peu favorable aux réformés. Cependant ce théologien enseignait formellement: Les sacrements prennent le nom des choses représentées par eux; c'est pourquoi on dit que l'eucharistie contient le corps et le sang de Jésus-Christ, à cause de sa ressemblance avec ces choses.

De quelque manière que Ratramne s'entendit, ou qu'on l'entendit, d'autres moines

1032-1060

écrivirent contre lui; Pascase Ratbert développa un des premiers le sentiment de l'Eglise romaine sur l'eucharistie, enseignant que le pain était le véritable corps de Jésus-Christ, sorti du sein de la Vierge Marie, et le vin avec l'eau son véritable sang.

Cette dispute amena celle des stercoranistes. Osant décomposer physiquement un objet de foi, ils prétendirent que le pain et le vin eucharistiques, digérés naturellement, suivaient le sort des alimens ordinaires.

Le pain eucharistique peut tomber en pourriture, les vers peuvent le ronger; enfin, si on le jette dans le feu, il est consumé. On ne peut nier aussi que le vin eucharistique, bu en trop grande quantité enivrerait, et qu'une trop grande consommation de pain eucharistique causerait une indigestion; de là paraissait naître cette conséquence: L'eucharistie se digère et éprouve les autres effets des alimens.

On répondait à ces argumens de plusieurs manières. Selon les uns, la substance du pain, anéantie par la consécration, revenait dans la suite, les vers pouvaient alors s'y engendrer, nos corps pouvaient en être nourris. C'était le sentiment d'Innocent III et de saint Bonaventure. Selon d'autres, les vers s'engendraient dans la *quantité* à laquelle Dieu avait

accordé la faculté d'exister et de faire toutes les fonctions de la matière anéantie pas la consécration. Ainsi pensait saint Thomas-d'Aquin. Des troisièmes disaient, que des accidens se formait un composé de matière et de forme capable d'opérer tous les effets des espèces eucharistiques, parce qu'il reste dans ces accidens la puissance de se changer en une autre substance.

Ces questions nous scandaliseraient aujourd'hui, les prêtres les traitaient alors en latin, et on ne l'entendait presque plus. Les laïques, occupés d'aventures guerrières ou exotiques, prenaient peu de part aux dissensions théologiques, elles ne produisirent aucun déchirement.

Enfin Bérenger, archidiacre d'Angers, enseigna vers l'an 1050, par écrit et dans la chaire, que le véritable corps de Jésus-Christ n'est et ne saurait être sous les apparences du pain et du vin : On ne saurait admettre, disait-il, une blancheur sans objet blanc, une rondeur sans un objet rond, et un corps physique ne peut se trouver en plusieurs endroits à la fois.

La grande réputation de Bérenger lui procurait beaucoup de sectateurs, et lui faisait une foule d'ennemis ; ses propositions furent discutées dans toutes les écoles de théolo-



1032-106

gie. Adelman, un des plus intimes amis de l'archidiacre d'Angers, Durand, abbé de Troarn en Normandie, Hugues, évêque de Langres, et surtout Lanfranc, abbé du Bec, et ensuite archevêque de Cantorbéri, combattirent les sentimens de Bérenger. Voici comment Lanfranc s'y prenait dans son traité *de corpore Christi*, pour confondre son adversaire :

Le corps du Christ dans l'eucharistie, est le même qui naquit de la Vierge, et ce n'est pas le même : c'est le même, quant à l'essence et aux propriétés de la véritable nature ; ce n'est pas le même, quant aux espèces du pain et du vin ; de sorte qu'il est le même, quant à la substance, et qu'il n'est pas le même quant à la forme : comment comprendre ces belles choses ?

Bérenger avait raisonné en philosophe, il s'agissait d'un mystère incompréhensible. Bérenger, homme d'église, devait donc avec l'Eglise soumettre sa raison à la foi, lui disait-on de toutes parts. Il fut condamné successivement dans quatre conciles ; on l'obligea de prononcer sa rétractation sous peine d'être brûlé. On connaît le canon auquel il fut contraint de souscrire. On y décidait (1) qu'après la consécration, l'eucharistie était le véritable corps et le véritable sang du Christ, non seu-

---

(1) Canon, ego Berengarius apud Lanfranc. c. 2.

lement sacramentalement, mais sensiblement, <sup>1032-1064</sup> que ce corps manié par les prêtres, est rompu et brisé sous les dents des fidèles pendant la communion.

Cette rétractation forcée gravait les sentimens de Bérenger plus avant dans son âme. Il mourut dans son opinion. Elle ne produisit alors ni schisme ni guerre civile, le temporel occupait seul l'ambition des hommes.

Après la condamnation de Bérenger, s'établit l'usage de l'élévation de l'hostie, après les paroles de la consécration. Cependant le terme de transsubstantiation ne fut pas adopté, avant 1215, par le concile de Latran. Urbain IV institua la fête et la procession du Saint-Sacrement en 1254.

L'opinion de Ratramne, de Jean Scot, de Bérenger et de plusieurs autres théologiens, se perpétuant d'âge en âge, passa aux Vaudois, aux hussites, aux protestans.

L'usage s'introduisait alors de racheter par des dons aux gens d'église les peines auxquelles les âmes du purgatoire sont condamnées par la justice divine. Pierre Damien, dont nous tenons que la reine Constance accoucha d'une oie, rapporte aussi comment un pèlerin, revenant de Jérusalem, fut jeté par la tempête dans une île habitée par des diables : un bon ermite s'y trouvait aussi. Voisin des

1032-1063 gouffres enflammés dans lesquels les diables plongeaient les âmes des morts, il apprit au pèlerin que ces diables ne cessaient de hurler contre saint Odillon, abbé de Clugni, dont les prières et les macérations leur enlevaient quelques âmes tous les jours.

Saint Odillon, instruit de cet événement, institua la fête des Morts. L'église adopta cette solennité; des indulgences furent attachées aux prières pour les morts; c'était un acte d'humanité. Cette dévotion dégénéra bientôt en abus, les prêtres se firent payer pour tirer les âmes du purgatoire. On ne parlait dans les chaires que d'apparitions de trépassés, d'âmes plaintives sollicitant des prières, des châtimens éternels destinés aux chrétiens, s'ils refusaient d'acheter ces prières. La superstition se joua de la piété crédule; les abus les plus crians amenèrent la révolution, dont les suites enlevèrent la moitié de l'Europe à la domination du pape.

Des prêtres, dont le pouvoir s'étendait au-delà du tombeau, qui changeaient le pain en Dieu, et qui remettaient les péchés, devaient jouir de la vénération publique, surtout le chef de cette religion. Cependant presque tous les pontifes de Rome passaient leur vie dans les désordres les plus scandaleux. En 1033, trois papes élus à prix d'argent, s'excommuniaient récipro-

proquement dans Rome. Ils finirent par s'accor- 1032-1069  
der à partager les revenus de l'église, et à vivre  
chacun avec sa maîtresse. Le premier installé,  
était un enfant de douze ans, connu sous le  
nom de Benoît IX. Les Romains le chassèrent  
bientôt. Ils donnèrent sa place à Jean, évêque  
de Sabine : il se fit nommer Silvestre III. Les  
deux papes vendirent leurs droits à Jean Gra-  
tien, archiprêtre de l'Eglise romaine. Il fut in-  
tronisé, et s'appela Grégoire VI. Ses deux con-  
frères, ayant vendu leurs portions pontificales,  
vulaient les garder. Il en résulta une guerre  
civile entre les trois pontifes, successivement  
reconnus dans Rome quand leurs amis s'y  
trouvaient les plus puissans, devenant ainsi  
papes et anti-papes tour à tour. Ces pontifes  
trahaient de simoniaques les investitures  
données par les empereurs et par les rois aux  
évêques et aux abbés. Pour anéantir cet usage  
préjudiciable aux intérêts de la papauté, ils  
embrasèrent l'Europe des feux de la discorde  
et de la guerre.

La conduite des évêques de France partageait  
l'irrégularité de celle des papes. Un archevêque  
de Rouen avait eu plusieurs enfans, auxquels il  
donna des fiefs. Ces exemples étaient ordinai-  
res. La plupart des prêtres entretenaient des  
concubines, ou, comme on parlait alors, des  
chambrières. Les plus honnêtes se mariaient

1032-1062 par des contrats civils , les papes les pri-  
vèrent de leurs bénéfices , les excommuniè-  
rent , défendirent aux laïques d'entendre leur  
messe , enfin permirent aux seigneurs de  
réduire en servitude les enfans nés de ces  
unions. Tous ces décrets émanaient des con-  
ciles. Dans tous ces conciles , où présidaient  
les passions humaines , on citait l'Évangile et  
les Pères, on implorait les lumières du Saint-  
Esprit , on publiait même des réglemens  
utiles.

L'autorité , usurpée par les prêtres dans  
toutes les affaires , avait déterminé Henri I<sup>er</sup>  
à rompre son mariage projeté avec la sœur  
de Conrad-le-Salique. De toutes les supers-  
titions de ce siècle , celle qui prohibait un  
mariage avec sa cousine au septième degré ,  
n'était pas la moins nuisible à la tranquillité  
du royaume ; presque tous les souverains de  
l'Europe se trouvaient parens de Henri I<sup>er</sup>.  
Craignant de partager les désagrémens éprou-  
vés par son père , il épousa une princesse  
russe, Anne , fille du duc Jaraslau. Cette  
princesse professait-elle l'idolâtrie ou le chris-  
tianisme ? Changeait-elle de religion en épou-  
sant un roi de France ? Comment , dans un  
temps où la communication entre les royaumes  
de l'Europe était très - difficile , eut-on  
connaissance en France d'une princesse du

pays des anciens Slavons ? Qui proposa <sup>1032-1062</sup> cette alliance ? L'histoire ne répond à aucune de ces questions. Henri eut de cette princesse Philippe I<sup>er</sup>, Hugues, devenu comte de Vermandois par son mariage avec Adélaïde, héritière de cette province, et la princesse Emma dont on ignore la destinée.

Philippe entra à peine dans sa septième année, lorsque son père l'associa à la couronne dans un parlement tenu à Rheims en 1059.

Dans toutes les circonstances, le clergé augmentait ses prérogatives. Deux légats du pape soutinrent qu'on ne pouvait couronner le nouveau roi sans le consentement du pontife romain. Le parlement rejeta cette prétention, mais il fut permis aux deux légats d'assister à la cérémonie ; ils y donnèrent les premiers leur suffrage comme dans une élection sacerdotale. L'archevêque de Rheims s'efforça de prouver, dans un long discours, que le droit de sacrer les rois appartenait à son siège, conformément au décret du pape Hormisdas, du temps de Clovis : décret évidemment chimérique, puisque la cérémonie du sacre était inconnue sous la première dynastie. Il présenta ensuite au jeune prince une formule de serment ; il s'y obligeait à protéger les prérogatives de l'église

1032-1060 de Rheims. C'est le premier couronnement sous les Capétiens, dont on trouve le détail dans notre histoire.

Henri I<sup>er</sup> ne survécut pas long-temps au couronnement de son fils ; une médecine, prise mal à propos, le conduisit au tombeau dans la cinquante-cinquième année de son âge.

La reine, après la mort de son mari, ne prétendit pas à la régence ; les lois changent selon les temps. Il semblait que cet honneur devait regarder Robert, duc de Bourgogne. Ses anciennes prétentions à la couronne lui donnèrent l'exclusion. Baudoin V, comte de Flandre et marquis de France, obtint la régence. La reine veuve se retira d'abord dans un monastère, elle se maria dans la suite à un comte de Crespi en Valois.

1061-1067 27. Le règne de Philippe I<sup>er</sup> fut le plus long de tous ceux qui l'avaient précédé, excepté celui de Clotaire I<sup>er</sup>, et de ceux qui le suivirent, excepté ceux de Louis XIV et de Louis XV. Il devint célèbre par les événemens les plus extraordinaires, et dont plusieurs procurèrent beaucoup de gloire à la nation française. Durant cette époque, un petit nombre de pèlerins français fonda le royaume des Deux-Siciles ; le duc de Nor-

mandie , Guillaume-le-Conquérant , se rendit maître de la Grande-Bretagne ; les papes forcèrent les empereurs à se priver des investitures ecclésiastiques ; enfin , la singulière épidémie des croisades dépeupla l'Europe et surtout la France.

Philippe ne prit presque aucune part à ces événemens. Probablement même les principaux feudataires de sa couronne , profitant de la faiblesse du monarque et des désordres de son administration , auraient éteint en France le titre royal ; en se procurant une entière indépendance , si les événemens extraordinaires dont je viens de parler , imprimant un autre mouvement à l'inquiétude ambitieuse des hommes puissans , n'avaient garanti l'empire français de l'anéantissement dont les circonstances le menaçaient.

Philippe I<sup>er</sup> monta sur le trône à l'âge de neuf ans. Baudoin , comte de Flandre , déclaré régent par les grands vassaux , portait le titre de marquis de France , sans doute parce que la Flandre était frontière de ce royaume vers les Bouches-du-Rhin ; ainsi les comtes d'Anvers étaient appelés marquis d'Allemagne ou du Saint-Empire.

La conquête d'Angleterre par le duc Guillaume , signala cette minorité. Robert , fils de



1061-1067

Richard, duc de Normandie, était mort en Orient, en revenant du pèlerinage de la Terre-Sainte. N'ayant jamais subi le joug de l'hymen, il laissait un fils naturel de la fille d'un pelletier de Falaise, nommée par les contemporains *harlote*. Ce terme signifiait, signifie encore aujourd'hui en anglais, concubine ou femme publique. Guillaume fut déclaré par son père et par les Etats de Normandie, héritier du duché.

Il régnait paisiblement à Rouen, et la Bretagne lui rendait hommage, lorsqu'à la mort d'Edouard-le-Confesseur, il prétendit au royaume d'Angleterre, se fondant sur un acte dont personne n'eut jamais connaissance. Il déclara qu'ayant fait un voyage dans cette île, Edouard lui avait légué l'Angleterre par un testament.

Guillaume assemble les Etats de Normandie; la plupart des barons et des évêques refusaient de prendre part à cette expédition, on voyait clairement que, si la conquête ne réussissait pas, la province devait rester appauvrie, et qu'un heureux succès l'exposait à devenir une province d'Angleterre. Mais plusieurs Normands hasardèrent leur fortune. Un baron, nommé Fitz Othbern, équipa quarante vaisseaux à ses dépens. Le comte de Flandre, beau-père du duc Guillaume, lui

fournit des hommes et de l'argent; le pape Alexandre embrassant ses intérêts, lança l'excommunication contre ceux dont les armes arrêteraient ses efforts.

Guillaume sortit de Saint-Valery, en 1066, avec une flotte nombreuse. Il aborda sur la côte de Sussex. Bientôt après se donna, dans cette province, la célèbre bataille de Hastings; elle décida du sort de la Grande-Bretagne. Au premier rang de l'armée normande, un écuyer, nommé Taillefer, monté sur un grand cheval, chanta la chanson de Roland, si long-temps dans la bouche des Français, sans que nous en connaissions le moindre fragment.

Ce Taillefer, après avoir commencé le chant guerrier répété par les soldats, se jeta dans la mêlée. La bataille dura six heures. La gendarmerie à cheval faisait alors la force des armées. Elle ne paraît pas avoir été employée dans cette journée, peut-être à cause de la difficulté d'embarquer des chevaux. Guillaume vainqueur, s'approche de Londres. On portait devant lui une bannière bénie par le pape. Sous cet étendard se réunirent presque tous les évêques anglais : ils vinrent aux portes de la capitale, avec les officiers municipaux, offrir à Guillaume une couronne dont il s'était rendu maître par le sort des armes.

Alexandre II reçut en échange de sa ban-

1061-1067

nière, l'étendard du roi d'Angleterre Harold, tué dans l'action, et une partie du petit trésor de ce prince. Ce pape disputait le siège de Rome à Honorius II. L'or anglais contribua au triomphe de son bon droit.

Les anciennes lois britanniques furent abolies. Le vainqueur introduisit les lois Normandes. Depuis cette époque, jusqu'au règne d'Edouard III, tous les actes publics s'expédiaient dans la langue parlée en Normandie. Cette langue était le français, mêlé d'un peu de danois; elle n'offrait aucun avantage sur l'idiome parlé en Angleterre.

Conquérant de l'Angleterre, Guillaume devint la terreur du roi de France. Philippe I<sup>er</sup> voulant trop tard abaisser un vassal plus puissant que son souverain, se jeta sur le Maine, dépendant de la Normandie; Guillaume passa la mer, reprit le Maine, et força le roi de France à demander la paix.

Philippe entra alors dans sa quinzième année. Les actes, datés auparavant des années de la régence, le furent désormais de celles du nouveau règne. Je parlerai dans la suite, de l'ordonnance, dans laquelle les rois furent déclarés majeurs à quatorze ans. On a conclu de cette ordonnance, que, dans les temps antérieurs, la minorité des rois de France durait jusqu'à l'âge de vingt-un ou vingt-deux

ans , l'exemple de Philippe I<sup>er</sup>. prouve le contraire. L'usage variait à cet égard , et dépendait des circonstances.

1067

Philippe I<sup>er</sup>. fut en tutelle toute sa vie. Les grands vassaux réglaient dans les parlemens les affaires générales ; le roi conservait très-peu d'influence dans cette assemblée ; les finances et le pouvoir judiciaire se réunissaient dans la main des grands feudataires. La juridiction immédiate du roi n'excédait pas les limites du duché de France , encore, dans ce territoire , son pouvoir se trouvait perpétuellement gêné par celui des barons. Ils se considéraient dans leurs terres comme autant de souverains, tenus seulement envers le roi , aux services déterminés par les lois féodales.

S'ils réunissaient leurs forces, sous la bannière royale , pour repousser une invasion étrangère , plus souvent ligués ensemble , ils cherchaient à dépouiller les rois de leurs domaines. Un seigneur de Montmorency, ou tout autre propriétaire d'un château fortifié, devenait un ennemi redoutable à la couronne. Elle ne se fût pas perpétuée dans la famille Capétienne , sans la précaution prise par les premiers monarques de cette dynastie, de faire couronner leur fils aîné de leur vivant. Chaque baron , se regardant comme législateur

1067 dans sa baronnie, il résulta de cette discorde, cette variété de coutumes long-temps en usage chez nos pères.

Les rois de France tenaient leur cour de justice avec beaucoup de pompe. Ces assemblées, nommées Champ-de-Mars, et ensuite Champ-de-Mai, durant les premiers siècles de la monarchie, portaient depuis long-temps le nom de parlement, *parlamentum*, de plaids, *placita*, de cour plénière, ou de cour des pairs, suivant la nature des affaires dont on s'occupait. Cette cour suprême connaissait de tous les différends élevés entre les vassaux relevant du roi, ou entre ces grands vassaux et des seigneurs étrangers. D'après une règle constante, tout défendeur devait être jugé à la cour de son seigneur. Lorsque les grands vassaux traitaient dans le parlement des affaires générales de la monarchie, cette assemblée prenait le nom de barounage de France, *barnagium regni*. Si le roi assemblait les seuls vassaux de son duché de France, cette cour particulière ressemblait à celles des hauts barons auxquels un grand nombre de vassaux rendaient hommage. Ces assemblées, très-différentes par leur objet, se confondirent insensiblement.

Il eût fallu établir une distinction formelle entre le roi, comme chef de l'empire et comme

seigneur particulier , puisqu'il tenait sa cour à l'un ou à l'autre de ces titres ; dans l'une , les seuls grands vassaux étaient admis ; l'autre se composait de tous les barons relevant du roi , comme roi ou comme duc. Tant de précision ne convenait ni au caractère inconsideré des Français , ni à leur ignorance , ni à la manière dont le gouvernement féodal s'était formé.

Cette distinction peu nuancée entre plusieurs sortes d'assemblées féodales , dont les opérations différaient essentiellement , jette des ténèbres profondes sur l'histoire de France ; il est difficile de les dissiper. Les magistrats qui , sous le nom de parlement , rendirent dans la suite la justice en France , n'ont pas peu contribué à embrouiller les faits , dans les nombreux écrits , publiés de leur part sur cette matière. Le but de ces écrits était de prouver que les nouveaux parlemens représentaient les anciens Champs-de-Mars , tandis que , dans la vérité , ces tribunaux suprêmes succédaient seulement aux conseillers appelés auprès des rois pour lui aider à rendre la justice aux peuples.

Cette confusion , entre les vassaux du roi et ceux du royaume , détruisit un des appuis de la féodalité. Les évêques , en qualité de seigneurs de fiefs , assistaient à la cour du roi. On ne saurait assigner avec précision le temps

où les assemblées des hauts barons prirent le titre de parlemens. Les actes publics rejetèrent long-temps cette dénomination en usage dans les monastères.

Ces parlemens ne se tenaient pas avec des formes régulières et constantes. Les circonstances et le caprice semblaient y régler les choses les plus importantes ; tantôt les barons stipulaient dans ces parlemens leurs intérêts particuliers , tantôt ils portaient les lois pour le partage des dépouilles faites à la guerre ; d'autres fois on y décidait de la paix et de la guerre , mais toutes ces décisions, dépourvues de la sanction nationale , obligeaient seulement ceux qui les avaient souscrites. Ce fait résulte du texte même d'un parlement, tenu à Paris en 1223 , pour la police, au sujet des Juifs.

Le royaume des Francs languissait dans l'anarchie , sans aucune tendance à l'ordre et à l'harmonie , quoi qu'en dise Montesquieu. Le gouvernement féodal , loin de pouvoir se comparer au chêne, ornement des forêts , ressemblait plutôt au triste mancenillier , dont les vénéneuses exhalaisons frappent de mort les êtres sensibles qui cherchent du repos sous son fatal ombrage.

Non-seulement chaque province , chaque canton , chaque bourgade reconnaissaient des

seigneurs dont les intérêts se croisaient , mais il s'était établi divers genres de seigneurie sur les mêmes choses , sur les mêmes personnes. Cette disposition , au lieu de diminuer le poids de la seigneurie entière, comme l'avance l'auteur de l'Esprit des Lois, doublait, triplait, quadruplait le poids de l'esclavage.

L'empire français présentait un triste spectacle , un spectacle lamentable , lorsque ses provinces, au lieu de s'entraider à supporter les charges publiques , à distribuer les jouissances par des échanges réciproques , à concourir, d'un pas égal et ferme , au bonheur général, devenues la proie de mille despotes, s'armaient continuellement les unes contre les autres.

Un homme à paradoxe, dit à ce sujet Saint-Foix (1), prétendait qu'il se commettait alors moins d'injustices ; que l'on n'enverrait pas si aisément un exploit, si chacun pouvait encore demander à vider le procès en champ clos , et que d'ailleurs tous les parens de l'agresseur étaient intéressés à le détourner d'empiéter sur le bien de son voisin , ne pouvant se dispenser de prendre part dans ces petites guerres ; on arrachait à la vérité, ajoute-t-il, les vignes, on brûlait les granges et les moissons ; on était quelquefois exposé, en arrivant chez soi,

---

(1) Essais sur Paris.



à trouver sa femme et ses enfans égorgés , au lieu que de nos jours ils ne sont au moins réduits qu'à la misère , après que leur père a été ruiné par les écritures d'un procureur , ou l'impéritie d'un juge.

L'espèce humaine semblait devoir succomber en France , aux maladies qui la tourmentaient. La servitude de la glèbe , les ténèbres de la superstition , et l'astuce des moines lui enlevaient toute sa substance. Le fanatisme enfin allumait ses bûchers sous le règne de Robert , crime affreux dont les descendans de Clovis et de Charlemagne ne s'étaient pas rendus coupables. Il souilla fréquemment la maison capétienne. Ces fléaux réunis complétèrent la dégradation de l'esprit humain.

Au sein des calamités de tous les genres , et parmi les débris d'un gouvernement mutilé , Philippe I<sup>er</sup> avait perdu les Français de vue : ils languissaient dans les fers. Trop faible pour tenter de les rompre , vainement , par des bienfaits , il cherchait à gagner leurs oppresseurs. Ces bienfaits , preuve de sa faiblesse , rendaient les barons et les prêtres plus entreprenans. Ce prince , d'un caractère vacillant , livré à ses plaisirs , se laissait conduire au gré des circonstances. L'excès de son indolence enhardit le pape Grégoire VII , à sommer les Français de payer à la cour romaine un tribut sous le nom de denier de saint Pierre. La

France eût peut-être essuyé cette humiliation , si les démêlés de ce pontife avec l'empereur Henri IV , n'avaient attiré ailleurs l'attention pontificale. Le pape menaçait aussi , en 1075 , de déposer Philippe s'il ne se justifiait devant les légats de Rome du crime de simonie. Cet acte d'hostilité n'eut aucune suite. Le fougueux pontife , occupé à soumettre à son siège l'Allemagne et l'Italie , craignait d'augmenter le nombre de ses ennemis. Cependant les instrumens de la puissance pontificale se répandaient de toutes parts , et partout inspiraient la terreur.

28. Le pape Grégoire VII (Hildebrand) fut un des hommes dont l'histoire nous a transmis le plus de bien et le plus de mal. Fils d'un charpentier, long-temps moine de Clugny, nourri dans le jargon philosophique de son siècle , il possédait toutes les subtilités de l'école. Le pape Léon l'appela dans le clergé de Rome. Il dirigea bientôt les principales affaires de l'Église. Légat en France sous Victor II , et en Allemagne sous Étienne IX , les occasions ne lui manquèrent pas de s'instruire à fond des intrigues de ces cours.

A une fermeté inébranlable et une ambition sans bornes , le moine Hildebrand joignait une austérité de mœurs , tenant moins peut-être à des vertus religieuses qu'à sa politique et à son caractère de fer. Ses talens le

portèrent au pontificat , regardé alors comme la première dignité de l'Europe. Tout fut mis en œuvre, dès ce moment , pour exécuter le projet formé par lui, de rendre la nomination à la papauté indépendante de la cour impériale , et tous les trônes dépendans de la mitre pontificale.

Comme ces généraux habiles, dont les excursions , faites à propos dans les pays ennemis , éloignent leurs adversaires de celui dans lequel ils sont campés , Hildebrand masqua ses vues en attaquant l'autorité des monarques, et en favorisant les évêques , tentés de s'y soustraire. De cette source provint la guerre des investitures. J'en ai renfermé les détails dans mon Histoire d'Italie; ce fut aussi l'origine de cette hauteur insultante , déployée par lui envers les têtes couronnées. D'une main il frappait d'un vain anathème l'empereur d'Orient, Nicéphore Bononiate, qui ne reconnaissait pas sa juridiction , et le Normand Robert Guiscard, duc d'Apulie , qui la bravait ; de l'autre , il menaçait des mêmes censures Philippe I<sup>er</sup> ; d'un côté, il traitait la Hongrie , la Pologne, l'Espagne , comme des provinces feudataires de l'Eglise de Rome ; de l'autre, il proposait aux Français de payer le denier de saint Pierre.

La déposition de l'empereur , prononcée par ce fougueux pontife, est un de ces événe-

mens difficiles à classer parmi les grands crimes ou seulement parmi les actions singulièrement hardies. Le critique modéré se trouve réduit au silence : pour juger d'un fait historique, il faut se placer dans le temps où ce fait est arrivé. Personne, dans le onzième siècle, ne connaissait la source apocryphe des fausses décrétales. Ces pièces, publiées sous le nom des papes des trois premiers siècles, justifiaient tous les abus dont leurs successeurs pouvaient entourer l'autorité pontificale.

Les papes se regardaient comme les juges des rois. Les lettres circulaires, écrites à toutes les églises au nom du pape Hildebrand, et au nom du concile de Rome, où la déposition de l'empereur fut prononcée, respirent le même esprit que cette sentence inouïe. On y établit en principe le droit prétendu par les papes de juger les rois; cette assertion, joignant l'adresse à l'audace, engageait tous les prélats à se ranger sous les étendards de l'Eglise romaine.

Ce pape, animé par les motifs les plus incandescens, ne faisait pas réflexion, qu'abusant d'une manière aussi étrange du pouvoir attribué par les fausses décrétales à l'Eglise romaine, il avertissait tous les souverains de faire examiner le titre, en vertu duquel les papes exerçaient ce pouvoir, et de condamner

le livre, en découvrant qu'il était le fruit de l'imposture.

Bayle, après avoir dit que Grégoire VII fut le boute-feu de l'Europe, lui donna cependant la qualification de grand homme : c'était du moins un grand fourbe. Ce prétendu grand homme mena, sur la chaire de saint Pierre, la vie la plus malheureuse. Il prétendait disposer des couronnes ; la sienne chancela perpétuellement sur sa tête. Son élection au pontificat fut frappée de nullité au concile de Mayence, en 1080. On lui donna pour successeur Guibert, archevêque de Ravenne ; ce pontife, sous le nom de Clément III, fit son entrée dans Rome, revêtu des marques de la dignité papale.

Grégoire VII, renfermé dans le château Saint-Ange, put voir, des tours de cette citadelle, l'intronisation de son compétiteur, et le couronnement de ce même Henri IV, déposé par lui, et qui, maître de Rome, en 1084, le tenait étroitement bloqué.

Obligé enfin d'abandonner Rome, où la roideur de son caractère l'avait rendu odieux, et enfermé dans Salerne par Robert Guiscard, excommunié par lui, quelque temps auparavant, il y mourut abandonné de tout le monde. Tel fut l'homme qui troubla l'Europe durant un pontificat de douze ans.

---

# HISTOIRE

DE

## FRANCE.

---

### PREMIÈRE PARTIE.

---

#### LIVRE SEPTIÈME.

*Philippe I<sup>er</sup> ; Louis VI ( le Gros ).*

1. Fondation du royaume des Deux-Siciles. — 2. Démêlés entre l'empereur Henri IV et Grégoire VII. — 3. Henri est déposé par le pape. — 4. Philippe I<sup>er</sup> est excommunié par le pape. — Mort de Guillaume-le-Conquérant. — 5. Causes de l'épidémie des Croisades. — 6. Ces guerres dûrent leur existence à l'ambition des pontifes romains. — 7. Conséquences morales des Croisades. — 8. Précis de ces expéditions. — 9. Première Croisade. — 10. Fondation du royaume de Jérusalem. — 11. Invention des armoiries. — 12. Règne de Louis VI. — Naissance des longues guerres entre la France et l'Angleterre.

1. **R**OBERT GUISCARD fut la tige de la première dynastie royale des Deux-Siciles. Ce fait

d'armes qui donne à cette partie de l'histoire une teinte romanesque, signala le règne de Philippe I<sup>er</sup> ; mais il fut amené par des causes antérieures à ce règne.

Quelques habitans de Normandie vinrent en 1017 en pèlerinage au mont Gargan. Ce célèbre sanctuaire partageait avec saint Pierre de Rome, et saint Jacques de Compostelle la dévotion ambulatoire des peuples. Les citoyens de Bari, gouvernés par les empereurs d'Orient, se proposaient d'introduire chez eux un gouvernement municipal. Un de leurs chefs, frappé de l'air martial de ces étrangers, leur inspire le désir de former des établissemens en Italie. Les pèlerins lui promettent l'appui de leurs armes. Leurs compatriotes partent successivement par petites troupes, le bourdon à la main. Un prélat guerrier occupait le siège de saint Pierre. Benoit IX venait de mettre en fuite une armée d'Arabes en Toscane. Nos aventuriers, ayant reçu la bénédiction de ce pontife, marchent vers la Campanie ; ils choisissent le comte Rainolphe pour leur chef, et, sous sa conduite, furent jetés les fondemens d'Aversa, dans une délicieuse et fertile contrée, entre Naples et Capoue. Le bruit de ce succès assurait aux colons une foule de camarades. Les plus célèbres furent les enfans de Tancrède de Haute-Ville. La

fortune les porta sur le trône des Deux Siciles.

1067

Tancrède eut douze enfans mâles , dont la renommée publia les exploits presque incroyables. Ils arrivèrent en Italie vers l'an 1037. Faisant alliance avec leurs compatriotes d'Aversa , ils ne méditèrent rien moins que la conquête de l'Italie méridionale. Un chef leur était nécessaire : on élut Guillaume surnommé Bras-de-Fer , l'aîné des enfans de Tancrède. Il obtint le titre de comte d'Apulie ; et n'ayant pas laissé d'enfans , sa succession passa à ses frères Drogon , Onfroi et Robert Guiscard.

Robert Guiscard fut duc de Calabre et d'Apulie ; il eut pour fils Boëmond , fils de Tancrède , l'un et l'autre fameux durant les croisades. Roger , le plus jeune des douze frères , s'empara de la Sicile sur les Musulmans. Il en fut investi en qualité de comte par son frère le duc Robert Guiscard.

Les empereurs allemands , ou les rois d'Italie , pouvaient un jour revendiquer , comme des fiefs dépendans de leur couronne , les pays dont les nouveaux souverains venaient de se rendre maîtres. Ils mirent en usage une précaution assez souvent prise alors par les particuliers pour s'assurer la tranquille jouissance de leurs propriétés. On les donnait à une église , sous le nom d'*oblata* , et on les



1087

gardait moyennant une redevance convenue. C'était l'ordinaire ressource des faibles dans ces siècles de désordres ; Robert Guiscard , quoique puissant, l'employa contre des princes plus puissans que lui. Se déclarant feudataire de l'Eglise romaine pour les pays dont il s'était emparé , et pour ceux qu'il s'emparerait dans la suite , il prêta hommage de la Sicile dont son frère exécutait la conquête.

1068-1075

2. Les pontifes romains auraient déployé dans leurs desseins moins de suite et d'inflexibilité , si , dans leur voisinage , des princes puissans ne les avaient secondés contre les empereurs , leur offrant un asile lorsque la fortune contrariait les prétentions pontificales. Dans ce concours de circonstances , il faut chercher les premières causes de la guerre , aussi atroce que ridicule , entre le sacerdoce et l'empire , née dans ce siècle. La querelle des investitures en fut seulement la cause secondaire.

Pierre Damien , auteur contemporain , condamnant l'investiture , s'exprimait ainsi dans une lettre au pape Alexandre II : Les gens d'église ne se font point de scrupule d'acheter des princes , les évêchés et les abbayes , sous prétexte qu'ils payent l'investiture et non le bénéfice. Dans cette vénalité pouvait consister l'abus des investitures , et non dans la manière

dont les fiefs étaient conférés par les souverains. 1068-1075

Frapaolo , auteur non suspect , rapporte que , sous l'empire des trois Otton , à la mort d'un évêque , son bâton pastoral et son anneau étaient portés à l'empereur. Il remettait l'un et l'autre en signe d'investiture , au successeur du bénéfice. Les empereurs ne prétendaient pas conférer la puissance spirituelle ; les prêtres la tenaient de l'ordination ; mais , s'ils entendaient investir le bénéficiaire des fiefs dépendans des bénéfices , ou confirmer l'élection , l'un et l'autre étaient légitimes. Pourquoi les empereurs n'auraient-ils pas exercé à l'égard des bénéfices inférieurs , le droit qui leur appartenait alors de confirmer la nomination du pape ?

On n'a pas encore fait la réflexion que les papes contestèrent aux monarques le droit de confirmer la nomination des bénéfices , précisément quand ils se virent eux-mêmes en possession de ce droit par l'autorité des fausses décrétales. Ils traitèrent la confirmation des bénéfices , faite par les têtes couronnées , desimoniale , parce que les lettres du prince étaient payées par quelque argent versé dans leur trésorerie , dans un temps où les légats , envoyés par les pontifes romains dans les provinces chrétiennes , employaient toute voie pour amasser l'or.

1068-1075

D'après tous les monumens historiques , ces légats se rendaient les maîtres de toutes les affaires ecclésiastiques. Ils convoquaient les conciles de leur seule autorité , ils les composaient des évêques qui leur étaient le plus agréables , ils y faisaient recevoir des canons envoyés de Rome , et , par leurs ordres , on les publiait , non-seulement sans avoir consulté les évêques , mais souvent contre leur vœu formel. Investis d'un pouvoir redouté et profitant de la stupeur générale , ils ravissaient les trésors des églises et jusqu'aux vases sacrés , sous prétexte de s'indemniser des dépenses faites pour voyager , avec magnificence , d'une province dans une autre. Au lieu d'extirper la simonie , ils vendaient publiquement les bénéfices , donnant le nom d'aumônes aux sommes par eux exigées. Quelquefois même ils condamnaient comme simoniaques ceux dont les vœux tendaient à éclairer leur conduite , à démasquer leur avarice.

Hildebrand fut élu pape en 1073 , après la mort d'Alexandre II , sous le nom de Grégoire VII. Henri IV régnait alors en Allemagne. Peu de temps après son élection , prenant occasion d'une difficulté faite par Philippe I<sup>er</sup> de recevoir le serment de fidélité de Landri , élu à l'évêché de Macon , il écrivait deux lettres , l'une à l'évêque de Châlons sur Saône , l'autre

à l'archevêque de Lyon. Parmi les princes de notre temps, disait-il dans la première, dont la cupidité perverse met en vente l'église de Dieu, Philippe, roi des Français, a porté ce crime détestable à son comble. Le devoir de notre charge nous aurait contraint de sévir contre ses excès, si Albéric, chambellan du roi, ne nous avait assuré que ce prince ne disposerait plus à l'avenir des églises sans l'avis du pape. Faites-donc consacrer promptement l'évêque de Macon, et prévenez le roi que s'il ne renonce à l'hérésie simoniaque, les Français, frappés d'un anathème général, refuseront de lui obéir, s'ils ne veulent renoncer à la religion chrétienne.

Dans la seconde, le pape enjoignait à l'archevêque de Lyon d'ordonner le nouvel évêque de Macon, ou de l'envoyer à Rome.

Peu de jours après son inauguration, il fit un voyage à Bénévent. Les contemporains n'en expliquent pas les motifs. Il paraît que, dans le dessein de rompre avec l'empereur Henri IV, le pontife voulait s'assurer l'appui des princes français établis dans l'Apulie et la Calabre. Son voyage n'eut aucun succès : mécontent de Robert Guiscard, il le frappa d'une vaine excommunication.

A son retour, il tint, dans la basilique de Latran, un concile en 1074. On y déclara ex-

<sup>1065-1.75</sup> communiés , tout prélat qui recevrait des bénéfices des mains des laïques , tout laïque qui les conférerait , et tout prêtre marié.

Depuis la promulgation des fausses décrétales , le pape disposait de tous les bénéfices de collation ecclésiastique. Ceux de collation ou de confirmation laïque échappèrent aux ruses pontificales. Faire considérer comme illégitime , toute collation ou confirmation bénéficiale faite par des laïques , était sans doute le triomphe de la politique papale. Les rois n'ayant plus le droit de s'immiscer dans la collation du moindre bénéfice , encore moins devaient-ils influencer sur l'élection à la papauté. Le pontife romain , devenu absolument indépendant , aurait vu rapidement sa puissance s'élever au-dessus de celle des monarques. Le pape , poursuivant cette entreprise vaste et audacieuse , devait être secondé par les autres églises , flattées d'appartenir à un corps dont le chef humiliait les empereurs et les rois. La réussite de ce projet pouvait coûter à Grégoire VII le pontificat , et peut-être la vie ; le mépris du péril donne de la gloire.

Les Saxons et les Thuringiens révoltés contre Henri IV , n'épargnaient pas les biens ecclésiastiques , ils paraissaient faire peu de cas des excommunications lancées par les évêques allemands. Ces dégâts autorisaient les prélats

de Germanie à refuser de lever des troupes <sup>1063-1075</sup> au service de l'empereur. Il sollicitait la cour de Rome à frapper ces rebelles des foudres pontificales. Ces rebelles étaient secrètement favorisés par le pape ; leurs agens reçus à Rome accusaient l'empereur de simonie et d'autres délits de cette nature.

Grégoire VII saisissait vivement cette occasion de s'établir juge entre l'empereur et ses sujets , et de faire exécuter les décrets du concile de Rome. Deux légats sont envoyés de sa part en Allemagne , un aux Saxons , l'autre à l'empereur. Ils étaient chargés d'ordonner aux premiers de chasser des églises les prêtres mariés , et au second de venir se purger à Rome du crime de simonie. Les Saxons venaient d'être battus par l'armée impériale.

Les légats entraient en Germanie. L'archevêque de Mayence célébrait un concile dans Erfurt. Un des envoyés de Rome se présente dans l'assemblée , et prononce une harangue ; il donnait aux prêtres mariés l'alternative d'abandonner leur épouse ou leur église. A cette proposition inattendue , un violent tumulte s'élève dans le synode , le prélat romain prend la fuite , l'archevêque de Mayence et l'évêque de Passau voulaient interpréter ses intentions ; menacés d'être mis en pièces , ils dûrent leur salut aux efforts de quelques barons.

1063-1075 Le légat, envoyé à l'empereur réussissait encore moins dans sa mission. Au lieu de trouver ce prince forcé par la rigueur de sa destinée à subir le joug pontifical, Henri victorieux dictait des lois aux Saxons; le prélat romain fut honteusement chassé. Il circulait alors en Allemagne une histoire scandaleuse d'Hildebrand. Henri prit la résolution de le faire arrêter dans Rome, de le traduire devant un concile en Allemagne, et de le priver du pontificat.

Le préfet de Rome, chargé de cette commission délicate, fait prisonnier le pontife dans Sainte-Marie-Majeure, et l'enferme au château Saint-Ange; une émeute lui rendit sa liberté. Cependant un concile, assemblé dans Worms, examinait sa conduite. Il est déposé par le suffrage des principaux prélats et des grands vassaux d'Allemagne, pour avoir osé se constituer juge de son souverain.

1076-1085 5. C'en était fait d'Hildebrand, si les circonstances avaient permis à l'empereur de venir à Rome; les Saxons, conduits par les sourdes menées de la cour romaine, reprenaient les armes. Le pape venait de se réconcilier avec Robert Guiscard. Rassuré par cette double considération, et décidé à traiter Henri avec la dernière rigueur, un nombreux concile est indiqué dans la patriarcale de Latran. Le pape

ayant amené des évêques à ses vues , plein de l'idée de sa monarchie universelle , prononce cette sentence également absurde et ridicule : 1076-1085

« Bienheureux Pierre , prince des apôtres , vous savez que j'ai été forcé d'accepter le pontificat. Je remplis votre place sur la terre , vous voulez donc que les chrétiens me soient soumis ; je tiens de Dieu la puissance de lier et de délier. Usant de ce droit , je prive des royaumes d'Allemagne et d'Italie Henri , fils de notre empereur Henri. Je le lie des liens d'anathème , je délie ses sujets des sermens qu'ils lui ont prêtés. Il ne sera permis à aucun d'eux de le servir désormais en qualité de roi. »

L'effet de cette bulle souleva l'empire entier contre son chef ; Henri se voit entouré d'une armée de rebelles. Le rescrit du pape à la main , ils le forcent à se retirer dans Spire. L'infortuné monarque fut obligé de promettre de s'abstenir de toutes les fonctions royales , jusqu'au rassemblement des princes et des évêques d'Allemagne dans Augsbourg. Cette assemblée , présidée par le pape , devait décider définitivement de son sort.

L'empereur crut devoir prévenir ce jugement , par sa soumission envers Grégoire VII. Ce pontife résidait alors dans la forteresse de Canossa , auprès de Maltheide , duchesse de Toscane. Henri se présente aux portes de la



1076-1085 forteresse, couvert d'un cilice. On le fait jeûner trois jours. Admis devant le pontife il en reçoit une absolution provisoire, à condition que, dans Augsbourg, il attendra que la sentence d'excommunication prononcée contre lui soit solennellement levée.

La duchesse Malthide n'avait pas d'enfans ; on la soupçonnait d'avoir fait, à l'église romaine, une donation de ses États. Ils comprenaient un quart de l'Italie. Cette rumeur changeait la politique des grands vassaux du royaume de Lombardie. Un surcroît énorme de pouvoir allait rendre les papes plus redoutables à ces grands vassaux, que jamais ne l'avaient été les rois de Germanie. Assemblés auprès de Henri, ils lui proposent de renoncer au traité honteux qu'il vient de souscrire, lui offrent toutes leurs forces. Le pape est assiégé dans Canossa. Son courage ne diminuait pas ; il menaçait, il excommunait, il eut même le crédit de faire élire empereur, Rodolphe, duc de Souabe. Henri passe en Allemagne, où, malgré les anathèmes du pape, il défit complètement son rival.

Henri revient en Italie et assiège Rome. Ce prince conduisait avec lui un nouveau pape élu à Mayence, Guibert, archevêque de Ravenne, connu sous le nom de Clément III. La ville fut prise ; mais Grégoire en sortit furtivement. Il mourut à Salerne en 1085, toujours

parlant en maître des rois et en martyr de la religion. 1078-1085

Cette querelle ne finit pas par la mort de son auteur. Les successeurs d'Hildebrand poursuivirent l'empereur Henri IV avec le même acharnement. Ses propres enfans, égarés par l'abus de la religion, le détrônèrent. Ce malheureux père mourut à Liège en 1106. Henri V, devenu empereur, maintint ce même droit d'investitures, condamné par lui lorsqu'il voulait détrôner son père. Excommunié, déposé, chassé, rappelé tour à tour, il fut contraint de transiger avec le pape. La convention eut lieu dans la diète de Worms, en 1122.

Velly n'explique pas les clauses de cette transaction. Elle consistait, suivant le président Hénault, en ce que l'empereur promit de ne plus accorder l'investiture aux prélats par la crosse et l'anneau, mais par le sceptre. Millot ajoute : La querelle atroce pour les investitures finit par un accommodement aussi bizarre que le fond de la question. Henri remit à Dieu et aux Saints toute investiture par la crosse et l'anneau, et Caliste lui accorda que les élus fussent mis en possession par le sceptre. Il faut se transporter dans ce siècle pour concevoir qu'un sceptre, mis à la place d'une crosse, faisait disparaître la simonie.

Ces écrivains n'ont pas saisi l'esprit de la contestation. La forme de l'investiture en était le prétexte ; le point essentiel de la part des papes était de forcer les empereurs et les rois à ne prendre aucune part à l'élection des évêques et des abbés. Les papes paraissant favoriser les droits des églises cathédrales et des monastères, obtenaient le général applaudissement de tous les gens d'église, dont l'assentiment entraînait celui des peuples. La politique des papes se cachait sous des dehors désintéressés. Favorisant les élections, ils étaient bien sûrs de les diriger à leur gré en vertu du droit d'attirer à leur tribunal les contestations que les élections capitrales ne manquaient presque jamais d'entraîner. L'empereur, du consentement des hauts barons d'Allemagne, renonça, en faveur des chapitres et des abbayes, à toute espèce de nomination aux bénéfices ecclésiastiques.

Une partie des décrets contre les investitures données par les princes, émana des conciles tenus en France ; nos historiens ne nous ont pas expliqué comment les rois de France, collateurs ordinaires des grands bénéfices sous la première dynastie, ne s'opposèrent pas à un ordre de choses très-préjudiciable aux anciens droits de leur couronne.

Les successeurs de Clovis nommaient aux

prélatures de France ; cet usage se conserva 1078-1085 sous Charlemagne avec des variations. Louis-le-Débonnaire s'en dépouilla en faveur des églises cathédrales ; mais les rois de Germanie s'en maintinrent en possession en qualité de successeurs de Charlemagne , tandis que les rois de France laissaient échapper de leurs faibles mains presque toutes les prérogatives royales.

Sous le régime féodal ; les barons , loin de molester le clergé , ménageaient un corps auquel le don de la parole procurait beaucoup d'ascendant sur les opinions générales. D'ailleurs les grands vassaux , usurpant la puissance publique , n'étaient pas assez puissans pour s'emparer , dans l'élection des prélats , du pouvoir exercé précédemment par les rois. Quand ils auraient eu ce crédit , la prudence leur aurait défendu d'en faire usage. La liberté des élections s'établit partout en France. Les évêques prêtaient serment de fidélité aux rois. Cet usage ne procurant à la couronne aucune force réelle , les grands vassaux ne le contestaient pas. Il donna naissance dans la suite au droit de régale exercé par les rois à mesure que leur autorité prenait de la consistance. Mais , sous Philippe I<sup>er</sup> , le pouvoir royal était presque nul. Il n'est pas surprenant qu'il ne prit aucune part aux démêlés des empereurs

1085-1095 avec les papes. Cependant il n'évita pas les excommunications pontificales, ce fut comme son père à l'occasion de son mariage.

4. Guillaume-le-Conquérant était mort à Rouen en 1087. Sa femme Mathilde lui donna trois fils. Robert lui succéda au duché de Normandie. Guillaume, surnommé le Roux, monta sur le trône d'Angleterre; Henri, son cadet, hérita de ses épargnes et des domaines de sa mère. On enterra Guillaume-le-Conquérant dans l'abbaye de Saint-Etienne de Caen, fondée par lui.

L'ambition des deux fils aînés de Guillaume ne leur permit pas de partager tranquillement l'héritage paternel. Robert aspirait au trône britannique. Son frère, loin de lui donner le temps de passer la mer, vint l'attaquer en Normandie. Le roi Philippe secourut le duc, son vassal; et ensuite l'abandonna, gagné par l'argent de Guillaume-le-Roux. Les barons des deux partis ménagèrent un traité de paix avantageux au monarque anglais. On lui céda les places de Normandie dont il s'était rendu maître. Cette guerre entre les deux frères contribuait au repos du reste de la France.

Ce fut l'époque des malheurs de Philippe I<sup>er</sup>, et presque de sa perte. Ce prince avait épousé, en premières noces, Berthe, fille de Florent, comte de Hollande : quatre enfans furent le fruit de ce mariage. Éperdument amoureux

de Bertrade , femme de Foulques Rechin , <sup>1085-1095</sup> comte d'Anjou , il l'enlève à son mari , et l'épouse. La prohibition , faite par le droit canonique de se marier entre parens jusqu'au septième degré , rendait douteuse la légitimité de presque toutes les unions conjugales , et multipliait journellement les divorces ; mais le second hymen du roi pouvait être considéré comme un double adultère. Les justes réclamations du comte de Hollande , auquel on renvoyait sa fille , sans lui reprocher ni incontinence ni stérilité , les clameurs non moins fondées du comte d'Anjou , l'affront que les grands du royaume estimaient avoir reçu du roi dans la personne des deux princes outragés , tout concourait à exciter un soulèvement dangereux.

En vain le roi , couvrant sa faute avec le voile de la justice , avait fait casser son premier mariage par des évêques , sous prétexte de parenté , tandis que Bertrade prétendait faire annuler le sien par un moyen semblable. La facilité , avec laquelle se produisaient alors de fausses généalogies , rendait cette mesure suspecte ; le roi , disait-on de toutes parts , ajoutait la fausseté au vol et à l'adultère.

Dans un concile tenu à Autun , le roi est sommé , sous peine d'excommunication , de se séparer sur-le-champ de sa nouvelle épouse ,

1085-1095 traitée de concubine. Philippe parut d'abord braver les censures ecclésiastiques, mais bientôt sa faiblesse se montra toute entière.

Urbain II, poursuivi par les armes de l'empereur Henri IV, et de Clément III, son compétiteur à la papauté, s'était réfugié en France. La protection de Philippe lui semblait nécessaire; cependant il renouvelle la formule employée par Grégoire VII contre l'empereur. Non-seulement il excommunie le roi, non-seulement il absout les Français du serment de fidélité qu'ils lui ont prêté, mais il défend de lui donner le nom de roi, et même de converser avec lui, si ce n'est pour l'amener à récipiscence.

Déjà se renouvelaient les jours de désordre dont on avait été témoin sous le roi Robert. Tristes fruits de l'ignorance et de la superstition; ils prouvent d'une manière invincible, qu'en éclairant les hommes, on devient leur bienfaiteur.

Presque tous les grands vassaux se soulevaient contre Philippe, sous le prétexte de son excommunication. Ce prince, craignant de perdre le trône, promet de se séparer de Bertrade. A peine absous des censures, la mort de Berthe change l'état des choses. Le roi rappelle Bertrade auprès de lui. Trois évêques la couronnent. Les protestations de cette princesse,

qui soutenait la nullité de son premier mariage, et le comte d'Anjou se désistant de ses oppositions, et donnant les mains au second mariage de celle qui fut son épouse, semblaient éloigner les excommunications, également funestes au monarque et à la monarchie; mais l'esprit de Grégoire VII animait ses successeurs.

Pascal II, successeur d'Urbain, envoie des légats en France : ils célèbrent un nouveau concile dans Poitiers. Le roi y est derechef excommunié, malgré les oppositions de Guillaume, duc d'Aquitaine, et comte de Poitiers.

Philippe ne se sépara pas de son épouse, il prit seulement la précaution d'associer à la couronne, son fils aîné, Louis surnommé le-Gros. Non-seulement la tranquillité publique se maintint, mais le succès avec lequel le jeune Louis réprimait les séditions occasionnées par les censures ecclésiastiques, imprimant le mépris sur ces censures, le pape réhabilita le mariage du roi. On voit, dans la Vie de Louis-le-Gros, par Suger, que Philippe, comte de Mante, et son frère Fleuri, tous deux fils de Bertrade, furent déclarés, par le pape, capables de succéder à la couronne. Ce changement subit peint l'esprit de ce siècle. Les contemporains ne nous en ont transmis ni les causes, ni les circonstances.



Depuis le neuvième siècle, les papes travaillaient perpétuellement à élever la puissance pontificale sur les débris de toute autre puissance. Baronius attribue à un concile, tenu à Rome par Grégoire VII, cet étrange décret : Le pape seul peut faire de nouvelles lois. Ce n'est pas en vain que les princes lui baissent les pieds : son nom efface tous les autres noms dans l'univers : il réunit la puissance de réformer les jugemens de tous les hommes, et de déposer les empereurs et les rois.

Dans la chaire de Rome siégeaient presque toujours des hommes blanchis dans les affaires. Habiles à profiter des circonstances dans lesquelles les prérogatives pontificales pouvaient être étendues, et à reculer à propos quand il était trop dangereux d'insister avec audace, ils marchaient vers leur but ; mais, s'il se rencontrait trop d'obstacles dans la ligne droite, loin d'affaiblir leur force dans un combat douteux, ils faisaient un circuit, puis, reprenant leur route, ils arrivaient presque toujours heureusement.

Grégoire VII, combattant à outrance l'empereur Henri IV, savait que la moitié de l'Allemagne, soulevée contre ce prince, accueillerait avec transport les censures dont ce monarque serait frappé ; quand il menaçait le roi de France, ses bulles s'adressaient au duc d'A-

quittaine dont la puissance égalait celle du roi, <sup>1096-1108</sup> et qui pouvait être tenté de profiter de l'occasion, offerte par la fortune, de se soustraire aux devoirs de la féodalité. Grégoire osa sommer Guillaume-le-Conquérant de se reconnaître vassal de l'Eglise romaine ; ce fut lorsque ce prince faisait la guerre à ses enfans révoltés, et contre le roi de France. La paix s'étant rétablie, la sommation pontificale tomba dans l'oubli. Les motifs et les moyens de Grégoire VII dirigèrent constamment la cour romaine ; les papes changèrent, la même politique subsista.

Urbain II et Pascal II excommunièrent Philippe dans une circonstance où la fermentation des esprits laissait conjecturer que ce prince, voulant écarter les funestes effets de l'anathème, proposerait des conditions dont la cour de Rome tirerait avantage ; mais la valeur de Louis-le-Gros ayant rétabli la paix en France, le pape, ne trouvant plus dans cet empire des matières inflammables, propres à être embrasées par les foudres romaines, leva une vaine censure imprudemment lancée.

5. Dans le concile de Clermont, où Philippe fut excommunié par Urbain II, prit naissance la guerre des croisades, événement auquel aucun autre ne saurait être comparé dans les annales du monde. Comment tracer la naïve

1095-1108 peinture des crimes dont nos pères se rendirent coupables pendant ces atroces et impolitiques expéditions ? Il en résulta cependant de très-grands avantages pour la France , tant le bien peut se trouver mêlé avec le mal.

Quelles furent les causes de la folie des croisades ? Il est presque impossible de résoudre cette question à laquelle on revient tous les jours. Les écrivains du douzième siècle , dénués de critique , nous ont transmis des faits souvent contradictoires ; mais les intentions de ceux qui conduisaient le fil des événemens se cachaient à leurs regards , ou , s'ils les connaissaient , une timide circonspection , entraînée par les opinions religieuses , ne leur permettait pas de les manifester. La vérité , prisonnière de la superstition , était gardée par l'ignorance ; on eût fait , pour la mettre en liberté , des efforts inutiles et dangereux.

« Il est naturel à l'homme , nous dit Robertson , de visiter avec vénération les lieux renommés pour avoir été le théâtre de quelque action célèbre. Ce principe fut la source de la dévotion avec laquelle les chrétiens des premiers siècles visitaient le pays dans lequel le Christ avait accompli l'ouvrage de la rédemption du genre humain.

» Au commencement du onzième siècle se

répandit une opinion qui augmenta prodigieusement le zèle des dévots pèlerins. Les moines publiaient que les mille ans, dont parle saint Jean dans l'Apocalypse, étaient accomplis, et que la fin du monde approchait. Cette rêverie répandit une consternation générale ; plusieurs, renonçant à leurs biens, se hâtaient de se transporter dans la Palestine, où le Christ devait apparaître et juger les hommes.

« Tant que la Palestine avait été soumise aux califes, ces princes favorisèrent le voyage des chrétiens à Jérusalem, comme une branche de commerce avantageux à leurs Etats. Les Turcs, ayant conquis la Syrie, les pèlerins se virent exposés à des avanies de la part de ce peuple. Ce changement arrivait dans le temps où la terreur de la fin du monde rendait les pèlerinages plus fréquens. Les pèlerins, de retour dans leurs foyers, racontaient les dangers surmontés par eux en visitant les saints lieux. Ils ne manquaient pas de les exagérer. De cette disposition des esprits naquit l'idée de réunir les efforts de la chrétienté, et de chasser les Turcs de la Palestine. »

J'en suis pas tout-à-fait de l'avis de Robertson. Ces considérations entrèrent sans doute peut-être pour quelque chose dans l'entreprise des croisades, mais elles ne les déterminèrent pas. Les historiens, dont les ouvrages nous ont

transmis les circonstances de ces guerres, ne portaient pas leur attention sur l'état de la société et des mœurs parmi les nations orientales. Privés de goût et de lumières, ils ne pouvaient observer ni peindre l'esprit des peuples attaqués par les Européens. Cependant ils ont constaté des traits frappans de l'humanité et de la grandeur d'âme de Saladin, et de plusieurs autres princes seljoncides établis dans l'Asie-Mineure. Ces traits de générosité, contrastant d'une manière frappante avec la féroce barbarie attribuée aux Musulmans, il est difficile de l'admettre pour cause principale de la guerre injuste que leur firent les Chrétiens occidentaux.

A ces étonnantes transmigrations, filles de la folie et du fanatisme, l'Europe dut au contraire les premiers rayons de lumière qui commencèrent à dissiper parmi nous la rouille de l'ignorance et de la barbarie. Les croisés trouvèrent en Asie les débris des sciences et des arts, en honneur dans l'empire des califes, et dont les Turcs ne firent dans la suite aucun cas. Ils acquirent des connaissances; leurs vues s'étendirent, leurs préjugés diminuèrent par la comparaison des lois et des coutumes de l'Orient avec celles de leur patrie. De nouvelles idées germaient dans leur tête.

Après les croisades, plus de magnificence <sup>1095-1108</sup> brillait à la cour des princes, plus de pompe dans les cérémonies publiques, plus d'élégance dans les fêtes. Le penchant pour les aventures guerrières devint plus romanesque; il opéra de plus grandes choses, il concourut à diminuer la tyrannie féodale et à ramener la liberté en Europe. Quelles furent donc les causes des croisades ?

6. La cour de Rome persistait dans le projet de soumettre les couronnes à la papauté. L'introduction des fausses décrétales favorisait ce système. Il paraît ridicule aujourd'hui : ses conséquences s'accordaient alors avec les préjugés des temps.

Un pas de géant avait été fait par Grégoire VII vers ce nouvel ordre de choses ; les royaumes du Nord se reconnaissaient vassaux du Saint-Siège. Le roi d'Angleterre, Jean, surnommé Sansterres, paya sans murmure le denier de saint Pierre. Les royaumes chrétiens d'Espagne reconnaissaient plus ou moins la supériorité féodale de la cour romaine. Les monarques des Deux-Siciles prêtaient hommage au Saint-Siège et payaient tribut. Les papes se regardaient comme souverains de la Corse et de la Sardaigne.

Si les papes s'arrogeaient le droit de disposer des couronnes, leurs prétentions se

1095-1108 trouvaient souvent accueillis par l'ambition ou la bassesse des princes auxquels s'adressaient ces funestes dons. Le prince opprimé réclamait contre un droit chimérique, le prince oppresseur le supposait légitime. Souvent le même homme, au gré versatile de son intérêt momentané, reconnaissait dans une circonstance le pouvoir papal, combattu par lui dans une autre circonstance.

On ne pouvait donc regarder comme absolument chimérique, la prétention des papes à la monarchie universelle. De grands obstacles restaient à vaincre. Les Romains prétendaient partager avec les papes les droits souverains dans leur ville, leurs magistrats déféraient à leur pasteur les hommages les plus respectueux. Par cette conduite, ils voulaient augmenter la vénération de l'Europe envers la chaire de saint Pierre, dont l'influence sur les consciences devenait, dans cette capitale, une source intarissable de richesses.

Les papes recevaient la soumission des sénateurs romains, comme l'expression de leur dépendance féodale de la chaire pontificale. Le sénat les regardait comme des actes religieux, ne dérogeant pas à la souveraineté du peuple romain. Les droits réciproques, enveloppés d'un crêpe mystérieux, semblaient abandonnés à la fortune; le plus adroit pou-

vait à la longue prévaloir sur le plus fort. Le succès dépendait d'événemens douteux. Dans cette situation indécise des choses, les papes résolurent d'armer les chrétiens contre les Musulmans, de se placer à la tête de cette ligue, et d'acquérir un nouveau droit de dominer sur les hommes. De là naquirent les croisades.

Grégoire VII eût entrepris probablement le voyage de Syrie à la tête des croisés. L'enthousiasme de ce pontife pouvait lui cacher combien il importe au possesseur d'un pouvoir d'opinion de se tenir à une certaine distance de ceux sur lesquels il veut dominer. Ses successeurs ne firent pas cette faute. L'âge avancé de la plupart d'entre eux, offrait un légitime prétexte d'éviter ce pénible et périlleux voyage. Ils n'en furent pas moins l'âme de ces expéditions insensées.

Des légats de Rome suivaient les armées des croisés, ouvraient sous leurs pas la carrière du meurtre, et surtout partageaient les dépouilles ensanglantées. Annonçant aux guerriers les plus féroces, un dieu rémunérateur de leurs assassinats, les pontifes romains, immobiles au fond du Vatican, contemplaient les feux destructeurs allumés par leurs bulles. Prêtant au ciel le langage de l'enfer, ils ordonnaient aux hommes égarés, de commettre, en



1095-1106 expiation de leurs crimes, des crimes nouveaux plus énormes que ceux dont ils s'étaient rendus coupables.

Bientôt les papes, parvenus à présenter la guerre d'Asie comme une guerre sainte, frappèrent d'anathème les rois, quand ils refusaient d'abandonner les rênes de leurs Etats pour courir en Palestine, et les particuliers ennemis de ces courses barbares. L'opinion publique, égarée par les prêtres, plaça dans les mains pontificales ce pouvoir redoutable. Il mit aux pieds des papes les rois et leurs sujets. La cour romaine lui donna la plus extrême latitude. Non-seulement toutes les armes inventées par l'abus de la religion, furent mises en usage quand il fallait enrôler, parmi les croisés, les monarques dont l'énergie faisait ombre aux pontifes romains, mais à peine leur avaient-ils extorqué la promesse d'entreprendre le voyage d'Asie, que les considérations les plus graves ne pouvaient les relever d'un engagement téméraire et nul sans doute, mais que les papes avaient eu l'art de faire considérer comme irréfragable.

D'après toutes les probabilités, les événemens de la guerre des croisades devaient rendre les monarques moins en état de défendre les droits de leur couronne, les peuples plus malheureux et plus ignorans, le clergé plus riche et plus redoutable.

Maîtres des consciences , et presque des tribunaux laïques , tandis que les barons s'occupaient à dévaster l'Asie , les évêques devaient s'investir de toute l'autorité publique. Les pontifes romains seraient parvenus par cette révolution à la souveraine magistrature.

7. Jamais la prudence ne fut aussi complètement confondue : le bien naquit du mal. Les croisés , avançant dans l'Orient , traversèrent des pays mieux cultivés et plus civilisés que leur patrie. Constantinople conservait une partie de l'urbanité romaine. La puissance maritime de l'empire d'Orient étonnait les Occidentaux. Les Grecs cultivaient la peinture , la musique , l'architecture , la sculpture. Quelques manufactures précieuses y subsistaient avec éclat. Bordeaux , Marseille , Gênes et quelques autres villes devinrent l'entrepôt des richesses de l'Orient. Les croisades éclairèrent l'Europe occidentale.

On abusait à Rome du pouvoir ecclésiastique , jusqu'à prêcher la croisade contre les rois et contre les peuples dont le pape prétendait avoir à se plaindre. L'excès de l'abus en devint le préservatif ; des ligues se formèrent contre une autorité envahissante. Ce furent d'abord des réclamations sourdes contre les plus funestes conséquences du pouvoir pontifical. Des réformateurs tonnèrent ensuite

1095-1108 contre ces usurpations traitées par eux sans ménagement de subversives de la morale chrétienne. Le moine Arnault, de Brescia, prêcha dans Rome même, que le pouvoir coercitif extérieur appartenait exclusivement à la puissance civile, et que les indulgences de l'Eglise ne pouvaient devenir la récompense d'une mauvaise action comme celle d'assassiner les hommes après avoir détruit leurs propriétés. Ce moine paya de sa tête la hardiesse de ses maximes, il fut brûlé par les ordres d'un barbare pontife; mais de nombreux vengeurs sortirent des cendres de ce nouveau Cadmus. Les vérités, développées par lui avec une intelligence au-dessus de son siècle, retentirent de toutes parts.

Alors déclina l'autorité des pontifes romains, et comme la plupart des hommes méconnaissent le point précis où ces discussions compliquées doivent s'arrêter, on vit paraître les précurseurs de ceux dont les succès devaient arracher plus de la moitié de l'Europe à l'obéissance de la cour romaine.

Ces lointaines expéditions semblaient aussi devoir anéantir le peu d'autorité laissée par les grands vassaux aux rois de France et de Germanie, et river les fers des peuples : il en arriva autrement.

Presque tous les barons pensaient, comme

le dit Voltaire, n'avoir besoin que de leur 1095-1103 épée et d'un peu d'argent pour conquérir des royaumes en Asie. Ils vendaient leurs terres à bon marché. Les monarques les achetèrent et les réunirent à la couronne. Avec les domaines royaux, les prérogatives royales s'augmentèrent.

Les descendans de Hugues Capet avaient formé de loin le projet de ressaisir le pouvoir envahi par les barons. Ils assurèrent d'abord l'hérédité au trône, faisant élire et sacrer, de leur vivant, celui de leurs enfans destiné à la couronne : ce fut constamment l'aîné. Cette politique offrait aux rois les moyens de suivre des entreprises formées dans un règne, exécutées dans un autre. Satisfaits de prévoir la grandeur future de leur postérité, et oubliant leur faiblesse présente, les monarques capétiens vivaient, pour ainsi dire, dans l'avenir.

L'anarchie se consolidait en France, parce que les pouvoirs, disposés à se fatiguer mutuellement, manquaient d'une force prépondérante. Le clergé et les barons, enrichis des pertes de la royauté, se croyaient hors de ses atteintes. Mais les peuples, disposés par leurs longs malheurs à briser les fers de leur servitude, tournaient leurs regards vers les rois. La nécessité rapprocha les extrêmes, l'intérêt les réunit. On verra bientôt le succès de cette coalition.

1095-1108

8. Un picard, nommé Pierre l'Hermite, fut l'instigateur des croisades. Cet homme, doué par la nature d'une imagination vive et forte, avait été témoin des vexations éprouvées par quelques chrétiens dans la Palestine. Urbain II le crut propre, par son enthousiasme, à fomentier en Europe le fanatisme religieux.

J'ai déjà observé que le projet d'armer l'Europe contre l'Asie, était l'ouvrage de Grégoire VII. D'autres occupations le privèrent du loisir nécessaire à l'exécution d'une si vaste entreprise. L'empereur Henri IV, ayant placé dans la chaire papale Clément III, le parti contraire à ce monarque, lui avait successivement donné pour compétiteur, après la mort de Grégoire VII, Victor III et Urbain II.

Urbain, né en France, dans une condition obscure, n'osant plus résider en Italie, vint chercher un asile en France. Il assemble dans Clermont, en 1095, un concile de deux cents évêques, et prêche la croisade. A sa voix, regardée comme celle du Ciel, princes, barons, évêques, peuples, animés de la même ardeur, ou atteints de la même folie, prennent la croix. Plus de huit cent mille combattans sortirent successivement de France.

Presque toutes les nations de l'Europe prirent part aux croisades, depuis 1095 jusqu'à la mort de Louis IX. Ce fut une série continuelle

d'énigractions. On ne compte cependant que cinq croisades principales. La première est célèbre par la fondation du royaume de Palestine. On ne connaît guère la seconde, prêchée par saint Bernard, que par les désastres dont elle fut accompagnée; fruits amers de l'intempérance des croisés et de leur indiscipline. On les attribua, avec non moins de fausseté que de malice, à une prétendue coalition entre l'empereur grec Alexis et les Musulmans.

Mais un terrible symptôme signala cette maladie funeste. Dans le temps où le roi de France, Louis VII, conduisait en Asie la plus grande partie de ses forces, le pape Eugène, réfugié en France, faisait prêcher une autre croisade contre les provinces méridionales de ce royaume, livrées sans défense au fer homicide des assassins sacrés. Ils croyaient mériter le Ciel, en égorgeant les infortunés habitans de la Septimanie.

La troisième croisade fut entreprise par Philippe-Auguste, par Richard Cœur-de-Lion, roi d'Angleterre, et par l'empereur Frédéric, surnommé Barbe-Rousse. Le sultan d'Egypte, Saladin venait de conquérir Jérusalem. Les chrétiens voulaient reprendre cette ville. Cette expédition n'obtint pas le moindre succès. Dans la quatrième croisade, les chrétiens, au lieu d'attaquer les Musulmans, dirigèrent leurs armes

10.5-1108

contre le premier monarque de la chrétienté. Ils envahirent Constantinople, prenant soin de justifier, par cette conduite déloyale, les précautions avec lesquelles les empereurs d'Orient avaient éloigné les croisés de leurs Etats. Enfin, le résultat de la cinquième croisade dégoûta les Occidentaux de ces expéditions romanesques.

9. Pendant le premier acte de cette tragédie, les Français, presque seuls, occupèrent la scène. Philippe I<sup>er</sup>, excommunié par le pape, ne pouvait se croiser; son frère Hugues crut trouver, en Asie, un établissement digne de sa naissance. Robert, duc de Normandie, abandonna ses prétentions au royaume d'Angleterre; il céda même à son frère une partie de la Normandie, pour se procurer les moyens de faire, avec éclat, le voyage d'Orient. Raimond, comte de Toulouse, souverain de la Septimanie, ne trouva ni dans son âge avancé, ni dans les intérêts de sa patrie, une raison qui balançât l'enthousiasme, devenu général. Ses Etats comprenaient une partie de la Provence et les pays auxquels on commençait alors à donner le nom de Languedoc. Raimond s'arma, dit-on, à la tête de cent mille combattans, sans prévoir que, peu d'années après, les papes feraient prêcher la croisade contre sa famille et ses sujets.

A la tête de ces guerriers marchait Godefroi de Bouillon, duc de Brabant. Il se procura l'argent nécessaire à ce voyage en vendant la ville de Bouillon à l'évêque de Liège, et le duché de Brabant à Henri, comte de Limbourg. La couronne de Jérusalem, dont ses sacrifices furent payés, ne valait pas les possessions abandonnées par lui sur les frontières de France.

Tous les croisés se distinguaient par une croix d'étoffe rouge, cousue sur leur épaule. Constantinople était le rendez-vous général. L'ermite Pierre, à la tête de plus de quatre-vingt mille hommes, traverse l'Allemagne, sans argent, sans magasins, se flattant d'être nourri par des chrétiens zélés. Les croisés, trompés dans leur attente vaine, dévastaient tous les pays sur leur route, les paysans les attaquaient au passage des rivières et dans les endroits difficiles; ils en tuèrent la plus grande partie.

Deux autres bandes de croisés, non moins nombreuses, se présentaient successivement en Hongrie. Les habitans, à la vue de leurs croix rouges, se rassemblant de toutes parts, les exterminèrent; les débris de ces armées arrivent à Constantinople. Ils sont suivis par les chefs des croisés, accompagnés de troupes un peu plus disciplinées.

Malgré les pertes des Occidentaux, durant leur long et cauteleux voyage, ils trouvèrent



1095-1108

une vaine résistance dans les plaines de l'Asie-Mineure, où régnait Kididge-Arslan sur les Sarrazins, peuples originaires de Saracène, dans l'Arabie Heureuse. Ce prince, vaincu par Godefroi de Bouillon, abandonna Nicée, sa capitale, et toute la Pisidie, recula jusque dans la Licaonie, et fixa sa résidence dans Iconium. Les croisés s'emparent d'Apamée, de Césarée, d'Edesse, enfin de Jérusalem.

10. Suivant presque tous les historiens, l'armée chrétienne, diminuée par les combats et par les garnisons des villes conquises, s'élevait à peine à vingt mille combattans lorsque la ville de Jérusalem fut assiégée; cette place était défendue par quarante mille hommes, sans compter les habitans. C'est sans doute une exagération, puisque la ville, ayant été prise d'assaut, les croisés employèrent plusieurs jours à massacrer les Musulmans. Se seraient-ils laissé égorger, si leur nombre avait surpassé trois fois celui des assiégeans ?

La violence inattendue du premier choc avait facilité les conquêtes des croisés; ils trouvèrent ensuite beaucoup de difficulté à les conserver. Des établissemens éloignés de l'Europe, entourés de peuples guerriers dont le fanatisme ne le cédait guère à celui des croisés, devaient craindre sans cesse une destruction prochaine; mais rien ne nuisit à la solidité de cet édifice po-

litique, comme la forme du gouvernement <sup>1095-1108</sup> adopté. Les barons, accoutumés en France à une domination illimitée sur leurs paysans et à une indépendance presque entière de la couronne, n'avaient pas abandonné les douceurs d'une vie paisible pour fonder, loin de leur patrie, un empire dans lequel ils eussent moins de prééminence.

Godefroi de Bouillon, proclamé roi de Jérusalem, fut le chef presque sans pouvoir de vassaux plus ou moins puissans. On remet la ville de Nicée et les contrées voisines à l'empereur de Constantinople, Alexis Comnène, en conséquence d'un traité conclu entre ce prince et le roi de Jérusalem. Boëmond, fils de Robert Guiscard, duc d'Apulie, obtint la principauté d'Antioche. Baudoin, frère de Godefroi de Bouillon, devint comte d'Edesse. Bertrand, fils du comte de Toulouse, fut marquis de Tripoli en Syrie. Il y eut des comtes de Joppé, de Sidon, de Galilée, d'Acre, de Césarée, d'Apamée. Le prince Hugues de France et le duc Robert de Normandie vinrent lever de nouvelles armées dans leur patrie. Elles furent suivies par d'autres, conduites par Etienne, duc de Bourgogne, et Guillaume, comte de Poitou. Ces guerriers périrent par le fer des Musulmans.

Vainement l'Europe fournissait des défen-

puisqu'ils prirent les armes. D'ailleurs, quand la société générale est bien gouvernée, il ne se forme guère d'associations particulières pour régir les Etats.

» Les religieux hospitaliers consacrés au service des blessés, ayant fait vœu de se battre vers l'an 1118, il se forma tout d'un coup une milice semblable sous le nom de Templiers, qui prirent ce titre parce qu'ils demeuraient auprès d'une église qui avait été bâtie sur l'ancien emplacement du temple de Salomon. Ces établissements ne sont dus qu'à des Français. Raimond-Dupuy, premier grand maître de la milice des hospitaliers, était né en Dauphiné.

» A peine ces deux ordres furent établis par des bulles des papes, qu'ils devinrent riches et rivaux. Ils se battirent aussi souvent l'un contre l'autre que contre les Musulmans. Bientôt un nouvel ordre s'offrit aux Allemands abandonnés dans la Palestine : ce fut l'ordre des Teutoniques; il devint dans la suite en Pologne une milice de conquérans.

» Enfin, la situation de Jérusalem était si peu affermie, que Baudoin qui régna après Godefroi de Bouillon son frère, fut pris presque aux portes de sa capitale par un prince turc. Les conquêtes des chrétiens s'affaiblissaient tous les jours; les premiers conquérans sollicitaient une nouvelle croisade.

1025-1128

11. On rapporte à cette époque l'invention des armoiries. Des hommes couverts de fer, eux et leurs chevaux, avaient besoin de se distinguer par quelque emblème. Chacun couvrit ses armes de ces emblèmes, et les conserva comme des titres d'honneur. Il n'est pas question d'armoiries en France avant le douzième siècle. Les trois drapeaux, les trois couronnes, les trois croissans (1), le lion portant un aigle sur sa queue, les fleurs de lis, enfin apportées du ciel par un ange, sont autant de fables. On voit sur le sceau des anciens rois de France leur portrait, ou celui de quelque saint, des portraits d'églises, des croix ou d'autres symboles de piété.

Hugues Capet est représenté tenant un globe de la droite, et une main de justice de la gauche, sa couronne est ornée de fleurons. Louis-le-Gros est assis dans un fauteuil, vêtu d'une aube, une couronne ornée de plusieurs croix sur la tête, et un sceptre à la main. Le premier sceau sur lequel soit empreinte une fleur de lis (2), est celui de Louis VII, surnommé le Jeune.

A l'occasion de la seconde croisade, Louis-

(1) Sainte-Marthe, *Traité des armoiries de France*.  
Colombe, *Science héraldique*.

(2) Leblanc, *Traité hist. des monnaies*.

le-Jeune choisit des fleurs de lis pour armoiries, si cependant ce sont des véritables lis. Ces armoiries paraissent représenter les extrémités du fer, attaché au javelot des anciens Français. La pointe du milieu se trouvait droite, pointue, tranchante; les deux autres se renversaient en croissant. Une clavette liait ces trois pièces, ce qui formait, dit-on, le pied de la fleur de lis. Quelques antiquaires regardent les anciennes armoiries des rois de France, comme des abeilles mal imitées par de mauvais peintres. Cette opinion se fortifia par la découverte du tombeau de Childeric I<sup>er</sup>. On y trouva des abeilles d'or de grandeur naturelle; mais on ne saurait donner de la probabilité à ce système, sans prouver auparavant qu'on employait des armoiries sous Childbert I<sup>er</sup>, et que Louis VII put être informé de ce que renfermait le tombeau de ce prince, découvert sous le règne de Louis XIV par l'effet du hasard.

Parmi les rois de France, Louis-le-Jeune fut représenté le premier avec des fleurs de lis à la main et sur sa couronne. A la cérémonie du sacre de Philippe son fils, la dalmatique et les bottines du jeune roi étaient de couleur d'azur, semées de fleurs de lis d'or. Ces fleurs de lis devinrent dès-lors les seules armoiries des monarques français. Tous les

1095-1108

ont portées sans nombre jusqu'au règne de Charles VI; on commence vers ce règne à n'en voir que trois dans l'écu de France.

Tandis que les croisés se précipitaient en Asie, Philippe réunissait plusieurs comtés à sa couronne. Le comte Herpin lui vendit celui de Bourges. Le roi d'Angleterre, Guillaume-le-Roux, était mort en 1100. Henri s'empara de sa couronne, tandis que Robert, son frère, se battait dans la Palestine. Ce prince, à son retour voulait faire valoir ses droits; attaqué en Normandie et battu, il mourut en prison. Philippe termina ses jours à Melun, le 26 juillet 1208, dans la cinquante septième année de son âge; son corps fut porté à l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire. Un historien anglais le fait mourir moine bénédictin; peut-être prit-il l'habit de cet ordre à l'heure de sa mort. C'était alors une dévotion à la mode et peu à charge, les princes se faisaient revêtir d'habits religieux en mourant: de là ce grand nombre de seigneurs et de femmes illustres, comptés par les moines dans leurs nécrologes.

Les croisades absorbant le peu d'argent en circulation à cette époque, devint la source de l'altération des monnaies, si fréquente et si funeste dans la suite. Philippe I<sup>er</sup> fit frapper des monnaies avec un tiers d'alliage en cuivre. Alors la livre et le sou devinrent purement numéraires. Il n'entrait plus que huit onces

d'argent dans une livre de douze onces. J'au-  
rai trop souvent lieu d'observer les fatales con-  
séquences de cette altération.

12. Louis VI avait été associé à la couronne par son père, et sacré en 1099, on le couronna de nouveau en 1108. Deux prélats occupaient le siège de Rheims. Le roi reçut l'onction royale dans Orléans, des mains de l'archevêque de Sens. Les anciens chroniqueurs nomment ce prince tantôt Louis-le-Gros, tantôt Louis-le-Vieux, pour le distinguer de son fils. Couronné du vivant de son père, il fut appelé Louis-le-Jeune. Ce nom lui resta dans l'histoire, suivant l'usage ancien de ne pas désigner les rois de France portant le même nom, par le rapport arithmétique de premier, second, troisième, mais par des qualités particulières comme le Hardi, le Bon, le Grand.

Les commencemens du règne de Louis VI furent troublés par des guerres multipliées avec les vassaux du duché de France. Plusieurs d'entre eux, possesseurs d'une ou de deux places, se rendaient redoutables par la situation des lieux, et en se prêtant mutuellement des secours. Le château du Puiset, entre Étampes et Orléans, fut emporté d'assaut par Louis-le-Gros après plusieurs campagnes. Ce prince eut beaucoup de peine à réduire ces petits feudataires à son obéissance. Bientôt commencèrent ces sauglantes rivalités entre la

France et l'Angleterre, sources de guerres renouvelées presque sans interruption jusqu'au règne de Charles VIII<sup>(1)</sup>, et depuis si souvent répétées, qu'on peut regarder les divers traités entre les deux nations comme de simples trêves, et non comme des monumens d'une sincère réconciliation.

Aucune partie de notre histoire n'a été traitée avec plus d'inattention. Nos historiens ont employé la narration de Rapin de Thoiras. Cet écrivain, avec beaucoup de talent pour écrire l'histoire, altère souvent ou déguise les faits au gré de sa partialité en faveur de la Grande-Bretagne. A l'égard des actes publics d'Angleterre, sans la connaissance desquels il était impossible de débrouiller les événemens pendant cette période de nos annales, on est convaincu, en examinant la collection de Thomas Rymer, que cet auteur a mis beaucoup de pièces à l'écart.

J'ai rapporté comment Charles IV, surnommé le Simple, céda le Normandie à Rolon, en fief mouvant de la couronne de France. Il eut pour successeur Guillaume-Longue-Epée. A Guillaume, succéda Richard-sans-Peur; à Richard, Richard-le-Bon; à Richard II, Richard III; à Richard III, son frère Robert surnommé le Diable. Robert, ne s'étant pas marié, choisit pour son successeur

---

(1) Appelé par tous nos historiens Charles VII.



son fils naturel, Guillaume-le-Conquérant, et le fit élever à Paris. 1101-1137

Henri I<sup>er</sup> avait des obligations au duc Robert, il se chargea de son fils. Robert entreprit quelque temps après le pèlerinage de Jérusalem, et mourut à Nicée en Bythinie. Guillaume conquit la Grande-Bretagne, et laissa trois enfans, Robert, Guillaume-le-Roux et Henri. Guillaume tué par mégarde à la chasse ne laissa pas d'enfans. Henri se fit reconnaître à Londres. Robert, à son retour de Jérusalem, revendiquait ses droits; vaincu par son frère il mourut prisonnier dans le château de Cardiff.

Louis-le-Gros entreprit de procurer la Normandie à Guillaume Cliton, fils de Robert. Henri passe la mer avec une armée anglaise, les deux rois se rencontrent auprès de Gisors. Louis-le-Gros fit proposer à Henri de terminer la guerre par un combat singulier; Henri répondit par une raillerie; on en vint à une bataille. Les Anglais prirent la fuite; la fortune leur fut plus favorable dans une autre occasion. Les Français reçurent un échec auprès d'Andely. Cliton périt devant Alost. Louis-le-Gros consentit alors à donner l'investiture de la Normandie à Henri.

Parmi les chartes recueillies par Thomas Rymer, se trouve un acte qui prouve combien les rois de France étaient ordinairement mal servis par leurs vassaux. On lit que, moyen-

1103-1137 nant une pension de quatre cents marcs d'argent, payée à Robert, comte de Flandre, il promet de défendre contre tous les hommes Henri, roi d'Angleterre, sauf la foi promise à Louis, roi de France; de sorte que si Louis veut attaquer l'Angleterre, le comte de Flandre tâchera par prières à l'en empêcher; et si Louis s'obstine, alors ledit comte mènera à Louis le moins d'hommes qu'il pourra, sans que le roi de France soit en droit de confisquer son fief.

Non-seulement le roi d'Angleterre séduisait les grands vassaux de France, mais il engageait l'empereur Henri V, à conduire dans ce royaume une armée allemande. Louis convoque ses vassaux, deux cent mille hommes se rangent sous la bannière royale. L'empereur repassa promptement le Rhin. L'armée française pouvait envahir la Normandie; mais les grands vassaux, armés contre un monarque étranger, refusaient de marcher contre un de leurs pairs. Louis congédia son armée.

Pour la première fois, nos historiens font mention de l'oriflamme, bannière de l'abbaye de Saint-Denis, à laquelle l'opinion vulgaire attachait une vertu miraculeuse. Louis avait pris cette bannière en partant pour la guerre, il la rapporta solennellement à son retour. Ce prince, ayant pacifié son royaume, s'occupait des moyens de rendre quelque lustre

à la couronne en atténuant la puissance des grands barons. Déjà, venait d'être établi le droit d'appeler, en plusieurs occasions, des sentences rendues par les officiers des seigneurs. Cette amélioration inquiétait le clergé, des plaintes séditieuses s'élevaient du sanctuaire. Le roi crut devoir faire saisir le temporel des évêques de Sens et de Paris. Ils eurent recours à leurs armes ordinaires: l'interdit fut lancé sur les domaines de la couronne.

Honoré II occupait le siège de Rome, il déclara les censures abusives. Saint Bernard, abbé de Clairvaux, osa se plaindre de la démarche du pape, comme d'une faiblesse intolérable: « Nous espérons, écrivait-il, que » la sévérité des prélats opérera la conversion » du roi; votre indulgence déplacée détruit » nos projets, l'épiscopat est déshonoré, et la » religion exposée aux insultes des libertins ». Cette lettre n'ayant produit aucun effet sur l'esprit du pape, l'abbé de Clairvaux lui en écrivit une autre, dans laquelle il qualifiait le roi, d'impie et de nouvel Hérode. On traitait alors de zèle pour la maison de Dieu, ces déclamations punissables; le roi cependant fit lever les saisies. L'histoire nous laisse ignorer les motifs de cette conduite inconvenante.

Les fatigues affaiblissaient la santé du roi; il résolut, à l'exemple de ses prédécesseurs, d'associer à la couronne Philippe, son fils

1103-1137 aîné. Ce prince, étant mort quelques années après, il fit reconnaître pour son successeur Louis, son second fils.

On peut se former une idée de l'opulence des prêtres à cette époque, et de l'état ontologique où se trouvaient en France les arts et le commerce, par la description que nous tenons de l'abbé Suger, des richesses entassées dans l'église de Saint-Denys. Des portes de bronze, finies au ciseau et dorées d'or moulu, sur lesquelles se trouvait représentée l'histoire de la passion, de la résurrection et de l'ascension de Jésus-Christ; un Christ d'or massif du poids de quatre-vingts marcs, attaché sur une croix d'argent, richement émaillée, et ayant à ses pieds les quatre évangélistes du même métal, ouvrage des frères Lorrains, les seuls qui excellassent alors dans l'orfèvrerie; des tables d'or dont le travail égalait la richesse; un lutrin d'argent garni d'ivoire sur lequel les frères Lorrains avaient sculpté une partie de l'histoire de l'Ancien Testament; un aigle d'un travail admirable, doré d'or moulu; six chandeliers d'argent richement émaillés; un calice d'or du poids de cent quarante onces, orné de pierres précieuses; un vase d'une seule émeraude en forme de gondole. Louis-le-Gros avait été contraint de le mettre en gage; Suger le racheta soixante marcs d'argent.

L'argent alors n'allait qu'aux gens d'église.

---

# HISTOIRE

## DE

# FRANCE.

---

### PREMIÈRE PARTIE.

---

#### LIVRE HUITIÈME.

*Louis VI, le Gros; Louis VII, le Jeune;  
Philippe II, Auguste.*

1. Affranchissement des communes. — 2. Les hommes libres sont distingués en nobles et en roturiers. —
3. Inconvéniens de cette distinction. — 4. Prérogatives de la noblesse française. — 5. Mort de Louis VI. — Règne de Louis VII. — 6. Idées superstitieuses du douzième siècle. — Multiplication des moines. —
7. Persécutions éprouvées par Abeilhard. — 8. Démêlés de Louis VII avec Innocent II. — 9. Seconde Croisade Albigeoise. — 10. Voyage de Louis VII en Asie. — Il fait déclarer nul son mariage avec Eléonore de Guienne. — 11. Guerre entre la France et l'Angleterre. — Meurtre de Thomas Becket. — 12. Louis VII fait sacrer son fils. — Mort de Louis VII. —

13. Belles-lettres et beaux arts, sous le règne de ce prince. --- L'évêque de Paris jette les fondemens de la cathédrale de cette ville. --- 14. Philippe II monte sur le trône; il entoure Paris de murailles et fait paver cette capitale. --- Guerre avec l'Angleterre. --- 15. Troisième Croisade. --- 16. Voyage de Philippe Auguste en Syrie. --- Guerre contre Richard-Cœur-de-Lion. --- Mort de Richard. --- 17. Philippe Auguste réunit à la couronne la Normandie, l'Anjou, la Touraine et le Maine. --- 18. Quatrième Croisade. --- 19. Croisade contre le Languedoc. --- 20. Les Vaudois se réfugient dans les Alpes. --- Le comte est dépouillé de ses Etats. --- 21. Le pape, par une bulle, donne la couronne d'Angleterre au roi de France. --- Bataille de Bouvines. --- 22. Les Anglais déferent leur couronne à Louis, fils de Philippe Auguste. --- 23. Mort de Philippe II. --- Réflexions sur son règne.

1108-1137 I. **L'**AFFRANCHISSEMENT des communes, sous le règne de Louis-le-Gros, est une des plus généreuses conceptions dont puisse s'honorer la législation des peuples.

Presque tous les barons français se montraient avides de pouvoir, mais inhabiles à repousser des mesures éloignées dont on pouvait faire usage pour les en dépouiller. Les peuples, vexés par les seigneurs féodaux, portaient leurs espérances vers les rois dont la puissance seule pouvait changer leur sort; cette disposition se montrait surtout dans les villes. L'énergie nationale ne pouvait se déve-

• lopper sans des circonstances favorables, les 108-1137 croisades amenèrent ces circonstances.

Quelques liaisons entre l'Orient et l'Occident, pendant ces expéditions, avaient procuré aux Européens la connaissance des langues grecque et arabe. Les sciences, cultivées par les Arabes et par les Grecs, s'introduisirent en Occident. A mesure que les ténèbres de l'ignorance devenaient moins épaisses, on s'étonnait d'être serfs d'un petit nombre de barons et de prêtres. Les germes de la liberté se développaient.

La fortune, qui se joue des hommes, choisit un enfant exposé, on ne sait par qui, dans l'église de Saint-Denys, et recueilli par les moines; elle en fit le compagnon d'enfance et l'ami du fils de Louis-le-Gros, Louis VII, élevé dans ce monastère.

Cet enfant, connu dans la suite sous le nom d'abbé Suger, ne pouvait ignorer qu'il devait le jour à une femme esclave. Les filles, voulant dérober à la connaissance de leurs parens les suites de leurs furtives amours, exposaient leur enfant à la porte des monastères. Suger, devenu abbé de Saint-Denys et premier ministre de Louis-le-Gros, lorsque Louis VII fut associé au trône, s'occupa des infortunés, dont le sort eût été le sien, si les moines ne lui avaient donné un asile sous leurs toits 52-

1108-1137

crés. Un peuple libre devait rendre à la couronne des services qu'elle ne pouvait attendre d'un troupeau d'esclaves. Il fut aisé à Suger de prouver cette vérité au monarque; elle dirigea l'administration royale; plusieurs villes du domaine royal achetèrent leur liberté. Louis VII suivit la méthode adoptée par son père. Les affranchissemens s'étendirent à toutes les villes du domaine royal; elles acquirent, à prix d'argent, un droit donné par la nature à tous les hommes.

Devenues libres, ces villes payaient au roi une redevance sur leurs maisons et sur leurs terres. Leurs milices marchaient à la guerre sous la bannière royale. Les barons s'opposèrent d'abord à l'émancipation des villes dont le domaine leur appartenait; mais, dans la suite, les dépenses faites par eux, durant la guerre d'Asie, les forcèrent de se procurer de l'argent, en imitant la conduite du roi.

Quelques grandes villes avaient conservé leur gouvernement municipal malgré la générale invasion du système féodal. D'autres villes, moins heureuses, se voyant assurées de la protection royale, se mirent en liberté d'elles-mêmes sans attendre les chartes des barons. Craignant d'être inquiétées un jour, elles s'adressèrent à la chancellerie royale. Les bourgeois acquirent partout le droit d'être gouver-



nés par des magistrats choisis par eux, et de porter les armes pour leur défense et celle du roi. Alors l'industrie se ranima, le commerce amena à sa suite des jouissances nouvelles. Elles bannirent de France l'extrême misère et l'extrême ignorance.

Les croisades faisaient sortir beaucoup d'or et d'argent des châteaux. Les barons employaient ces richesses en objet de luxe militaire. Cette augmentation de numéraire excitait au travail un peuple nouvellement affranchi; ce peuple, craignant de retomber sous les lois des barons, offrait avec zèle au monarque des soldats et de l'argent. Les monarques devenaient moins dépendans des grands vassaux depuis qu'ils trouvaient chez leurs nouveaux sujets une milice toujours prête à marcher sous leurs ordres. Les barons avaient acquis le droit de rendre la justice. Ce droit, exercé par eux dans les villes, gênait le gouvernement municipal; les villes eurent recours aux rois. Ils firent valoir le droit royal de rendre la justice en dernier ressort.

Insensiblement furent institués des commissaires royaux chargés d'inspecter les justices seigneuriales. Les rois créèrent quatre grands bailliages dans la suite. A ces tribunaux fut attribuée la connaissance des affaires principales connues sous le nom de *cas*

1106-1137 *royaux*. L'usage autorisa enfin l'appel de toutes les sentences seigneuriales aux juges souverains nommés par le roi.

Ces changemens éprouvaient de vaines réclamations de la part des barons. Ces réclamations étaient étouffées par l'assentiment général de toutes les villes. D'ailleurs les romanesques récits des étonnantes conquêtes des croisés abaissaient toutes les passions devant celle de n'épargner aucun sacrifice pour prendre part à ces expéditions. Les barons cherchant de nouveaux établissemens en Asie, semblaient mépriser des innovations dont le développement sapait en Europe l'autorité de leurs enfans.

Tous les bourgeois ne se livraient pas au commerce et à l'agriculture ; quelques-uns cultivaient les sciences. On traduisit en latin , dans le douzième siècle , les œuvres de Platon , d'Aristote , d'Averroës ; les introductions de Porphyre. Ces livres furent lus avec empressement. On avait découvert dans la petite ville d'Amalsi , à la fin du onzième siècle , un exemplaire des Pandectes de Justinien. Les savans se hâtèrent en France et en Italie de multiplier les copies de ce livre ; cette découverte semblait faire sentir aux Occidentaux l'avantage de posséder des lois écrites. Les coutumes de Barcelonne , dont les comtes se

regardaient encore comme vassaux des rois de France, parurent à la fin du onzième siècle. Les croisés rédigèrent ensuite les assises de Jérusalem. Louis IX fit publier des coutumes générales. Ces lois environnèrent ce prince d'une grande réputation.

Au sein des provinces méridionales de France fleurissaient les poètes provençaux, connus sous le nom de troubadours. Successeurs des anciens bardes, ils chantaient dans la langue romance, les héros et les belles. Leurs jeux ingénus, leurs saillies pittoresques annonçaient les premières étincelles du génie national; c'était l'aurore du bon goût.

De nombreuses écoles existaient depuis long-temps dans les monastères et auprès des églises cathédrales. Elles tombèrent dans l'oubli par l'institution des universités.

Robert, comte de Dreux, frère de Louis VII, fonda dans Paris un collège sous l'invocation de Saint-Thomas de Cantorbéri; s'élevaient dans la même ville et dans le même temps un collège des Anglais, et un collège des Danois; l'université de Paris se forma probablement alors. On ne la connut sous ce nom que sous le règne de saint Louis. Les étudiants, venus de toutes les contrées de l'Europe, devinrent si nombreux dans cette célèbre école, qu'ils se firent

1108-1137 redouter par le gouvernement ; de là les privilèges obtenus par eux. Les professeurs avaient choisi leur habitation aux environs de la montagne de Sainte-Geneviève , attirés par la bonté de l'air. Il fallut agrandir l'enceinte de Paris , enfermé à la fin de la seconde dynastie entre les deux bras de la Seine.

On donnait alors le nom de science à une vaine métaphysique , propre à exciter des disputes et incapable de satisfaire les bons esprits. L'art de raisonner , de comparer les choses inconnues , avec les choses connues , fut assujéti par les professeurs de philosophie à certaines formules désignées sous le nom de syllogismes.

Quiconque avait fait une étude de ce genre d'escrime se croyait en état d'expliquer tous les phénomènes dont à peine il connaissait le nom. L'auditeur , attentif , ne comprenait rien aux explications dont son oreille avait été frappée ; mais , hors d'état de répliquer à ce qu'il venait d'entendre , il prenait pour démonstration un cliquetis de paroles insignifiantes. Les esprits , égarés par une demi-lumière , négligeaient les règles d'une saine critique. L'art de faire un syllogisme , de le diviser , de le résoudre , fut substitué à l'analyse des idées. On entreprit d'expliquer par cette méthode , les dogmes et les mystères de

la religion chrétienne. Il en fut inventé de nouveaux. De là naquirent une foule d'hérésies ou de raisonnemens traités d'hérétiques.

Les contestations des papes avec les monarques et les exorbitantes prétentions du clergé furent, à la renaissance des lettres, les premiers objets soumis à un examen littéraire. Le douzième siècle enfanta une infinité de déclamations contre les pontifes romains. La multiplication des académies répandit au loin ces réclamations. Un grand nombre d'individus se trouvaient en état de les apprécier. On jugeait le clergé à la rigueur.

Le nouveau droit des fausses décrétales introduisait des usages jusqu'alors inconnus dans l'église. De là, depuis les premiers conciles de Latran jusqu'aux extravagantes de Jean XXII, tant de constitutions pontificales se contrariaient au sujet des élections des évêques, des empêchemens du mariage, des droits obtenus par les monastères, et de plusieurs autres usages subsistans de nos jours, quoique l'autorité sur laquelle on les appuyait fût reconnue apocryphe. Le droit canonique influait sur le droit civil. Qui voudra, dit Fleuri, étudier la procédure moderne, doit en chercher l'origine dans les décrétales.

Ce mélange du droit civil et du droit canonique occasionait une lutte perpétuelle entr

des villes : plus elles seront riches et puissantes, disait-il, moins les ennemis oseront attaquer les rois.

L'introduction d'un meilleur ordre dans la distribution de la justice, produisit en France les changemens les plus prompts et les plus avantageux ; toutes les villes devinrent bientôt florissantes.

Avant les croisades, les grandes spéculations du commerce n'étaient connues que dans un petit nombre de villes, dans Marseille, dans Toulouse, dans Arles, dans Bordeaux, où le gouvernement municipal s'était conservé ; mais à peine le nom de maîtres et d'esclaves disparaissait en France, que l'industrie naturelle aux Français, se développant avec rapidité, on connut les jouissances du luxe. Un mieux être général répandit non-seulement plus de douceur dans les mœurs, plus d'urbanité dans les manières, et un surcroît notable de population, mais la police se perfectionna : à mesure, dit Robertson, que les villes devinrent plus peuplées, et que les objets d'un commerce réciproque entre les hommes se multiplièrent, on sentit la nécessité de faire de nouveaux réglemens ; on comprit en même temps combien il importait d'observer ces réglemens avec exactitude : c'est en effet dans les villes que les lois sociales, la subor-

1137 dination et la politesse prirent naissance. C'est de là qu'elles se répandirent dans les campagnes des laboureurs, devenus libres, et assurés de recueillir les fruits de leur travail, prirent à ferme les héritages qu'ils cultivaient auparavant pour l'intérêt d'autrui. L'espoir d'augmenter leur fortune devint un puissant aiguillon. Cette classe nombreuse d'hommes intéressans, n'était regardée par les barons que comme des instrumens de labourage, elle fournit d'utiles, de vertueux citoyens. Admis parmi les membres de l'Etat, ils en augmentèrent la force, la richesse, la splendeur. La liberté était considérée comme une appendice si inhérente aux municipalités, qu'un serf réfugié dans une ville redevenait libre, si, dans l'intervalle d'une année, son maître négligeait de le réclamer : cet avantage augmentait la population des cités favorisées par les monarques.

C'était un principe, sous le régime féodal, qu'un homme libre était soumis aux seules lois par lui consenties. Mais depuis longtemps les barons et les gens d'église partageaient seuls les avantages de la liberté. En conséquence chaque haut baron appelait ses vassaux à sa cour, et déterminait sur leur avis, la justice, la police, les finances. Les villes habitées par des serfs ne paraissaient pas dans ces assemblées. Mais à peine affranchies, elles

réclamèrent les droits des hommes libres, elles voulurent contribuer à la formation des lois nouvelles et à concourir à l'établissement des subsides. 1108-1137

Non-seulement les citadins payaient au roi une subvention ordinaire, et leurs milices marchaient à la guerre à la suite des rois, mais regardant les rois comme les protecteurs de leur liberté contre les efforts des barons, elles accordaient à la couronne des subsides extraordinaires lorsqu'il s'agissait de restreindre les prérogatives féodales. Cette munificence procurait aux citadins, de l'aveu des rois, une influence marquée dans les affaires politiques. Les villes durent aux rois leur liberté, et les rois durent aux villes la rapide augmentation de leur puissance.

2. On a observé que, durant le cours du onzième siècle, on s'accoutumait en France à confondre les vassaux du roi à ceux du royaume. Le parlement, appelé alors le baronnage de France, se composa insensiblement de tous les barons laïques ou ecclésiastiques, dont les domaines relevaient du roi, comme roi, comme duc, ou comme comte; ce changement en favorisait d'autres. Les communes réclamaient le droit d'envoyer leurs députés au parlement. L'intérêt du roi prêtait un grand poids à leurs réclamations. L'esprit public s'était formé avec



rapidité en Europe. Les communes virent leurs prétentions couronnées du succès durant le treizième siècle; en Angleterre, en 1264, sous le règne de Henri III, en France, sous Philippe-le-Bel, en 1302, et en Allemagne en 1290, cette révolution changea la constitution de ces royaumes : j'en parlerai dans la suite.

Par quelle fatalité la liberté individuelle ayant poussé des racines profondes en Angleterre, vit-on s'établir en France deux ordres d'hommes si différens par leurs droits politiques, que le premier sembla, par ses prérogatives, rester dans le rang des souverains, tandis que le second fut frappé de plusieurs caractères humilians de la servitude.

Le temps, jetant un voile épais sur les usurpations des hommes puissans, oppose des obstacles presque invincibles aux recherches de la philantropie sur un sujet si important. Cependant, le fil de l'analyse peut nous conduire dans ce labyrinthe. Il nous présente une explication assez satisfaisante de cette énigme, dont les suites enfantèrent un ordre de choses contraire aux principes éternels de la nature, et à ceux de l'ancienne constitution française, dans laquelle nos valeureux ancêtres reconnaissaient la seule supériorité des charges civiles ou militaires.

Avant la féodalité, trois sortes d'individus existaient en France : les hommes libres dont se composait le corps politique de la nation , les esclaves qui n'étaient rien , et les affranchis , tenant un milieu entre les uns et les autres.

Combien de générations devaient-elles s'écouler avant que les affranchis fussent investis des droits des hommes libres , des ingénus ? Les chroniqueurs ont passé sous silence ce point essentiel dont l'obscurité sanctionna après le règne de Philippe-le-Bel , la distance entre les nobles et les roturiers.

Cette période ne devait pas être aussi longue alors qu'elle le serait aujourd'hui , toutes choses d'ailleurs égales. Il n'existait aucun de ces registres publics de naissances et de morts , dans lesquels la condition de chaque citoyen acquit dans la suite une sorte d'immortalité. Les hommes étaient les enfans de leurs œuvres. Les talens , la fortune , surtout les exploits militaires , conduisaient aux dignités les plus éminentes ; un peu plus tôt , un peu plus tard , la postérité des affranchis devait rentrer dans les droits , dont leurs aïeux avaient été dépouillés en tombant en servitude.

Cette observation conduit à expliquer comment , après la renaissance de la liberté parmi nos pères , les citoyens furent distingués en

1108-1137 citoyens nobles et en citoyens libres, et comment les nobles appelèrent par mépris les citoyens libres, vilains, manans, roturiers.

Avant la féodalité, les mots, nobles, libres, ingénus, étaient synonymes en France. Le gouvernement municipal ne se conserva que dans un petit nombre de villes parmi lesquelles on distinguait Paris, Marseille, Toulouse et Rheims. Partout ailleurs, sous le gouvernement féodal, il n'existait que des hommes libres et des hommes serfs. A l'époque de l'affranchissement des communes, les possesseurs de fiefs se considéraient comme les uniques successeurs des Francs nobles, libres, ingénus. Ils plaçaient au rang des affranchis, les habitans des villes, tandis que beaucoup de serfs restaient encore dans les campagnes. On paraissait revenir aux distinctions primitives dont les nuances éclairèrent le berceau de la monarchie française.

Mais, dans ces premiers siècles, la postérité des affranchis rentrait insensiblement en possession des prérogatives perdues par leurs pères. Il en fut autrement à l'époque de l'affranchissement des communes. Les possesseurs des fiefs trouvèrent le moyen de rendre permanente une distinction entre eux et les habitans des villes. Un homme noble et un homme libre furent, depuis lors, deux choses

différentes. Tout homme noble était libre , <sup>1108-1137</sup> mais tout homme libre n'était pas noble , ce qui contrastait avec l'ancienne constitution française.

Cette disposition des choses établissait parmi nous , une classe patricienne et une classe plébéienne. Les changemens survenus dans les mœurs publiques, favorisaient cette innovation. Nos pères, amoureux à l'excès de leur liberté, et dont la simplicité égalait la grandeur d'âme , méprisaient les distinctions vaniteuses ; mais, durant les siècles de la féodalité, les barons s'étaient couverts des titres que la bassesse prodigue à la vanité orgueilleuse.

Vers le règne de saint Louis , s'établirent des officiers publics dont les registres constatèrent ces titres, jusqu'alors assez précaires. Les hommes, désignés avant les croisades par leur nom de baptême, ce qui les ramenait au niveau de l'égalité , se distinguèrent par le nom de leurs liefs. Ils rapportèrent aussi d'Asie l'usage des armoiries. La France était remplie de ducs, de marquis , de comtes, de barons, de chevaliers, d'écuyers , lorsque parurent au sein de la monarchie , des hommes libres sans titres , sans armoiries, offrant le tableau des mœurs simples et austères des anciens Francs leurs ancêtres.

Les titres et les armoiries s'attachaient aux

fiefs ; quelques villes eurent ces marques d'honneur. Elles appartenaient à la communauté et non aux individus. Les bourgeois sortis de la servitude furent placés au rang des affranchis ; c'était avec justice , mais leurs enfans naquirent libres , ingénus. Alors les barons craignant de se trouver confondus avec eux , abandonnant le titre d'hommes libres , dont les Montmorency se faisaient honneur sous les Carlovingiens , prirent chez leurs notaires la qualification d'hommes nobles , dont la signification n'était pas exactement déterminée par l'usage. Ce titre d'homme noble alors synonyme d'homme illustre , pouvait à la longue les confondre avec les nouveaux hommes libres.

A l'exemple des villes où le gouvernement municipal s'était conservé , celles qui venaient d'acquérir la liberté , donnaient le titre de nobles et d'illustres aux bourgeois investis des fonctions municipales. Les possesseurs de fiefs évitèrent cette concurrence , en prenant la qualification de seigneurs hauts et puissans , de très-excellens barons.

Les mêmes distinctions s'étaient établies à peu près en même temps en France et en Angleterre. La différence du génie des deux peuples se manifesta par des résultats opposés.

On doit regarder l'amour de la liberté chez la plupart des peuples, comme une passion dont l'intensité peut augmenter, diminuer, ou s'anéantir suivant les circonstances. Tous les anciens monumens historiques déposent que, chez les Anglais, ce fut constamment un sentiment profond et réfléchi. Il résulta de cette différence qu'ailleurs l'amour de la liberté diminua avec la férocité du caractère national, et qu'il fut anéanti pour les jouissances d'agrément. En Angleterre au contraire il augmenta avec les lumières et les richesses. Ailleurs les peuples, confondant presque toujours la liberté avec la licence, ne croyaient être libres que quand aucun frein ne s'opposait à l'exécution de leurs volontés ; les Anglais plus instruits de leurs devoirs et de leurs droits, jouissaient de la liberté en obéissant aux lois, et en les perfectionnant.

En Angleterre, l'entrée des communes dans le parlement devint le signal de l'entière émancipation publique. Le même événement procura aux communes, en France, à peine une demi-liberté. Son effet principal fut de donner plus de ressort à l'autorité royale. Dans cette occasion essentielle, parut dans son éclat la différence du caractère des Français et des Anglais.

Avant le régime féodal, les parlemens de

1108-1137 France et d'Angleterre se composaient des mêmes élémens, des barons et des prêtres. Ils ne formaient pas deux ordres différens, mais une seule chambre. L'assemblée française depuis le régime féodal s'appela le baronnage, *barnagium regni*. Ce corps ne se partagea jamais en deux chez les Anglais. De cette simple attention, dérivait l'énorme différence entre le gouvernement de France et celui d'Angleterre.

Lorsque les communes entrèrent au parlement, les Anglais le partagèrent en deux ordres, les privilégiés, et les non privilégiés. Les nobles et les prêtres composèrent la première chambre. Les communes formèrent la seconde. Elle finit par donner la loi à la première.

On adopta en France une division différente. Les nobles tinrent leurs délibérations à part. Le clergé voulut siéger dans une chambre particulière. Les communes parurent aux états généraux de 1502. Sans prendre une attitude convenable, on donna le nom de tiers-état aux représentans de la nation entière.

Cependant ce nom de tiers-état, donné aux représentans des villes de France, n'annonçait pas que ces représentans formaient le dernier ordre dans les comices nationaux. Le nom d'états-généraux ne s'employait pas en-

core, on ne connaissait ni premier, ni second, ni troisième ordre dans le parlement de France. Les communes y parurent en tiers entre le clergé et la noblesse, comme des conciliateurs. Ainsi dans les affaires contentieuses, terminées par arbitrage, les deux parties ayant choisi chacune un arbitre, on nomme de concert un troisième juge; il porte le nom de tiers-arbitre; cependant il jouit d'une influence principale.

Trois chambres, composant l'assemblée nationale de France, il semblait naturel que la volonté de deux ordres entraînant celle du troisième. On ne prévoyait pas alors combien cette disposition deviendrait préjudiciable au corps entier de la nation; on ne connaissait pas les impôts assis sur les seuls roturiers. Les subsides, accordés par les villes aux monarques, se repartissaient sur tous les habitants, sans exception d'état ou de naissance. Il existait si peu de rivalité entre la chambre des barons et celle des villes, qu'elles se réunirent en une seule section, en 1302, sous Philippe-le-Bel; le clergé, dévoué aux intérêts de la cour de Rome, forma seul une chambre séparée.

Dans la suite, l'impôt de la taille se trouvant à la charge des communes seules, elles se virent perpétuellement sacrifiées aux prêtres et aux nobles coalisés pour écraser le tiers-état. Les communes tournèrent leurs regards vers les



1108-1137 rois. Elles n'autorisèrent pas par une loi précise l'autorité arbitraire de la couronne , comme les communes de Danemarck le firent dans la suite ; mais , ne jouissant que d'une force négative , elles ne mirent aucun obstacle à l'agrandissement successif de la puissance royale.

Ce fut le principe caché des variations éprouvées dans le gouvernement de France. Insensiblement les comices du peuple français furent convoqués de loin à loin dans les occasions calamiteuses. Ils tombèrent en désuétude , quand la puissance arbitraire fut affirmée dans la main des rois. Les barons , auparavant souverains en France , s'étaient trouvés encore assez puissans pour former un ordre séparé de l'État. Ils avaient de hautes prétentions à soutenir , de grands intérêts à défendre ; cependant la distinction entre les nobles et les roturiers ne fut pas d'abord aussi frappante qu'elle l'était de nos jours , une partie des habitans de la campagne vivait dans le servage ; les nobles exerçaient dans leurs terres la plupart des droits dont les restes furent détruits par la révolution de 1789 : mais les citadins remplissaient chez eux les charges judiciaires et municipales confiées autrefois aux comtes ; ils s'exerçaient , comme les nobles , au maniement des armes ; ils jouissaient de toutes les prérogatives des anciens hommes libres.

Il exista bientôt entre les nobles et les non-nobles un mur de séparation, il n'a cessé de se renforcer de siècle en siècle. Les longues hostilités entre la France et l'Angleterre le virent s'élever. Je ne peindrai pas ici un siècle de désolation et d'anarchie durant lequel la force des armes fit seule les lois. Le baronnage de France s'assemblait fréquemment à cette époque. Les procès-verbaux de ceux qui furent tenus par le roi Jean en 1350, 1352, 1356, 1357, 1358, et 1359, n'existent plus. Trop de mains avaient intérêt d'anéantir ces monumens de notre histoire, la nation manquait de moyens pour les conserver. Les peuples, maltraités, rançonnés, désolés par les nobles, s'étaient soulevés contre eux. Les peuples succombèrent sous cette lutte, leur insurrection traitée de révolte aggrava leurs malheurs.

3. Le célèbre Marcel, prévôt des marchands de Paris, fut l'âme de ces assemblées tenues dans des temps d'orages. La foule des écrivains, ardente à flatter l'autorité et à flétrir le courage malheureux, a versé sur ce magistrat les opprobres de la calomnie. Il ne les méritait pas. Les ordonnances rendues d'après les décrets de ces parlemens, qu'il maîtrisa par l'enthousiasme du bien public et l'empire de l'éloquence, prou-

1103-1137 vent combien de sages résolutions y furent prises.

Les incursions successives des Anglais en France , avaient nécessité la levée d'une milice extraordinaire ; elle était indisciplinée par goût , et peut-être parce que la cour le désirait ainsi. Quand les communes furent désolées par les excès de tous les genres commis par les troupes , on leur proposa la création de plusieurs compagnies d'hommes d'armes , soumises à une exacte discipline , et casernées sur les frontières. Il fallait une solde assurée à ces troupes assemblées constamment sous le drapeau ; la discussion de cet objet occasiona la convocation des états-généraux tenus en 1139, par Charles , vainqueur des Anglais. Savaron , copiant la chronique de Saint-Denys-d'Alain-Charlier , rapporte *qu'il s'y trouva de moultz notables , gens envoyés de tous les pays et cités de France , et en la présence du roi de France et de la roine de Sicile , furent proposées de tous ceux de ce royaume de moultz , belles choses hautement et sagement.*

Ces belles choses consistaient dans le consentement des communes à convertir leur obligation de fournir , en temps de guerre , les forces nécessaires à la défense de la patrie attaquée , en une prestation pécuniaire toujours subsistante. Telle fut l'origine de l'impôt

de la taille. La chambre des nobles et celle du clergé, composées d'hommes plus éclairés, se gardèrent bien de consentir à cette innovation en ce qui les concernait ; la taille fut imposée sur ceux appelés depuis roturiers. Cela était juste, cet impôt représentait le service militaire, auquel les possesseurs des fiefs ecclésiastiques et laïques restèrent soumis. Mais les communes, admettant cette innovation, commirent deux fautes presque irréparables. Elles cimentèrent une distinction permanente entre les deux ordres exempts de la taille, et les communes qui la payaient, et, renonçant à l'exercice des armes, elles s'exposaient à se voir bientôt maîtrisées par les troupes soudoyées par elles.

Cependant la distinction tranchante entre les nobles et les non nobles, n'était pas entièrement prononcée sous Louis XII. Les privilèges de la noblesse s'attachaient plutôt aux fonds de terre qu'à leurs possesseurs. Tous les fiefataires, réputés nobles, ne payaient pas la taille assise sur les seuls domaines allodiaux. Les fiefataires restant tenus au service militaire personnel, cette obligation entraîna l'usage de ne pas morceler les fiefs, mais de les transmettre entiers du père de famille à son fils aîné. Tous les enfans des deux sexes partageaient au contraire les domaines allod-

diaux après la mort du père. Ces héritages étaient ainsi rompus et divisés, d'où provint à leurs possesseurs le nom de roturiers, *ruptores terre*, partageurs de terres. Cet usage éprouva des variations dans la suite; dans la plupart des provinces, les nobles jouirent peu à peu de l'exemption de la taille, soit qu'ils possédassent des fiefs ou des biens allodiaux.

Pour passer dans la classe des nobles, les roturiers n'avaient besoin ni de lettres du prince, ni de posséder des offices anoblissans. Il suffisait d'acheter un fief ou de faire profession des armes. La noblesse n'était pas encore une propriété exclusive; chacun pouvait se la procurer. Cette simple observation démontre la frivolité de la plupart des généalogies. L'ordonnance de Blois, en 1579, supprima la noblesse acquise par la simple possession d'un fief, et la profession des armes cessa d'anoblir, par un édit publié par Henri IV, en 1600.

Jusqu'alors les simples citoyens n'avaient pas beaucoup à se plaindre des immunités attribuées aux nobles; ils pouvaient les partager. On paraissait même se rapprocher des institutions sanctionnées par les capitulaires de Charlemagne. Ils attribuèrent aux fieffataires des distinctions dont les autres citoyens pouvaient s'investir en convertissant leurs aleux en fiefs d'après les formes légales.

Comment Henri IV, dont la fortune était due à ses braves compagnons d'armes, privait-il la profession militaire de son principal lustre? Il obéit aux lois de la nécessité. Le service personnel des nobles à l'armée devenait presque nul. Cette milice, excellente avant Louis XI, dégénérait depuis que le gouvernement employait presque uniquement des troupes soudoyées. La convocation du ban et de l'arrière-ban tombait en désuétude. Il devenait urgent de restreindre une classe de citoyens, dont les privilèges tendaient à rendre insensiblement inexigible l'impôt de la taille perçu sur les non-nobles.

Si deux chambres avaient composé l'assemblée nationale en France comme en Angleterre, la raison aurait ordonné la suppression des privilèges pécuniaires fondés sur des obligations qui n'existaient plus. Les nobles pouvaient d'autant moins refuser de partager les charges publiques, que le service militaire, au lieu de leur être onéreux, tournait à leur avantage. Ils remplissaient les emplois les plus honorables et les plus lucratifs de la milice. Mais la division des comices français en trois chambres, et la maxime que la volonté de deux chambres liait la troisième, rendait cette mesure impossible. Les deux premiers ordres, accoutumés à mépriser le tiers, auraient bouleversé leur

1106-1137 patrie plutôt que de lui sacrifier leurs avantages. Il restait aux communes le seul moyen de se procurer justice, par une insurrection, moyen aussi extrême que dangereux.

Henri IV donna une atteinte formelle aux principes fondamentaux de la monarchie, par sa déclaration de 1600. Dans un pays où les habitans sont partagés en deux classes, tout homme de mérite doit jouir du droit d'entrer au premier rang, par la porte qui y conduisit les autres, sans attendre les lettres du prince, fort souvent vendues à l'intrigue ou à la bassesse. La manière dont on s'anoblissait depuis Henri IV, est trop connue pour en parler ici.

Un jour viendra où nos neveux ne croiront pas qu'il fut un temps où la noblesse s'achetait en France comme une métairie, comme si cette distinction pouvait s'acquérir autrement que par la vertu.

En Angleterre, où sont conservés la plupart de nos anciens usages, on donne le nom de gentilhomme (*gentleman*) à tous les citoyens au-dessus de la multitude. Le roi confère souvent le titre de chevalier à des savans ou à des artistes. Ces distinctions excitent l'émulation, sans humilier l'amour-propre. Il est pourtant des nobles dans cette île. La loi donne le titre de *nobleman* aux seuls pairs. Leur dignité

n'éveille ni la vanité ni l'envie ; elle n'engendre ni la haine ni le mépris entre les diverses classes de la société. Chacun respecte une dignité devenue partie essentielle du corps politique, dont la porte reste constamment ouverte au mérite personnel , et qui ne procure aucun privilège pécunaire.

Cette noblesse, dont les pairs d'Angleterre sont décorés , passe à leur fils aîné ; leurs autres enfans restent au rang des simples citoyens. Le noblesse ne formant pas , en Angleterre, une caste privilégiée, les maisons les plus distinguées partagent les travaux utiles du peuple, exercent les professions lucratives de la finance et du commerce. Tous payent les impôts, non suivant la qualité des personnes , mais suivant la richesse de chaque chef de famille.

Henri IV , nourri dans l'adversité , montrait une âme assez élevée pour régner avec gloire sur un peuple libre. Ce qu'il avait fait en peu de temps , pour éteindre les rivalités de religion , sources de tant de crimes , et pour rétablir les finances , donnait les plus justes espérances. Un scélérat trancha les jours de ce prince.

A sa mort, une femme saisit les rênes de l'empire. Marie de Médicis régna pour avilir nos pères ou pour les corrompre. Un prince pusillanime lui succéda. Aux rois de cette



1106-1137

trempe, il faut un appui, un maître : Richelieu régna sur Louis XIII. Les formes de l'autorité arbitraire se consolidèrent. On ne pouvait pas dire si la France se gouvernait comme un grand fief ou comme une grande monarchie. Le roi exerçait l'autorité absolue, sans en avoir été investi par aucune loi ; les grands du royaume, atterrés par les vengeances implacables d'un ministre despote, renonçaient au droit de troubler l'Etat, et jouissaient, en échange, de celui de vexer sourdement les habitans des campagnes.

Une monarchie, suivant tous les publicistes, est un gouvernement dans lequel des lois, dérivées de la volonté générale, publique et solennelle, modifient le pouvoir du prince. Cette règle constante, ces lois précises, dont l'observation assure la liberté des individus, retiennent les agens du pouvoir dans une juste modération, garantissent l'autorité du monarque et l'obéissance des sujets, n'existaient pas en France. Si on considérait attentivement l'édifice politique, on n'y voyait, de toutes parts, que des ruines gothiques, capables d'embarrasser la marche du gouvernement pour l'avantage de l'ordre équestre.

On demanderait en vain à nos historiens pourquoi les comices français, depuis Philippe-le-Bel, portèrent le nom d'états-généraux. Le

nom de parlement n'était presque plus en usage; depuis l'introduction de la féodalité, l'assemblée des grands barons s'appelait communément le baronnage du royaume, *barnagium regni*. Ce nom de baronnage ne pouvait plus convenir à une réunion d'hommes, dans laquelle les barons formaient la minorité. Il fallait chercher une autre dénomination : celle de trois états prévalut.

4. J'ai parlé des moyens mis en usage par Louis-le-Gros et ses successeurs pour affaiblir les institutions féodales. Les villes favorisaient de tout leur pouvoir l'augmentation de la puissance royale, et même la pente de cette puissance vers le gouvernement arbitraire : le despotisme d'un seul est préférable au despotisme d'un corps nombreux. Le régime féodal, se trouvant détruit sans que cette révolution fût l'ouvrage d'un acte formel de la volonté générale, l'échafaudage de la féodalité subsista malgré la chute de l'édifice, appuyé par cet échafaudage. Les nobles n'étaient plus souverains, les peuples n'étaient plus serfs, mais les premiers conservaient les plus flatteuses prééminences; les seconds se voyaient entièrement méprisés; l'état respectif des uns et des autres ne paraissait pas changé.

La plupart des hommes, entraînés par le plaisir de commander, préférèrent leur volonté

1108-1137 à la règle lorsque le choix leur est permis. Les corps et les hommes puissans faisaient des efforts perpétuels pour s'approprier une plus grande intensité de pouvoir : le citoyen obscur portait seul le joug des lois ; ceux d'une naissance illustre les bravaient sans péril. Enfin , dans le royaume des Francs , la nation , sans être légalement esclave , ne conserva chez elle aucune influence. Un petit nombre de familles se considéraient comme formant le corps de l'État. Les rois , ménageant ce petit nombre de familles , pouvaient à leur gré dépouiller les autres.

Parmi les familles nobles de France, les unes , recommandables par leur illustration et par de grands services rendus à l'État , jouissaient de la vénération publique ; presque toutes les autres avaient acheté leur noblesse argent comptant, ou par l'intermède des charges financières , dont la principale utilité consistait à procurer les avantages de la noblesse à ceux qui les achetaient.

La cour de Versailles , dans les derniers temps , établit quelque différence entre les unes et les autres ; les premières seules entraient dans l'ordre du Saint-Esprit , et montaient dans les carrosses du roi. Mais , à l'égard des autres privilégiés , le petit-fils du premier huissier d'une cour supérieure se trouvait sur la

même ligne avec le petit-fils d'un maréchal de France. Les uns et les autres prenaient le titre de marquis, de baron, ou de comte, s'ils possédaient une terre titrée, et souvent quoiqu'ils n'en possédassent aucune. On entendait dire à ces anoblis que leur sang était plus pur que celui de leurs concitoyens. Les enfans de ces anoblis s'intitulaient très-hauts et très-puissans; ils regardaient dédaigneusement les hommes utiles et vertueux, dont les pères furent respectés par leur probité antique, mais qui n'avaient pas acheté le parchemin anoblissant.

Montesquieu a rêvé que, dans une monarchie, une noblesse héréditaire était nécessaire, que ceux de cet ordre s'attachaient au chef de l'Etat et à l'Etat même, beaucoup plus que les hommes d'une naissance plus obscure. Montesquieu se trompait, ou voulait tromper les autres. Deux fois les grands ont précipité du trône de France la maison régnante; deux autres fois ils ont tenté, sans succès, d'opérer ce changement. Nous les avons vu concourir, avec les plébéiens, à la chute de la maison capétienne. Les nobles, moins dévoués que le peuple au bien de l'Etat, s'attachaient sans doute à une certaine forme de gouvernement, sous laquelle ils jouissaient de tous les avantages de la société, tandis que les simples citoyens en supportaient les charges.

1103-1137 Depuis Henri IV, dès qu'un homme avait pénétré dans l'ordre nobiliaire, sans égard à la manière dont cette transmigration s'était opérée, les charges, les emplois, les grâces, les bénéfices, étaient pour lui et pour les siens. Il souhaitait donc que ces objets fussent en grand nombre dans les mains du roi. L'abus vint au point que les nobles demandaient sans cesse, pauvres ou riches, sans mettre en question, si la ruine de l'Etat ne serait pas l'infailible résultat de leurs indiscrètes sollicitations.

Quand toutes les places étaient remplies, ils en faisaient créer pour eux de nouvelles, ou bien les possesseurs des anciennes se retiraient avec une pension, et faisaient place aux demandeurs. La même charge, souvent inutile, avait ainsi plusieurs titulaires. Les filles des nobles étaient élevées à Saint-Cyr, aux frais de l'Etat. Leurs garçons étaient élevés dans les écoles militaires. Les pères obtenaient des pensions, ils les employaient à débaucher, dans les garnisons, les filles des bourgeois. Les femmes en recevaient pour prendre en patience l'absence de leur époux, ou pour subvenir à la cour aux dépenses ruineuses du jeu ou du luxe; les filles nubiles et les veuves en obtenaient pour se marier, les jeunes gens pour se réjouir. Tous men-

étaient, tous obtenaient, tous dépensaient ; le peuple était chargé de payer, et on osait dire qu'il était fait pour cela ; ainsi la plus sanglante raillerie se joignait à l'insulte. C'est un problème à résoudre : s'il est plus étrange que de pareilles institutions aient duré longtemps, ou qu'elles se soient écroulées violemment avec le fracas dont nous avons été témoins.

Tout homme vertueux est noble sans doute ; c'est une vérité éternelle que le vice seul est ignoble, mais en donnant au mot *nobilis*, noble, la signification qu'y attachaient les anciens : les nobles sont ceux qui conduisent les peuples, qui les défendent, qui les éclairent ; noble est alors synonyme d'illustre. Les enfans des nobles sont nobles eux-mêmes, si, comme leur père, ils exercent une profession exigeant un plus grand développement des facultés de l'âme. Ils jouiront alors des préférences flatteuses dont les services de leurs aïeux pourront être la mesure, autrement ils se confondent parmi les simples citoyens.

Dans cette acception, le mot noble n'a pas pour opposé celui d'ignoble. Ici on ne saurait trop définir les termes. Ignoble signifie ce qui est bas, vil, rampant. Le simple citoyen, bon père de famille, bon époux, bon ami, bon sujet de l'Etat, n'est ni vil, ni bas,

1108-1137 ni rampant, ce n'est cependant pas un homme illustre, mais un honorable citoyen, et dans un pays libre un membre du souverain.

Tous les citoyens doivent concourir au bien général de l'Etat, d'où résulte le bien particulier de chaque famille. Les uns défendent leur patrie par leurs armes, d'autres instruisent leurs concitoyens par leurs écrits; ceux-ci jugent les procès, ceux-là dirigent les affaires publiques, tandis que le plus grand nombre, remplissant les professions de l'agriculture et du commerce, nourrissent ou enrichissent la nation par leurs travaux.

Si, dans un Etat libre, on donnait le nom de nobles ou d'illustres aux hommes dont les professions exigent plus d'acquis, pour les récompenser de ce qu'en veillant aux intérêts généraux, leurs affaires particulières sont quelquefois négligées, ce prix n'exciterait ni la jalousie ni l'envie, dès que chacun pourrait le remporter en se livrant aux mêmes travaux. On dit tous les jours que l'assemblée constituante détruisit en France le corps de la noblesse. Elle rendit au contraire au mot noble sa véritable signification. La noblesse, comme distinction honorable, s'éteignit parmi nous dès qu'elle put s'acheter à prix d'argent. Le titre d'homme noble ne saurait entrer dans le commerce comme marchandise plutôt que

celui d'homme valeureux , d'homme sage , <sup>1137-1145</sup>  
d'homme instruit, d'homme vertueux.

5. Guillaume, duc d'Aquitaine, touché d'un sentiment de dévotion, avait résolu de faire un pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle, en habit de pénitent, pieds nus , et demandant l'aumône. Il mourut faisant les apprêts de ce bizarre ouvrage. Son testament déclarait Eléonore, sa fille aînée , héritière de ses Etats , et l'obligeait d'épouser Louis VII , surnommé le Jeune. Louis VI fut instruit en même temps de la mort du duc et de ses dispositions testamentaires. Cette alliance réunissait à la couronne , la Guienne , la Gascogne , la Biscaye et le Poitou. Louis envoya son fils à Bordeaux. Le mariage y fut célébré ; on couronna les deux époux , dans Poitiers , duc et duchesse d'Aquitaine.

Louis VII revenait de Guienne lorsque la mort le priva de son père. Louis-le-Gros termina ses jours à Paris, le 1<sup>er</sup> août 1137 (1), à l'âge de soixante ans , après avoir adressé à son fils ces paroles remarquables : Souvenez-vous, mon fils, que la royauté est une charge publique , dont vous rendrez compte à Dieu après votre mort. Sa vie fut écrite par l'abbé Suger.

Ce prince eut d'Adélaïde de Savoie , huit

---

(1) L'argent valait deux fr. le marc , l'or vingt fr.



enfants. Constance, mariée à Raymond, comte de Toulouse; Louis VII, roi de France, Henri, moine de Clairvaux et archevêque de Rheims, Robert, chef de la maison de Dreux, dont le petit-fils, Pierre, surnommé Mauclerc, devint comte de Bretagne par son mariage avec l'héritière de cette province; Hugues, dont l'histoire ne nous a transmis que le nom; Pierre, comte de Courtenai par son mariage avec l'héritière de ce nom; Philippe, mort jeune; Philippe, chanoine de Paris, ayant été élu évêque de cette capitale, il céda cette dignité à Pierre Lombard.

La mort de Louis VI, forçant Louis VII à quitter subitement l'Aquitaine, il chargea l'évêque de Chartres, d'accompagner la reine; elle vint tenir, dans Paris, un parlement solennel. On y discuta les moyens de prévenir les séditions dont le nouveau règne pouvait offrir le prétexte. Ces précautions assurèrent la tranquillité publique; l'autorité des successeurs de Hugues Capet s'affermissait. Louis ne sêfit pas couromier de nouveau comme avaient fait la plupart de ses ancêtres.

Une heureuse paix régnait en France. Cet avantage était dû aux fatales divisions, dont l'Allemagne et l'Angleterre devenaient en même temps la proie. L'empereur Henri V était mort sans postérité, les princes allemands se partagèrent sur le choix de son suc-

cesseur. Les uns élurent Conrad duc de Fran-<sup>1137 - 1146</sup>conie , les autres se décidèrent en faveur de Lothaire, duc de Saxe. La Germanie fut le théâtre de la guerre la plus sanglante. La mort de Lothaire, et le couronnement de Conrad la terminèrent en 1138.

L'arnarchie dévorait l'Angleterre et la Normandie depuis la mort de Henri 1<sup>er</sup>. Ce prince avait laissé tous ses Etats par son testament à l'impératrice Mathilde sa fille, mariée en secondes noces à Geoffroi *Plantagenet*, comte d'Anjou. Le neveu de Henri 1<sup>er</sup>, Etienne, comte de Boulogne, frère de Thibaud, comte de Champagne, s'empara de la succession. On courut aux armes des deux côtés. On assure que, durant cette guerre civile, l'Angleterre perdit un tiers de sa population.

6. Tandis que d'innombrables armées continuaient à inonder l'Asie, tandis que l'Allemagne et l'Angleterre nageaient dans le sang de leurs habitants, et que Louis VII, dirigé par l'abbé Suger, établissait péniblement en France de nouvelles institutions politiques, quelques hommes dont le caractère se montrait supérieur à leur siècle, s'efforçaient, par leurs paroles et leur exemple, de ramener en Occident les sciences fugitives et les vertus abandonnées. Les uns instruisaient la jeunesse, les autres annonçaient dans les chaires les châtimens ré-

<sup>1137-1148</sup> servés aux crimes , par un Dieu vengeur de l'innocence opprimée. Leurs tableaux effrayans faisaient sur des hommes ignorans les impressions les plus profondes. Les grands, placés entre l'impétuosité de leurs passions et la terreur des peines de l'autre monde , balançaient entre ces deux véhicules. Si la passion les emportait , ils se livraient aux excès les plus révoltans; mais le remords, caché au fond de leur âme par les opinions religieuses , les arrêtait souvent. Ils expiaient alors leurs désordres par des moyens ridicules. Tombant dans de puériles superstitions , ils croyaient à des visions extravagantes , à des miracles fantastiques , imaginés le plus souvent par l'astuce hypocrite.

Une extrême multiplication des moines signala le douzième siècle; on vit naître les Chartreux, les Prémontrés, Fontevrault où les hommes étaient gouvernés par les femmes. L'ordre de Cîteaux se recommanda d'abord par une simplicité exemplaire , et excita ensuite l'indignation par ses richesses immenses. Les Dominicains , les Cordeliers , les Carmes , les Augustins , parurent alors ; ils mirent en honneur la fainéantise et des prétendues vertus , dont l'effet eût été de plonger l'espèce humaine dans le néant.

Des murmures universels s'élevaient contre

les cénobites, trop fiers de leur fortune et de leurs immunités. La religion était par eux défigurée. La fête des fous et celle des ânes se célébraient dans la plupart des églises d'Occident. On créait un évêque des fous, un abbé des fous. Un âne en chape marchait en procession dans l'église. L'âne était révééré en mémoire de celui sur lequel monta Jésus-Christ, entrant dans Jérusalem, peu de jours avant sa passion.

L'histoire, présentant le tableau des mœurs publiques, s'éloigne également de la satire qui outrage, et de la flatterie qui trompe. Elle doit transmettre à la postérité les usages des siècles barbares pour convaincre les ennemis du bon sens, que les hommes, en acquérant des connaissances, deviennent meilleurs et plus heureux.

Quelques dévots font la guerre à la philosophie : était-on philosophe dans les siècles où des moines virent distinctement l'âme de Charles Martel, conduite dans les enfers à coups de fouets par des diables ; où d'autres moines, se livrant à des superstitions incroyables, prétendaient connaître l'avenir par l'inspection des livres sacrés, tandis que leurs confrères vendaient des domaines dans le ciel aux fous, qui leur donnaient d'autres domaines sur la terre ? Comment ces institutions absurdes purent-elles séduire nos pères ? Comment

1137-1146 l'arbre du monachisme sans avoir des racines vint-il à bout de couvrir de ses rameaux une terre dont il dévorait la substance? Comment ces maisons sans pères et sans enfans, gouffres où s'ensevelissaient les générations futures, ont-elles existé si long-temps, à la honte de la raison humaine?

Les premiers moines furent peu nombreux. Le nom de monastère signifie l'habitation d'un seul homme. Ils vivaient au fond des déserts, méditant les livres saints et gagnant leur vie en travaillant. Quelques-uns s'occupaient à copier des livres. Chaque monastère était gouverné par un abbé vêtu et nourri comme ses compagnons. Ce supérieur avait cependant une table à part. Il y recevait les étrangers; cette obligation hospitalière dans un temps où on ne connaissait pas d'hôtelleries, devint le principal motif de la fondation d'un grand nombre de monastères.

Cette vie édifiante n'offrait rien d'extraordinaire. Les vêtemens monastiques, bizarres de nos jours, ressemblaient alors à ceux des habitans de la campagne, au milieu desquels ils vivaient. Leur conduite retraçait celle des chrétiens de la primitive Eglise, ils pratiquaient le célibat, ce qui n'est pas prouvé de tous les premiers moines. Saint Athanase, écrivant au moine Diacone, assure qu'on vit

des cénobites mariés, *monachi reperiuntur qui filios susceper.* <sup>1137-1146</sup>

Vers la fin du quatrième siècle, les moines commençant à quitter leurs paisibles retraites, asiles de l'innocence, se mêlaient de toutes les affaires. Ils avaient excité deux séditions dans Alexandrie au commencement du cinquième siècle. Les abbayes jouissaient de grands biens, les abbés se considéraient comme des prélats; à l'ombre des autels et à l'abri des vicissitudes humaines, ces hommes jouissaient de tous les avantages de l'opulence. Les uns, pour s'affranchir des obligations civiles, les autres, par paresse, embrassaient la règle monacale. On comptait, dit-on, cinquante mille moines en Egypte au cinquième siècle.

Il paraît par une constitution de Valentinien l'ancien, adressée au pape Damasc en 376, que la vie monastique fut alors connue en Occident. Les plus anciens monastères de France sont ceux de Liguge près de Poitiers, fondé par saint Martin, et de Lérins, établi par saint Honorat. Les fondateurs n'assujettirent leurs enfans à aucune règle particulière. Les moines pratiquaient les conseils de l'Evangile. Les fidèles, soumis par les canons à la pénitence publique, l'accomplissaient dans ces maisons où cette pénitence était perpétuelle. Les mo-

<sup>1137-1147</sup> nastères devinrent dans la suite des prisons. On y enfermait les plus grands seigneurs sous les deux premières dynasties.

Cette vie monastique ayant perdu sa régularité ancienne, saint Benoît entreprit de la réformer. Son ordre fondé au Mont-Cassin, pénétra bientôt aux deux bouts de l'Europe. Les bénédictins se rendirent utiles, non en changeant des forêts ou terres labourables : on eût fait ces défrichemens sans eux ; mais dans un temps de rapines et d'ignorance, en recueillant chez eux la piété et la doctrine. Dans ces retraites, on cultivait quelques arts, quelques sciences, on conservait des anciens livres.

Mais aussi presque toutes les richesses s'enfouissaient dans leurs maisons. Presque seuls sachant lire et écrire, il était en leur pouvoir de supprimer les écrits qui leur étaient contraires, et d'étendre ceux qui les favorisaient. Le concile de Latran, célébré en 1215, défendit d'établir de nouveaux moines. Le concile de Lyon renouvela vainement cette défense.

Les premiers Dominicains et les premiers Franciscains se firent respecter par leur vertu. Cette régularité dura peu. Le général des Franciscains se plaignait, trente ans après la mort de saint François, de la paresse des frères, de leur vie vagabonde et de leur importunité. Les Franciscains, les Dominicains, les Augus-

tins et les Carmes, sous prétexte de charité, entraient dans les secrets des familles au moyen de la confession, se chargeaient de l'exécution des testamens, quelquefois de négocier les affaires politiques. Les papes leur donnaient fréquemment cette commission comme à des gens qu'on pouvait désavouer au besoin, gens d'ailleurs entièrement dévoués à la cour romaine.

Enfin, par une métamorphose à laquelle on ne saurait s'accoutumer, des hommes voués à l'humilité et à la pauvreté, des hommes réunis en congrégation pour pleurer silencieusement leurs péchés et ceux du peuple, transformés en juges criminels, environnés d'appariteurs de gardes, d'espions et de bourreaux, se rendirent, sur un tribunal inouï, redoutables à l'Europe.

Depuis long-temps on parlait de réformer les moines, et sans l'étonnante révolution arrivée en France en 1789, on en eût parlé long-temps en vain. Les moines généralement méprisés, subsisteront dans une partie de l'Europe jusqu'à l'époque où, ne trouvant plus dans le rebut même de la société des gens qui veuillent embrasser cette profession, ils s'éteindront d'eux-mêmes.

7. Sous le règne de Louis VII, vivait le célèbre et malheureux Abeillard, Pierre, et Hé-



1137-1145 loïse sa compagne intéressante et non moins infortunée. Abeillard naquit au village de Pallet , près de Nantes en 1079 , d'une famille riche et noble. Aîné de ses frères , il leur abandonna ses biens pour se livrer à l'étude. La dialectique était alors à la mode. Guillaume de Champeaux , archidiacre de Paris , passait pour le premier dialecticien de l'Occident. Abeillard se rangea au nombre de ses écoliers. Le disciple excita bientôt l'envie de son maître , Abeillard ouvrit une école à Melun , ensuite à Corbeil , enfin à Paris. Son nom effaça bientôt celui des professeurs les plus accrédités. De son école sortirent Gui du Chatel , cardinal et pape sous le nom de Célestin II , Pierre Lombard , évêque de Paris ; Gaudefroï , évêque d'Auxerre ; Bérenger , évêque de Poitiers. Saint Bernard , le plus fougueux de ses persécuteurs , convient que la plupart des hommes recommandables à cette époque par leurs lumières , avaient étudié sous ce professeur. Guillaume de Champeaux , ayant obtenu l'évêché de Châlons-sur-Marne , son successeur céda à Abeillard sa chaire magistrale. Il jouissait de la plus brillante réputation , lorsque l'amour versant dans son âme son dangereux poison , l'enveloppa avec une série d'infortunes dont il ne trouva le terme que dans le tombeau.

Fulbert, chanoine de Paris, élevait auprès de lui sa nièce Héloïse. Abeillard, éloigné des embarras d'un ménage par l'enseignement public auquel il se consacrait, s'était mis en pension chez Fulbert. Héloïse joignait au désir le plus immodéré de devenir savante, les plus heureuses dispositions de l'esprit. Ses progrès devaient être les plus rapides sous l'inspection du plus habile maître. Elle apprit le latin, le grec, l'hébreu, la dialectique, quelque peu de mathématiques; c'est tout ce que l'on savait alors. Mais un autre maître les séduisit l'un et l'autre. Jeunes tous deux, comment échapper au danger d'une liaison intime et continue! L'attachement mutuel du maître et de l'élève nuisait à l'assiduité d'Abeillard dans sa chaire publique. Des bruits injurieux à l'honneur d'Héloïse circulaient: Fulbert voulut les arrêter, il n'en était plus temps; sa nièce portait dans son sein le fruit de sa faiblesse. Abeillard la conduisit en Bretagne, elle y accoucha d'un fils qui mourut au berceau. Les deux époux reçurent la bénédiction nuptiale.

Abeillard possédait un canonicat dans l'église de Paris. Les papes faisaient alors la guerre la plus cruelle aux gens d'églises engagés dans les chaînes de l'hymen. Abeillard désirait que son mariage restât secret. L'oncle ne crut pas devoir faire un mystère d'un acte

<sup>1137-1145</sup> qui réparait l'honneur de sa nièce. Abeillard allait perdre son bénéfice, l'espoir de parvenir aux plus hautes dignités ecclésiastiques et même la faculté d'enseigner. Ses intérêts étaient plus chers à Héloïse que sa propre réputation. Craignant pour son époux les anathèmes pontificaux, très-redoutables alors aux particuliers et même aux rois, elle nia avec serment qu'elle fût mariée. Son oncle, irrité de ce désaveu, la traitait durement. Abeillard la mit à l'abri de son ressentiment dans le monastère d'Argenteuil, où elle avait passé ses premières années.

Fulbert, persuadé qu'Abeillard jetait Héloïse dans un couvent pour se débarrasser d'elle, eut recours aux derniers excès d'une vengeance atroce. Des scélérats appostés par lui entrent dans sa chambre durant son sommeil, ils le privent de ce qui avait été la source de quelques plaisirs, et qui le fut de ses longues infortunes. Il alla cacher sa honte dans l'abbaye de Saint-Denys. Héloïse prenait en même temps le voile à Argenteuil. Ce n'était pas une chrétienne qui se détachait du monde et s'unissait à Dieu dans la retraite, mais une amante abandonnée à son désespoir. Vœux, monastère, s'écriait-elle, je n'ai pas perdu les sentimens de mon cœur sous vos impitoyables règles. On assure qu'en prononçant ses vœux,

elle récita des vers de Lucain, applicables à sa <sup>1137-1146</sup> fortune.

Cependant les disciples d'Abeillard le pressaient de reprendre ses leçons publiques. Son école s'ouvrit à Saint-Denys, ensuite à Saint-Ayeul de Provins. Il compta jusqu'à trois mille écoliers. Ces succès et son fatal mariage envenimaient contre lui la langue de tous les docteurs ; saint Bernard l'accusa d'hérésie. L'imprimerie n'existait pas. Il était aisé de falsifier les ouvrages d'un auteur que l'on voulait perdre, quelques mots ajoutés ou changés adroitement conduisaient à ce but. Un concile fut assemblé à Sens en 1140, Louis VII y assista. L'abbé de Clairvaux déploya dans cette occasion cette éloquence dont l'impétuosité conduisit quelques années après deux cent mille Français à la mort, dans les plaines de l'Asie. Aux applaudissemens de l'assemblée, l'accusé comprenant que, malgré ses talens et la justice de sa cause, les évêques le condamneraient, appela au pape et sortit brusquement du concile.

Saint Bernard, rendant compte à Innocent II du synode de Sens, appelle Abeillard, un horrible composé d'Arius, de Pélage et de Nestorius, un moine sans règle, un supérieur sans vigilance, un monstre, un nouvel Hérode, un ante-christ. Innocent condamna au feu les livres examinés à Sens, défendit à Abeillard

1137-1146 d'enseigner, et aux étudiants d'entendre ses leçons, sous peine d'anathème. Abeillard, aussi malheureux en écrits qu'en amour, publia son apologie. Il se proposait de rendre compte de sa croyance devant le pape et sa cour. L'abbé de Clugny l'arrêta en chemin, il se rendit maître de ses sentimens en lui prodiguant des soins que la destruction de sa santé rendait nécessaires. Il n'était pas difficile de montrer à Abeillard le danger dont il était menacé dans Rome. Abeillard, abandonnant le fantôme de la gloire après lequel il courait, résolut de finir ses jours à Clugny, il se réconcilia même avec saint Bernard.

La destinée d'Héloïse n'était pas moins malheureuse que celle de son époux. Les moines de Saint-Denys s'étaient emparés de l'abbaye d'Argenteuil, et en avaient chassé les religieuses; Abeillard leur offrait le Paraclet. C'était une maison bâtie par lui près de Nogent-sur-Seine, et dotée par les seigneurs des environs. Héloïse s'y retira avec ses compagnes et en fut abbesse. Abeillard, accablé d'infirmités, mourut en 1142 au monastère de Saint-Marcel, à l'âge de soixante-trois ans. Héloïse demanda ses cendres, les obtint, et fit enterrer au Paraclet les restes de son époux, immortalisé par elle encore plus que par les talens dont la nature l'avait doué. Cette tendre amante lui

survécut plus de vingt ans. Elle mourut en 1163, et fut inhumée dans le tombeau de son mari. 1137-1146

8. A la même époque, le pape prenant soin de prouver par sa conduite que le but de la guerre des investitures avait été de dépouiller les monarques de la nomination des grands bénéfices et d'en investir en dernier ressort le siège de Rome, venait de nommer archevêque de Bourges Pierre de la Châtre. Le roi ordonna au clergé de cette métropole d'élire un évêque. Le choix tomba sur Cadurcus, archidiaque de la cathédrale. Innocent II devait la papauté à Louis VII. Cependant il envoya la Châtre en possession du siège de Bourges, se permettant de dire avec insulte : Le roi de France est un jeune homme, il faut l'instruire. Le domaine royal fut frappé d'interdit. Le prélat, nommé par le pape, chassé de Bourges par ses habitans, s'était réfugié auprès de Thibaut, comte de Champagne. Une guerre civile s'allume ; Louis surprit Vitri, et dans la confusion d'une place enlevée de force, le feu consuma l'église paroissiale dans laquelle périrent un grand nombre de personnes des deux sexes. Louis fut vivement consterné par ce malheur, dont il était coupable au moins, pour n'avoir pas pris les précautions convenables. D'ailleurs, élevé dans l'abbaye de Saint-

1137-1146 Denys, son âme était troublée par des superstitions inspirées par les moines à ceux dont ils dirigeaient la conduite, non seulement il rétablit dans le siège de Bourges le protégé du pape, mais il fit vœu de marcher au secours de Jérusalem; c'était un moyen assuré de mériter la bienveillance de la cour pontificale.

1146-1148 9. Innocent II était mort en 1143. Célestin II, son successeur, tint le siège à peine cinq mois. Lucius, élu pape, périt au pied du Capitole, dont il voulait se rendre maître. On choisit le cardinal Pierre Paganello, moine de Cîteaux, disciple de saint Bernard. Ce pontife prit le nom d'Eugène III. Les magistrats de Rome voulaient le réduire aux fonctions pontificales. Abandonnant la ville aux sept montagnes, il passa ses jours tantôt en France, tantôt dans diverses villes d'Italie. Un autre pape pouvait être élu par les Romains. Eugène crut éviter ce schisme en tournant les esprits vers d'autres idées. Les fruits de la première croisade s'évanouissaient de jour en jour. Les chrétiens, transplantés en Palestine, sollicitaient une nouvelle expédition générale.

Les menaces faites par Nouradin, soudan d'Egypte, de se mettre en possession des conquêtes des croisés, offraient le prétexte de cette guerre, mais il est constant que le but

du pape était d'arrêter par une puissante diversion, les insurrections formées de toutes parts contre les prétentions pontificales, et de rétablir sa domination dans Rome, tandis que les princes chrétiens, entraînés par les pathétiques exhortations de saint Bernard, se livreraient à ces courses lointaines.

Une cour plénière indiquée par Louis VII, dans Vezelai en Bourgogne, se tint en onze cent quarante-six. Saint Bernard, assis à côté du roi, prêcha une multitude dont la moindre partie pouvait l'entendre. Le roi, la reine, la plupart des barons et des prélats se croisent avec un dévouement regardé comme un prodige. Il était l'ouvrage de l'esprit du temps autant que du zèle de l'abbé de Clervaux. Il vint à bout de déterminer Louis VII à conduire l'expédition en personne. En vain l'abbé Suger, premier ministre, s'opposait à cette résolution insensée. En vain ce grand homme, blanchi dans les affaires, exhortait le roi à se contenter d'envoyer une armée, et prouvait que c'était l'esprit de son vœu, les conseils intéressés d'un rhéteur éloquent l'emportaient sur ceux d'un prudent ministre.

Quel était donc ce saint Bernard qui dominait sur les esprits par la puissance de la parole? Sans titre, sans caractère public, simple abbé de Clairvaux, on le voyait passer du



1146-1148 fond de son désert au milieu du tumulte des cours , où les grands recevaient ses avis comme des oracles du ciel. Nul homme ne jouit comme lui de cette considération personnelle , supérieure à l'autorité même. Jamais moine n'avait concilié avec plus de talent l'austérité de son état , dont le peuple était frappé , et la volonté de jouir d'une grande réputation.

Les grands hommes sont rarement en tout au-dessus de leur siècle , mais le moine saint Bernard préconisa les préjugés les plus absurdes de celui dans lequel il vivait. Vainement dans une apologie il rejeta les mauvais succès de la croisade sur le dérèglement des troupes ; s'il lisait dans l'avenir , ces dérèglements devaient être prévus par lui. Se donnant pour prophète , il s'imposait la loi d'être infailible , ou de passer aux yeux de la postérité pour un fourbe maladroit , coupable d'avoir eu recours au ciel dans la vue d'augmenter son crédit sur l'esprit des peuples séduits par lui.

Si l'abbé Suger , rival de gloire de l'abbé Bernard , n'est pas exempt aussi des préjugés de son siècle , du moins il leur imposait silence devant la raison d'état. L'église ne l'a point placé dans son martyrologe , mais l'histoire consacre dans ses fastes sa mémoire immortelle.

Louis VII, ayant établi régent du royaume l'abbé Suger, et Raoul, comte de Vermandois, beau-frère de la reine Eléonore, prit le chemin de Constantinople à la tête de quatre-vingts mille hommes. Conrad, roi de Germanie, le précédait, embarqué sur le Danube, avec les principaux barons d'Allemagne : la prochaine arrivée de cette nuée d'Occidentaux alarmait la cour de Byzance. Les dévastations causées par les premiers croisés n'étaient pas oubliées dans la Grèce. Emmanuel Comnène occupait le trône impérial. Il avait fait fortifier les places auprès desquelles les nouveaux pèlerins devaient passer, et les habitans des campagnes avaient ordre d'enfermer dans ces places leurs provisions et leurs bestiaux. La multitude des croisés rendit inutile cette mesure de prudence. L'empereur s'empressa de congédier ces hôtes dangereux. Il leur donna des guides qui ne furent pas toujours fidèles.

Conrad passe le Bosphore, et se conduit avec une légèreté qui semblait attachée à ces expéditions. La principauté d'Antioche appartenait aux Latins. On pouvait attendre, aux environs de cette place, le roi et la chevalerie de France; mais l'empereur, suivant Voltaire, redoutait les succès du roi de France. Il est plus vraisemblable qu'il ne pouvait se procurer des vivres. L'armée impériale s'enfonça dans l'Asie.

1146-1148 Mineure. Le sultan d'Iconium eut l'art d'attirer la pesante cavalerie allemande dans un pays hérissé de rochers et de précipices, où les Musulmans l'exterminèrent. Conrad, blessé, fit, avec quelques centaines de ses compagnons, le pèlerinage de la Palestine. Frédéric Barbe-Rousse, son successeur à l'empire, l'accompagnait dans ce voyage, apprenant, chez les Sarrasins, à exercer un courage, que les papes devaient mettre aux plus rudes épreuves.

Louis arrivait dans la Thrace, lorsque les Allemands quittaient les terres de l'empire grec. Plusieurs de ses courtisans osèrent lui proposer d'abuser de l'hospitalité exercée à son égard, et de s'emparer de Constantinople, sous prétexte de se mettre à l'abri de toute perfidie. Louis, repoussant cet indigne conseil, franchit le Bosphore. Ce dessein, non exécuté, justifiait assez les précautions prises par les Grecs contre les entreprises des croisés.

10. Louis VII, parvenu sur les terres des Musulmans, remporta d'abord une victoire assez complète au bord du Méandre, en Phrygie. Ce succès devint inutile. L'armée chrétienne manquait de subsistances dans des contrées dévastées par les chrétiens et par les musulmans. Le roi fut contraint de séparer ses troupes en plusieurs corps éloignés les uns des autres; ces divisions furent battues en détail.

Louis , à l'exemple de Conrad , fit le voyage de Jérusalem en pèlerin , au lieu de s'y montrer en général d'armée. 1146-1148

Robert , comte de Dreux , excitait des troubles en France : Louis fut obligé d'y revenir. Il s'embarqua à la rade de Ptolémaïs , ville connue dans la suite sous le nom de Saint-Jean-d'Acre. Des pirates grecs s'emparèrent , sur les côtes de Sicile , du vaisseau sur lequel il était porté. Georges , amiral de Sicile , battit les Grecs , et délivra le roi ; il fut conduit à Potenza , où Roger , roi de Sicile , tenait sa cour. Louis , traversant l'Italie , revint dans son royaume.

De retour à Paris , Louis trouva la monarchie florissante par les soins de l'abbé Suger. La possession de l'Aquitaine , due à son mariage , lui procurait une force capable de maintenir , dans toutes les parties de la France , l'harmonie , la paix , le bonheur.

Combien la destinée d'un empire tient à peu de chose ! La France touchait au moment de jouir des biens que le génie de ses habitans et l'inappréciable avantage de sa situation lui promettent , quand ces dons de la nature ne sont pas contrariés par les fautes de son gouvernement. Une brouillerie de ménage détruisit ces précieuses espérances. Louis VII , élevé par les moines , se livrait à des pratiques reli-

1146-1148 gieuses, incompatibles avec les devoirs d'un grand prince. Eléonore de Guienne, fatiguée de la dévotion minutieuse de son mari, le traitait quelquefois de moine. Une antipathie s'établit entre les deux époux. La conduite moins dévotieuse de la reine la faisait accuser de galanteries, desquelles cependant on n'administra jamais les moindres preuves. Louis, se croyant déshonoré par sa femme, voulait la répudier à son retour d'Orient. L'abbé Suger prévoyait les suites de ce divorce; il était venu à bout d'en détourner le roi. Ce ministre mourut trop tôt pour le bien de sa patrie.

Eléonore, remplissant la France de ses intrigues, cherchait à faire casser son mariage : elle réussit; il fut déclaré nul, sous prétexte de parenté, au concile de Beaugenci, en 1152. Cette princesse avait donné au roi deux filles : on lui disait que la tendresse maternelle éloignerait leur mère d'un second hyménée; le seul Suger pensait différemment. A peine six semaines s'étaient écoulées depuis son divorce, qu'elle épousa Henri Plantagenet, fils de Geoffroi, comte d'Anjou, et de Mathilde, fille de Henri I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre. Etienne, compétiteur de Geoffroi, avait été couronné à Londres; mais, n'ayant pas d'enfant, il reconnut Henri Plantagenet pour son successeur. Ce prince parvint à la couronne deux ans après son mariage.

11. Henri II, duc d'Anjou et de Touraine <sup>1155-1180</sup> après la mort de son père, devenu duc d'Aquitaine et comte de Poitou par son mariage, héritant ensuite de l'Angleterre et de la Normandie, devenait un des plus puissans princes de l'Europe. La fortune le rendit dans la suite maître de la Bretagne, en mariant Geoffroi, un de ses fils, avec l'héritière de cette province.

Louis devait être effrayé à la vue d'un vassal maître de plus de la moitié de la France, et non moins redoutable par ses intrigues secrètes que par sa vaste puissance. Louis VII lui déclara la guerre dans la suite. Des troubles domestiques rendaient la position d'Henri II embarrassante. Il était devenu éperdument amoureux de Rosemonde de Cliffort. Obligé de passer en Irlande à la tête de ses troupes, il l'avait cachée auprès de Wodstroök, dans un palais entouré d'une vaste forêt. Eléonore, devenue jalouse d'un mari plus jeune qu'elle, découvrit sa nouvelle passion ; elle fixe sa résidence à Wodstock. La chasse devient le seul plaisir auquel elle se livre. Bientôt tous les sentiers de la forêt lui sont connus ; elle parvint dans la maison habitée par sa rivale, l'assassina de sa main, et couronna sa vengeance, engageant ses trois enfans à se soulever contre leur père, pour le forcer à leur

1155-1180 donner des apanages malgré leur jeunesse.

Les deux cadets, Richard et Geoffroi, entraînaient dans leur révolte la Guienne, l'Anjou, la Bretagne. L'aîné vint à Paris. Louis VII dont il avait épousé la fille, écoutant ses plaintes, promit de lui procurer la Normandie. Henri, en signant le mariage de son fils avec l'héritière de Bretagne, avait promis de lui abandonner la Normandie dès qu'il parviendrait à l'âge de gouverner ; d'ailleurs le roi de France, en qualité de souverain du père et du fils, se regardait comme juge suprême de leurs conventions à l'égard des fiefs possédés par eux en France.

La protection accordée par Louis aux enfans de Henri II, n'était pas le seul sujet des plaintes de ce monarque. Louis avait accordé un asile à l'archevêque de Cantorbéri, Thomas Becket, célèbre par les excès auxquels il porta l'abus des immunités ecclésiastiques.

Accusé, devant le parlement, de prévarication dans sa charge de chancelier, il refusa de comparaître ; condamné à la prison comme séditieux, par les pairs ecclésiastiques et séculiers, il vint en France auprès de Louis VII. Alors il excommunia la plupart des pairs d'Angleterre. Il écrit au roi : Je vous dois obéissance comme à mon souverain, mais je vous dois surtout châtiment comme à mon

1155-1180  
fils spirituel, il le menaçait dans sa lettre d'être changé en bête comme Nabuchodonosor.

Henri employa tous les moyens de ramener Thomas Becket à son devoir. Louis VII fut pris pour arbitre : Que l'archevêque, disait le roi, agisse envers moi, comme le plus saint de ses prédécesseurs en agissait avec le moindre des miens, je serai satisfait. Il se fit une paix simulée entre Henri et le prélat. Becket revint à Cantorbéri : à peine rentré dans son église, il excommuniait les évêques, les chapitres, les curés qui s'étaient prononcés contre lui. Les hostilités entre la France et l'Angleterre avaient conduit Henri en Normandie. Recevant des plaintes de toutes parts, il s'écria transporté de colère : Aucun de mes serviteurs ne me vengera-t-il donc de ce brouillon de prêtre ?

Ces paroles indiscretes mettaient le poignard à la main de quiconque croirait servir l'Etat en assassinant un homme dont la tête devait tomber sous la hache du bourreau. Quatre cavaliers vont massacrer le prélat au pied de l'autel dans Cantorbéri. Ainsi, un rebelle devint un martyr. Le roi fut chargé de l'horreur de ce meurtre. Le pape lui donna dans la suite la permission d'usurper l'Irlande en s'obligeant d'aller pieds nus recevoir le fouet sur le tombeau de l'archevêque par les mains des cha-



1155-1180 noines. Le roi alla donc conquérir l'Irlande. C'était un pays sauvage déjà subjugué par un comte de Pembroke , à la tête de douze cents hommes. Pembroke voulait retenir sa conquête; Henri le chassa aisément et accomplit sa pénitence. Les révoltes de ses enfans , fomentées par le roi de France , le forçaient à subir cette humiliation.

Ce prince , profondément frappé des suites de ces révoltes , obtint une entrevue avec Louis VII ; il le pria d'être le médiateur entre ses enfans et lui. Louis , oubliant les maximes de la politique , conclut une paix générale en 1174. Les principaux articles accordaient une amnistie. Louis rendait au monarque anglais les villes dont il s'était rendu maître. Le jeune Henri obtenait deux places fortes en Normandie , avec une pension de trente mille marcs d'argent. Richard conservait deux places de sûreté en Poitou , avec la moitié des revenus de cette province. Geoffroi partageait avec son père les revenus de la Bretagne , et Henri devait épouser Alix , seconde fille de Louis VII. Les circonstances achevèrent de réconcilier les deux rois. Henri craignait de nouvelles révoltes. Louis , dont la santé déperissait , voulait laisser à son fils , âgé de douze ans , un royaume paisible. Louis et Henri , redoutant à l'envi les hasards d'une nouvelle

guerre, chargèrent des arbitres de terminer les différens qui pourraient s'élever entre eux dans la suite. 1155-1155

Louis, à l'exemple de ses prédécesseurs, prit la résolution d'associer à la couronne son fils Philippe Auguste. Cette cérémonie eut lieu, à Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 1179. On prétend qu'en voulant la rendre plus éclatante, il choisit parmi les grands vassaux, le corps si célèbre, dans la suite, sous le nom des douze pairs de France, et qu'il compléta le nombre des six pairs ecclésiastiques, en déterminant le duc de Bourgogne à réunir le duché de Langres à l'évêché de cette ville. Il est du moins certain que le duc Henri, fils aîné du roi d'Angleterre, soutenait, durant la cérémonie du sacre, la couronne du nouveau monarque en qualité de duc de Normandie. Le comte de Flandre portait l'épée royale. D'autres grands vassaux précédaient ou suivaient le jeune roi ; mais aucun ancien monument historique n'annonce que, dans cette solennité, les six pairs ecclésiastiques aient occupé un rang distingué. L'archevêque de Rheims, Guillaume de Champagne, frère de la reine, conféra l'onction royale au roi son neveu, assisté des archevêques de Tours, de Bourges et de presque tous les évêques de France : tel est le récit des auteurs contemporains. L'archevêque de Rheims, profitant du

1155-1180 crédit de la reine, acquit à son siège le droit de sacrer les rois. Louis VII publia un édit à ce sujet. Cette prérogative fut confirmée aux évêques de Rheims par le pape Alexandre III. Louis n'assista pas au sacre de son fils. Une attaque d'apoplexie l'avait arrêté à Saint-Denys où il faisait ses dévotions. On le rapporta à Paris mourant. Son tombeau existait en 1789 dans l'abbaye de Barbeau, fondée par lui.

Louis VII eut trois femmes : Eléonore de Guienne, répudiée ; Constance de Castille, morte en couches la deuxième année de son mariage ; et Alix de Champagne. La première lui donna Marie, femme de Henri, comte de Champagne, et Alix, mariée à Thibault, frère de Henri. La seconde fut mère de deux princesses. Alix, la cadette, mourut en bas âge. Marguerite, l'aînée, épousa en premières noces Henri dit au Court Mantel, roi d'Angleterre, et en secondes noces, Bela, roi de Hongrie. La troisième donna le jour à Philippe Auguste et à deux filles, devenues célèbres par leurs aventures. L'une, nommée Alix comme sa mère, fut fiancée à Richard, duc de Guienne. Il refusa dans la suite de l'épouser, sous prétexte que le roi Henri, son père, en avait abusé. Philippe Auguste la maria au comte de Ponthieu. Agnès la plus jeune, accordée à l'empereur Alexis Comnène, épousa Andronic,

meurtrier d'Alexis. Ayant survécu à son époux, <sup>1155-1180</sup> elle se remaria avec un particulier obscur.

12. On remarque sous ce règne une loi annonçant la barbarie de ce siècle. C'est une défense d'accorder le duel pour une dette au-dessous de cinq sous. Plusieurs églises compétaient parmi leurs privilèges celui d'accorder le duel. L'abbé de Saint-Denis ordonna cette preuve contre Etienne de Maci. Ce baron avait fait emprisonner un serf de l'abbaye. Le baron nomma un champion. L'abbé de Saint-Denis en choisit un autre. Le champion de l'abbaye creva un œil de son adversaire. Celui-ci reconnut que la cause du baron était mauvaise. Si Eugène III, consulté sur l'usage du duel judiciaire, répondit, comme l'assurent les contemporains : Suivez vos coutumes, l'Eglise protégeait évidemment les coutumes les plus insensées.

Louis VII, marchant sur les traces de son père, accorda des chartes de liberté aux villes qui ne s'étaient pas encore procuré cet avantage.

J'ai déjà parlé des troubadours, ils composaient dans la langue romance des chansons et des poèmes. On les distinguait en troubadours, chanteurs, conteurs et ménestrels: Les fables des troubadours, histoires galantes et souvent scandaleuses, sont les originaux des

meilleurs contes de Bocace. Dans Rutebeuf, Hébers, et d'autres écrivains aussi inconnus, Bocace puisa le conte du Palefrenier tondu qui va tondre les autres; du Mari jaloux, confesseur de sa femme; celui du Berceau et quelques autres non moins érotiques. Tous les fabliaux ne respiraient pas cependant le libertinage; plusieurs renfermaient des moralités ou des allégories. Tel était le roman de la Rose, où l'on voyait parmi les principaux personnages, jalousie, bon accueil et faux semblant. Tel était le Tournoiement de l'Antechrist; on y racontait un combat entre les vices et les vertus. Tel était encore le roman de Richard de Lisle: *honte el puterie ont debat*. La puterie irritée de ce honte ne s'accompagnait pas, s'en saisit par surprise, et la jette du grand pont de Paris dans la Seine où elle se noye, *d'où vient que plus n'y a honte dans Paris*.

Les chanteurs exécutaient en musique les chansons des troubadours. Les fonctions des ménestrels étaient d'accompagner la voix des chanteurs avec leurs harpes ossianiques. Louis VII non-seulement recevait honorablement les troubadours à sa cour, et les comblait de dons, mais il en conduisit plusieurs dans la Palestine, espérant, disait-il, qu'ils adouciraient les ennuis d'un si long voyage. On comptait, parmi les troubadours,

des chevaliers de la plus haute naissance ; la considération dont ils jouissaient, rejaillissait sur cette profession. Souvent, au milieu des plus brillantes fêtes, survenait un troubadour avec ses chanteurs et ses ménestrels, ils chantaient des vers en l'honneur des héros et des belles. Le seigneur châtelain les payait en argent, en armes, en chevaux, et surtout par accueil le plus distingué.

Les poésies étaient écrites tantôt en langue romance, tantôt en français ; cette dernière langue commençait à porter le nom de langue d'*oui* ; on donnait celui de langue de *hoc* à la langue romance, parlée en Provence, en Languedoc, et dans les autres provinces méridionales de France.

Sous Louis IX, Thibaud, roi de Navarre et comte de Champagne, Pierre Mauclerc, duc de Bretagne, et Charles, comte d'Anjou, composaient de jolies chansons. Le comte de Champagne écrivit en l'honneur de la reine Blanche de Castille, et fit graver sur les vitres de son château de Provins, dès vers qu'on lit encore aujourd'hui avec plaisir.

Abeillard écrivit en vers l'histoire de ses malheurs ; Guillaume de Tyr écrivit l'histoire des Croisades ; Alexandre Paris traduisit, en vers de douze syllabes, un poëme latin, intitulé *l'Alexandriade* ; Hugues de Bercy fut au-

1155-1160

1155-1180 teur d'une satire où personne n'était épargné. On lui donna le nom ironique de Bible, parce que l'auteur prétendait dire à chacun ses vérités.

Un grand nombre de troubadours s'assembloient chez le célèbre et malheureux comte de Toulouse, dont je parlerai bientôt. Troubadour lui-même, il fut un des principaux protecteurs des poètes et des littérateurs de son temps. Ils formèrent dans la suite une espèce d'académie à la cour de Champagne : cet art devenait peu à peu plus régulier. Jean de Meun acheva, sous Philippe-le-Bel, le roman de la Rose, commencé quarante ans auparavant, par Guillaume de Lorris. Le règne de Charles V, dit le Bel, fut célèbre par l'institution des jeux floraux, à Toulouse. Les vainqueurs y recevaient solennellement une violette et un souci, l'une d'or, l'autre d'argent. Cette institution, attribuée à Clémence Isaure, excita l'émulation des troubadours. De pareils établissemens se formaient dans d'autres villes. La poésie française consista d'abord en ballades, chants royaux, rondeaux, vaudevilles, pastorales et tençons ou thèses d'amour.

On appelait indifféremment ces poètes troubadours, ou trouvères. Le président Fauchet les désigne sous les noms de trouvères, chantères, trouvecrers, trouveours, trouvéens et troubadours.

On leur donna, dit-on , le nom de troubadours ou trombadours , parce qu'ils employaient la trompète parmi les instrumens dont ils accompagnaient leur musique vocale; d'autres dérivent les troubadours et trouvères du mot *trouver*.

Jean de Notre-Dame, ou Nostradamus; Pasquier, dans ses OEuvres poétiques; Pétrarque, dans son poème intitulé le Triomphe de l'Amour; Bouche, dans son Histoire de Provence; Ruffi dans l'Histoire de Marseille; l'abbé Mathieu, Histoire de la poésie française, et Fontenelle, sont entrés dans un grand détail en ce qui concerne ces poètes.

Pasquier fait mention d'un ancien livre appartenant au cardinal Bembo, où se trouvaient renfermés les noms d'*Aquels, que firent Tonsons et Sylventes*, au nombre de quatre-vingt-seize. On comptait parmi eux, l'empereur Frédéric I<sup>er</sup>.; Richard I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre; un roi d'Arragon; Raimond, comte de Toulouse; Thibaud, roi de Navarre; un dauphin de Viennois, et plusieurs autres souverains. Les plus célèbres troubadours d'un rang moins élevé, furent Arnaud Daniel, né dans le douzième siècle, à Tarascon, à Beaucaire, ou à Montpellier, d'une famille noble, mais pauvre; il composa un poème, intitulé *Illusion du Paganisme*, et plusieurs pièces de



1155-1180

théâtre ; Anselme Faidit ; Hugues Brunet , Pierre de Saint-Remi , Perdrigon , Richard de la Noue , Luco , Parasols , Pierre Roger , Giraud de Bournel , Remond-le-Preux , Rhu-tebeuf , Hébers , Chrétien de Troyes , Eustace-le-Peintre , Huon de Méri , auteur du Tournoiement de l'Antechrist , composé au commencement du règne de saint Louis , et dont j'ai déjà parlé.

Parmi les ouvrages des troubadours , les savans distinguaient un manuscrit conservé dans la bibliothèque de Saint-Germain-des-Prés , n° 1830. Je ne sais s'il a été sauvé lors de l'incendie de cette célèbre bibliothèque durant la révolution. Les auteurs les moins anciens dont on y trouvait les ouvrages , paraissaient avoir vécu sous le règne de Louis IX. Le manuscrit de Saint-Germain-des-Prés contenait plus de cent cinquante mille vers. Quelques morceaux recommandables par leurs grâces naïves ont été insérés par le comte Caylus , dans son Mémoire sur les Fabliaux , inséré au onzième tome du Recueil de l'Académie des inscriptions.

Dans presque tous ces poèmes , au milieu des obscénités les moins gazées , se trouvent de longues et pieuses citations de l'Ancien et du Nouveau Testament. Ce mélange hétérogène peint l'esprit des siècles ténébreux dans lesquels ces ouvrages furent rédigés.

Les troubadours brillèrent en Europe pendant environ deux cent cinquante ans, depuis 1120, jusqu'à la fin du règne de Jeanne I<sup>re</sup>, reine des Deux-Siciles, et comtesse de Provence. Alors défailirent les mécènes, et défailirent aussi les poètes, nous dit Nostradamus, dans son livre intitulé : Vie des anciens Poètes provençaux.

Depuis cette époque, ceux qui voulurent marcher sur les traces des anciens troubadours, ne partagèrent pas leurs talens et leur bonheur. On les voyait dans les villages, durant les foires, accompagnés de leur famille. Les uns, sous l'ancien nom de Troubadours, joignaient aux instrumens de musique le chant des vers : c'étaient les poètes lyriques. Les autres jouaient la comédie ; ils sont nommés, dans les anciennes ordonnances, *joueurs, jocatorès*.

Rimer observe que des langues modernes, la provençale fut la plus propre à la musique, et que Pétrarque serait moins riche, si les poètes provençaux revendiquaient ce qu'il avait emprunté d'eux. Selon lui, Charlemagne avait fait don de la Provence aux poètes pour leur servir de patrimoine. Au reste, la Provence appartenait, au douzième siècle, à l'Empire et non à la France.

Parmi les poètes français, Corbeil, surnommé Villou, contemporain de Louis XI,

1155-1180 donna le premier aux vers français un tour aisé et naturel. Octavien de Saint-Gelais traduisit, sous le règne de Louis XII, l'*Odyssée*, l'*Énéide*, et les *Épîtres* d'Ovide. Melin, son fils, passa pour l'inventeur du madrigal. Clément Marot s'immortalisait dans le même temps par ses *églogues*, ses *élégies*, ses *épiques*, ses *épithames*, ouvrages auparavant inconnus dans notre langue. Joachim Dubellai se rendit célèbre par la douceur et l'harmonie de ses poésies ; il fixa les règles du sonnet.

On eût dit, au rapport de Pasquier, que le règne de Henri II fut du tout consacré aux muses. Pontus de Thiard, Jean de Baïf, Jacques Tahureau, Guillaume des Autels, Nicolas Denisot, Louis le Caron, Olivier de Magny, Jean de la Péruse, et moi-même mis en lumière par mon monophile favorablement accueilli ; chaque poète magnifiait sa maîtresse, chacun se promettait l'immortalité par ses vers ; toutefois plusieurs se trouvèrent avoir survécu à leurs livres : malheur assez commun de nos jours. De tous ces poètes, les plus célèbres furent Remi Belleau, connu par ses pastorales, et Pierre Ronsart, le père de l'Ode française. Bibrac se distingua sous Henri III, par ses poésies licencieuses ; Desportes, par ses vers galans ; Berthaut, par une diction simple et naturelle.

Malherbe parut sous Henri IV, et servit de modèle aux poètes. Racan, Théophile, Mairnard, Voiture, publièrent leurs poésies sous Louis XIII. Enfin le siècle de Louis XIV conduisit les beaux arts à leur perfection.

Tels sont les progrès du bel esprit depuis le règne de Louis VII jusqu'à nos jours. On peut juger de la culture des beaux-arts dans le douzième siècle, par la magnificence de la cathédrale de Paris. Commencée sous le règne de Louis VII, les fondemens en furent posés en 1160, par l'évêque de Paris, Maurice de Sully; mais, soit défaut de zèle de la part des pasteurs, ou indifférence de la part des fidèles, cette superbe basilique ne fut achevée qu'au bout de plus de cent ans. L'architecture de cet édifice, comme celle de presque toutes nos cathédrales, est d'ordre arabe, appelé communément gothique. Les Goths ayant détruit les plus beaux monumens de l'antiquité, réduisirent l'architecture à une telle barbarie, que les professeurs de cet art négligèrent entièrement la justesse des proportions et la correction du dessin. Tels étaient les bâtimens d'ancien gothique.

Charlemagne et ses successeurs entreprirent de reformer cet art. On n'y réussit que durant les croisades. Les Occidentaux, frappés de la magnificence des temples élevés par les Arabes,

1155-1180

apportèrent en Europe le goût de ces superbes monumens d'architecture. La beauté de leurs ouvrages consista dans une légèreté étonnante, dans une profusion d'ornemens, et surtout dans la prodigieuse élévation des voûtes. Ce fut le caractère distinctif des églises bâties depuis le douzième siècle jusqu'à la renaissance des beaux-arts en Occident.

La construction de ces bâtimens n'était pas excessivement coûteuse. Des compagnies de maçons se consacraient à bâtir des églises. Quelques-uns ont trouvé dans ces compagnies l'origine des francs-maçons. Ces hommes, regardant le ciel comme la récompense de leurs travaux, se transportaient avec leurs femmes et leurs enfans, où les prélats les appelaient. Ils se contentaient d'être nourris, logés, habillés, sachant qu'ils trouveraient un autre ouvrage, lorsque celui dont ils s'occupaient serait terminé. Souvent on s'assurait d'eux long-temps d'avance. Les seigneurs des environs se faisaient un devoir de transporter les pierres et les autres matériaux. La manière de bâtir ne ressemblait pas à celle d'aujourd'hui. Au lieu de ces échafaudages sur lesquels les maçons paraissent suspendus, une terrasse en-dehors et en dedans s'élevait avec l'édifice. Les pierres étaient portées jusqu'au faite par un chemin en pente douce. J'ai vu dans les ar-

chives de plusieurs chapitres, et en particulier à Amiens, les preuves irrécusables de cette manière de bâtir. 1180-1190

13. La conquête de la Normandie, du Maine, de l'Anjou, de la Touraine, du Poitou; l'acquisition de l'Auvergne et de l'Artois; la réunion d'un grand nombre de comtés à la couronne; l'autorité royale affermie, la puissante maison Plantagenet abattue, la subordination rétablie parmi les grands vassaux; ces actions assurent, à Philippe II, le nom de conquérant et d'Auguste.

Le comte de Flandre, parrain du roi, jouissait à la cour du principal crédit. La reine mère s'en montrant jalouse, se retira dans Rouen auprès du roi d'Angleterre. Cette division domestique eut des suites funestes pour le comte de Flandre. La mère et le fils se réconcilièrent par la médiation d'un légat du pape. Cette princesse, secondée par les favoris du jeune monarque, ne cessait de répéter combien il était dangereux de laisser un grand pouvoir entre les mains d'un prince puissant. On affectait de peindre ce comte comme un homme violent, incapable de se laisser conduire par les lois de l'honneur et de la religion. Il se retira sans témoigner le moindre ressentiment; l'archevêque de Rheims, frère de la reine mère, devint premier ministre. On dut à

1180-1190

ce prélat les premiers embellissemens de Paris. L'infection des boues dans les rues de cette capitale, la rendait presque inhabitable. Les ordres furent donnés au prévôt des marchands de faire paver les rues et les places publiques. Un financier, Gérard de Poissy, mérita de transmettre son nom à la postérité en contribuant à payer cette dépense. Il donna onze mille marcs d'argent : cet ouvrage fut exécuté en pierres carrées, semblables à celles dont on se sert aujourd'hui, et qu'on tire des carrières de Fontainebleau.

Une entreprise presque aussi importante, fut d'entourer Paris d'une enceinte flanquée de tours, cette ville était encore renfermée dans la Cité. Les rois depuis Hugues Capet résidaient dans le palais où se rend la justice; mais ses faubourgs plus grands que la ville s'étendaient de tous les côtés. Le palais des Thermes, dans lequel les rois de la première dynastie avaient fait leur séjour, subsistait : on le nommait le Vieux-Palais. Jean de Haute-Ville, sous ce règne, en fait une magnifique description. Philippe Auguste le donna en fief en 1218, à un de ses chambellans, moyennant douze deniers de cens. Raoul de Presles, faisant mention de ce palais des Thermes, ajoute : « A donc, les gens commencèrent à édifier maisons à l'environ de ce châtel et à eux logier,

et commença cette partie premièrement à <sup>1180-1190</sup> être habitée. N'eucore, ne depuis long-temps ne fut l'autre partie de Paris devés Saint Denys, laquelle est à présent la plus grant habitée, mais y avoit partout grands bois, et s'y faisaient moult homicides. Le marchié des bêtes par-delà la rue des Bourdonnais. Au carrefour Guil-  
lori, était le pilori où l'on coupait les oreilles aux malfaiteurs. La boucherie était là où elle est à présent, comme tout hors de la cité, et c'était raison, et emprez au perron Gasselini était une place où l'on jetait les chiens. On fit le cimetière au lieu où est l'église des Saints-Innocens. On faisait les boucheries et les cimetières tout hors des cités pour les punaisiers, et les corruptions éviter. Près de ce cimetière on commença à faire le marché. Il s'appelait Champeaux parce qu'il était tout champ. Commencèrent gens à faire loges petites, et et puis petit à petit y édifièrent maisons, et y fit les halles pour vendre toutes marchandises de denrées. » On doit observer que les faubourgs, bâtis dans la partie méridionale de Paris furent d'abord les plus considérables, parce que les professeurs des sciences s'y étaient établis avec leurs écoliers.

Cette enceinte de Paris, entreprise en 1189, fut terminée en 1211. Elle commençait au nord-ouest auprès de la Seine, à côté du



1180-1190

Louvre, le laissait en dehors ; traversait les rues Saint-Honoré, Coquillière, Montmartre, Montorgueil, Saint-Denys, Bourg-l'Abbé, Saint-Martin ; continuait en longeant la rue Grenier-Saint-Lazare ; traversait les rues Beaubourg, Sainte-Avoye, passait sur le terrain des Blancs-Manteaux, ensuite entre les rues des Rosiers et des Francs-Bourgeois, et aboutissait au bord de la rivière à travers les bâtimens de la maison professe des Jésuites, et le couvent de l'Avo-Maria, où j'ai encore vu les restes de ces murailles. Huit portes se voyaient dans ce contour. La première, près du Louvre au bord de la Seine ; la seconde, auprès de l'église de l'Oratoire, rue Saint-Honoré. La troisième, en face de Saint-Eustache, entre les rues Plâtrière et du Jour. La quatrième, rue Saint-Denys, nommée la porte aux Peintres, près de l'impasse de ce nom. La cinquième, rue Saint-Martin, au coin de la rue Grenier-Saint-Lazare. La sixième, appelée Porte-Barbette, entre le couvent des Blancs-Manteaux, et la rue des Francs-Bourgeois. La septième, rue Saint-Antoine, auprès de la fontaine Sainte-Catherine, et la huitième au bord du fleuve entre le port Saint-Paul et le Pont-Marie.

Du côté du sud, l'enceinte commençait à la porte Saint-Bernard, au-dessus du pont de

la Tournelle. Elle était tracée par les rues des Fossés-Saint-Bernard, des Fossés-Saint-Victor, des Fossés-Saint-Michel, des Fossés-Monsieur-le-Prince, des Fossés-Saint-Germain; et de la rue Mazarine; sept portes étaient percées dans ce circuit: Saint-Bernard, ou de la Tournelle; Saint-Victor; Saint-Marcel; Saint-Jacques; Porte-Guibbard, ou d'Enfer, au bout de la rue de la Harpe; Porte-de-Bussi, dans la rue Saint-André des Arts; et porte de Nesle au bord de la Seine, en face de la rue Mazarine.

Une guerre passagère entre le roi et le comte de Flandre, avait interrompu cet ouvrage. Ce prince avait épousé une parente du roi, héritière du Vermandois, du Valois, et du comté d'Amiens; elle mourut sans enfans: Le roi réclamait ces provinces. Le comte les céda: et le roi les réunit au domaine de la couronne.

Les guerres civiles entre les enfans du roi d'Angleterre, Henri I<sup>er</sup>, ne lui permirent pas d'entrer dans cette querelle. Son fils aîné, Henri au Court-Mantel, voulait forcer Richard, son puîné, à lui prêter hommage pour la Guienne et le Poitou. La guerre éclatait entre les deux frères. La mort du duc Henri ne rétablit pas la paix dans la famille royale. Richard, surnommé Cœur-de-Lion, devenu l'aîné, exigeait d'être associé à la couronne par son père.

1180-1190

Geoffroi, comte de Bretagne, prétendait partager la Normandie avec son frère Richard. Jean, surnommé Sans-terre, le plus jeune des enfans de la reine Eléonore, se plaignait de ne posséder aucun apanage. Tout annonçait une rupture sanglante entre le père et ses trois enfans. La mort du comte de Bretagne, arrivée peu de temps après celle de son frère Henri, au lieu d'arranger les affaires, les embrouillait davantage. Ce prince laissait une fille unique; mais peu de mois après sa mort, la comtesse accoucha du prince Artus. Les Bretons le reconnurent sur-le-champ pour leur souverain. Le roi d'Angleterre réclamait la régence; elle fut accordée par les barons, le clergé et les communes du pays, à la comtesse mère, sous la protection du monarque français.

Alix de France, élevée à la cour de Londres, était devenue nubile. Richard pressait son père de la lui accorder en mariage. Il pensait que, devenu beau-frère de Philippe Auguste, ce prince entrerait dans ses vues ambitieuses. Philippe Auguste, à son instigation, envoie sommer le roi d'Angleterre Henri, II, de laisser accomplir le mariage de sa sœur, ou de la lui renvoyer, et de restituer en même temps la partie du Vexin donnée en dot à cette princesse. Henri refusait de renvoyer Alix, de rendre sa dot, et de laisser consommer son ma-

riage. Philippe Auguste et le duc Richard lui <sup>1180-1193</sup> déclarent la guerre. Le roi d'Angleterre fut contraint de demander la paix. Richard venait de se croiser pour la Palestine. Henri II stipula que son fils épouserait Alix, au retour de ce voyage. Henri mourut peu de jours après avoir signé ce traité de paix.

Ce prince, ayant enfermé dans une prison Léonore de Guienne, épris d'une folle passion pour la jeune Alix, l'avait déshonorée. Elle portait dans son sein le fruit de sa faiblesse. Le secret de cette intrigue avait été gardé avec tant d'exactitude, qu'on n'en avait aucune connaissance lorsque le roi cessa de vivre.

Richard, à son avènement à la couronne britannique, vint rendre hommage dans Paris à Philippe Auguste. Cette visite lui valut la restitution des places conquises sur son père. Au milieu des fêtes données à cette occasion se décida la troisième croisade.

14. Depuis la seconde croisade, la situation <sup>1150-1193</sup> des chrétiens de Palestine devenait de jours en jours plus fâcheuse. A Nouredin, sultan de Syrie, avait succédé le célèbre Saladin. Ce prince, fils d'un général arabe, s'était signalé dès sa jeunesse dans les armées de Nouredin. Il l'avait chargé de conquérir l'Egypte, et de mettre fin à la puissance des califes fatimites, rivaux des califes de Bagdad.

1190-1192

Saladin, vainqueur de l'opulente Egypte, cessant d'obéir à Noureddin, prit le titre de sultan. La mort de ce monarque ouvrit une ample carrière à son ambition. Noureddin laissait un fils Salek-Ismaël, âgé de onze ans. La faiblesse du gouvernement, durant une minorité, encourageait les audacieux à s'emparer des dépouilles du nouveau sultan. Les chrétiens crurent trouver une occasion favorable de se relever de leurs pertes. Amauri régnait à Jérusalem, il obtint quelques succès. La mort le surprit à l'âge de trente-huit ans. Les choses changèrent de face.

Saladin, feignant d'embrasser les intérêts du jeune sultan Ismaël, s'opposait aux progrès des chrétiens, sur lesquels régnèrent successivement les deux fils d'Amauri, Baudoin IV et Baudoin V. Gui, de Lusignan, mari de Sybille, fille du roi Amauri, leur succéda en 1185.

Par ordre de ce prince, Héraclius, patriarche de Jérusalem, et Arnaud, grand-maître des templiers, et Roger, grand-maître des hospitaliers, vinrent en Europe; ils sollicitaient de prompts secours contre Saladin. Ce conquérant, sous prétexte de défendre la Syrie, s'en était rendu maître. L'histoire ne parle plus du jeune Ismaël, peut-être fut-il sacrifié à la sûreté du vainqueur. Le nouveau sultan, affermi sur

le trône , méditait l'expulsion entière des La-<sup>1190-1192</sup>  
tins.

Il conquît sur eux , Tibériade , Saint-Jean-d'Acre , Césarée , enfin Jérusalem , en 1187. Les seuls chrétiens du rite latin furent forcés d'évacuer ces villes. Les chrétiens syriens , arméniens et grecs , conservèrent leurs habitations. Le vainqueur convertit en mosquées toutes les églises , à l'exception de celle du Saint-Sépulcre , restée aux chrétiens par un article de la capitulation , et dont ils sont encore en possession aujourd'hui. Il fut loisible aux chrétiens de toutes les communions de visiter le Saint-Sépulcre , pourvu qu'ils vinsent à Jérusalem sans armes , et en payant un tribut aux portes de la ville. Il ne restait aux Occidentaux , qu'Antioche , Tripoli et Joppé.

Au bruit de ces événemens , l'Europe entière prenait les armes. L'empereur Frédéric I<sup>er</sup> tint une diète dans Nuremberg. Une paix générale y fut publiée , afin de faciliter aux princes et aux peuples les moyens de se croiser. Frédéric , surnommé Barberousse , avait succédé en 1152 , à Conrad son oncle , au trône de Germanie. Philippe Auguste et Richard Cœur-de-Lion , se concertant avec lui , venaient d'ordonner aux chefs de famille qui ne prendraient pas la croix , de payer pour les frais de l'armement le dixième de leur revenu. Cette taxe ,

1190-1192 nommée di<sup>me</sup> saladine, servit de trophée à la gloire de Saladin.

Frédéric se croisa dans la diète de Mayence avec les plus grands seigneurs d'Allemagne. Presbourg était le rendez-vous général de l'armée. On y compta, dit-on, cent cinquante mille combattans. Cette multitude marcha par la Bulgarie sur les bords du Bosphore. L'empereur ne commandait pas en personne. Ayant déclaré Henri, son fils aîné, vicaire de l'Empire, durant son absence, il traversa l'Italie avec son second fils, et s'embarqua dans les ports de Sicile.

Frédéric avait pris la sage précaution de n'admettre aucun soldat dans son armée, qui ne fût muni d'une somme d'argent avec laquelle il pourvût à sa subsistance. Cette mesure appauvriissait la Germanie; mais elle prévenait les horribles famines éprouvées dans les croisades précédentes. Les premiers coups des Allemands tombèrent sur les Grecs. D'une vaine étiquette naissaient ces hostilités. Après la mort d'Emmanuel Comnène en 1180, Alexis son fils avait été détrôné par son oncle Andronic. Cette révolution amena une guerre civile. Andronic fut tué; Isaac l'Ange s'empara du trône.

Ce prince refusait à Frédéric le titre d'empereur des Romains. Frédéric renvoyait toutes

les lettres dans lesquelles cette qualité ne lui était pas donnée. La négociation traînait en longueur ; Frédéric la termina en attaquant les troupes grecques , elles furent dispersées. Frédéric , reconnu empereur par la force des armes , se fit fournir des vivres et continua sa route.

Ayant franchi le Bosphore , il taille en pièces l'armée du sultan d'Iconium , neveu de Saladin , prend cette ville , et meurt de maladie au bord de la rivière de Salep. Frédéric , duc de Souabe , second fils de l'empereur , prit le commandement de l'armée ; elle était excessivement affaiblie par les fatigues et les maladies. Le fils suivit bientôt son père au tombeau. L'armée allemande fut alors commandée par Léopold , duc d'Autriche.

Les Français et les Anglais devaient se réunir sur les côtes méridionales de la Sicile. Philippe Auguste chargea , de la régence , la reine sa mère et l'archevêque de Rheims , et s'embarqua au port de Gênes. Les deux rois abordèrent presque en même temps à Messine. Les flottes des deux nations se séparèrent bientôt. Richard-Cœur-de-Lion , au lieu de tourner ses voiles vers la Syrie , fit la conquête de l'île de Chypre sur les Grecs. Il vendit cette île vingt cinq mille marcs d'argent aux Templiers : rompant ensuite son marché , il en signa un autre avec Gui de Lusignan.



1190-1192

Philippe Auguste arriva avec ses croisés devant Saint-Jean d'Acre. Le siège de cette importante place était entrepris par mer et par terre lorsque Richard-Cœur-de-Lion parut. Les Allemands, sous la conduite du duc d'Autriche, arrivaient en même temps. La ville fut emportée en présence de Saladin. Ce prince, privé des forces nautiques, fit de vains efforts pour défendre une place dont le port ouvrait aux chrétiens l'entrée du pays. La mésintelligence se mit entre les chefs de la croisade. Elle détruisit les avantages attendus de cette conquête.

Conrad, marquis de Monferrat, jouait le principal rôle dans l'armée chrétienne de Syrie. Le découragement des troupes après la perte de Jérusalem, n'avait rien diminué de son ardeur. Ce prince, regardant Gui de Lusignan comme déchu de sa royauté par sa retraite dans l'île de Chypre, venait de prendre le titre de roi, du consentement d'une partie des barons du pays. Philippe Auguste et le duc d'Autriche le reconnaissaient en cette qualité. Richard-Cœur-de-Lion se déclarait en faveur de Thibaud, comte de Champagne, élu roi de Jérusalem par quelques barons et quelques évêques.

Déjà se manifestaient ces germes de rivalités qui ensanglantèrent la France sous le règne de ces deux princes.

Richard, en guerre avec son père, avait eu recours à Philippe Auguste, dont les armées devaient favoriser sa révolte. Parvenu au trône de la Grande-Bretagne, d'autres idées politiques dirigeaient sa conduite. Philippe et Richard avaient été sur le point d'en venir aux mains, en Sicile, au sujet du mariage d'Alix de France. Richard déclara au comte de Flandre, qu'il ne pouvait épouser cette princesse, qu'il en tairait toujours les raisons, mais que Philippe pourrait les apprendre de plusieurs témoins non suspects. Ces témoins entendus, le roi de France n'insista pas, mais cette déloyauté avait fait sur son âme une impression profonde. Il témoignait son indignation avec la hauteur d'un suzerain offensé. Richard, incapable d'aucun ménagement, cherchait l'occasion de rompre ouvertement avec Philippe. La double nomination au trône de Jérusalem offrait ce prétexte. Il ne fut plus question d'assiéger Jérusalem.

Philippe Auguste voyait périr son armée par une dyssenterie contagieuse ; attaqué lui-même de cette maladie, et convaincu que les difficultés au sujet du commandement entre lui et son vassal contrarieraient les opérations militaires, il revint en France, laissant sous les murs de Saint Jean-d'Acre dix mille fan-

1190-1192 tassins, et cinq cents hommes d'armes avec ordre d'obéir au roi d'Angleterre.

Richard resta en Syrie. La hauteur et l'inconstance de son caractère le brouillèrent avec tous les princes dont les troupes combattaient avec les siennes. Un grand nombre d'actions valeureuses lui procurèrent la réputation d'un guerrier intrépide, mais en même temps il se permit des abus d'autorité les plus condamnables. Par ses ordres, fut un jour arraché un étendard placé par le duc d'Autriche, sur une des tours de Saint-Jean-d'Acre. Ce prince offensé prit la route de ses Etats, ramenant avec lui la plupart des Allemands. Conrad, marquis de Monferrat, fut assassiné. Le comte de Champagne, son compétiteur, épousa sa veuve. Toute l'armée le reconnut roi de Jérusalem, comme si ce royaume eût encore existé. Il jouit de cette dignité imaginaire, jusqu'à sa mort en 1197.

1192-1199 15. Philippe Auguste avait promis, en quittant l'armée des croisés, de n'attaquer aucune possession du roi d'Angleterre, jusqu'au retour de ce prince dans sa patrie. Il viola sa parole, nous dit Rapin de Thoiras, en s'emparant d'une partie de la Normandie, dans un temps où les événemens de la guerre d'Asie ne permettaient pas à Richard d'abandonner l'armée croisée. Ce fait historique, une

des causes des éternelles hostilités, entre les Français et les Anglais, jusqu'au règne de Charles-le-Victorieux, a été supérieurement discuté dans les Essais sur Paris de Saint-Foix.

Le mariage d'Alix avec Richard avait été jugé impossible par Philippe lui-même ; ce prince, de retour à Paris, envoya demander sa sœur prisonnière dans la tour de Rouen. Le sénéchal de Normandie refusa de remettre la princesse aux commissaires du roi de France. Philippe, indigné, attaquait-il avec mauvaise foi les Etats de Richard en marchant à Rouen pour rendre la liberté à sa sœur ? Elle épousa dans la suite le comte de Ponthieu.

Rapin de Thoiras assure encore que le roi de France, laissant le duc de Bourgogne dans l'armée d'Orient, lui avait secrètement ordonné de contrarier les opérations du roi d'Angleterre : vaine allégation. Suivant cet écrivain, trop partial en faveur des Anglais, le duc de Bourgogne, à la bataille d'Ascalon, attaqua avec impétuosité l'aile droite de Saladin. Les Sarrasins se battirent en retraite, et lui donnèrent lieu d'avancer imprudemment ; des troupes cachées, se précipitant alors du haut des collines, environnèrent les Français, et en firent un grand carnage.

Des troupes, combattant avec tant de courage, n'avaient pas sans doute des ordres

1192-1199 secrets de contrarier les entreprises du général. Le duc de Bourgogne mourut de la dysenterie peu de temps après cette bataille : les Français revinrent alors dans leur patrie. Richard se voyant généralement abandonné , conclut avec Saladin un traité de paix , à la faveur duquel les chrétiens restèrent en possession des côtes maritimes de la Syrie , depuis Joppé jusqu'à Tyr , et conservèrent le droit de faire à leur gré, sans armes, le pèlerinage de Jérusalem.

La guerre terminée , Richard s'embarque pour l'Europe , et fait naufrage sur les côtes de l'Adriatique. S'étant déguisé de son mieux, il voulait traverser l'Allemagne et les Pays-Bas. On se souvient de l'insulte qu'il s'était permise contre le duc d'Autriche. Ce prince le fit prisonnier, et le remit entre les mains de Henri VI , successeur de Frédéric-Barberousse, son père, au trône de Germanie. Richard resta quinze mois en prison. Il en sortit moyennant une somme de cent mille marcs d'argent pour l'empereur , et de trente mille pour le duc d'Autriche.

Henri VI n'avait sans doute aucun droit d'exiger une rançon du roi d'Angleterre. C'était l'usage de ces siècles , dans lesquels les effets des naufragés appartenaient au baron. Frédéric-Barberousse avait épuisé ses finances dans

son voyage d'Italie. Son fils manquait des 1190-1199 ressources, sans lesquelles il lui était impossible d'aller prendre à Rome la couronne impériale. L'imprudence de Richard paya les frais de son couronnement.

Pendant les hostilités entre la France et l'Angleterre, Philippe Auguste, mécontent d'Ingelburge, son épouse, fille de Valdemar, roi de Danemarck, avait fait casser son mariage par un arrêt de la cour de justice, assemblée à Compiègne en 1193. Le pape innocent III, annulant le décret de cette assemblée, ordonna à Philippe de se séparer d'Agnès de Mélanie, épousée par ce prince depuis son divorce. La bulle du pape fut accompagnée d'un interdit général lancé sur la France, étrange manière de punir un coupable sur une infinité d'innocens.

L'interdit s'observait avec une si extrême rigueur, que le roi fut contraint à célébrer le mariage de son fils sur un territoire dépendant de l'Angleterre. Philippe montra d'abord assez de fermeté. Le temporel des évêques, qui avaient publié l'interdit, fut saisi par ses ordres. Des murmures séditieux s'élevaient en plusieurs endroits; on les attribuait aux prédications des prêtres. Louis s'en vengea en levant de fortes contributions sur le clergé. Les armes secrètes du clergé devaient triom-

1192-1199

pher de tous ses efforts dans un temps de superstition et d'ignorance : n'étaient-ils pas maîtres de toutes les consciences au moyen de la confession? Philippe, craignant une insurrection, dont Richard-Cœur-de-Lion aurait profité, fit demander au pape un nouvel examen de son affaire. Prévoyant que les légats de Rome prononceraient contre lui, il s'épargna les désagrémens d'une nouvelle sentence, en rappelant Ingelburge auprès de lui. Cette princesse, recouvrant le titre de reine, en alla jouir enfermée dans une maison royale. Agnès de Mélanie, devenue concubine, ne survécut point à sa honte. Rien ne put la consoler, ni le tendre attachement du roi, ni l'éclatante disgrâce de sa rivale. Le chagrin la conduisit au tombeau ; elle fut inhumée à Passy avec une pompe royale.

La guerre entre la France et l'Angleterre continuait sans aucun succès de part et d'autre. Le roi sentait vivement combien il lui serait utile de soudoyer des armées perpétuellement sous le drapeau. Des troupes vagabondes et redoutables d'aventuriers, dont je parlerai dans la suite, parcouraient l'Europe, offrant leurs services aux princes qui les payaient. Philippe les prit à sa solde.

Les armées françaises et anglaises se trouvaient en présence près d'Issoudun. Tout an-

nonçait la plus sanglante bataille. Richard, <sup>1192-1199</sup> craignant les suites de l'événement, passa tout à coup dans le camp de Philippe, et lui demanda son amitié. Le résultat de cette conférence fut une trêve de cinq ans. Philippe rendit ses conquêtes à l'exception de Vernon, Evreux et le Vexin normand.

Richard court aussitôt en Poitou. Aimar, vicomte de Limoges, avait trouvé un trésor d'un prix inestimable ; c'était, dit-on, la statue d'un empereur représenté à table avec sa femme et ses enfans, tout cela était de grandeur naturelle et d'or massif. Richard réclamait ces richesses en qualité de suzerain ; il assiégea le château de Chalus, fut blessé, et mourut de ses blessures le 6 avril 1199.

16. Richard ne laissait point d'enfans. Deux <sup>1200-1204</sup> princes prétendaient à sa succession : Jean Sansterre, son frère, et Artus, comte de Bretagne, son neveu. Le droit d'Artus paraissait le plus solidement établi. Fils de Geoffroi, aîné de Jean Sansterre : Richard en le mariant, l'avait déclaré son successeur s'il mourait sans postérité. Mais la représentation n'avait pas force de loi en Angleterre. Jean Sansterre, s'emparant des trésors de son frère, et les prodiguant à ceux dont le crédit pouvait appuyer ses prétentions, produisit un testament vrai ou faux qui l'appelait à la couronne, et fut proclamé à Londres.



1200-1204

Artus devait épouser la fille de Philippe Auguste ; ce prince embrassa les intérêts de son gendre. Il obtint d'abord quelques succès. Mais Artus , fait prisonnier dans Mircebeau , périt on ne sait comment. Mathieu Paris assure que Jean Sansterre le poignarda dans la tour de Rouen.

Pour l'instruction de tous les rois , ce crime fut la source des longs malheurs éprouvés dans la suite par Jean Sansterres.

Philippe Auguste était suzerain de l'assassin, de l'assassiné , et du lieu où l'assassinat avait été commis. La comtesse de Bretagne fit présenter à la cour des pairs de France , une requête signée des principaux barons. La sommation de comparaître est signifiée au roi Jean par un sergent d'armes , dans Londres même. L'accusé demande un sauf conduit. Jean peut venir, répond Philippe. Les envoyés britanniques voulant savoir s'il y aurait sûreté pour le retour : Oui , si le jugement des pairs le permet , répond le roi.

Jean n'ayant pas comparu , la cour des pairs le déclara coupable de félonie. Ses terres, possédées en France à la charge de l'hommage, furent confisquées. Les douze pairs décidèrent que la reprise de possession en serait poursuivie par les armes. L'histoire ne nomme pas

les hauts barons dont fut composée cette cour 1200-1204  
des pairs.

Philippe Auguste se rendit maître de la Normandie. Il la réunit à la couronne environ trois siècles depuis qu'elle en avait été détachée. Les comtés de Touraine, d'Anjou et du Maine éprouvèrent le même sort. Il ne resta en France à Jean Sansterre que la Guienne et une partie du Poitou.

17. Pendant cette guerre, une quatrième croisade contribuait à dépeupler la France. Un curé de Neuilly, nommé Foulques, en fut le moteur. Prenant occasion d'un tournoi où les principaux barons français étaient invités, il embrase ses auditeurs du zèle de la religion ou de la passion des aventures chevaleresques. Une foule de guerriers, oubliant les désastres dont les croisades précédentes avaient été accompagnées, reçurent la croix de sa main. Dans cette guerre, comme dans les guerres précédentes, il s'agissait de conquérir la Palestine; la première occasion de se battre éloigna les croisés du but de leur voyage. Ils fondèrent l'empire des Latins dans Constantinople.

L'empire d'Orient comprenait, au commencement du treizième siècle, la Thrace, la Macédoine, la Grèce et les îles de l'Archipel. Il s'étendait vers l'Allemagne jusqu'à Belgrade, et il disputait en Asie la Natolie aux Musulmans et aux croisés. Cet empire eût été re-

1200-1204 doutable par sa masse, dont toutes les parties correspondaient ensemble, si l'esprit militaire s'y fût conservé. Mais un despotisme, fondé sur la superstition, anéantissait dans Constantinople toutes les vertus civiles. Cependant sa puissance maritime le rendait respectable. On continuait à cultiver dans la ville impériale et dans quelques autres cités, les sciences et les arts qui élèvent l'âme, et rendent les hommes capables des grandes choses. On compta dans Constantinople, une suite non interrompue d'historiens, jusqu'au temps où Mahomet II envahit cette capitale. Plusieurs de ces historiens furent des hommes d'état. L'histoire de la première croisade par Anne Comnène, est un ouvrage digne d'un siècle éclairé.

Le fils d'Alexis Comnène, Jean, surnommé Kalojean à cause de sa beauté, recula les bornes de son empire vers la Hongrie. Son frère Emmanuel lui succéda. Sous son règne l'étude de la controverse occupait les esprits. Emmanuel Comnène disputa long-temps avec ses évêques sur ces paroles de l'Evangile : Mon père est plus grand que moi, d'où il concluait que Jésus-Christ n'était pas Dieu, parce que si la divinité se composait de plusieurs monades divines, l'une ne pouvait être plus petite que l'autre.

Au lieu de fortifier les frontières de l'empire on anathématisait dans les conciles ce

passage du Koran : Dieu est un être infini qui n'a jamais engendré personne. Emmanuel, obligé de ménager les Musulmans, sollicitait la suppression de cet anathème ; les prêtres incidentaient, ces disputes affaiblirent son règne. Alexis Emmanuel, son fils, lui succéda en 1180. Ce prince avait épousé une fille de Louis VII ; il fut détrôné par son oncle Andronic, détrôné à son tour par un officier du palais nommé Isaac l'Ange. On traîna l'empereur Andronic sur les places de Constantinople ; il périt dans les supplices.

Isaac l'Ange fut dépouillé de la pourpre par Alexis, son frère, et enfermé dans un monastère. Isaac avait un fils ; ce prince s'était réfugié en 1202 dans Venise.

Innocent III occupait le siège de Rome depuis 1198. Ce pontife voyant, comme ses prédécesseurs, dans les croisades un moyen d'étendre les prérogatives pontificales, s'était déclaré chef de celle qui se préparait ; il indiqua le rendez-vous des croisés sur les côtes de l'Adriatique. Le fils d'Isaac l'Ange promettait à ces nombreux pèlerins des sommes immenses si les croisés voulaient contribuer à rétablir son père sur le trône. Les croisés font voile vers les Dardanelles. Au milieu d'eux on voyait les troupes vénitiennes commandées par le doge Dandolo. Constantinople fut em-

1200-1204 portée d'assaut en six jours. Isaac l'Ange , rétabli sur le trône, mourut subitement; son fils Alexis lui succéda.

Ce monarque se trouvait dans un embarras extrême. Les croisés voulaient être payés. Alexis avait réduit en lingots les vases sacrés de la basilique de Sainte-Sophie, et tout l'or trouvé dans le palais, sans les contenter. Ses promesses étaient authentiques, mais, en les faisant, il n'avait consulté que son désir de régner. Ainsi le matelot, au sein des tempêtes, forme des vœux, sans examiner s'il pourra les accomplir. D'ailleurs, parmi les engagements par lui contractés, il devait réunir l'Eglise grecque à l'Eglise latine; les évêques grecs rejetaient absolument les prétentions despotiques développées par les pontifes romains en Occident; ils exigeaient pour première base de la réunion entre les deux Eglises, que les évêques de Rome reconnaissent une égalité parfaite entre leur siège et celui de Constantinople. Les Latins commettaient beaucoup de désordres dans la ville impériale. Le peuple les attribuait au nouvel empereur.

Les Latins campaient hors des murs de la ville reine; une insurrection populaire se prononça. Alexis Ducas, surnommé Mirsiflos, se fait proclamer Auguste, arrête Alexis l'Ange, et, suivant plusieurs écrivains, l'étrangle de

ses mains. Les Latins, sous prétexte de venger <sup>1200-1204</sup> la mort de l'empereur, assiégent Constantinople. Mirsiflos prend la fuite. Les croisés entrent de vive force dans la ville. Ils s'abandonnent à tous les excès de l'avarice. Si on en croit Nicétas, le seul pillage fait par les Français s'élevait à quatre cent mille marcs d'argent.

Baudoin, comte de Flandre, est placé sur le trône impérial par les croisés victorieux. Le gouvernement des provinces se partage entre les généraux, d'après les principes de la féodalité. La quatrième partie de la conquête échet aux Vénitiens, avec le droit d'élire le patriarche de Constantinople.

A cette occasion furent portés à Venise quatre chevaux de bronze attribués à Lysippe, contemporain d'Alexandre-le-Grand. Ces chevaux transportés d'Orient à Rome, avaient décoré l'arc de Néron, et ensuite celui de Trajan. Constantin les envoya dans Constantinople. Les Vénitiens les placèrent devant l'église de Saint-Marc. Les Français, maîtres de Venise durant les guerres dont la révolution de 1789 fut suivie, amenèrent ces chevaux à Paris.

L'empire des Latins, en Grèce, dura cinquante-huit ans. Les Grecs les chassèrent sous le règne de Michel Paléologue.

18. Jusqu'alors les croisades avaient été di-

1205-1215 rigées contre les Musulmans, ou du moins à l'occasion des Musulmans. Innocent III faisait prêcher cette guerre d'extermination contre les habitans des provinces méridionales de France; on parlait alors des Albigeois : Pierre de Bruix, un de leurs chefs, avait été brûlé, convaincu d'avoir abattu des croix élevées sur des grands chemins. La mort de cet enthousiaste, regardée comme un martyr par ses disciples, en augmenta le nombre. On les nommait Pétrobusiens, Vaudois, Albigeois, Pauvres de Lyon, Beguards, Frérôts. Sous ces noms divers ils furent les précurseurs des protestans.

Je ne rechercherai pas si le nom de Vaudois fut donné à ces réformateurs parce qu'ils se réfugièrent en grand nombre dans les vallées des Alpes : *Valdenses vallium incolæ*, ou s'il leur vint de Valdo, marchand de Lyon, un des chefs de cette secte religieuse. Valdo, frappé de la mort subite d'un de ses amis, ayant distribué tous ses biens aux pauvres, vécut dans une indigence volontaire. Il eut des imitateurs. Leur nombre s'accrut d'une foule de fainéans.

Cette association attira l'attention des gens d'église. Pierre Valdo jouissait dans Lyon d'une considération personnelle très-distinguée. Menant la vie des apôtres, il se croyait

revêtu de leur autorité. Il s'élevait contre les vices de son temps et surtout contre ceux du clergé. La nouveauté de ses sermons conduisait auprès de lui de nombreux auditeurs. Ses ennemis l'accusèrent d'enseigner que tous les chrétiens étant frères, les biens devaient se partager entre eux. Ce principe pouvait être admis dans les premiers jours de l'Eglise, durant lesquels les chrétiens formaient une société peu nombreuse. Son exécution devint impossible quand le christianisme prit des accroissemens, il serait aujourd'hui destructeur de toute organisation sociale.

Jean-de-Bellemain, archevêque de Lyon, se contenta d'abord de défendre à Pierre Valdo de se mêler de la prédication, parce qu'il n'avait pas reçu l'ordre de la prêtrise. Valdo et ses disciples traitaient cette défense d'abusive. Ils attaquèrent sans ménagement la puissance ecclésiastique, déployant une dialectique au-dessus de leur siècle; ils assuraient que la puissance coercitive appartenant uniquement aux magistrats civils, l'autorité des prêtres se bornait au for intérieur de la conscience. Par une distinction très-subtile ils écartaient la possession revendiquée par les prélats. Selon eux, il fallait distinguer deux sortes d'Eglises. L'une était extérieure et fausse : le pape et les évêques y possédaient des dignités. Le pape,

1205 1215



<sup>1205-1215</sup> dominateur suprême de cette fausse Eglise , pouvait en exclure les excommuniés par lui. Mais, ajoutaient-ils, une autre Eglise existe , toute resplendissante de gloire et de spiritualité. Jésus-Christ en est le chef. Dans la vertu consiste sa seule richesse ; ses membres sont les chrétiens dont la conduite se conforme à celle de Jésus-Christ et de ses apôtres.

Ils prétendaient que les laïques d'une vie pure et exemplaire partageaient avec les pasteurs le droit d'enseigner les peuples , et usaient de ce droit. Il ne fallait, disaient ils , bénir le pain et le vin , pour la cène , qu'une fois l'année, et par la récitation de l'oraison dominicale. Ils regardaient les indulgences vendues par les papes comme vaines , l'invocation des saints comme injurieuse à Dieu , les miracles publiés par les moines comme faux et menteurs ; ils condamnaient la plupart des fêtes et des jeûnes extrêmement multipliés alors.

Ces assertions destructives de la puissance sacerdotale provoquaient contre les réformateurs tous les anathèmes du Vatican. Les prêtres non contents de leurs armes ordinaires contre de si dangereux ennemis , voulurent les rendre odieux aux peuples , en leur imputant les erreurs les plus grossières et la conduite la plus répréhensive. Alanus , moine de Cîteaux ,

et Pierre , moine de Vaux-Cernay , auteurs contemporains , prétendirent que les Vaudois , à l'exemple des anciens manichéens , admettaient deux principes de toutes choses : l'un bon , l'autre mauvais ; qu'ils répandaient le dogme de la métempsycose , et que , sous le voile d'une régularité apparente , ils se livraient aux débauches honteuses dont les gnostiques furent accusés pendant les premiers siècles. Ces vaines allégations s'évanouissent aux yeux de la critique. .

19. Forcés par les persécutions à s'éloigner de leur patrie , les Vaudois se cachèrent dans les montagnes du Dauphiné et du Piémont. Leur doctrine jeta de profondes racines dans les diocèses d'Embrun et de Turin , au milieu des Alpes. On la trouvait conservée de nos jours par les descendants de ces réformateurs.

D'autres disciples de Valdo s'établirent dans les montagnes de Provence et dans les plaines du Languedoc , surtout aux environs d'Albi. Vignier , regardé à juste titre comme un de nos plus judicieux écrivains , remarqua le premier que ces réformateurs furent accusés de manichéisme , dans la vue de diminuer la bienveillance que leur conduite et leurs discours inspiraient aux peuples.

\* Plusieurs savans , et entre autres Bossuet , distinguèrent les Vaudois des Albigeois. Selon

1205-1215 eux, les seconds étaient de véritables manichéens. Cette opinion généralement abandonnée fut renouvelée de nos jours dans un dictionnaire des Hérésies. Non-seulement l'auteur de ce livre n'établit son sentiment sur aucune preuve, mais il le détruit en rapportant l'interrogatoire de Pierre Mauran, un des martyrs de cette secte. On ne le questionna pas sur le dogme des deux principes. Mauran nia que le pain consacré par les prêtres, contient le corps physique de Jésus-Christ : sur cette déclaration il fut livré aux flammes.

Suivant l'opinion de l'archevêque de Paris, Demarca, parmi les hérétiques du douzième et du treizième siècles, les uns étaient manichéens venus de Bulgarie, les autres ariens venus je ne sais d'où, et des troisièmes, moins éloignés de la foi catholique, portaient le nom d'Albigéois, de Vaudois; ces derniers regardaient le baptême comme inutile aux enfans, condamnaient le culte rendu aux saints, rejetaient le dogme de la présence réelle dans l'eucharistie, et considéraient les prières pour les morts comme une invention des moines pour arracher l'argent des vivans.

La haine vouée par eux à la cour de Rome, leur procura d'abord quelque soutien parmi les nombreux ennemis des prérogatives sacerdotales. Le clergé eut l'adresse de leur enlever

ce soutien , en les accusant , de vouloir détruire en même temps la puissance laïque et la puissance ecclésiastique. On extermina des raisonneurs qu'il fallait combattre avec les armes de la parole dont ils se servaient eux-mêmes.

A la honte éternelle des ministres de la religion chrétienne , la rémission des péchés fut offerte comme le prix des plus exécrables forfaits. Des flots de sang abreuvèrent le sol de la France. Les catholiques et leurs adversaires , alternativement vainqueurs et vaincus , oppresseurs et opprimés , dévastateurs sanguinaires et gémissans sous le glaive , déchirèrent le sein de leur patrie. Jamais les bêtes les plus féroces ne déployèrent cette soif de carnage. Des provinces florissantes se changèrent en déserts. Vainement les femmes , les enfans , les vieillards , abandonnant les toits domestiques , cherchaient leur salut dans les villes fortifiées. Ni la valeur audacieuse , ni les triples remparts , ne les garantissaient contre les meurtriers efforts des guerriers devenus invincibles , implacables , par le fatal effet du fanatisme. Immolés par milliers , au milieu des ruines de leurs maisons embrasées , ils invoquaient le ciel sourd à leurs prières et à leurs cris.

Au milieu de ces horreurs , s'introduisit en France le tribunal de l'inquisition. Les juges

1205-1215 chargés de cet étrange ministère , oubliant, au sein des malheurs dont ils étaient environnés, le caractère qui les rendait essentiellement des ministres de paix, de charité, de tolérance, parcouraient les campagnes de Dauphiné, de Provence, de Languedoc, des Cévennes, le fer et la flamme à la main, faisant exhumer les Vaudois enterrés dans les cimetières catholiques, et brûler ceux qu'on prenait vivans. Les peuples au désespoir, massacrèrent ces prêtres homicides sur les débris de leurs tribunaux.

Le meurtre de quelques inquisiteurs attisa le feu de la guerre. Raymond VI, comte de Toulouse, petit fils du roi de France par sa mère, gouvernait la Septimanie et la plus grande partie de la Provence. Les historiens nous ont parlé diversement de ce prince, suivant leurs préjugés. Les uns nous le dépeignent comme un des plus grands hommes de son siècle, amoureux de tous les arts, les cultivant lui-même, et protégeant ceux qui en faisaient le sujet de leurs études, généreux, brave, d'un esprit juste, pénétrant, solide, plein de vénération pour l'église sans méconnaître les abus d'autorité auxquels les papes se livraient, montrant même assez de faiblesse lorsque, plusieurs fois excommunié, il saisit tous les moyens de se réconcilier avec les évêques ;

les autres le représentent comme un prince brutal, coupable d'inceste, fils aîné de Satan, vrai membre du diable, défenseur des hérétiques, réceptacle de toutes sortes d'iniquités.

Le lecteur doit comparer ces deux portraits, et décider si le témoignage de Pierre de Vaux-Cernay, et de quelques autres moines dévoués au pape et au comte de Monfort, champion de la papauté, doit l'emporter sur la déclaration juridique de plus de cent témoins irréprochables.

Il est constant qu'à cette époque les papes, par leurs prérogatives, tendaient à détruire entièrement la puissance civile. Tout le monde convient que le comte Raymond possédait des connaissances au-dessus de son siècle; on doit supposer qu'il favorisait les raisonnemens des Vaudois tendans à diminuer cette excessive puissance. Ce fut sans doute le principe de la conduite tenue envers lui, par les papes et par les évêques; sans cette observation, cette conduite serait absolument inconcevable.

Ce prince, soupçonné de complicité dans le meurtre d'un inquisiteur, est excommunié par Innocent III. Le pontife délire ses sujets de leur serment de fidélité. L'armée la plus redoutable marche vers ses frontières. Raymond n'avait fait aucun préparatif de défense; il se flatte de conjurer, par son obéis-

1205-1215

1205-1215

sance, l'orage formé contre lui. Un légat de Rome lui commande de venir auprès de lui à Valence et de lui livrer sept forteresses. C'était le commencement de ses humiliations. Cité au concile de Saint-Gilles, on le présente aux prélats, revêtu d'un simple caleçon. Le ministre romain lui passe son étole autour du cou, le tire d'une main, le frappe de l'autre à coups de verges, le conduit ainsi jusqu'à l'autel où l'absolution lui est donnée. Raymond se croyait alors libre de se retirer. Les évêques lui déclarent qu'il restera prisonnier jusqu'à la fin de la guerre.

A la tête des croisés, marchaient le comte Simon de Monfort, le comte de Charolais, le comte de Nevers, les évêques de Sens, d'Autun, de Nevers, de Clermont, de Lisieux et de Bayeux. Le malheureux comte de Toulouse était forcé de les suivre. Le fer et la flamme dévorent le Languedoc; je ne saurais offrir à mes lecteurs le dégoûtant tableau de ces horreurs. La proscription de Béziers présente un caractère plus odieux que toutes les autres; des catholiques et des albigeois vivant paisiblement ensemble, habitaient cette ville. Les catholiques, sommés de livrer ceux de leurs concitoyens auxquels les croisés donnaient le nom d'hérétiques, refusaient de se prêter à cette perfidie. Les croisés prirent Béziers d'as-

saut. Ils massacrèrent tous les habitans au nombre de soixante mille , sans distinction d'âge , de sexe , de religion.

Puissent ces temps abominables s'effacer de la mémoire des hommes ! Ou si le lugubre souvenir s'en conserve dans l'histoire , puissent ces temps d'acharnement et de délire , éteindre les dernières étincelles du fanatisme !

On donnait au comte de Montfort, le nom de Macabée ; il s'empara d'une grande partie des Etats du comte Raymond , dévastant toutes les terres dont les seigneurs ne remettaient pas dans ses mains les proscrits par le pape. Les écrivains ecclésiastiques rapportent que Montfort ayant allumé un vaste bûcher , quarante de ces malheureux coururent, en chantant des psaumes , se précipiter dans les flammes. Le jésuite Daniel appelle ces infortunés , infâmes et détestables ; il n'y a sans doute dans tout cela d'infâme que la barbarie avec laquelle on les traita. On peut seulement déplorer l'aveuglement de ces hommes, persuadés de monter au ciel parce que des moines les faisaient brûler.

En dépeuplant le Languedoc, on ruinait entièrement le comte de Toulouse. Il vint une seconde fois à Saint-Gilles supplier le légat du pape , d'avoir pitié de lui et de ses sujets. Le légat lui répond , par une alternative de



1205-1215

céder au comte de Montfort, les pays dont il s'était emparé, ou d'être excommunié de nouveau. Raymond eut le courage de choisir l'excommunication ; il se réfugia chez le roi d'Aragon, son beau-frère. Cependant l'ardeur de gagner des indulgences et des richesses, multipliait les croisés. Ils accourent au siège de Lavaur. Quatre-vingts chevaliers faits prisonniers avec le comte de cette ville, furent condamnés à la potence. Les fourches patibulaires s'étant rompues, les captifs abandonnés aux croisés furent massacrés par eux. On jeta dans un puits la sœur du comte de Lavaur. Autour de ce puits, trois cents habitans de la ville périrent dans les flammes ; le fils aîné de Philippe Auguste voulait se joindre aux croisés ; Simon de Montfort eut l'art d'écartier un compagnon qui pouvait devenir son maître.

Les papes voulaient donner le comté de Toulouse à Montfort. Le roi d'Aragon, ne pouvant obtenir aucun adoucissement à ce projet spoliateur, arma en faveur de Raymond.

La bataille, dans laquelle ce monarque perdit la vie, est incroyable par ses circonstances. Simon de Montfort, avec mille cavaliers et mille fantassins, nous disent les auteurs contemporains, attaqua près de Toulouse l'armée du roi d'Aragon et du comte de Tou-

louse, forte de cent mille combattans, et la <sup>1205-1215</sup> défit complètement. C'est un miracle, s'écrient ces écrivains; on peut plus aisément supposer que ces écrivains nous ont fait un conte. Saint Dominique marchait à la tête des croisés, un crucifix de fer à la main, encourageant les soldats au carnage.

Après cette victoire, le pape Innocent III célébra, au mois de novembre 1215, le quatrième concile général de Latran. Son objet était une nouvelle croisade contre les ennemis du pontife romain. Le comte de Toulouse y vint demander grâce. On ne voit pas sur quels fondemens il pouvait se flatter d'obtenir quelque justice. Craignant d'être brûlé, il quitta Rome furtivement. De retour en France, il offrait une partie de ses Etats au pape, en échange d'une absolution. Aucune de ses propositions n'était admise. Pouvait-il ignorer à quel point la cour romaine portait sa vengeance contre les téméraires, soupçonnés d'avoir voulu dévoiler ses usurpations? On osa exiger de lui, de prouver sa catholicité, en allumant, de ses mains, des bûchers dans lesquels on précipitait ses sujets. Saisi d'horreur, il chercha un asile auprès de l'empereur Frédéric II.

20. Philippe Auguste, dupe d'une intrigue pontificale, formait alors le projet de s'em-

1205-1215 parer de la couronne d'Angleterre. Innocent III avait nommé le cardinal Guillaume de Langton à l'archevêché de Cantorbéri. Jean Sansterre refusa de mettre ce prélat en possession des biens de l'évêché. Innocent III, accoutumé à détrôner les souverains, l'excommunia, délia ses sujets de leur serment de fidélité, et promit à Philippe Auguste une indulgence plénière, s'il voulait unir la couronne d'Angleterre à celle de France. Philippe Auguste assemble le baronnage; la conduite du pape offensait tous les souverains. Il n'avait le droit ni d'ôter ni de donner des couronnes, et on ne pouvait en recevoir une de sa main, sans se couvrir de honte et même de ridicule. En vain les barons français firent au roi ces observations. Le cardinal Pandolphe, légat du pape, l'adulait, l'appelait le pieux et redoutable champion de saint Pierre; lui présentait le séduisant tableau de l'Angleterre conquise, et de Jean son ennemi, renversé du trône. Une flotte française s'équipait à l'embouchure de la Seine, les contemporains y comptaient dix-sept cents voiles. Tout étant prêt, le légat, sous prétexte d'échauffer les esprits contre un excommunié, passe à Douvres où Jean Sansterre assemblait son armée. Il lui fait demander une audience : Vous êtes perdu, lui dit-il, en l'abordant; ignorez-vous que la plupart de vos

barons traitent avec Philippe ; vous allez être <sup>1205-1215</sup> généralement abandonné ; votre seule ressource est de vous jeter dans les bras du pape. L'artificieux prélat intimida tellement le prince, que le 15 mai 1213, dans la maison des chevaliers du temple au faubourg de Douvres, il prononça ce serment à genoux, tenant ses mains entre celles du légat :

Moi Jean, par la grâce de Dieu, roi d'Angleterre et seigneur d'Hibernie, pour l'expiation de mes péchés, et de l'avis de mes barons, je donne à l'Eglise romaine, au pape Innocent III et à ses successeurs, les royaumes d'Angleterre et d'Irlande; je les tiendrai en fief mouvant de la papauté; je serai fidèle à Dieu, à l'Eglise romaine, au pape mon seigneur et à ses successeurs légitimement élus; je m'oblige de payer une redevance annuelle de mille marcs d'argent, sept cents pour le royaume d'Angleterre, et trois cents pour celui d'Hibernie.

Le premier paiement du tribut fut remis entre les mains du légat. On lui confia la couronne et le sceptre. Pandolphe les garda cinq jours, il rendit ensuite ces ornemens au monarque, comme un bienfait du pape, en levant la sentence d'excommunication, lancée contre lui et contre les Anglais.

Philippe Auguste attendait le retour du pré-

1205-1215 lat romain. Il revient en effet, et notifie au monarque français, qu'il ne lui est plus permis d'attaquer un royaume devenu fief de l'Eglise. Le roi, surpris et indigné, lui répondit : Il n'est pas aussi aisé de me faire la loi que de me tromper : sortez sur-le-champ de ma présence et de mes Etats. Il eût peut-être poursuivi son entreprise, mais une ligue formidable menaçait ses provinces septentrionales. L'empereur Othon IV, compétiteur de Frédéric II, fils de Henri VI, plusieurs princes d'Allemagne, les ducs de Lorraine et de Limbourg, les comtes de Namur et de Hollande avaient réuni leurs forces au bord du Rhin. Le comte de Salisbéry les joignait à la tête d'une armée anglaise, après avoir surpris et brûlé une flotte française.

Entre Lille et Tournai, se trouve un village nommé Bouvines. L'armée confédérée, forte, dit-on, de plus de cent mille combattans, vint attaquer à cet endroit le roi de France, auprès duquel se trouvaient cinquante mille hommes. La bataille se donna le 25 juillet 1214 ; elle commença un peu avant midi. On se servait alors d'arbalètes. Cette arme était en usage à la fin du douzième siècle ; mais une pesante cavalerie, couverte de fer, décidait presque seule du sort des combats.

Il se trouvait, dans l'armée française, des

corps de cavalerie fournis par les villes. Leur armure était généralement inférieure à celle des chevaliers. A l'égard de l'infanterie, elle portait des armes défensives à son gré. Les armes offensives étaient l'épée, la massue, la fronde, la flèche.

Un prêtre rangea l'armée de Philippe en bataille ; il s'appelait Guérin, et venait d'être nommé à l'évêché de Senlis. Plusieurs évêques se trouvaient parmi les combattans. Les contemporains observent qu'ils se servaient d'une massue. Ils eussent été irréguliers en versant le sang des hommes avec l'épée. On ne sait en quel ordre les deux monarques disposèrent leur infanterie et leur cavalerie. Philippe Auguste, avant le combat, fit chanter, par le clergé de sa chapelle, le psaume *Exurgat Deus et dissipentur inimici ejus*, comme s'il eût combattu contre les ennemis de Dieu. Les Français, auparavant, chantaient des vers en l'honneur de Rolland et de Charlemagne. L'étendard impérial d'Othon, nommé *carrocio*, consistait dans une tour portée sur quatre roues. Sur cette tour s'élevait une longue perche, et sur cette perche un dragon, peint et surmonté par un aigle doré. L'étendard royal de France était un bâton doré avec un drapeau de soie blanche, semé de fleurs de lis d'or. Le roi faisait encore porter

1205-1215 devant lui l'oriflamme de saint Denys. Les principaux vassaux de la couronne avaient, dans leurs escadrons, un étendard particulier, nommé bannière, d'où leur venait le nom de chevaliers bannerets. Le cri de guerre des Français était Monjoie saint Denys, celui des Allemands Kyrie éléison.

Aucun chevalier français ne périt dans la bataille sinon Guillaume de Longchamp; il mourut d'un coup dans l'œil adressé par la visière de son casque. On compta du côté des Allemands, vingt-cinq chevaliers bannerets et sept comtes de l'empire prisonniers. Parmi eux se trouvait le comte de Namur; on l'enferma dans la tour du Louvre, bâtie par Philippe Auguste. Il y resta jusqu'au règne de Louis IX. Les Allemands perdirent trente mille hommes; leur armée se dissipa à l'entrée de la nuit.

Jean Sansterre, profitant de la diversion des Allemands, tentait une descente auprès de la Rochelle. Instruit de la victoire remportée par Philippe Auguste, il se hâtait de solliciter une trêve par l'entremise du pape. On lui offrait soixante mille livres sterling. La négociation du pape ne devait pas être agréable au roi; mais il avait besoin d'argent. Une trêve de cinq ans fut signée en 1215, lorsque les Français pouvaient très-aisément chasser les Anglais de la Guienne et des autres pays dont ils étaient

en possession en France. Il convenait mieux 1216-1223  
à Philippe Auguste de s'attacher à cette conquête, que d'accepter, comme il fit deux ans après, la couronne d'Angleterre pour son fils.

21. Jamais Jean Sansterre ne s'était vu si près de sa ruine. Au lieu de chercher un appui dans le cœur de ses sujets, il les révoltait par les exactions les plus odieuses. On prit les armes contre lui. Il fut contraint de confirmer avec serment les privilèges dont les Anglais avaient joui dans les temps antérieurs, et dans lesquels le roi Henri 1<sup>er</sup> les avait maintenus par la célèbre charte *des communes libertés*; le traité à peine signé, le roi se mettait en mesure de l'enfreindre. Ce prince n'avait pas cru se dégrader en devenant vassal du pape; il réclamait auprès de son nouveau seigneur contre ses promesses, et les présentait comme un affront fait à la majesté royale.

Innocent III, pontife violent et dur, mais qui devenait de cire à la vue de l'or, si on en croit le moine Mathieu Paris, avait excommunié le roi lorsqu'il refusait d'admettre un archevêque de Cantorberi nommé à Rome: il excommunie alors les Anglais lorsqu'ils défendent leur liberté. Le parlement britannique, offre la couronne au roi de France. Philippe, redoutant les censures pontificales, engage le parlement anglais à placer sur le trône



1216-1223 Louis son fils aîné, dont la femme Blanche de Castille était petite fille d'un roi d'Angleterre. Innocent III menaçait d'excommunication le roi de France et son fils, s'ils portaient la guerre dans les terres de l'Eglise. L'expoliation du comte de Toulouse prouvait combien alors les censures de Rome étaient redoutables. Philippe Auguste feignait de désapprouver la conduite de son fils : Monsieur, lui répondit le jeune Louis, je suis votre homme-lige pour les fiefs que m'avez baillé en France ; mais ne vos appartient de décider du fait du royaume d'Angleterre, et, si le faites, me pourvoirai devant nies pairs.

Louis partit, malgré les défenses publiques de son père qui le secourait en secret d'hommes et d'argent. Innocent III excommunia le père et le fils. Les évêques de France déclarèrent nulle l'excommunication du père ; ils n'osèrent pas infirmer celle du fils. Ils reconnaissent donc dans le pape le droit d'excommunier les monarques. Comment auraient-ils disputé ce droit à l'évêque de Rome, puisqu'ils se l'arroyaient à eux-mêmes. Mais il doit paraître étonnant que, dans cette occasion, ils se fussent attribué une juridiction supérieure à celle du pape, en déclarant nulle la censure prononcée par Innocent III contre Philippe Auguste. Les prétentions ecclésiastiques se croisaient,

les monarques se trouvaient exposés à l'excommunication chez eux et à Rome. Les peuples étaient plus malheureux, encore les effets les plus funestes des anathèmes retombaient toujours sur eux.

Louis fut couronné à Londres en 1276. Jean n'ayant osé risquer une bataille pour arrêter les Français au port de Sandwick, fuyait de province en province. Il mourut dans l'abbaye de Snines-Héad, laissant deux fils, dont le plus âgé entra dans sa dixième année. La plupart des barons commencèrent à réfléchir qu'en le reconnaissant pour roi, chacun d'eux trouverait quelque avantage dans une régence. La majorité du parlement se déclare en faveur de Henri III. Le comte de Pembroke, chargé de la tutelle du jeune monarque, avait déclaré, dans une assemblée de barons et d'évêques, que les principes de la nouvelle administration se conformeraient à ceux de la charte dont l'exécution avait entraîné les Anglais dans des mesures dont ils sentaient le danger extrême.

Un monarque français, appelé par le vœu national, occupait le trône. Ce monarque était dispensateur des finances publiques, dépositaire des principales forteresses, et assuré de la protection de la France. Le rétablissement de la maison royale sous un prince mineur

1216-1223 paraissait au premier coup d'œil une révolution presque impossible, mais les causes les plus actives en dirigeaient les ressorts. Déjà le nouveau monarque se conduisant comme s'il eût conquis l'Angleterre, accordait toutes les dignités, toutes les grâces, tous les gouvernemens à ceux de sa nation. Les Français, se livrant à leur esprit de légèreté et d'imprévoyance, tournaient en dérision les manières anglaises; d'ailleurs Louis devait parvenir au trône de France après la mort de Philippe Auguste. Les Anglais avaient précipité Jean Sans-terre du trône, parce qu'il s'opposait à la liberté publique; ils pouvaient à tout moment devenir la proie d'une puissance rivale.

Louis fut obligé de faire un voyage à Paris. Cette absence laissait aux barons anglais un peu plus de facilité de traiter avec Henri III. Une insurrection universelle éclate. En vain Louis conduisait un corps de troupes assez nombreux. Bloqué dans Londres : Il faut le tuer, criait de toutes parts une populace effrénée, dont l'assentiment momentané fut toujours l'écho de ceux qui la dirigent : il faut le tuer, c'est un prince français. Louis déploya dans une retraite, devenue indispensable, beaucoup de dignité. Il repassa en France après avoir, par un traité solennel, mis à couvert de toutes poursuites, ceux de ses partisans abandonnés par lui en Angleterre.

Si l'on en croit presque tous nos historiens , <sup>1216-1.23</sup>  
Legendre, Daniel, Mézeray : Louis, par un article du traité, promit d'engager son père à restituer aux Anglais les provinces confisquées sur Jean-Sansterre, ou de les rendre lui-même à son avènement au trône de France. Le traité contient dix-huit articles, aucun ne parle de cette restitution. Rapin de Thoiras, Jean-le-Clerc et David Hume en conviennent; mais, selon eux, cet engagement fut l'objet d'une convention secrète. C'est aussi l'opinion du moine Mathieu Paris; elle ne saurait être admise. Non-seulement on ne trouve le moindre indice de cette prétendue promesse dans les actes publics d'Angleterre, mais ils offrent la preuve du contraire, négative à la vérité, mais très-convaincante. Henri III n'aurait pas manqué d'alléguer cette promesse dans ses manifestes, et dans les plaintes par lui fréquemment portées au pape, garant du traité entre Louis et lui. Il ne le fit pas, cette promesse était donc une chimère.

Louis ne s'exprime pas dans ce traité en homme auquel on fait la loi, il dicte des conditions en faveur de ses adhérens, et leur procure des avantages assez marqués. La ville de Londres lui avait prêté cinq mille marcs d'argent, on lui en donne encore quinze mille, à la seule condition qu'il ne deviendrait pas en An-

1216-1223 gleterre à mauvais dessein. Nos historiens, se copiant les uns les autres, ne se sont pas donné la peine de consulter les pièces originales. Il s'en sont rapportés à Mathieu Paris. Velly est exempt de ce reproche.

Louis VIII montra beaucoup de grandeur d'âme durant tout son règne. La promesse secrète, qu'on lui prête, contraste avec son caractère; d'ailleurs, qu'avait-il affaire de cette promesse? Aux premières offres de sa part d'abandonner l'Angleterre, le comte de Pembroke accepta tout sans balancer; considérant que le roi de France n'était pas si épuisé de troupes et d'argent, qu'il ne pût faire de grands efforts en faveur de son fils. Rapin de Thoiras, de qui j'emprunte cette réflexion, aurait dû ajouter que Philippe Auguste retenait à Compiègne vingt-cinq otages choisis parmi les plus illustres familles anglaises. Ces otages lui répondaient de la manière dont son fils serait traité à Londres; Louis, au lieu de rendre la Normandie, était plutôt en état de demander la cession de la Guienne. Rien de tout cela ne fut fait. Ce prince sortit avec honneur d'Angleterre, mais, pour obtenir l'absolution du pape, il fallut se soumettre aux plus dures volontés du pontife. Le légat apostolique lui imposa la pénitence de payer à la trésorerie papale le dixième de deux années de son revenu; ses officiers furent taxés

au vingtième. Les chapelains mandés à Rome, le <sup>1216-1223</sup> pape leur ordonna de se présenter, aux quatre principales fêtes, à la porte de la cathédrale de Paris, nus jusqu'à la ceinture, tenant en main des verges dont les chanoines devaient les fouetter. Une partie de ces pénitences fut, dit-on, accomplie.

Cette scène pitoyable avait lieu sous le règne d'un prince habile et courageux. Philippe Auguste souffrit que l'excommunication prononcée contre son fils fût publiée par les évêques français, il sembla même admettre la légitimité de cet anathème en confisquant les biens de Louis ou du moins en feignant de les confisquer. Le roi disait dans ses entretiens publics : Je ne veux ni voir mon fils, ni lui écrire dans la crainte de m'exposer à la contagion d'un excommunié. La dissimulation dictait ces paroles, mais ne donnait pas lui-même au pape tous les moyens de développer les abus les plus criants de la puissance pontificale.

22. Philippe Auguste fit son testament en 1222. Guérin, évêque de Senlis, Barthélemi-de-Roger, grand chambrier de France, et frère Aimar, trésorier du temple, en furent les exécuteurs.

Une fièvre lente le tourmentait depuis plus d'un an. Il mourut le 25 juillet 1223, dans la

<sup>1216-1223</sup> cinquante - huitième année de son âge. Son corps fut porté à Saint-Denys.

Philippe épousa successivement Isabelle de Hainaut, dont il eut Louis VIII; Ingelburge, qui ne lui laissa pas d'enfans, et Agnès de Méranie qui lui donna Philippe, comte de Boulogne, et Marie, femme de Henri de Brabant. Il eut encore, d'une femme inconnue, Pierre Charlot, évêque de Noyon. Guillaume-le-Breton, son précepteur, lui dédia un poème intitulé la *Carlotide*. Nous ne connaissons pas ce poème sans la mention qu'en fit Guillaume-le-Breton à la fin de la dédicace de la *Philippide* adressée à Louis VIII.

Sous le règne de Philippe Auguste les députés des villes n'entraient pas dans le baronnage de France, où se discutaient les principales affaires de la monarchie; mais réglant à part leurs intérêts dans les municipalités respectives et auprès du roi, elles acquéraient insensiblement un grand crédit. Procurant à Philippe Auguste les subsides dont il avait besoin, et des troupes indépendantes de celles des barons, elles mirent ce prince en état de se faire obéir dans son royaume.

Existait-il alors une assemblée nationale en France? Quel en était le pouvoir? En quoi cette assemblée différerait-elle de la cour des pairs, à laquelle dans la suite le parlement

de Paris prétendit succéder ? On fait ces ques- 1216-1223  
tions tous les jours.

Nos historiens, plus occupés de ranger à leur gré des armées en bataille, ou des fastidieux détails du siège de quelque château, dont les traces n'existent plus, qu'à suivre laborieusement les variations amenées par le temps et les circonstances dans la constitution des empires, prétendent qu'on en chercherait vainement la solution, ensevelie pour jamais sous les décombres dont cette partie des fastes nationaux sont couverts. Le procès fait par la cour de France au roi Jean Sans terre sous ce règne, jette cependant sur cet objet tout le jour désirable, et supplée au silence des historiens.

Le baronnage de France, alors assemblé à Villeneuve-le-Roi, établissait une police générale dans les fiefs. Cette assemblée différait de celle des douze grands barons connus dans notre histoire sous le nom de pairs de France. On y trouve la signature de Hervé, comte de Nevers, de Gui de Dampierre, de Gaucher, comte de Saint-Pol, et les seuls pairs laïques de France étaient les ducs de Bourgogne, de Normandie et de Guienne, les comtes de Flandre, de Champagne et de Toulouse. Dans l'assemblée de Villeneuve, se réunissaient donc les principaux barons français relevant du roi.



1216-1223 ou du royaume. Au milieu d'eux on voyait d'autres évêques que les six pairs de Rheims, de Langres, de Laon, de Beauvais, de Noyon et de Soissons, et plusieurs abbés à cause des fiefs attachés à leur monastère. La noblesse et le clergé ne formaient pas deux chambres séparées dans cette réunion à laquelle, sous la seconde dynastie, on donnait communément le nom de parlement, attribué aujourd'hui au parlement britannique. Celui du baronnage de France, *barnagium regni* prévalait alors en France.

Henri III, roi d'Angleterre, requis par Louis IX de l'accompagner dans son expédition de la Palestine, répondit, suivant Mathieu Paris : Je suis prêt à me mettre en marche, si le roi de France veut me restituer les provinces confisquées sur le roi Jean mon père. La reine Blanche de Castille paraissait disposée à rendre aux Anglais la Normandie. Cet avis fut improuvé par tous les barons dont se composait le conseil du roi. Le jugement des pairs ne saurait rester sans exécution, répondirent-ils de concert, à moins qu'on ne le fasse casser dans le baronnage de France. *Absit enim ut duodecim parium, judicium quo justè judicatur rex Anglorum et privatur Normandiæ pro frivolo habeatur factum est murmur horribile inter magnatos Francorum, quod sine consensu universalis*

*barnagii talia præsumeret rex Franciæ præ-* 1216-1223  
*meditari.*

L'assemblée des douze pairs différerait donc de celle du baronnage, puisque le baronnage avait droit de casser une sentence rendue par la cour des pairs ?

Parmi les pairs de France, les ecclésiastiques n'assistaient pas aux jugemens criminels dont le résultat pouvait être une peine de mort ou de mutilation prononcée contre les accusés. Le duc de Bourgogne, le comte de Champagne et le comte de Flandre, combattaient les Musulmans dans la Palestine, à l'époque du jugement de Jean Sansterre. Le comte de Toulouse ne pouvait venir à Paris, il se défendait dans le Languedoc contre les croisés. Le roi Jean possédait la pairie de Guienne. Les six pairs et les six prélats, connus dans la suite sous le nom de douze pairs, ne formèrent donc pas le tribunal dans lequel le roi d'Angleterre fut jugé. Cependant ce jugement fut rendu par douze pairs. C'est le texte précis de Mathieu Paris : *duodecim parium*.

On ne peut expliquer ce fait, sans considérer les usages d'Angleterre dans le jugement des procès criminels. Tous les Anglais étaient jugés par leurs pairs. On appelle aujourd'hui cette procédure, jugement par

1216-1223 jurés. Douze pairs ou jurés rendent une sentence criminelle sans former un tribunal permanent. On nomme dans chaque procès des jurés de la profession de l'accusé, ce sont ses pairs. Il les réduit lui-même à douze par voie de la récusation. La magistrature de ce jury finit avec le jugement rendu. Nous avons adopté cette procédure depuis la révolution de 1789.

Le droit d'être jugé par ses pairs appartenait à tous les Français sous les Mérovingiens, comme on l'a vu précédemment. J'ai aussi observé qu'on retrouve en Angleterre, une partie des anciennes coutumes de France. Tout se confondit parmi nous sous le régime féodal. Mais les vestiges d'un droit cher aux peuples, pouvaient-ils être entièrement perdus? On ne peut ni l'assurer, ni prouver le contraire. Dans cette incertitude, les faits doivent parler eux-mêmes. Le roi Jean fut jugé par douze pairs. Ces douze pairs n'étaient pas les douze barons appelés pairs de France, et auxquels la coutume attribua des fonctions particulières au sacre des rois français. L'usage d'Angleterre s'observait donc alors en France, au moins dans les procès criminels concernant les grands seigneurs. La cour des pairs était donc un tribunal passager, différent également du baronnage de France, auquel correspondait

le parlement d'Angleterre , et de la cour de justice royale représentée dans la suite en France par les parlemens , et en Angleterre par la cour des communs plaids. 1216-1223

Avant la féodalité , les comtes administraient la justice en France. Une cour souveraine établie dans le palais des rois , et présidée par le comte du Palais , ou comte de Paris , revoquait ou confirmait les jugemens , et renvoyait à l'assemblée du Champ-de-Mai les affaires dont l'importance ou les difficultés méritaient les regards de la nation. Charlemagne convoquait chaque année deux assemblées différentes par la qualité des membres dont elles se composaient et par la nature des affaires qu'on y traitait. La seconde de ces assemblées paraît être l'origine des cours de justice , connues dans la suite sous le nom de parlemens. Ces assemblées tenues en automne par Charlemagne devinrent irrégulières après le règne de Louis-le-Débonnaire. Elles se confondirent ensuite avec celles des grands vassaux ; la confusion augmenta durant les croisades.

Le président du tribunal de justice , séant dans le palais des rois , portait sous les Carlovingiens le nom de comte du Palais ou de comte de Paris , à l'exemple des chefs de la justice impériale en Allemagne et en Italie , appelés comtes Palatins. Les ancêtres de Hugues

1216-1223 Capet possédaient en France, cette charge éminente. Hugues Capet la réunit à la couronne. Ses fonctions furent confiées au grand sénéchal. Geoffroi, comte d'Anjou, obtint cette dignité en 987, l'année où Hugues Capet monta sur le trône.

Thibaud, comte de Champagne, grand sénéchal de France, étant mort dans la Palestine, Philippe Auguste partagea la grande sénéscalie entre plusieurs baillifs établis dans ses domaines. La cour du Palais fut remplacée en 1190, par un commun plaid, semblable au tribunal de justice d'Angleterre. Ce commun plaid devait tenir trois assises par an dans Paris, et terminer les procès des particuliers, et les difficultés concernant le domaine royal.

Dans ce tribunal, siégeaient des chevaliers et des évêques nommés chaque année par le roi, et auxquels était attribué un salaire. Le nom de commun plaid, *commune placitum*, fut remplacé par celui de petit parlement, ou parloir du roi. Enfin la dénomination de parlement donnée au baronnage d'Angleterre et donnée aussi assez indifféremment en France à toutes les grandes assemblées, fut attachée à ce tribunal d'une manière invariable et exclusive, quoique cette cour de judicature n'eût rien de commun avec l'assemblée du baronnage français.

Le même mot a souvent été employé à désigner des choses différentes. Ainsi le nom de diocèse donné à une grande province de l'empire romain, fut appliqué depuis aux paroisses gouvernées par un évêque. Ainsi le nom d'empereur, porté chez les Romains par les généraux d'armée, devint le titre distinctif du premier monarque de l'Europe. Ainsi le nom de consul, attribué au premier magistrat de Rome libre, passa à des marchands, juges des intérêts mercantiles de leurs confrères. ●

Ce changement introduisit de nouveaux tribunaux. On pourrait les regarder comme les débris de l'ancienne cour du Palais. Les grands officiers du roi, auparavant sous les ordres du comte, et ensuite sous ceux du grand sénéchal, étendirent leurs prééminences. Le connétable n'avait joué qu'un rôle subalterne, *comes stabuli*, il devint chef de la guerre. Le chancelier, chargé de sceller les actes publics, devint chef de la justice. L'Histoire commence à faire mention des maréchaux de France sous Philippe II.

J'ai rapporté comment les procédures usitées dans les tribunaux ecclésiastiques, avaient influé sur l'exercice de la justice civile. Louis IX rendit plus rare le duel judiciaire. Les juges furent obligés alors de consulter des titres, de lire des chartes. Il fallut com-

1216-1223

biner, réfléchir. Les barons dont les plus savans signaient à peine leur nom devenaient incapables d'un pareil travail. On admit dans la cour de justice des magistrats plus instruits : ce fut une révolution dont je parlerai dans la suite.

Selon le président Hénault, la Normandie et les autres provinces réunies sous ce règne sans condition, perdirent leur assemblée nationale particulière, à la différence d'autres provinces réunies dans la suite, comme le Languedoc, le Dauphiné, la Provence, la Flandre, la Bourgogne, la Bretagne, l'Artois. Une pareille différence eût été le comble de l'injustice; mais Hénault se trompe. La Normandie conserva son baronnage, après sa réunion à la France. Les Normands demandèrent en 1469, sous Louis XII, que leur cour souveraine, alors appelée l'échiquier de Normandie, fût désormais composée de gens de robe, sur le modèle du parlement de Paris, sauf à compeller huit ou dix barons de chaque bailliage, dans les occasions où les nouveaux magistrats auraient besoin de leur assistance. Les états-généraux de Normandie furent formellement confirmés par Philippe Auguste en 1204. Jamais ils ne furent supprimés par des lois précises, mais le droit des Normands, comme celui des Dauphinois,

devint inutile par le fait. Les rois de France depuis Henri IV ne permirent pas aux Etats de ces deux provinces de s'assembler. 1216-1223

Sous le règne de Philippe Auguste furent dressés les plus anciens réglemens de l'Université de Paris. Cependant le nom d'Université ne fut point donné à ce corps avant le règne de saint Louis.

Les fidèles avaient communie sous les deux espèces du pain et du vin, jusqu'au neuvième siècle, sans qu'on découvre aucun changement public dans cette pratique. On parvint insensiblement au retranchement de la coupe. Les Vaudois se récriaient contre ce changement et voulaient rétablir l'ancien usage.

Dans l'église de Jérusalem, l'affluence des communians était prodigieuse durant les croisades, on leur donnait la seule espèce de pain. Il paraît que cet usage passa alors en Occident. Dans les églises de France, on mit d'abord une partie du pain dans le calice; le peuple recevait la communion avec ce pain trempé. Le concile de Constance, après avoir déclaré que Jésus-Christ avait institué l'eucharistie sous les deux espèces, retrancha par un décret la coupe aux laïques.



# ERRATA.

|      |           |                                         |
|------|-----------|-----------------------------------------|
| Page | 18, ligne | 19, de, lisez du.                       |
| —    | 20, —     | 13, remplissait, lisez remplissaient.   |
| —    | 21, —     | 5, au, lisez aux.                       |
| —    | 27, —     | 15, les, lisez des.                     |
| —    | 29, —     | 2, Apalie, lisez Apulie.                |
| —    | 73, —     | 16, forme, lisez forma.                 |
| —    | 141, —    | 26, Raguse, lisez Rangasé.              |
| —    | 145, —    | 15, porter, lisez prêter.               |
| —    | 159, —    | 11, s'informaient, lisez l'informaient. |
| —    | 208, —    | 4, Budget, lisez Bugey.                 |
| —    | 209, —    | 17, de, lisez à                         |
| —    | 225, —    | 4, en, lisez sur.                       |
| —    | 249, —    | 1, deuxième, lisez dixième.             |
| —    | 256, —    | 17, quatres, lisez quatre.              |
| —    | 304, —    | 14, Monfred, lisez Manfredi.            |
| —    | 369, —    | 23. châtau, lisez château.              |
| —    | 405, —    | 20, Sansterres, lisez Sansterre.        |
| —    | 464, —    | 17, elle, lisez il.                     |
| —    | 466, —    | 21, Citaux, lisez Cîteaux.              |
| —    | 492, —    | 16, de que, lisez de ce que.            |
| —    | 498, —    | 3, Pembrok, lisez Pembrook.             |
| —    | 499, —    | 1, alherbe, lisez Malherbe.             |
| —    | 520, —    | 10, Sansterres, lisez Sansterre.        |
| —    | 529, —    | 8, gnastique, lisez gnostique.          |







